

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la tarification

ITEP Stehelin

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 07/12/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 26 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Stehelin (N° Finess 33.0.78082.6) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	109 926,00 €	1 243 161,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	962 267,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	170 968,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 220 262,00 €	1 243 161,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	9 922,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	12 977,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat :	225,77 €
En semi-internat :	207,77 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -


Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine


Anne BOUYGARD EARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la tarification

ITEP Château Breillan

BLANQUEFORT

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 30/06/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 50 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Château Breillan (N° Finess 33.0.78080.0) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	265 434,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	1 622 638,00 €	2 175 778,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	287 706,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	2 152 609,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	13 925,00 €	2 175 778,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	9 244,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat :	238,05 €
En semi-internat :	220,05 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -


Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine


Anne BOUYGARD EARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la tarification

ITEP Saint Denis

AMBARES-ET-LAGRAVE

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 94 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Saint Denis (N° Finess 33.0.78079.2) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	475 720,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	2 810 535,00 €	3 737 550,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	414 874,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	36 421,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	3 670 350,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	63 317,00 €	3 737 550,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	3 883,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat :	223,91 €
En semi-internat :	205,91 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -


Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine



Anne BOUYGARD EARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la tarification

ITEP Andernos

ANDERNOS-LES-BAINS

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/08/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 35 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de ITEP Andernos (N° Finess 33.0.78057.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	159 150,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	964 394,00 €	1 357 358,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	228 658,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	5 156,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 295 712,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00 €	1 357 358,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	51 646,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat :	206,17 €
En semi-internat :	188,17 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -


Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine



Anne BOUYGARD EARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la tarification

MAS Charles Perrens

SAINT-MEDARD-EN-JALLES

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 19/10/2000 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 60 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de MAS Charles Perrens (N° Finess 33.0.05784.5) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	716 700,00 €	4 252 265,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	3 012 565,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	523 000,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	3 912 895,00 €	4 252 265,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	327 000,00 €	
	Dont forfait journalier	297 000,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	12 370,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat :	239,73 €
En semi-internat :	239,73 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -


Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine


Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la tarification

IME Saute Mouton

GRADIGNAN

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 25/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 20 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME Saute Mouton (N° Finess 33.0.02241.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	276 977,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	1 200 000,00 €	1 759 200,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	282 223,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 189 768,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	1 759 200,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	569 432,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat :	69,34 €
En semi-internat :	51,34 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD EARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la tarification

MAS Monséjour Marly

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 07/06/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de MAS Monséjour Marly (N° Finess 33.0.02171.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	170 418,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	1 092 212,00 €	1 490 362,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	227 732,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 414 277,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	76 085,00 €	1 490 362,00 €
	Dont forfait journalier	72 533,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat : 323,83 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la tarification

MAS Le Sabla

GRIGNOLS

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 09/06/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 28 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de MAS Le Sabla (N° Finess 33.0.02137.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	345 000,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	1 913 771,00 €	2 778 984,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	420 213,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	100 000,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	2 620 691,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	158 293,00 €	2 778 984,00 €
	Dont forfait journalier	157 752,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat : 311,78 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la tarification

IME L'Esteppe

SAINT-MACAIRES

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 23/12/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 15 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME L'Estepé (N° Finess 33.0.02123.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	146 779,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	696 532,00 €	1 008 445,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	150 187,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	14 947,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 003 445,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	5 000,00 €	1 008 445,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En semi-internat : 329,01 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 4 -


Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine


Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Saute Mouton

TALENCE

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 19/01/1999 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Saute Mouton (N° Finess 33.0.05614.4) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	32 570,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	435 676,00 €	657 155,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	77 985,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	110 924,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	652 155,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	5 000,00 €	657 155,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Saute Mouton

est fixée à 652 155,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 54 346,25 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

FAM de La Reole

LA REOLE

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 01/10/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 22 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de FAM de La Reole (N° Finess 33.0.05609.4) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 082,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	578 656,00 €	625 816,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	6 078,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	625 816,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	625 816,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du FAM de La Reole est fixé à 625 816,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 52 151,33 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 78,23 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD de Talence

TALENCE

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 27/05/1993 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 10 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD de Talence (N° Finess 33.0.80215.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 971,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	81 441,00 €	96 695,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	2 150,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	4 133,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	96 695,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	96 695,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD de Talence

est fixée à 96 695,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 8 057,92 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD de Blaye

BLAYE

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 31/12/1996 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 20 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD de Blaye (N° Finess 33.0.79375.3) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 000,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	170 803,00 €	210 803,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	25 000,00 €	
Recettes	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	210 803,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	210 803,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD de Blaye est fixée à 210 803,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 17 566,92 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

FAM de Neujon

MONSEGUR

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 11/11/2000 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 50 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de FAM de Neujon (N° Finess 33.0.79246.6) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	77 104,00 €	1 068 734,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	981 108,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 522,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 068 734,00 €	1 068 734,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du FAM de Neujon est fixé à 1 068 734,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 89 061,17 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 60,46 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

FAM TRIADE

LE BOUSCAT

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 02/04/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 36 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de FAM TRIADE (N° Finess 33.0.78222.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	66 510,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	583 673,00 €	650 183,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
Recettes	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	0,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	650 183,00 €	
Recettes	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	650 183,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du FAM TRIADE est fixé à 650 183,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 54 181,92 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 58,27 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD CESDA

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 19/10/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 30 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD CESDA (N° Finess 33.0.05772.0) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 681,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	472 498,00 €	542 991,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	44 812,00 €	
Recettes	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	542 991,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	542 991,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD CESDA

est fixée à 542 991,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 45 249,25 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD de Libourne

LIBOURNE

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 11/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD de Libourne (N° Finess 33.0.05770.4) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 062,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	192 815,00 €	232 073,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	19 418,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	10 778,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	232 073,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	232 073,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD de Libourne est fixée à 232 073,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 19 339,42 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Bellefonds

CENON

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 23/11/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 25 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Bellefonds (N° Finess 33.0.05769.6) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 253,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	431 766,00 €	505 019,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	24 179,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	1 821,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	502 008,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	3 011,00 €	505 019,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Bellefonds

est fixée à 502 008,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 41 834,00 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Saint Denis

AMBARES-ET-LAGRAVE

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 24 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Saint Denis (N° Finess 33.0.05767.0) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	54 010,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	423 908,00 €	530 125,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	52 207,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	530 125,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	530 125,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Saint Denis

est fixée à 530 125,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 44 177,08 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

SAMSAH ADAPT

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 02/08/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 30 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAMSAH ADAPT (N° Finess 33.0.05764.7) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 000,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	476 751,00 €	482 434,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	1 683,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	478 734,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	3 700,00 €	482 434,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du SAMSAH ADAPT est fixé à 478 734,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 39 894,50 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 167,39 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Stehelin

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 30/06/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 41 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Stehelin (N° Finess 33.0.05761.3) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 426,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	638 329,00 €	752 993,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	69 238,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	714 801,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	752 993,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	38 192,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Stehelin

est fixée à 714 801,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 59 566,75 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Trisomie 21

VILLENAVE-D'ORNON

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 31/07/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 66 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Trisomie 21 (N° Finess 33.0.05677.1) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	200 569,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	773 257,00 €	1 125 270,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	151 444,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 125 270,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	1 125 270,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Trisomie 21

est fixée à 1 125 270,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 93 772,50 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

FAM Airial du Nid de l'Agasse

LE BARP

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 10/08/1999 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 32 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de FAM Aïrial du Nid de l'Agasse (N° Finess 33.0.05643.3) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 060,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	780 392,00 €	825 120,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	4 668,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	825 120,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	825 120,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du FAM Aïrial du Nid de l'Agasse est fixé à 825 120,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 68 760,00 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 72,21 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Macanan

CENON

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Macanan (N° Finess 33.0.01473.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 856,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	208 287,00 €	251 656,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	32 513,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	250 830,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	826,00 €	251 656,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Macanan

est fixée à 250 830,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 20 902,50 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD de Langon

LANGON

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 01/09/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 24 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD de Langon (N° Finess 33.0.05610.2) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 845,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	368 164,00 €	454 161,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	22 078,00 €	
Recettes	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	45 074,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	454 161,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	454 161,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD de Langon

est fixée à 454 161,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 37 846,75 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

FAM Le Mascaret

BEGLES

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 11/01/1996 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 54 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de FAM Le Mascaret (N° Finess 33.0.05454.5) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 410,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	1 100 223,00 €	1 163 190,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	6 557,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 163 190,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	1 163 190,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du FAM Le Mascaret est fixé à 1 163 190,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 96 932,50 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 67,94 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

SAMSAH Habitat et Soins

BEGLES

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 02/08/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 15 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAMSAH Habitat et Soins (N° Finess 33.0.03212.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 100,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	127 893,00 €	148 452,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	12 459,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	148 452,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	148 452,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du SAMSAH Habitat et Soins est fixé à 148 452,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 12 371,00 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 58,98 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

SAMSAH ARI

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 03/11/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 20 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAMSAH ARI (N° Finess 33.0.02646.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 560,00 €	201 093,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	195 533,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
Déficit		0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	201 093,00 €	201 093,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du SAMSAH ARI est fixé à 201 093,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 16 757,75 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 22,34 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

SAMSAH ASD

SAINT-SAVIN

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 01/07/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 15 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAMSAH ASD (N° Finess 33.0.02331.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 346,00 €	139 367,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	114 808,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 213,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	139 367,00 €	139 367,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du SAMSAH ASD est fixé à 139 367,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 11 613,92 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 25,46 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

FAM Monséjour Marly

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 26/07/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 30 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de FAM Monséjour Marly (N° Finess 33.0.02232.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	80 811,00 €	1 009 000,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	915 306,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	12 883,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 009 000,00 €	1 009 000,00 €
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du FAM Monséjour Marly est fixé à 1 009 000,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 84 083,33 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 98,52 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Lecocq

LEOGNAN

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Lecocq (N° Finess 33.0.02147.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 188,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	172 778,00 €	217 468,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	21 502,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	216 765,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	703,00 €	217 468,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Lecocq est fixée à 216 765,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 18 063,75 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Beaulieu

LE PIAN-MEDOC

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 02/11/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 6 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Beaulieu (N° Finess 33.0.02128.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 846,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	109 697,00 €	133 363,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	16 820,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	132 901,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	354,00 €	133 363,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	108,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Beaulieu

est fixée à 132 901,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 11 075,08 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Villa Flore

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 20 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Villa Flore (N° Finess 33.0.01897.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 240,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	212 918,00 €	251 135,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	27 225,00 €	
Recettes	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	752,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	249 437,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	251 135,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	1 698,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Villa Flore est fixée à 249 437,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 20 786,42 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

SAMSAH GIHP Mérignac

MERIGNAC

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 11/12/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 40 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAMSAH GIHP Mérignac (N° Finess 33.0.01883.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0,00 €	240 956,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	235 759,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 197,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	240 956,00 €	240 956,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du SAMSAH GIHP Mérignac est fixé à 240 956,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 20 079,67 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 19,88 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

SAMSAH GIHP Mérignac

MERIGNAC

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 11/07/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAMSAH GIHP Mérignac (N° Finess 33.0.01878.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	86 535,00 €	86 535,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	0,00 €	
Recettes	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	86 535,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	86 535,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du SAMSAH GIHP Mérignac est fixé à 86 535,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 7 211,25 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 63,07 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

SAMSAH Espoir 33

CENON

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 11/07/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 12 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAMSAH Espoir 33 (N° Finess 33.0.01874.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 000,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	93 021,00 €	97 161,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	2 140,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	97 161,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	97 161,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du SAMSAH Espoir 33 est fixé à 97 161,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 8 096,75 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 22,18 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD de Frontenac

FRONTENAC

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 25 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD de Frontenac (N° Finess 33.0.00745.1) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27 920,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	365 614,00 €	416 387,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	22 853,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	416 387,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	416 387,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD de Frontenac est fixée à 416 387,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 34 698,92 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

*SESSAD Rive Droite
CASTILLON-LA-BATAILLE*

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 16/08/2001 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 50 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Rive Droite (N° Finess 33.0.01468.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	63 720,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	689 177,00 €	901 545,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	148 648,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	901 545,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	901 545,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Rive Droite

est fixée à 901 545,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 75 128,75 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Millefleurs

BEGLES

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 30 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Millefleurs (N° Finess 33.0.00959.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21 029,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	449 991,00 €	555 875,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	84 855,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	555 875,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	555 875,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Millefleurs est fixée à 555 875,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 46 322,92 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Nazareth

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/08/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 15 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Nazareth (N° Finess 33.0.00812.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 915,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	241 141,00 €	265 500,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	16 444,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	264 606,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	894,00 €	265 500,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Nazareth

est fixée à 264 606,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 22 050,50 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Rive Gauche

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 05/09/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 25 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Rive Gauche (N° Finess 33.0.00802.0) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 676,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	436 511,00 €	508 417,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	48 230,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	508 417,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	508 417,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Rive Gauche est fixée à 508 417,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 42 368,08 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Coutras

COUTRAS

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 01/09/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 40 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Coutras (N° Finess 33.0.00800.4) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	44 900,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	560 136,00 €	654 736,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	49 700,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I		
	Produits de la tarification	654 736,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	654 736,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Coutras

est fixée à 654 736,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 54 561,33 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 23/08/2012

Portant fixation de la dotation globale pour l'année 2012

SESSAD Les Tournesols

CENON

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 20/01/1994 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 5 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SESSAD Les Tournesols (N° Finess 33.0.00747.7) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27 965,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	179 703,00 €	227 507,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	12 684,00 €	
Recettes	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	7 155,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	227 507,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	227 507,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SESSAD Les Tournesols est fixée à 227 507,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 18 958,92 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

DÉLÉGATION TERRITORIALE
DE LA GIRONDE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
CHARGÉE DE LA SOLIDARITÉ

ARRETE du 24 AOÛT 2012

Portant transfert d'autorisation
au profit de la SARL «Adrien B Développement»
pour la gestion
de l'EHPAD «Domaine des Gréziens» sis
9 La Cafourche
33 390 MAZION

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé
d'Aquitaine

Le Président du Conseil Général

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L.312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R.312-180 à R.312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-sociale et les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.3214-1 et L.3221-9 ;

VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009 - 2011 ;

VU le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général en date du 12 septembre 1990 portant autorisation de création d'une maison de retraite «Domaine des Gréziens», sise 9 La Cafourche à Mazion (33390), d'une capacité de 18 places, accordée à la SARL «Domaine des Gréziens», représentée par Monsieur et Madame RUFFINEL en tant que gérants ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde en date du 16 novembre 2006 portant autorisation de transformation de la maison de retraite «Domaine des Gréziens» sise 9 La Cafourche à Mazion (33390), en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, d'une capacité de 18 lits d'hébergement permanent ;

Espace Rodesse
CS 91704
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

Esplanade
Charles-de-Gaulle
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

VU le courrier de Monsieur Adrien BRISSARD en date du 20 février 2012, agissant en qualité d'associé unique de la SARL «Adrien B Développement», sollicitant le transfert d'autorisation de la société dénommée « Domaine des Gréziens », société initialement constituée en la forme de société à responsabilité limitée immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Libourne sous le n° 387 666 860, ladite société transformée en société civile «SC des Gréziens », au profit de la SARL « Adrien B Développement » dont le siège social se situe 71 rue du Sablonat à Bordeaux (33800), pour l'exploitation de l'EHPAD «Domaine des Gréziens» sis 9 La Cafourche à Mazion (33390) ;

VU la copie de l'avenant modificatif du 12 mars 2012 relatif au protocole de cession des parts sociales en date du 17 février 2012 entre Madame Marie-France LIDOVE, épouse de Monsieur Serge RUFFINEL agissant au nom et pour le compte de la société « SC des Gréziens » et dénommée « Le cédant» au profit de Monsieur Adrien BRISSARD agissant en tant qu'associé unique de la SARL « Adrien B Développement » dénommée « Le cessionnaire », fixant la date de réitération au 31 mai 2012 pour la détention et la jouissance des parts ;

VU la copie de l'avenant modificatif du 1^{er} juin 2012 de prorogation, relatif au protocole de cession des parts sociales en date du 17 février 2012 entre Madame Marie-France LIDOVE, épouse de Monsieur Serge RUFFINEL agissant au nom et pour le compte de la société « SC des Gréziens » et dénommée « Le cédant» au profit de Monsieur Adrien BRISSARD agissant en tant qu'associé unique de la SARL « Adrien B Développement » dénommée « Le cessionnaire » fixant la date de réitération au 30 juin 2012 ;

VU la copie de l'avenant modificatif du 1^{er} juillet 2012 de prorogation, relatif au protocole de cession des parts sociales en date du 17 février 2012 entre Madame Marie-France LIDOVE, épouse de Monsieur Serge RUFFINEL agissant au nom et pour le compte de la société « SC des Gréziens » et dénommée « Le cédant » au profit de Monsieur Adrien BRISSARD agissant en tant qu'associé unique de la SARL « Adrien B Développement » dénommée « Le cessionnaire » fixant la date de réitération au 31 juillet 2012 ;

VU la copie des statuts certifiée conforme à l'original en date du 22 décembre 2011, de la société « SC des Gréziens » dont le siège social est fixé Domaine des Gréziens à Mazion (33390) et l'extrait Kbis du Tribunal de commerce de Libourne daté du 17 avril 2012 attestant de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 750 989 386 ;

VU la copie des statuts certifiée conforme à l'original en date du 27 mars 2012, de la SARL « Adrien B Développement » dont le siège social est fixé 71 rue du Sablonat à Bordeaux (33800) et la copie de l'extrait Kbis du Tribunal de commerce de Bordeaux daté du 2 mai 2012 attestant de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 751 169 707 ;

CONSIDERANT que la demande de transfert d'autorisation susvisée apporte toutes les garanties attendues, à la fois, en matière de qualité de prise en charge des résidents et de fonctionnement de l'EHPAD « Domaine des Gréziens » sis 9 la Cafourche à Mazion (33390) ;

SUR proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services du Département ;

- ARRETEMENT -

Article premier- L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles délivrée à la SARL « Domaine des Gréziens » représentée par Madame et Monsieur RUFFINEL, est transférée à la SARL « Adrien B Développement » sise 71 rue du Sablonat à Bordeaux (33800) représentée par Monsieur Adrien BRISSARD, pour la gestion de l'EHPAD « Domaine des Gréziens» sis 9 la Cafourche à Mazion (33390) d'une capacité de 18 lits d'hébergement permanent.

L'exploitation des 18 lits d'hébergement permanent ci-dessus désignés s'entend in situ 9 la Cafourche à Mazion (33390).

Article 2- La présente autorisation deviendra effective lors de la réalisation de la cession des parts sociales entre Madame Marie-France LIDOVE, épouse de Monsieur Serge RUFFINEL représentant la société civile «SC des Gréziens» cédante et la SARL « Adrien B Développement» cessionnaire.

Article 3- Les représentants de la SARL « Adrien B Développement» cessionnaire sont tenus de respecter les conditions légales et les engagements pris auprès des autorités administratives et de respecter les obligations mentionnées dans la convention tripartite pluriannuelle signée le 29 mars 2007.

Article 4 - Un avenant de prorogation de la convention tripartite pluriannuelle signée le 29 mars 2007 est en cours de formalisation conjointement par l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Conseil Général de Gironde. Les représentants de la SARL « Adrien B Développement» cessionnaire sont tenus de poursuivre l'activité de l'EHPAD « Domaine des Gréziens » sis 9 la Cafourche à Mazion (33390) qui n'est pas assujetti au GMPS, dans les mêmes conditions de tarification.

Article 5- La présente autorisation ne vaut pas habilitation à l'aide sociale du Département.

Article 6- La présente autorisation est caduque en application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 7- Conformément à l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

Article 8- Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

Article 9- Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : SARL Adrien B Développement

N° FINESS : 33 004 589 9

N° SIREN : 751 169 707

Code statut juridique : 72 - SARL

Entité établissement : EHPAD DOMAINE DES GREZIENS

N° FINESS : 33 079 960 2

Code catégorie : 200 Maison de retraite

capacité : 18

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	18

Article 10- Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et au recueil des actes administratifs du Département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

Article 11- La Directrice de la Santé Publique et de l'Offre médico-sociale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 24 AOÛT 2012

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Anne BOUYGARD-BARON

Le Président du Conseil Général

Pour le Président du Conseil Général
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
chargé de l'Interim du D.G.S.D



Marie-Christine PLESSIER

ARRETE du 24 AOÛT 2012

Portant changement de nom et d'adresse de la SARL gérant
l'établissement d'hébergement pour personnes âgées
dépendantes (EHPAD) « Le Clos du Lord » sis 13 chemin
Murielle et Alain LABEQUE à QUINSAC (33360)

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé
d'Aquitaine

Le Président du Conseil Général
de la Gironde

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L.313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements et les articles D 313-16 à D 313-19 relatifs aux modalités de tarification des établissements mentionnés au II de l'article L 313-12 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 3214-1 et L.3221-9 ;

VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009 - 2011 ;

VU le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 16 juillet 2012 de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé nommant Madame Anne Bouygard-Baron en tant que Directrice Générale par intérim de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général en date du 14 septembre 1987 portant autorisation de fonctionnement de la maison de retraite « Le Clos du Lord » sise à Quinsac (33360) d'une capacité de 30 places d'hébergement permanent ;

Espace Rodesse
CS 91704
33063 BORDEAUX CEDEX
Tél. 05 57 01 44 00

Esplanade
Charles-de-Gaulle
33074 BORDEAUX CEDEX
Tél. 05 56 99 33 33

VU l'arrêté du Préfet de la Gironde en date du 14 novembre 2005 portant sur la transformation de la maison de retraite « Le Clos du Lord » en EHPAD d'une capacité de 30 lits d'hébergement permanent ;

VU l'arrêté conjoint de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine de Gironde et du Président du Conseil Général en date du 2 janvier 2012 autorisant la SARL « Vesperine », filiale de la SAS « Auvergne » pour la gestion de l'EHPAD « Le Clos du Lord » à Quinsac (33360) d'une capacité de 30 lits d'hébergement permanent ;

VU le courrier de Madame Sonia Benichou en date du 25 avril 2012, agissant en qualité de Responsable Juridique de la SAS « Auvergne » informant le Conseil Général du changement de nom et d'adresse de la société Vesperine devenant « Résidence le Clos du Lord » dont le siège social se situe 13 chemin Murielle et Alain Labèque à Quinsac (33360) ;

VU la copie des statuts certifiée conforme à l'original, en date du 30 décembre 2011 de la SARL « Résidence le Clos du Lord » et la copie de l'extrait Kbis du Tribunal de Commerce de Bordeaux daté du 4 mars 2012 ;

SUR proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services du Département ;

- A R R E T E N T -

Article premier- L'article premier de l'arrêté conjoint de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Président du Conseil Général de Gironde du 2 janvier 2012 autorisant la SARL « Vesperine » pour la gestion de l'EHPAD « Le Clos du Lord » à Quinsac (33360) d'une capacité de 30 lits d'hébergement permanent est abrogé et réécrit comme suit :

« L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est accordée à la SARL « Résidence le Clos du Lord » pour la gestion de l'EHPAD « Le Clos du Lord » sis 13 chemin Murielle et Alain Labèque à Quinsac (33360) d'une capacité de 30 lits d'hébergement permanent ».

L'exploitation des 30 lits d'hébergement permanent ci-dessus désignés s'entend in situ 13 chemin Murielle et Alain Labèque à Quinsac (33360).

Article 2- Les représentants de la SARL « Résidence Le Clos du Lord » sont tenus de respecter les conditions légales et les engagements pris auprès des autorités administratives, notamment les obligations mentionnées dans la convention tripartite pluriannuelle en date du 30 décembre 2005 et du 14 décembre 2010.

Article 3 - L'article 7 de l'arrêté conjoint de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Président du Conseil Général de Gironde du 2 janvier 2012 autorisant la SARL « Vesperine » pour la gestion de l'EHPAD « Le Clos du Lord » à Quinsac (33360) d'une capacité de 30 lits d'hébergement permanent est modifié comme suit :

« Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : SARL « Résidence Le Clos du Lord »

N° FINESS : 33 004 607 9

N° SIREN : 508 064 110

Code statut juridique : 72 SARL

Entité établissement : EHPAD « Le Clos du Lord »

N° FINESS : 33 079 857 0

Code catégorie : 200 maison de retraite

capacité : 30

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées	30

Article 4 - Les articles 2, 4, 5 et 6 de l'arrêté conjoint de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Président du Conseil Général de Gironde du 2 janvier 2012 autorisant la SARL « Vesperine » pour la gestion de l'EHPAD « Le Clos du Lord » à Quinsac (33360) d'une capacité de 30 lits d'hébergement permanent sont sans changement.


Article 5- Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et au recueil des actes administratifs du Département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

Article 6 - La Directrice de la Santé Publique et de l'Offre médico-sociale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 24 AOÛT 2012

Le Président du Conseil Général

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine


Anne BOUYGARD-BARON

Pour le Président du Conseil Général
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
chargé de l'Intérim du D.G.S.D

Marie-Christine PLESSIET

DÉLÉGATION TERRITORIALE
DE LA GIRONDE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
CHARGÉE DE LA SOLIDARITÉ

Arrêté du **27 AOÛT 2012**

Portant transfert d'autorisation au profit de la
SAS « Résidence la Savane » à
Gujan-Mestras pour la gestion de l'EHPA
« Les Colibris » sis 11 La Galoche à Pugnac
(33710)

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé
d'Aquitaine

Le Président du Conseil Général

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements et les articles D. 313-16 à D. 313-19 relatifs aux modalités de tarification des établissements mentionnés au II de l'article L. 313-12 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;

VU l'ordonnance n° 2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

VU le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 16 juillet 2012 de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé nommant Madame Anne Bouygard-Baron en tant que Directrice Générale par intérim de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général du 11 février 1983 accordant à Monsieur Albert BELLANGER l'autorisation de créer, à Pugnac un EHPA d'une capacité de 5 lits ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général du 21 mars 1988 portant autorisation d'extension de 5 à 15 places de l'EHPA sis au lieu-dit La Galoche à Pugnac (33710) ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général du 3 octobre 2000 portant autorisation d'extension de 15 à 17 places de l'EHPA sis au lieu-dit La Galoche à Pugnac (33710) ;

Espace Rodesse
CS 91704
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

Esplanade
Charles-de-Gaulle
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

- 1 - sur 4

VU l'arrêté du Président du Conseil Général du 26 juin 2007 portant sur l'autorisation de fonctionnement de l'EHPA « Les Colibris » sis au lieu-dit La Galoche à Pugnac (33710) d'une capacité de 17 places d'hébergement permanent ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet de la Gironde et du Président du Conseil Général de la Gironde en date du 16 juin 2009 portant sur la médicalisation de l'EHPA « Les Colibris » sis 11 La Galoche à Pugnac (33710) suivant les modalités de l'option tarifaire 2 (forfait soins) ;

VU la convention de cession de parts sociales signée le 11 juillet 2011 entre Madame Marie-Claire CORVAISIER et Monsieur Christian DROUOT, associés de la SARL Maison de retraite « Les Colibris » cédants, et la SAS RESIDENCE LA SAVANE, cessionnaire, représentée par Monsieur Philippe DOMINGOS ;

VU le courrier du 12 juillet 2011 de Monsieur Lionel DESAGE, Gérant de la SAS AUVERNE et Président de la SAS RESIDENCE LA SAVANE, sollicitant d'une part le transfert d'autorisation de l'EHPA « Les colibris » sis 11 La Galoche à Pugnac (33710) en vue de délocaliser les 17 lits de ladite EHPA dans un nouveau projet d'EHPAD à Gujan-Mestras et indiquant d'autre part le maintien de l'organisation actuelle de l'EHPA « Les Colibris » jusqu'à l'intégration de cette capacité au projet précité ;

VU le courrier du 7 mars 2012 de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine prenant acte que le groupe AUVERNE a, par courrier du 30 décembre 2011, confirmé solliciter le transfert de l'autorisation de l'EHPA « Les Colibris » pour une exploitation sur site ;

VU l'avenant à la convention de cession de parts sociales signé le 25 avril 2012 entre Madame Marie-Claire CORVAISIER et Monsieur Christian DROUOT, cédants, et la SAS RESIDENCE LA SAVANE, cessionnaire, représentée par Monsieur Lionel DESAGE, supprimant « la clause suspensive d'acceptation du transfert sur le projet de Gujan-Mestras » ;

VU la copie des statuts certifiée conforme à l'original, en date du 8 septembre 2008, de la SAS RESIDENCE LA SAVANE dont le siège social est fixé, 9, cours de Verdun à Gujan Mestras (33470) et la copie de l'extrait Kbis du Tribunal de commerce de Bordeaux daté du 5 juin 2011 attestant de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 441 383 080 ;

CONSIDERANT que la demande de transfert d'autorisation susvisée apporte toutes les garanties attendues, à la fois, en matière de qualité de prises en charge des résidents et de fonctionnement de l'EHPA ;

SUR proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services Départementaux ;

- ARRETEMENT -

ARTICLE PREMIER - L'autorisation prévue à l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles délivrée à Madame Marie-Claire CORVAISIER et Monsieur Christian DROUOT associés de la SARL MAISON DE RETRAITE LES COLIBRIS est transférée à la SAS RESIDENCE LA SAVANE (nom commercial AUVERNE) représentée par Monsieur Lionel DESAGE, agissant en qualité de Président, pour la gestion de l'EHPA « Les Colibris » sis 11 La Galoche à Pugnac (33710) d'une capacité d'accueil de 17 lits d'hébergement permanent.
L'exploitation des 17 lits ci-dessus désignés s'entend in situ 11 La Galoche à Pugnac (33710).

Article 2 - La présente autorisation deviendra effective lors de la réalisation de la cession de parts sociales de la SARL MAISON DE RETRAITE LES COLIBRIS, cédante, au bénéfice de la SAS RESIDENCE LA SAVANE, cessionnaire.

Article 3 - L'option 2 « forfait soins » de l'EHPA « Les Colibris » sis 11 La Galoche à Pugnac (33710) est transférée au nouveau gestionnaire en l'état, et ce, au regard des dispositions réglementaires. L'établissement est autorisé, à ce titre, à recevoir et à dispenser des soins auprès des personnes âgées assurées sociales.

Article 4 - La délocalisation des 17 lits d'hébergement permanent et leur intégration au projet d'EHPAD de Gujan-Mestras portés par le groupe Auvence, sont soumises à autorisation des autorités compétentes et participent d'une demande différente de celle ayant engagé la présente procédure de transfert d'autorisation.

Article 5 - Les représentants de la SAS RESIDENCE LA SAVANE sont tenus de respecter les conditions légales et les engagements pris auprès des autorités administratives.

Article 6 - La présente autorisation ne vaut pas habilitation à l'aide sociale du Département.

Article 7 - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même Code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

Article 8 - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut-être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

Article 9 - Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : SAS RESIDENCE LA SAVANE

N° FINESS : 33 000 569 5

N° SIREN : 441 383 080

Code statut juridique : 75 Autre société

Entité établissement : EHPA LES COLIBRIS

N° FINESS : 33 079 222 7

Code catégorie : 200 Maison de retraite

capacité : 17

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	700	Personnes âgées	17

Article 10 - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et au recueil des actes administratifs du Département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

Article 11 - La Directrice Générale par intérim de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine


Anne BOUYGARD-BARON

Fait à Bordeaux, le 27 AOÛT 2012

Le Président du Conseil Général


Pour le Président du Conseil Général
Le Directeur Général
des Services Départementaux

Gérard MARTY

Décision du 27/08/2012

Portant fixation de la tarification

SAD

SAINT-DENIS-DE-PILE

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 27/11/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 10 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAD
(N° Finess 33.0.01208.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 040,00 €	438 386,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	356 698,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	56 648,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	438 386,00 €	438 386,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SAD ST Denis de Pile
est fixée à 438 386,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième
de la dotation globale de financement, est égale à 36 532,17 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 169,65 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 27/08/2012

Portant fixation de la tarification

SAD

BEGLES

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 11/01/1996 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 10 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAD
(N° Finess 33.0.01213.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	30 794,00 €	442 461,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	357 607,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	54 060,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	429 150,00 €	442 461,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	6 069,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	7 242,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SAD de Bègles

est fixée à 429 150,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 35 762,50 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 182,67 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 27/08/2012

Portant fixation de la tarification

SERVICE INSERTION MILIEU ORDINAIRE
COUTRAS

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 06/04/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 10 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SERVICE INSERTION MILIEU ORDINAIRE (N°Finess 33.0.01618.9) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 800,00 €	156 612,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	124 326,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	18 486,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	156 612,00 €	156 612,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du SIMO Jean Elie Jambon de Coutras est fixée à 156 612,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement, est égale à 13 051,00 €

Le montant du prix unitaire (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 72,04 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 27/08/2012

Portant fixation de la tarification

**C.R.P. DE LA TOUR DE GASSIES
BRUGES**

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 30/08/1990 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 96 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de C.R.P. DE LA TOUR DE GASSIES (N° Finess 33.0.79534.5) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	241 293,00 €	2 752 653,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 924 487,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	586 873,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 394 479,00 €	2 752 653,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	137 551,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	1 395,00 €	
	Excédent	219 228,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat :	105,13 €
En semi-internat :	105,13 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 29/08/2012

Portant fixation de la tarification

CTRE ENFANTS ADOLESCENTS POLYHANDICAPÉ
LA REOLE

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 22/10/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 26 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de CTRE ENFANTS ADOLESCENTS POLYHANDICAPÉ (N° Finess 33.0.01497.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	370 493,00 €	1 638 488,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 154 831,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	113 164,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 561 696,00 €	1 638 488,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	76 792,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/08/2012 à :

En internat : 182,87 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 29/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant fixation du forfait soins pour l'année 2012
applicable à la maison de retraite Les Jardins d'Iroise
de Blaye à Saint Paul de Blaye*

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU le décret n°2005-118 du 10 février 2005 relatif aux modalités de médicalisation et de tarification des prestations de soins remboursables aux assurés sociaux dans les établissements mentionnés au paragraphe II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et modifiant ce code,

VU l'arrêté du 30 novembre 2007 autorisant pour une durée de cinq ans, la médicalisation de la maison de retraite de Marie Pierre – sis 2 Font du Sable – 33390 SAINT PAUL DE BLAYE suivant les modalités de l'option tarifaire 2, soit le bénéfice d'un forfait journalier de soins pris en charge par l'assurance maladie,

VU l'arrêté du 10 août 2012 portant changement du nom de l'EHPA la Maison de Marie Pierre pour les Jardins d'Iroise de Blaye,

VU la publication au Journal Officiel n° 0111 du 12 mai 2012 de la décision en date du 27 avril de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait soins de la maison de retraite Les Jardins d'Iroise de Blaye à Saint Paul de Blaye, n° FINESS 330022278, est fixée à 59 897,99€.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième du forfait soins est égale à **4 991,50 €**.

Le forfait journalier de soins applicable à l'établissement s'élève à **12,62 €**.

ARTICLE 2 – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux - Cour administrative d'appel de Bordeaux, situé 17 cours de Verdun, 33074 Bordeaux Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

ARTICLE 3 – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 - La Directrice de la Santé Publique et de l'Offre Médico Sociale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31 AOÛT 2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine


Anne BOLYARD-BARON

Délégation Territoriale
de La Gironde

*Portant fixation du montant et de la répartition pour
l'exercice 2011 de la dotation globalisée commune
prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens
de l'ADAPEI*

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

VU la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

VU la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

VU la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 24 décembre 2008 pour une période à effet du 24 décembre 2008 jusqu'au 24 décembre 2011, dont l'avenant à effet d'un an a été signé le 30 août 2011,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – La dotation globalisée commune des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) gérés par l'ADAPEI, a été fixée pour l'exercice 2011 en application des dispositions du contrat d'objectifs et de moyens susvisé à **9 718 543,21 €**.

Cette dotation globalisée commune est répartie entre les établissements et services de la façon suivante :

N° Finess	Etablissement	CNR	Reprise des déficits	Reprise des excédents	DOTATION
330782368	Alouette Pessac	0 €	0 €	0 €	1 590 567,50 €
330785387	Audenge	0 €	0 €	0 €	1 267 200,00 €
330007485	Bègles	0 €	0 €	0 €	940 682,50 €
330785403	Magellan	0 €	0 €	0 €	1 430 888,50 €
330791864	La Paillerie	0 €	0 €	0 €	1 054 983,50 €
330793662	Le Barbereau	0 €	0 €	0 €	1 024 000,00 €
330794017	Le Haut Mexant	0 €	0 €	0 €	1 152 000,00 €
330781634	Villambis	0 €	0 €	0 €	1 258 221,21 €
TOTAL		0 €	0 €	0 €	9 718 543,21 €

ARTICLE 2 – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de La Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le

31 AOÛT 2012

La directrice générale par intérim,
de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine


Anne BOUYGARD EARDON

Délégation Territoriale
de Gironde

*Portant fixation du montant et de la répartition pour
l'exercice 2012 de la dotation globalisée commune
prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens
de l'APAJH*

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de finances pour 2012 publiée au Journal Officiel du 22 décembre 2011,

VU la publication au Journal Officiel n° 0108 du 8 mai 2012 de l'arrêté du 2 mai 2012 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

VU la publication au Journal Officiel n° 0108 du 8 mai 2012 de l'arrêté du 2 mai 2012 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

VU la circulaire n°DGCS/SD3B/2012/174 du 23 avril 2012 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2012,

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 23 décembre 2008 pour une période à effet du 23 décembre 2008 jusqu'au 23 décembre 2014.

DECIDE

ARTICLE PREMIER – La dotation globalisée commune des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) gérés par l'APAJH a été fixée pour l'exercice 2012 en application des dispositions du contrat d'objectifs et de moyens susvisé à **1 712 582,00 €**.

Cette dotation globalisée commune est répartie entre les établissements et services de la façon suivante :


N° Finess	Etablissement	CNR	Reprise des déficits	Reprise des excédents	DOTATION
330802398	Les Ateliers d'Ornon	0 €	0 €	0 €	871 811,00 €
330798752	Le Cressonnet	0 €	0 €	0 €	840 771,00 €
TOTAL		0 €	0 €	0 €	1 712 582,00 €

ARTICLE 2 – Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 – Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 - La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le **31 AOÛT 2012**

La directrice générale par intérim
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LE MONT DES LANDES

SAINT-SAVIN

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 14/01/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 95 places, dont 89 places en HP, 4 places en AJ, 2 places en HT,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE MONT DES LANDES
situé à SAINT-SAVIN
(N° Finess 330804469)

s'élève à 1 159 263,97 €, et se décompose comme suit :

- 1 092 480,03 € pour l'hébergement permanent,
- 43 889,94 € pour l'accueil de jour,
- 22 894,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 91 040,00 € pour l'hébergement permanent,
- 3 657,50 € pour l'accueil de jour,
- 1 907,83 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 37,72 €

GIR 3-4 : 29,84 €

GIR 5-6 : 22,02 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD MARYSE BASTIE

BORDEAUX

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2011

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD MARYSE BASTIE
situé à BORDEAUX
(N° Finess 330007543)
s'élève à 708 062,10 € , et se décompose comme suit :

- 708 062,10 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 59 005,18 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 33,84 €

GIR 3-4 : 26,35 €

GIR 5-6 : 18,87 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD EARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD DOUCEUR DE FRANCE

GRADIGNAN

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 22/12/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
117 places, dont 102 places en HP, 15 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2011

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD DOUCEUR DE FRANCE
situé à GRADIGNAN

(N° Finess 330012048)

s'élève à 1 068 871,91 € , et se décompose comme suit :

- 897 166,91 € pour l'hébergement permanent,
- 171 705,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 74 763,91 € pour l'hébergement permanent,
- 14 308,75 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 32,69 €

GIR 3-4 : 25,91 €

GIR 5-6 : 19,14 €

Résidents de moins de 60 ans : 26,21 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD KORIAN VILLA LOUISA

BORDEAUX

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
55 places, dont 50 places en HP, 5 places en AJ,

VU la publication au Journal Officiel n°111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2008

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD KORIAN VILLA LOUISA situé à BORDEAUX

(N° Finess 330017609)

s'élève à 590 384,58 € , et se décompose comme suit :

- 535 522,15 € pour l'hébergement permanent,
- 54 862,43 € pour l'accueil de jour,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 44 626,85 € pour l'hébergement permanent,
- 4 571,87 € pour l'accueil de jour,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 32,56 €

GIR 3-4 : 25,92 €

GIR 5-6 : 19,27 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD EARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LES JARDINS DE JEANNE

IZON

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 21/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
50 places, dont 45 places en HP, 5 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/03/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 09/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LES JARDINS DE JEANNE situé à IZON

(N° Finess 330019019)

s'élève à 540 633,01 € , et se décompose comme suit :

- 483 398,01 € pour l'hébergement permanent,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 40 283,17 € pour l'hébergement permanent,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 32,55 €

GIR 3-4 : 25,59 €

GIR 5-6 : 18,85 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LE MOULIN DE JEANNE

SAINT-LOUBES

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 31/11/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
80 places, dont 74 places en HP, 6 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE MOULIN DE JEANNE
situé à SAINT-LOUBES
(N° Finess 330020819)

s'élève à 756 593,42 €, et se décompose comme suit :

- 692 993,42 € pour l'hébergement permanent,
- 63 600,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 57 749,45 € pour l'hébergement permanent,
- 5 300,00 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 29,70 €

GIR 3-4 : 22,66 €

GIR 5-6 : 15,63 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD ANNA HAMILTON

TARGON

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 26/03/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
62 places, dont 60 places en HP, 2 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD ANNA HAMILTON situé à TARGON (N° Finess 330057076) s'élève à 640 699,18 €, et se décompose comme suit :

- 617 690,71 € pour l'hébergement permanent,
- 23 008,47 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 51 474,23 € pour l'hébergement permanent,
- 1 917,37 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 33,77 €
GIR 3-4 : 26,33 €
GIR 5-6 : 18,90 €
Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LA VILLA TCHANQUEE

ARCACHON

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 14/03/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
68 places, dont 68 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2009

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 09/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LA VILLA TCHANQUEE
situé à ARCACHON

(N° Finess 330057746)

s'élève à 349 924,02 €, et se décompose comme suit :

- 349 924,02 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 29 160,34 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 21,66 €

GIR 3-4 : 16,59 €

GIR 5-6 : 11,52 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD TERRE-NEGRE

BORDEAUX

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/06/2009

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD TERRE-NEGRE situé à BORDEAUX
(N° Finess 330781428)

s'élève à 6 428 735,63 €, et se décompose comme suit :

- 6 428 735,63 € pour l'hébergement permanent,
dont 700 000,00 € de Crédits Non Reconductibles,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 535 727,97 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 49,32 €

GIR 3-4 : 40,24 €

GIR 5-6 : 31,16 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD MEDULI

CASTELNAU-DE-MEDOC

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2009

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD MEDULI situé à CASTELNAU-DE-MEDOC (N° Finess 330782525) s'élève à 789 325,82 €, et se décompose comme suit :

- 789 325,82 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 65 777,15 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 30,87 €

GIR 3-4 : 23,67 €

GIR 5-6 : 16,46 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD EARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD PRIMEROSE

COUTRAS

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2006

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD PRIMEROSE
situé à COUTRAS
(N° Finess 330782541)
s'élève à 520 352,28 € , et se décompose comme suit :

- 520 352,28 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 43 362,69 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 20,48 €

GIR 3-4 : 15,40 €

GIR 5-6 : 10,31 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD EARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD FONDATION DUBOIS

BRANNE

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 23/07/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
86 places, dont 84 places en HP, 2 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2008

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD FONDATION DUBOIS situé à BRANNE (N° Finess 330782806) s'élève à 951 896,79 €, et se décompose comme suit :

- 929 002,79 € pour l'hébergement permanent,
- 22 894,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 77 416,90 € pour l'hébergement permanent,
- 1 907,83 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 34,42 €
GIR 3-4 : 26,09 €
GIR 5-6 : 17,76 €
Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD BON PASTEUR SAINTE GERMAINE

BRUGES

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 07/02/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
84 places, dont 72 places en HP, 10 places en AJ, 2 places en HT,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD BON PASTEUR SAINTE GERMAINE situé à BRUGES

(N° Finess 330782814)

s'élève à 1 050 113,30 €, et se décompose comme suit :

- 917 494,45 € pour l'hébergement permanent,
dont 129 096,20 € pour l'expérimentation des médicaments,
- 109 724,85 € pour l'accueil de jour,
- 22 894,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 76 457,87 € pour l'hébergement permanent,
- 9 143,74 € pour l'accueil de jour,
- 1 907,83 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 51,50 €

GIR 3-4 : 39,44 €

GIR 5-6 : 22,65 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD BON PASTEUR DU VIGEAN

EYSINES

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 07/05/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
77 places, dont 69 places en HP, 8 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD BON PASTEUR DU VIGEAN situé à EYSINES

(N° Finess 330782830)

s'élève à 868 825,28 €, et se décompose comme suit :

- 777 249,28 € pour l'hébergement permanent,
- 91 576,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 64 770,77 € pour l'hébergement permanent,
- 7 631,33 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 33,79 €

GIR 3-4 : 25,62 €

GIR 5-6 : 14,51 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LA CLAIRIERE

GRADIGNAN

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 26/03/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
83 places, dont 83 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2011

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LA CLAIRIERE
situé à GRADIGNAN
(N° Finess 330782855)
s'élève à 1 018 473,31 € , et se décompose comme suit :

- 1 018 473,31 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 84 872,78 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 36,65 €

GIR 3-4 : 29,16 €

GIR 5-6 : 21,67 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD EARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD FONDATION SAINT- LEONARD

LESPARRE-MEDOC

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2005

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD FONDATION SAINT- LEONARD situé à LEPARRE-MEDOC

(N° Finess 330782871)

s'élève à 959 070,61 € , et se décompose comme suit :

- 959 070,61 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 79 922,55 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 36,08 €

GIR 3-4 : 27,01 €

GIR 5-6 : 17,95 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD EARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD Foyer de Retraite du Combattant

BLAYE

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 23/07/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
96 places, dont 94 places en HP, 2 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU l'avis favorable émis pour la labellisation d'un PASA au sein de la structure,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD Foyer de Retraite du Combattant situé à BLAYE

(N° Finess 330783481)

s'élève à 1 234 665,37 € , et se décompose comme suit :

- 1 213 465,37 € pour l'hébergement permanent,
dont 63 798,00 € pour le fonctionnement d'un Pôle d'Activité de Soins Adaptés (PASA),
- 21 200,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 101 122,11 € pour l'hébergement permanent,
- 1 766,67 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 20,10 €

GIR 3-4 : 12,41 €

GIR 5-6 : 10,87 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD COS VILLA PIA

BORDEAUX

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 22/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 111 places, dont 93 places en HP, 13 places en AJ, 5 places en HT,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU l'avis favorable émis pour la labellisation d'un PASA au sein de la structure,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD COS VILLA PIA
situé à BORDEAUX
(N° Finess 330786203)

s'élève à 1 593 723,89 €, et se décompose comme suit :

- 1 393 846,58 € pour l'hébergement permanent,
dont 77 469,00 € pour le fonctionnement d'un Pôle d'Activité de Soins Adaptés (PASA),
- 142 642,31 € pour l'accueil de jour,
dont 100 000,00 € pour le fonctionnement d'une plateforme d'accompagnement et de répit,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 116 153,88 € pour l'hébergement permanent,
- 20 220,19 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 40,37 €
GIR 3-4 : 32,78 €
GIR 5-6 : 25,20 €
Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LE HOME MEDOCAIN

ARSAC

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 11/08/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
54 places, dont 50 places en HP, 4 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/05/2009

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE HOME MEDOCAIN situé à ARSAC

(N° Finess 330786237)

s'élève à 856 073,04 € , et se décompose comme suit :

- 810 285,04 € pour l'hébergement permanent,
- 45 788,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 67 523,75 € pour l'hébergement permanent,
- 3 815,67 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 45,82 €

GIR 3-4 : 36,68 €

GIR 5-6 : 31,04 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD PAUL LOUIS WEILLER

ARES

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 14/06/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
55 places, dont 55 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD PAUL LOUIS WEILLER situé à ARES

(N° Finess 330790031)

s'élève à 726 666,46 € , et se décompose comme suit :

- 726 666,46 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 60 555,54 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 33,16 €

GIR 3-4 : 34,63 €

GIR 5-6 : 16,71 €

Résidents de moins de 60 ans : 25,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD MA RESIDENCE

YVRAC

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 26/10/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
54 places, dont 54 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2004

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD MA RESIDENCE
situé à YVRAC
(N° Finess 330791757)

s'élève à 561 928,52 €, et se décompose comme suit :

- 561 928,52 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 46 827,38 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 30,59 €

GIR 3-4 : 24,13 €

GIR 5-6 : 17,67 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD CHATEAU LA CURE

SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2004

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 25/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD CHATEAU LA CURE
situé à SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX
(N° Finess 330792177)

s'élève à 359 263,95 €, et se décompose comme suit :

- 359 263,95 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 29 938,66 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 32,01 €

GIR 3-4 : 24,55 €

GIR 5-6 : 17,08 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD DOMAINE DE LA BRANEYRE

CANEJAN

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 30/10/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
24 places, dont 24 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD DOMAINE DE LA BRANEYRE situé à CANEJAN

(N° Finess 330798067)

s'élève à 270 404,54 €, et se décompose comme suit :

- 270 404,54 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 22 533,71 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 36,84 €

GIR 3-4 : 27,72 €

GIR 5-6 : 18,60 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD CHANTEFONTAINE

CESTAS

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 26/10/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
42 places, dont 42 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD CHANTEFONTAINE
situé à CESTAS

(N° Finess 330798075)

s'élève à 835 767,62 €, et se décompose comme suit :

- 835 767,62 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 69 647,30 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 56,52 €

GIR 3-4 : 48,89 €

GIR 5-6 : 0,00 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD MAPAD PESSAC

PESSAC

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2003

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD MAPAD PESSAC
situé à PESSAC

(N° Finess 330798265)

s'élève à 558 212,63 €, et se décompose comme suit :

- 558 212,63 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 46 517,72 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 29,89 €

GIR 3-4 : 22,46 €

GIR 5-6 : 15,03 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LA CLAIRIERE DE BEL AIR

LE HAILLAN

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/12/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
49 places, dont 49 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/08/2004

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LA CLAIRIERE DE BEL AIR
situé à LE HAILLAN

(N° Finess 330798273)

s'élève à 679 908,03 € , et se décompose comme suit :

- 679 908,03 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 56 659,00 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 41,03 €

GIR 3-4 : 32,94 €

GIR 5-6 : 24,92 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD EARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD DOMAINE BARDON LAGRANGE

CADILLAC

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 20/11/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
35 places, dont 35 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2009

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD DOMAINE BARDON LAGRANGE situé à CADILLAC

(N° Finess 330798398)

s'élève à 472 472,23 €, et se décompose comme suit :

- 472 472,23 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 39 372,69 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 40,14 €

GIR 3-4 : 32,03 €

GIR 5-6 : 0,00 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LE LAC DE CALOT

CADAUJAC

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 14/11/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
74 places, dont 74 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/11/2005

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE LAC DE CALOT situé à CADAUJAC (N° Finess 330798588) s'élève à 713 552,28 €, et se décompose comme suit :

- 713 552,28 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 59 462,69 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 31,52 €

GIR 3-4 : 24,72 €

GIR 5-6 : 17,92 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD RESIDENCE AGORA

CASTRES-GIRONDE

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 26/10/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
32 places, dont 32 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2004

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD RESIDENCE AGORA
situé à CASTRES-GIRONDE
(N° Finess 330798612)

s'élève à 354 561,36 €, et se décompose comme suit :

- 354 561,36 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 29 546,78 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 18,97 €

GIR 3-4 : 7,59 €

GIR 5-6 : 3,79 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LES ROSES DU BASSIN

LA TESTE-DE-BUCH

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 05/03/2002 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
50 places, dont 50 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LES ROSES DU BASSIN
situé à LA TESTE-DE-BUCH
(N° Finess 330798679)

s'élève à 502 710,34 € , et se décompose comme suit :

- 502 710,34 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 41 892,53 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 38,33 €

GIR 3-4 : 24,33 €

GIR 5-6 : 10,33 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD VILLA BONTEMPS

TALENCE

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 26/10/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
60 places, dont 60 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2004

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD VILLA BONTEMPS
situé à TALENCE
(N° Finess 330799198)
s'élève à 577 446,61 €, et se décompose comme suit :

- 577 446,61 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 48 120,55 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 30,52 €

GIR 3-4 : 24,06 €

GIR 5-6 : 17,61 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LES JARDINS DE L'OMBRIERE

LE PIAN-MEDOC

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/06/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
18 places, dont 18 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LES JARDINS DE L'OMBRIERE situé à LE PIAN-MEDOC (N° Finess 330799230)

s'élève à 234 974,22 €, et se décompose comme suit :

- 234 974,22 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 19 581,19 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 35,64 €

GIR 3-4 : 28,69 €

GIR 5-6 : 21,74 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LES CHARMILLES

LIBOURNE

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
35 places, dont 35 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2011

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LES CHARMILLES situé à LIBOURNE (N° Finess 330800087) s'élève à 340 097,30 €, et se décompose comme suit :

- 340 097,30 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 28 341,44 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 34,26 €

GIR 3-4 : 25,17 €

GIR 5-6 : 16,08 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD EARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LA CHENAIE

SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
80 places, dont 80 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LA CHENAIE
situé à SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE
(N° Finess 330800178)

s'élève à 928 330,37 €, et se décompose comme suit :

- 928 330,37 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 77 360,86 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 35,50 €

GIR 3-4 : 27,22 €

GIR 5-6 : 23,66 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

Décision du 31/08/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD LE PARC DU BEQUET

BEGLES

La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 23/03/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
50 places, dont 50 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2005

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE PARC DU BEQUET situé à BEGLES

(N° Finess 330802976)

s'élève à 582 809,40 €, et se décompose comme suit :

- 582 809,40 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 48 567,45 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 35,75 €

GIR 3-4 : 31,83 €

GIR 5-6 : 19,20 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUTGARD BARON

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 2 AOUT 2012

ARRÊTÉ PORTANT DISSOLUTION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE ST CHRISTOPHE DE DOUBLE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le titre III du Livre 1er (nouveau) du Code Rural et notamment ses articles R 133-3 et 133-4,

VU l'arrêté en date du 26 octobre 1964 portant constitution d'une association foncière dans la commune de St Christophe de Double,

VU la délibération de l'A.F.R en date du 11 mai 2010 sollicitant sa dissolution et le transfert des biens et de l'actif à la commune de St Christophe de Double,

VU la délibération du Conseil Municipal du 1^{er} juin 2010 portant acceptation du transfert des biens et de l'actif de l'A.F.R. à la commune,

VU l'arrêté du 19 juin 2012 donnant délégation de signature à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne,

CONSIDERANT qu'en conséquence l'A.F.R n'a plus de raison de perdurer,

SUR la proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - L'Association Foncière de St Christophe de Double est dissoute au 31 décembre 2011.

ARTICLE 2 – Les biens, dont la liste est annexée au présent arrêté, les charges et avantages dépendant de l'association foncière sont transférés à la commune qui en assurera l'entretien.

ARTICLE 3 – Le Sous-Préfet de Libourne, le Maire de St Christophe de Double, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie à l'emplacement réservé à cet effet et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Libourne, le 2 AOUT 2012

P/Le Sous-Préfet
La Secrétaire Générale

Mme Evelyne LACOSTE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 2 AOUT 2012

ARRÊTÉ PORTANT DISSOLUTION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE NAUJAN ET POSTIAC

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le titre III du Livre 1er (nouveau) du Code Rural et notamment ses articles R 133-3 et 133-4,

VU l'arrêté en date du 27 mai 1992 portant constitution d'une association foncière dans la commune de Naujan et Postiac,

VU la délibération du Conseil Municipal du 5 novembre 2010 portant acceptation du transfert des biens et de l'actif de l'A.F.R. à la commune,

VU la délibération de l'A.F.R en date du 15 mars 2011 sollicitant sa dissolution et le transfert des biens et de l'actif à la commune de Naujan et Postiac,

VU l'arrêté du 19 juin 2012 donnant délégation de signature à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne,

CONSIDERANT qu'en conséquence l'A.F.R n'a plus de raison de perdurer,

SUR la proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - L'Association Foncière de Naujan et Postiac est dissoute au 31 décembre 2011.

ARTICLE 2 – Les biens, dont la liste est annexée au présent arrêté, les charges et avantages dépendant de l'association foncière sont transférés à la commune qui en assurera l'entretien.

ARTICLE 3 – Le Sous-Préfet de Libourne, le Maire de Naujan et Postiac, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie à l'emplacement réservé à cet effet et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Libourne, le 2 AOUT 2012

P/Le Sous-Préfet
La Secrétaire Générale

Mme Evelyne LACOSTE



PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

ARRÊTÉ

**établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée
pour la région Aquitaine**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

PRÉFET DE LA GIRONDE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R.211-80 et suivants,

VU l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté du Préfet de région du 23 mars 2012 portant nomination du groupe régional d'expertise « nitrates » pour la région Aquitaine,

VU les propositions du groupe régional d'expertise nitrates Aquitaine telles que figurant dans le référentiel en date d'août 2012,

SUR proposition conjointe du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté fixe le référentiel régional mentionné au b du 1° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Article 2

1° - Les annexes 1 et 2 fixent pour les cultures concernées des zones vulnérables de la région Aquitaine l'écriture opérationnelle de la méthode de calcul de la dose prévisionnelle d'azote à apporter à la culture, soit selon la méthode du bilan prévisionnel, soit selon la méthode de la dose pivot, ainsi que les valeurs par défaut nécessaires à son paramétrage.

2° - Conformément au c) du 1° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, le rendement prévisionnel ou, selon le cas et conformément aux référentiels établis en annexe du présent arrêté, les besoins forfaitaires par unité de surface, seront égaux à la moyenne des rendements réalisés sur l'exploitation pour la culture ou la prairie considérée, pour des conditions comparables de sol au cours des cinq dernières années, en excluant la valeur maximale et la valeur minimale. Les cinq dernières années s'entendent comme les cinq dernières campagnes culturales successives, sans interruption.

Lorsque les références disponibles sur l'exploitation sont insuffisantes pour les dissocier par type de sol (moins de cinq valeurs pour une condition de sol et de culture), le rendement moyen sur l'exploitation au cours des cinq dernières années est utilisé en lieu et place de ces références.

Lorsque les références disponibles sur l'exploitation sont insuffisantes pour effectuer le calcul selon le paragraphe précédent, les méthodes et valeurs par défaut figurant dans l'annexe 4 du présent arrêté sont utilisées en lieu et place de ces références.

3° - Les coefficients d'équivalence engrais minéral pour les principaux fertilisants azotés organiques figurent dans les annexes 1 et 2 quand les références propres à la conduite de la culture concernée existent. Sinon, ils figurent en annexe 5.

4° - La quantité d'azote issue des apports atmosphériques est négligée compte-tenu de la faiblesse de ses apports dans les zones vulnérables de la région.

Article 3

Pour les cultures mentionnées à l'annexe 3, la dose totale d'azote prévisionnelle est plafonnée par hectare. Cette même annexe 3 fixe la valeur plafond pour chacune de ces cultures.

Article 4

Pour les cultures non mentionnées à l'article 2 et à l'article 3, la dose totale d'azote prévisionnelle est plafonnée à 210 kg N / ha.

Article 5

Comme mentionné au V de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile doit être inférieure ou égale à 170 kg d'azote.

Article 6

Une analyse de sol annuelle mentionnée au c) du 1° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, et portant sur le reliquat azoté en sortie d'hiver ou le taux de matière organique, ou l'azote total présent dans les horizons de sol cultivés, est obligatoire pour toute personne exploitant plus de 3 ha en zone vulnérable.

Article 7

1° - Conformément à l'arrêté du 19 décembre 2011, le calcul, pour chaque îlot cultural localisé en zone vulnérable, de la dose prévisionnelle selon les règles du présent arrêté et de ses annexes est obligatoire pour tout apport de fertilisant azoté. Le détail du calcul de la dose n'est pas exigé pour les cultures intermédiaires pièges à nitrates (CIPAN), pour les cultures dérobées ne recevant pas d'apport de fertilisant azoté de type III et pour les cultures recevant une quantité d'azote totale inférieure à 50 kg par hectare.

2° - Les valeurs de fourniture d'azote par les sols figurant dans les annexes 1 et 2 du présent arrêté peuvent être adaptées au niveau de chaque exploitation à condition que la valeur utilisée soit justifiée par une analyse correspondant à l'îlot cultural considéré ou à un îlot présentant des caractéristiques comparables de sol et d'histoire culturale.

3° - Les valeurs de fourniture d'azote par l'eau d'irrigation ou par les fertilisants organiques figurant dans les annexes 1 à 5 du présent arrêté peuvent être adaptées au niveau de chaque exploitation à condition que la valeur utilisée soit justifiée pour l'eau d'irrigation, par une analyse effectuée sur la

ressource et, pour les fertilisants organiques, par une analyse effectuée sur les fertilisants produits par l'exploitation pour l'année en cours.

4° - Les méthodes de calcul utilisées ne peuvent différer de celles figurant en annexes qu'à condition que l'exploitant utilise un outil de raisonnement de la fertilisation. Pour les cultures relevant de l'article 3 ou de l'article 4 du présent arrêté, la dose totale prévisionnelle ne peut être supérieure à la dose plafond fixée par l'arrêté qu'à condition que l'exploitant utilise un outil de raisonnement de la fertilisation.

L'outil utilisé doit être conforme à la méthode du bilan prévisionnel telle que développée par le Comité français d'études et de développement de la fertilisation raisonnée (COMIFER). Lorsque le paramétrage de l'outil requiert la réalisation de mesures ou d'analyses propres à l'exploitation, ces mesures et/ou analyses doivent être tenues à disposition de l'administration.

Article 8

Conformément aux 2° et 3° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, il est recommandé d'ajuster la dose totale prévisionnelle précédemment calculée au cours du cycle de la culture en fonction de l'état de nutrition azotée mesurée par un outil de pilotage.

Tout apport d'azote réalisé supérieur à la dose prévisionnelle totale calculée selon les règles énoncées dans le présent arrêté doit être dûment justifié par l'utilisation d'un outil de raisonnement dynamique ou de pilotage de la fertilisation, ou par une quantité d'azote exportée par la culture supérieure au prévisionnel ou, dans le cas d'un accident cultural intervenu postérieurement au calcul de la dose prévisionnelle, par la description détaillée, dans le cahier d'enregistrement, des événements survenus, comprenant notamment leur nature et leur date.

Article 9

Le plan de fumure mentionné au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé devra être établi pour toutes les cultures et selon les méthodes détaillées dans les annexes 1 à 5 du présent arrêté.

Il est exigible au plus tard au 1^{er} mars 2013.

Article 10

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2012.

Article 11

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, les préfets de département sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le 13 Août 2012

Le Préfet de la région



Patrick STEFANINI

ANNEXES A L'ARRÊTÉ DU PRÉFET DE RÉGION AQUITAINE

Août 2012

SOMMAIRE

1.ANNEXE 1 : CULTURES POUR LESQUELLES UNE ECRITURE OPERATIONNELLE DE LA METHODE DU BILAN AZOTE EST DISPONIBLE ET PARAMETREE.....	2
1.1.LES CEREALES A PAILLES.....	3
1.1.1 Équation retenue.....	3
1.1.2 Références des postes.....	3
1.2.LE MAÏS.....	7
1.2.1 Équation retenue.....	7
1.2.2 Références des postes.....	7
1.3.LE TABAC.....	13
1.3.1 Équation retenue.....	13
1.3.2 Références des postes.....	13
1.4.LE SORGHO.....	14
1.4.1 Équation retenue.....	14
1.4.2 Références des postes.....	14
1.5.LES PRAIRIES.....	15
1.5.1 Équation retenue.....	15
1.5.2 Références des postes.....	15
2.ANNEXE 2 : CULTURES POUR LESQUELLES UNE ECRITURE OPERATIONNELLE DE LA METHODE DE LA DOSE PIVOT EST DISPONIBLE ET PARAMETREE.....	19
2.1.LES NOYERS.....	20
2.1.1 Équation retenue.....	20
2.1.2 Références des postes.....	20
2.2.LE TOURNESOL.....	21
2.2.1 Équation retenue.....	21
2.2.2 Détermination de la dose d'azote prévisionnelle totale en fonction du type de sol.....	21
2.2.3 Méthode « Héliotest »	21
2.3.LE COLZA D'HIVER.....	23
2.3.1 Équation retenue.....	23
2.3.2 Détermination de la dose d'azote prévisionnelle totale	23
2.4.LE SOJA.....	25
2.4.1 Cas général : pas de fertilisation azotée.....	25
2.4.2 Cas particulier : échec de nodulation.....	25
3.ANNEXE 3 : CULTURES POUR LESQUELLES UNE DOSE TOTALE D'AZOTE PREVISIONNELLE EST PLAFONNEE PAR HECTARE	26
3.1.LES LEGUMINEUSES.....	27
3.2.L'ARBORICULTURE ET LA VIGNE.....	27
3.3.LES LEGUMES.....	28
4.ANNEXE 4 : CALCUL DU RENDEMENT PREVISIONNEL.....	30
5.ANNEXE 5 : CALCUL DE LA FERTILISATION AZOTEE ORGANIQUE.....	31

**1. ANNEXE 1 : CULTURES POUR LESQUELLES UNE ECRITURE
OPERATIONNELLE DE LA METHODE DU BILAN AZOTE EST DISPONIBLE ET
PARAMETREE**

1.1. LES CEREALES A PAILLES

1.1.1 Équation retenue

La méthode Sud-Ouest pour le calcul de la fertilisation azotée sur les céréales à pailles est basée sur la méthode ITCF 2002 (plaquette « Gérer la fertilisation azotée des céréales à pailles dans le Sud-Ouest »). L'écriture opérationnelle retenue est :

$$\frac{(Pf + Rf) - (Ri + Mh + Mhp + Mr)}{CAU} = Xa + X$$

Pf	Quantité d'azote absorbé par la culture à la fermeture du bilan
Rf	Quantité d'azote minéral dans le sol à la fermeture du bilan
Ri	Quantité d'azote minéral dans le sol à l'ouverture du bilan
Mh	Minéralisation nette de l'humus du sol
Mhp	Minéralisation nette due à un retournement de prairie
Mr	Minéralisation nette de résidus de récolte
Xa	Fertilisation azotée organique
X	Fertilisation azotée minérale
CAU	Coefficient Apparent d'Utilisation

1.1.2 Références des postes

♦ Préalable :

Les références proposées dans les différents postes et adaptées à la région Aquitaine sont issues :

- de la méthode ITCF2002, plaquette « Gérer la fertilisation azotée des céréales à pailles dans le Sud-Ouest ».
- des références ARVALIS.
- de la méthode « céréales et azote en Aquitaine » AGCA – 2001.
- « Fertiliser avec les engrais de ferme » - 2001 – Brochure ITP – ITCF – ITEB – 1991

♦ Pf : Quantité d'azote absorbé par la culture à la fermeture du bilan

$$Pf = b * y$$

où b = Besoin en azote de la céréale et y = Objectif de rendement

Type de céréale	Valeurs par défaut de b = Besoin N (kg / q)
Triticale	2,6
Seigle	2,3
Orge	2,5
Avoine	2,2
Blé tendre d'hiver	3
Blé dur	3,7
Blé tendre améliorant	3,5

Des valeurs de b sont détaillées par variétés auprès d'ARVALIS

Le GREN recommande de prendre annuellement les valeurs ARVALIS de besoins par variété.

Le calcul de l'objectif de rendement est décrit dans l'annexe 4.

♦ Rf : Quantité d'azote minéral dans le sol à la fermeture du bilan

Type de sol	Profondeur du sol		
	30 cm	60 cm	90 cm
	Rf en Unités N / ha		
Argileux profonds et superficiels	15	20	30
Limons profonds et moyens	10	15	20
Touyas	10	15	20
Sableux	5	10	10
Alluvions caillouteuses	5	10	15

♦ **Ri au 1er mars (1er octobre au 1er mars): Quantité d'azote minéral dans le sol à l'ouverture du bilan**

Deux solutions sont possibles pour ce poste :

- définition du reliquat azoté en sortie d'hiver au moyen d'une analyse de sol, dans le cas des parcelles pour lesquelles cette analyse est représentative.
- définition du reliquat azoté en sortie d'hiver par un calcul dans les autres cas selon les modalités décrites ci-après.

Pour un précédent légume le GREN recommande une analyse de reliquat.

1- Valeurs de référence pour le calcul du Ri : reliquat azoté en sortie d'hiver en cas de précédents céréales, maïs, sorgho et oléagineux

$$\text{Ri au 1er mars} = [(\text{Valeur du A} + \text{Azote n-1}) - (\text{Azote consommé n-1})] * \text{coefficient lessivage}$$

Avec les valeurs du A suivantes :

Conditions climatiques l'année précédente	Valeur du A
Printemps et été chauds	140 unités / ha
Année normale	100 unités / ha
Année froide avec été pluvieux	60 unités / ha

Le GREN recommande d'utiliser la valeur du A ARVALIS dès sa publication (octobre – novembre de chaque année civile).

Valeurs de l'Azote apporté sur la culture précédente (Azote n-1)

$$\text{Azote n-1} = \text{FM} + \text{FO}$$

FM = Fertilisation Minérale apportée au précédent (en unité / ha).

FO = Fertilisation Organique apportée au précédent (en unité / ha)

$$\text{FO} = \text{Quantité de produit} * \text{Azote total disponible}$$

Type de produit	Azote total disponible (kg / t ou m ³ de produit)
Fumier de bovins	1,50
Lisier et purin de bovins	2
Fumier de caprins	2,10
Fumier d'ovins	2,10
Fumier de porcins	2,30
Lisier de porcins	3,50
Fumier de volailles	17
Fumier de canards	3
Lisier de canards	1,60

Valeurs de l'Azote consommé par le précédent (Azote consommé n-1)

$$\text{Azote consommé n-1} = \text{Rendement du précédent} * \text{Azote absorbé}$$

Type de précédent	Azote total absorbé (kg / q ou tonne de matières sèches de produit)	
	Pailles enfouies	Pailles exportées
Blé tendre	0,30 + Valeur b	Valeur b
Blé dur	0,30 + Valeur b	Valeur b
Blé améliorant	0,30 + Valeur b	Valeur b
Orge	2,80	2,50
Avoine	2,50	2,20
Triticale	2,90	2,60
Seigle	2,60	2,30
Colza	6	
Tournesol	4	
Maïs grain	2,50	
Maïs ensilage		12
Sorgho grain	2,80	
Sorgho ensilage		13

Coefficient lié au lessivage

Cumul des pluies du 1 ^{er} octobre au 1 ^{er} mars							
Pluviométrie	200 mm	250 mm	300 mm	350 mm	400 mm	450 mm	500 mm
Profondeur de sol : 90 cm							
Argileux	0,98	0,94	0,88	0,74	0,54	0,35	0,22
Limoneux	0,92	0,85	0,66	0,42	0,23	0,13	0,09
Sableux	0,13	0,05	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Profondeur de sol : 60 cm							
Argileux	0,91	0,66	0,39	0,21	0,12	0,09	0,07
Limoneux	0,79	0,44	0,2	0,1	0,07	0,06	0,06
Sableux	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Profondeur de sol : 30cm							
Argileux	0,11	0,08	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
Limoneux	0,07	0,06	0,06	0,06	0,06	0,05	0,05
Sableux	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02

Des combinaisons de sols sont possibles en fonction de la granulométrie du sol déterminée par analyse de sol : sol argilo-limoneux, sablo-argileux....
Le GREN recommande la détermination de la granulométrie par une analyse de sol.

2- Valeurs de référence pour le calcul du Ri : reliquat azoté en sortie d'hiver en cas de précédent légumineuses ou de précédent jachères ou de précédent prairie

Ri au 1^{er} mars =
(Reliquat azoté légumineuses ou jachère ou prairies avant lessivage) * coefficient lessivage

Type de précédent	Azote total disponible (unités / ha)
Pois	30 + (0,50 * valeur du A)
Soja	20 + (0,30 * valeur du A)
Lupin et Féverole	20 + (0,40 * valeur du A)
Jachère annuelle	10 + (0,40 * valeur du A)
Jachère pluriannuelle	20 + (0,40 * valeur du A)
Prairie fauchée de moins de 2 ans	25 * 0,40 + (0,30 * valeur du A)
Prairie fauchée de plus de 2 ans	75 * 0,40 + (0,30 * valeur du A)
Prairie ensilée de moins de 2 ans	25 * 0,40 + (0,30 * valeur du A)
Prairie ensilée de plus de 2 ans	75 * 0,40 + (0,30 * valeur du A)
Prairie pâturée de moins de 2 ans	25 * 1 + (0,30 * valeur du A)
Prairie pâturée de plus de 2 ans	75 * 1 + (0,30 * valeur du A)
Prairie fauchée et pâturée de moins de 2 ans	25 * 0,70 + (0,30 * valeur du A)
Prairie fauchée et pâturée de plus de 2 ans	75 * 0,70 + (0,30 * valeur du A)

♦ Mh : Minéralisation nette de l'humus du sol

Minéralisation de l'humus pendant la culture	
Sols avec moins de 20 % de calcaire total	50 unités / ha
Sols avec plus de 20 % de calcaire total	30 unités / ha

♦ Mhp : Minéralisation nette due à un retournement de prairie

Type de précédent	Azote total disponible (unités / ha)
Prairie fauchée de moins de 2 ans	10
Prairie fauchée de plus de 2 ans	30
Prairie ensilée de moins de 2 ans	10
Prairie ensilée de plus de 2 ans	30
Prairie pâturée de moins de 2 ans	25
Prairie pâturée de plus de 2 ans	75
Prairie fauchée et pâturée de moins de 2 ans	17,50
Prairie fauchée et pâturée de plus de 2 ans	52,5

♦ **Mr : Minéralisation nette de résidus de récolte**

Type de précédent	Azote total disponible (unités / ha)
Lupin ou Féverole ou Jachère pluriannuelle	20
Pois ou Soja ou Jachère annuelle	10
Autres précédent	0

♦ **CAU : Coefficient Apparent d'Utilisation**

CAU de l'azote par la culture	
Sol bien structuré, bien drainé et culture bien implantée	0,90
Maladies du pied ou précoces sur feuillage (cumul de plusieurs causes précédentes)	0,80
Excès d'eau importants et fréquents (excès d'eau, mauvaise structure du sol, assolement blé / blé)	0,60

♦ **Xa : Fourniture d'azote par les Produits Résiduaire Organiques (PRO)**

Voir Annexe 5.

Ces coefficients d'équivalence azote spécifiques aux céréales à paille sont précisés dans le tableau suivant et remplacent ceux fixés dans l'annexe 5:

Coefficients d'équivalence azote pour les céréales à paille (Keg)		
Type d'effluents	Automne - hiver	Printemps
Fumiers bovins, ovins, caprins et équins	0,15	-
Fumiers porcins	0,20	-
Composts de fumiers de bovins et de porcs	0,05	-
Fumiers de palmipèdes	0,20	-
Fumiers de volailles	0,20	-
Lisiers bovins et ovins	0,20	0,50
Lisiers porcins	0,20	0,60
Lisiers autres espèces et fientes	0,20	0,60
Lixiviats et purins	0,20	0,50
Boues urbaines pâteuses	0,15	-
Boues urbaines compostées	0,05	-
Boues urbaines liquides	0,20	0,50
Effluents vinicoles	0,20	0,50

1.2. LE MAÏS

1.2.1 Équation retenue

La méthode Sud-Ouest pour le calcul de la fertilisation azotée sur le maïs est basée sur la méthode ARVALIS 2008, plaquette « Gérer la fertilisation azotée maïs dans le Sud – Ouest ».

L'équation opérationnelle retenue est :

$$(Pf + Rf) - (Ri + Mh + Mhp + Mr + MrCi + Nirr) = Xa + (X * CAU)$$

Pf	Quantité d'azote absorbé par la culture à la fermeture du bilan
Rf	Quantité d'azote minéral dans le sol à la fermeture du bilan
Ri	Quantité d'azote minéral dans le sol à l'ouverture du bilan
Mh	Minéralisation nette de l'humus du sol
Mhp	Minéralisation nette due à un retournement de prairie
Mr	Minéralisation nette de résidus de récolte
MrCi	Minéralisation nette de résidus de culture intermédiaire
Nirr	Azote apporté par l'eau d'irrigation
Xa	Fertilisation azotée organique, intégrant déjà le CAU
X	Fertilisation azotée minérale
CAU	Coefficient Apparent d'Utilisation

1.2.2 Références des postes

♦ Préalable :

Les références proposées dans les différents postes et adaptées à la région sont issues de :

- la méthode ARVALIS 2008 « Gérer la fertilisation azotée du maïs dans le Sud – Ouest » .
- « Fertiliser avec les engrais de ferme » - 2001
- « Connaître les déjections bovines pour mieux les utiliser » - Institut de l'Élevage – AGPM – ITCF – Agence de l'Eau Adour Garonne - Chambre d'Agriculture d'Aquitaine – Comité Régional de Fertilisation – ARPEB
- « Fertiliser avec les fumiers et les lisiers » Chambre d'Agriculture d'Aquitaine- Agence de l'Eau Adour Garonne - 2002

♦ Pf : Quantité d'azote absorbé par la culture à la fermeture du bilan

$$Pf = b * y$$

où b = Besoin en azote de la céréale et y = Objectif de rendement

Type	Rendements	b = Besoin N
Maïs grain	< 100 q / ha	2,3 kg de N / q
	100 à ≤ 120 q / ha	2,20 kg de N / q
	> 120 q / ha	2,10 kg de N / q
Maïs fourrage	≤ 14 t de matière sèche / ha	14 kg de N / t de matière sèche
	14 et 18 t de matière sèche / ha	13 kg de N / t de matière sèche
	> 18 t de matière sèche / ha	12 kg de N / t de matière sèche
Maïs semence (le coefficient de correction de la surface de 0,66 est intégré)	< 30 q / ha	6 kg de N / q
	30 à ≤ 40 q / ha	5,30 kg de N / q
	40 à ≤ 50 q / ha	4,50 kg de N / q
	50 q / ha	3,80 kg de N / q
Maïs doux	Epis vêtus	10 kg de N / t d'épis
	Epis nus	12kg de N / t d'épis

Le calcul de l'objectif de rendement est décrit dans l'annexe 4.

♦ **Rf : Quantité d'azote minéral dans le sol à la fermeture du bilan**

Type de sol	Rf (unités N / ha)
Argileux Profonds	30
Argileux Superficiels	15
Limons Profonds	20
Limons Moyens	15
Touyas	35
Sableux	10
Alluvions caillouteuses	12

♦ **Ri au 1^{er} mars : Quantité d'azote minéral dans le sol à l'ouverture du bilan**

Deux solutions sont possibles pour ce poste :

- définition du reliquat azoté en sortie d'hiver au moyen d'une analyse de sol, dans le cas des parcelles pour lesquelles cette analyse est représentative.
- définition du reliquat azoté en sortie d'hiver par un calcul dans les autres cas selon les modalités décrites ci-après.

Pour un précédent légume le GREN recommande une analyse de reliquat.

1/ Valeurs de référence pour le calcul du Ri : reliquat azoté en sortie d'hiver en cas de précédents céréales, maïs, sorgho et oléagineux

Ri au 1^{er} mars est fonction du Ri calculé au 1^{er} octobre avec prise en compte du coefficient de lessivage hivernal et de la minéralisation hivernale.

$$\text{Ri au 1^{er} octobre} = \frac{(\text{Valeur du A} + \text{Azote n-1}) - (\text{Azote consommé n-1})}{2}$$

Avec les valeurs du A suivantes :

Conditions climatiques l'année précédente	Valeur du A
Printemps et été chauds	140 unités / ha
Année normale	100 unités / ha
Année froide avec été pluvieux	60 unités / ha

Le GREN recommande d'utiliser la valeur du A ARVALIS dès sa publication (octobre – novembre de chaque année civile).

Valeurs de l'Azote apporté sur la culture précédente (Azote n-1)

$$\text{Azote n-1} = \text{FM} + \text{FO} + \text{CP}$$

FM = Fertilisation Minérale apportée au précédent (en unité / ha).

FO = Fertilisation Organique apportée au précédent (en unité / ha)

avec FO = Quantité de produit * Teneur en azote (voir Annexe 2) * Coefficients d'équivalence azote (K_{eq} max) définis dans le tableau ci-dessous

Coefficients d'équivalence azote	
Type d'effluents	K _{eq} max
Fumiers bovins, ovins, caprins et équins	0,25
Fumiers porcins	0,40
Composts de fumiers de bovins et de porcs	0,20
Fumiers de palmipèdes	0,50
Fumiers de volailles	0,50
Lisiers bovins et ovins	0,60
Lisiers porcins	0,70
Lisiers autres espèces et fientes	0,60
Lixiviats et purins	0,50
Boues urbaines compostées	0,10
Boues urbaines liquides	0,60
Effluents vinicoles	0,50

CP = Contribution azotée des précédents Prairies.

Type de prairie détruite	Azote total disponible (unités / ha)	
	Précédent culture d'été	Précédent culture d'hiver
Prairie < 18 mois	15	10
Prairie 2 à 3 ans	40	20
Prairie 4 à 5 ans	70	30
Prairie 6 à 10 ans	85	40
Prairie > 10 ans	140	100

Valeurs de l' Azote consommé par le précédent (Azote consommé n-1)

Azote consommé n-1 = Rendement du précédent * Azote absorbé

Type de précédent	Azote total absorbé (kg / q ou tonne de matière sèche de produit)	
	Pailles enfouies	Pailles exportées
Blé tendre	0,30 + Valeur b	Valeur b
Blé dur	0,30 + Valeur b	Valeur b
Blé améliorant	0,30 + Valeur b	Valeur b
Orge	2,80	2,50
Avoine	2,50	2,20
Triticale	2,90	2,60
Seigle	2,60	2,30
Colza	6	
Tournesol	4	
Maïs grain	2,50	
Maïs ensilage		12
Sorgho grain	2,80	
Sorgho ensilage		13

Coefficient lié au lessivage et minéralisation en hiver

Le reliquat azoté en sortie d'hiver est déterminé par le croisement entre le type de sol, le reliquat azoté au 1^{er} octobre puis la pluviométrie entre le 1^{er} octobre et le 30 avril selon l'abaque suivante :

Type de sol	Ri au 1 ^{er} octobre	Ri au 1er mars											
		Pluie en mm (entre le 1 ^{er} octobre et le 30 avril)											
		200	250	300	350	400	450	500	600	700	800	900	1000
Alluvions caillouteuses	0	56	47	40	35	31	28	26	22	20	18	16	15
	20	73	56	46	39	34	31	28	23	20	18	16	15
	40	90	66	52	43	37	33	29	24	21	18	17	15
	60	107	75	58	47	40	35	31	25	22	19	17	15
	80	124	85	64	51	43	37	32	26	22	19	17	16
	100	141	94	70	55	45	39	34	27	23	20	18	16
Argileux Profonds	0	44	43	42	41	40	39	37	35	33	31	33	31
	20	64	60	56	52	49	46	43	38	34	32	33	31
	40	84	77	70	64	58	53	48	41	36	33	33	31
	60	104	93	84	75	67	60	54	44	37	34	33	31
	80	124	110	98	87	76	67	59	47	39	35	33	31
	100	144	127	112	98	86	75	65	50	41	37	33	31
Argileux Superficiels	0	43	37	33	29	27	25	23	20	18	17	15	14
	20	61	48	40	35	31	28	25	22	19	17	16	15
	40	79	59	47	40	35	31	28	23	20	18	17	15
	60	97	70	55	45	39	34	30	25	22	19	17	16
	80	115	81	62	50	42	37	33	27	23	20	18	16
	100	133	92	70	56	46	40	35	28	24	21	19	17

Type de sol	Ri au 1 ^{er} octobre	Ri au 1 ^{er} mars											
		Pluie en mm (entre le 1 ^{er} octobre et le 30 avril)											
		200	250	300	350	400	450	500	600	700	800	900	1000
Limons Profonds	0	51	48	46	44	42	41	39	37	36	38	37	36
	20	72	65	59	54	50	47	44	39	38	38	37	36
	40	93	82	73	65	58	52	48	41	38	38	37	36
	60	113	99	86	75	66	58	52	43	39	38	37	36
	80	134	116	100	86	74	64	56	44	40	38	37	36
	100	155	133	113	97	82	70	60	46	41	38	37	36
Limons Moyens	0	40	38	36	34	32	30	29	26	23	21	20	19
	20	58	47	41	37	34	32	30	26	24	22	20	19
	40	76	56	46	40	36	33	31	27	24	22	20	19
	60	94	66	52	44	39	35	32	27	24	22	20	19
	80	112	75	57	47	41	36	33	28	25	22	21	20
	100	131	84	62	50	43	38	34	29	25	23	21	20
Touyas	0	60	60	60	60	60	59	56	51	47	44	42	40
	20	80	80	80	76	71	67	62	55	50	46	43	41
	40	100	100	100	92	82	75	68	58	52	48	44	42
	60	120	120	120	108	94	83	74	62	55	49	46	42
	80	140	140	140	124	105	91	80	66	57	51	47	43
	100	160	160	160	140	116	99	86	70	60	53	48	44
Sables	0	49	43	38	33	31	28	25	21	19	19	19	19
	20	58	48	40	34	31	28	25	21	19	19	19	19
	40	68	53	42	35	32	28	25	21	19	19	19	19
	60	78	59	45	36	32	28	25	21	19	19	19	19
	80	88	64	47	37	33	29	25	21	19	19	19	19
	100	97	69	49	38	33	29	25	21	19	19	19	19

2/ Valeurs de référence pour le calcul du Ri : reliquat azoté en sortie d'hiver en cas de précédent légumineuses

Ri au 1^{er} octobre = Reliquat azoté légumineuses avant lessivage

Ri au 1^{er} mars = (Ri au 1^{er} octobre * coefficient de lessivage) + (minéralisation en hiver)

Reliquat azoté légumineuses au 1 ^{er} octobre	
Type de légumineuses	Azote total disponible (unités / ha)
Pois	30 + (0,50 * valeur du A)
Soja	20 + (0,30 * valeur du A)
Lupin et Féverole	20 + (0,40* valeur du A)

Une fois Ri au 1^{er} octobre calculé, la démarche pour déterminer Ri au 1^{er} mars est identique à la dernière étape du cas de précédent céréales, maïs, sorgho et oléagineux.

Il convient d'utiliser le tableau croisé (type de sol, Ri au 1^{er} octobre et pluviométrie entre le 1^{er} octobre et le 30 avril).

3/ Valeurs de référence pour le calcul du Ri : reliquat azoté en sortie d'hiver en cas de précédent jachères, cultures intermédiaires et prairies

Ri au 1^{er} mars = (Reliquat azoté jachères, cultures intermédiaires et prairies)

Type de sol	Azote total disponible (unités / ha)
Argileux Profonds	20
Argileux Superficiels	15
Limons Profonds et moyens	15
Touyas	25
Sableux	10
Alluvions caillouteuses	8

♦ **Mh : Minéralisation nette de l'humus du sol**

Type de sol	Minéralisation de l'humus pendant la culture en unités N par ha			
	Maïs cycle > à 120 jours		Maïs doux (cycle < à 120 jours)	
	Maïs irrigué	Maïs sec	Maïs irrigué	Maïs sec
Argileux Profonds	75	53	52,50	37,10
Argileux Superficiels	72	35	50,40	24,50
Limons Profonds	85	57	59,50	39,90
Limons Moyens	81	35	56,70	24,50
Touyas	76	62	53,20	43,40
Sableux	65	30	45,50	21
Alluvions caillouteuses	66	30	46,20	21

♦ **Mhp : Minéralisation nette due à un retournement de prairie**

Mode d'exploitation ou type de prairie	Mhp en unités N par ha				
	Age de la prairie				
	<18 mois	2-3 ans	4-5 ans	6-10 ans	>10 ans
Pâturage	20	60	100	120	140
Fauche + pâturage	15	40	70	85	100
Fauche uniquement	10	25	40	50	55
Graminée + légumineuse	20	60	100	120	140

♦ **Mr : Minéralisation nette de résidus de récolte**

Mr = 20 unités / ha en cas de jachère.

Mr = 0 pour les autres cultures.

♦ **MrCi : Minéralisation nette de résidus de culture intermédiaire**

Type de couvert	Contribution d'une culture intermédiaire détruite avant le maïs en unités N par ha			
	Biomasse de la partie aérienne (t de matière sèche / ha)			
	1	2	3	4
Ci Légumineuse	14	23	30	37
Ci Autres espèces	10	16	21	26

♦ **Nirr : Azote apporté par l'eau d'irrigation**

$$Nirr = \frac{(Q \text{ H}_2\text{O}) * (T \text{ NO}_3)}{443}$$

où Q H₂O = Quantité d'eau d'irrigation prévue jusqu'à 3 semaines après floraison (mm/ha)

et T NO₃ = Teneur en nitrates (mg/l)

La valeur de la teneur en nitrate des eaux d'irrigation doit être connue de l'exploitant.

Dans le cas d'utilisation d'une eau souterraine, l'exploitant doit disposer des résultats d'analyse récents.

Dans le cas d'utilisation d'une eau superficielle, une analyse pertinente est préconisée.

A défaut T NO₃ = 25 mg/l de nitrates.

Le GREN préconise de réaliser une analyse chaque année.

♦ **CAU : Coefficient Apparent d'Utilisation**

Type de maïs	CAU Avant 4 feuilles	CAU à 6 – 8 feuilles
Maïs doux et maïs semence ≤ à 40 q / ha	0,60	0,70
Maïs grain, maïs ensilage et maïs semence > à 40 q / ha	0,60	0,80

♦ **Xa : Fourniture d'azote par les Produits Résiduaire Organiques (PRO)**

Voir Annexe 5.

Xa maïs intègre déjà le CAU.

Pour l'affinage du calcul de la fourniture d'azote par les produits résiduaire organiques, des coefficients d'équivalence azote (K_{eq}) spécifiques au maïs existent.

Ce sont des coefficients d'équivalence azote prévisionnels, car ils dépendent de la pluviométrie estimée du printemps à venir entre le semis et le stade 6-8 feuilles.

Le GREN recommande de recalculer l'apport d'azote total en fonction de la pluviométrie réelle au stade 6-8 feuilles, afin d'ajuster les apports fractionnés à suivre.

Ces coefficients d'équivalence azote spécifiques au maïs sont précisés dans le tableau suivant et remplacent ceux fixés dans l'annexe 5:

Coefficients d'équivalence azote spécifiques au maïs			
Type d'effluents	Printemps (pluie entre le semis et le stade 6-8 feuilles)		
	Sec < 100 mm	Humide 100 à 250 mm	Très humide > 250 mm
Fumiers bovins, ovins, caprins et équins	0,2	0,15	0,1
Fumiers porcins	0,2	0,15	0,1
Composts de fumiers bovins	0,15	0,15	0,15
Fumiers de palmipèdes	0,25	0,25	0,25
Fumiers de volailles	0,3	0,3	0,3
Lisiers bovins et ovins	0,45	0,3	0,2
Lisiers porcins	0,4	0,4	0,4
Lisiers autres espèces et fientes	0,4	0,4	0,4
Lixiviats et purins	0,45	0,3	0,2
Boues urbaines compostées	0,08	0,08	0,08
Boues urbaines liquides	0,45	0,3	0,2
Boues urbaines pâteuses	0,24	0,24	0,24
Effluents vinicoles	0,45	0,3	0,2

1.3. LE TABAC

1.3.1 Équation retenue

La méthode Sud-Ouest pour le calcul de la fertilisation azotée sur le tabac est basée sur la méthode ARVALIS 2008 maïs (plaquette «Gérer la fertilisation azotée maïs dans le Sud – Ouest»).

L'écriture opérationnelle retenue est :

$$(Pf + Rf) - (Ri + Mh + Mhp + Mr + MrCi + Nirr) = Xa + (X * CAU)$$

Pf	Quantité d'azote absorbé par la culture à la fermeture du bilan
Rf	Quantité d'azote minéral dans le sol à la fermeture du bilan
Ri	Quantité d'azote minéral dans le sol à l'ouverture du bilan
Mh	Minéralisation nette de l'humus du sol
Mhp	Minéralisation nette due à un retournement de prairie
Mr	Minéralisation nette de résidus de récolte
MrCi	Minéralisation nette de résidus de culture intermédiaire
Nirr	Azote apporté par l'eau d'irrigation
Xa	Fertilisation azotée organique
X	Fertilisation azotée minérale
CAU	Coefficient Apparent d'Utilisation

1.3.2 Références des postes

♦ Préalable :

Les références sont identiques à celles du maïs sauf pour le calcul des besoins azotés (**Pf**) et des **CAU**.

♦ Pf : Quantité d'azote absorbé par la culture à la fermeture du bilan

$$Pf = b * y$$

avec b = besoin en azote du tabac et y = objectif de rendement

type	b = besoin N (kg / t)
Tabac Brun	85
Tabac Burley	95
Tabac Virginie	35

Le calcul de y = objectif de rendement est décrit dans l'annexe 4.

♦ CAU : Coefficient Apparent d'Utilisation

Stade de la culture	Avant semis et plantation	Binage
Tabac brun	0,60	0,80
Tabac Burley - Virginie	0,60	0,80

1.4. LE SORGHO

1.4.1 Équation retenue

La méthode Sud - Ouest pour le calcul de la fertilisation azotée sur le sorgho est basée sur la méthode ARVALIS 2008 maïs (plaquette «Gérer la fertilisation azotée maïs dans le Sud – Ouest») et les références COMIFER 2012.

L'écriture opérationnelle retenue est :

$$(Pf + Rf) - (Ri + Mh + Mhp + Mr + MrCi + Nirr) = Xa + (X * CAU)$$

Pf	Quantité d'azote absorbé par la culture à la fermeture du bilan
Rf	Quantité d'azote minéral dans le sol à la fermeture du bilan
Ri	Quantité d'azote minéral dans le sol à l'ouverture du bilan
Mh	Minéralisation nette de l'humus du sol
Mhp	Minéralisation nette due à un retournement de prairie
Mr	Minéralisation nette de résidus de récolte
MrCi	Minéralisation nette de résidus de culture intermédiaire
Nirr	Azote apporté par l'eau d'irrigation
Xa	Fertilisation azotée organique
X	Fertilisation azotée minérale
CAU	Coefficient Apparent d'Utilisation

1.4.2 Références des postes

♦ Préalable :

Les références sont identiques à celles du maïs sauf pour le calcul des besoins azotés (Pf).

♦ Pf : Quantité d'azote absorbé par la culture à la fermeture du bilan

$$Pf = b * y$$

avec b = besoin en azote du sorgho et y = objectif de rendement

type	b = besoin N par unité de production
Sorgho fourrage	13 Kg de N / t de matière sèche
Sorgho grain	2,4 Kg de N / q

Le calcul de y = objectif de rendement est décrit dans l'annexe 4.

1.5. LES PRAIRIES

1.5.1 Équation retenue

La méthode Sud - Ouest pour le calcul de la fertilisation azotée sur les prairies est inspirée du CORPEN et de la plaquette « Connaître les déjections bovines pour mieux les utiliser » (Institut de l'Élevage – AGPM – ITCF – Agence de l'Eau Adour Garonne - Chambre d'Agriculture d'Aquitaine – Comité Régional de Fertilisation – ARPEB).

L'écriture opérationnelle retenue est :

$$N_{\text{exp}} - (Mh + N_{\text{rest}} + FS) = Xa + (X * CAU)$$

N_{exp}	Quantité totale d'azote exportée par la prairie sur l'année ou besoin prévisionnel
Mh	Fourniture d'azote minéral par le sol (témoin fauchée non fertilisé sans légumineuses)
N_{rest}	Contribution directe des restitutions azotées au pâturage de l'année
FS	Fixation symbiotique des légumineuses prairiales
Xa	Fertilisation azotée organique
X	Fertilisation azotée minérale
CAU	Coefficient Apparent d'Utilisation

1.5.2 Références des postes

♦ Préalable :

Les références proposées dans les différents postes et adaptées à la région sont issues de :

- « Connaître les déjections bovines pour mieux les utiliser » - Institut de l'Élevage – AGPM – ITCF – Agence de l'Eau Adour Garonne - Chambre d'Agriculture d'Aquitaine – Comité Régional de Fertilisation – ARPEB
- « Fertiliser avec les engrais de ferme » - 2001
- « Teneur en azote de l'herbe selon le mode d'exploitation », INRA 2007
- CORPEN,
- Circulaire PMPOA 2 du 15 mai 2003
- DEXEL

♦ N_{exp} : Quantité totale d'azote exportée par la prairie sur l'année ou besoin prévisionnel

$$N_{\text{exp}} = b * y$$

Avec : b = besoin en azote de la prairie (exportations d'azote) et y = objectif de rendement

Pour déterminer le besoin en azote de la prairie « b », deux méthodes sont retenues selon le mode d'élevage de l'exploitation :

- La méthode DEXEL pour les exploitations à forte dominance d'élevages herbivores.
- méthode INRA dans les autres situations.

Méthode DEXEL :

Le besoin en azote de la prairie est défini dans le tableau suivant pour des troupeaux composés uniquement de vaches laitières ou d'autres animaux.

Type	Type d'animaux	b=Besoin N (kg / t de MS (matière sèche))
Herbe pâturée	Vaches laitières	28,8
	Autres animaux	24
Herbe ensilée	Vaches laitières	24
	Autres animaux	19,2
Herbe fauchée	Vaches laitières	24
	Autres animaux	14,4

Le besoin en azote de la prairie est fonction de la part des vaches laitières dans le troupeau de l'exploitation. Plus l'effectif de vaches laitières est important plus le besoin en azote de la prairie est fort.

Pour un troupeau mixte, la formule de calcul est la suivante :

$$\frac{(\text{UGB fourrages Vaches laitières} \times b) + (\text{UGB fourrages Autres animaux} \times b)}{\text{Total UGB fourrages}}$$

Avec :

UGB fourrages Vaches laitières = Effectifs de vaches laitières * équivalent UGB pour 5 t MS / UGB / an
b = besoin en azote de la prairie défini dans le tableau dessus (pâturage, ensilage et fauche)

UGB fourrages Autres élevages = Effectifs Autres espèces * équivalent UGB pour 5 t MS / UGB / an

Total UGB fourrages = Somme UGB fourrages (Vaches laitières + Autres espèces)

Références équivalents UGB (Unité Gros Bétail) fourrages pour une présence de 12 mois dans l'année

	équiv. UGB pour 5 t MS/UGB/an
Bovins	
Vache laitière	1,05 *
Vache Nourrice, sans son veau	0,85 *
Femelle > 2 ans	0,70 *
Mâle > 2 ans	0,80 *
Femelle 1-2 ans	0,60 *
Mâle 1-2 ans, croissance	0,60 *
Mâle 1-2 ans, engraissement	0,60 *
Vache de réforme	0,60 *
Femelle < 1 an	0,30 *
Mâle 0-1 an, croissance	0,30 *
Mâle 0-1 an, engraissement	0,30 *
Broutard < 1 an, engraissement	0,30 *
Ovins (brebis)	
Agnelle	0,05 *
Agneau Engraissé Produit	0,03
Bélier	0,10 *
Brebis	0,10 *
Brebis laitière	0,10 *
Caprins (chèvre)	
Bouc	0,10 *
Chevreau Engraissé Produit	0
Chèvre	0,10 *
Chevrette	0,05 *
Équins	
Cheval	0,60 *
Cheval (lourd)	0,70 *
Jument seule	0,50 *
Jument seule (lourd)	0,60 *
Jument suitée	0,60 *
Jument suitée (lourd)	0,70 *
Poulain 6m-1an	0,25 *
Poulain 6m-1an (lourd)	0,30 *
Poulain 1-2 ans	0,50 *
Poulain 1-2 ans (lourd)	0,60 *

Exemple d'une prairie fauchée : exploitation de 50 vaches laitières (VL) - 12 génisses de moins de 1 an (G0), 12 génisses de 1 à 2 ans (G1) et 12 génisses de plus de 2 ans (G2).

Calcul des UGB fourrage :
50 VL X 1.05 = 52.50 UGN
12 G0 X 0.30 = 3.60 UGN
12 G1 X 0.60 = 7.20 UGN
12 G2 X 0.70 = 8.40 UGN Soit un total de 71.70 UGN

Calcul du coefficient de besoin azoté : (52.50 UGB X 24 kg d'azote / t MS) + (19.20 UGB X 14.40 kg d'azote / t MS) = (1260 + 276.48) / 71.70 UGB

Le besoin azoté pour cette prairie est de 21.43 kg d'azote / t Ms.

Méthode INRA :

Mode d'exploitation	b en kg N / t de MS
Pâturage à rotation rapide (retour toutes les 3 semaines) ou continu	30
Pâturage à rotation lente (retour toutes les 5 semaines)	25
Ensilage	25
Foin précoce et foin de repousse	20
Foin tardif de 1er cycle	15

L'objectif de rendement des prairies peut être fixé selon les modalités de calcul de l'annexe n°4 ou selon la méthode du bilan fourrager pour les prairies pâturées. La méthode du bilan fourrager est présentée ci – après :

$$\text{Rendement moyen par hectare au pâturage (t de MS)} = \frac{\text{Quantité d'herbe valorisée au pâturage (t de MS)}}{\text{Surface pâturée de l'exploitation}}$$

Avec :

$$\text{Quantité d'herbe valorisée au pâturage (t de MS)} = \text{Fourrage consommé par le troupeau} - \text{Consommation du maïs ensilage} - \text{Consommation des prairies fauchées et ensilées} + / - \text{Achat ou vente de fourrage}$$

Fourrage consommé par le troupeau = Nombre d'animaux * équivalents UGB fourrages (pour 5 t de MS/UGB/an)

Consommation du maïs ensilage en t de MS, avec consommation = 80 % de la production.

Consommation des prairies fauchées et ensilées en t de MS, avec consommation = 80 % de la production

Achat ou vente de fourrage en t de MS : nombre de boules * poids d'une boule * 0.85

♦ Mh : Fourniture d'azote minéral par le sol

Type de sols	Azote total disponible (kg / ha)
Argileux Profonds	80
Argileux Superficiels	60
Limons Profonds	70
Limons Moyens	50
Touyas	90
Sableux	60
Alluvions caillouteuses	50

♦ N_{rest} : Contribution directe des restitutions azotées au pâturage de l'année

Rendement annuel (t de MS / ha)	Part de la pâture dans la production annuelle		
	> 75 %	50 à 75 %	< 50 %
≤ 6	25	15	10
6 et 7	30	20	12,50
7 à 8	35	25	15
8 à 9	37,50	27,50	17,50
≥ 9	40	30	20

♦ FS : Fixation symbiotique des légumineuses prairiales

Rendement annuel (t de MS / ha)	Proportion visuelle de trèfle	
	20 % été et 10 printemps	40 % été et 20 % printemps
≤ 6	30	55
6 et 7	35	65
7 à 8	40	75
8 à 9	42,50	85
≥ 9	45	95

♦ **CAU: Coefficient Apparent d'Utilisation**

Le CAU est de 0,70.

♦ **Xa : Fourniture d'azote par les Produits Résiduaires Organiques (PRO)**

Xa prairie intègre déjà le CAU

Voir Annexe 5

Ces coefficients d'équivalence azote spécifiques aux prairies sont précisés dans le tableau suivant et remplacent ceux fixés dans l'annexe 5:

Coefficients effet direct azote spécifiques prairies		
Type d'effluents	Automne	Printemps
Fumiers bovins, ovins, caprins et équins	0,15	0,25
Fumiers porcins	0,15	0,25
Composts de fumiers de bovins	0,04	0,04
Fumiers de palmipèdes	0,15	0,45
Fumiers de volailles	0,15	0,45
Lisiers bovins et ovins	0,15	0,35
Lisiers porcins	0,15	0,45
Lisiers autres espèces et fientes	0,15	0,45
Lixiviats et purins	0,15	0,45
Boues urbaines compostées	0,04	0,04
Boues urbaines liquides	0,15	0,35
Boues urbaines pâteuses	0,15	0,25
Effluents vinicoles	0,15	0,35

2. ANNEXE 2 : CULTURES POUR LESQUELLES UNE ECRITURE OPERATIONNELLE DE LA METHODE DE LA DOSE PIVOT EST DISPONIBLE ET PARAMETREE

2.1. LES NOYERS

2.1.1 Équation retenue

La dose d'azote prévisionnelle est déterminée sur la base de doses pivot :

- en fonction de l'objectif de rendement et de la vigueur pour les noyeraies en production :
- par arbre planté sur les plantations récentes
 $Xa + X = d * b$
avec d = nombre d'arbre/ha et b = besoin par arbre

2.1.2 Références des postes

♦ Préalable :

La méthode de calcul de la fertilisation azotée sur les noyers est basée sur les travaux de la station expérimentale de CREYSSE (46).

♦ Dose prévisionnelle en azote sur noyeraie en production :

Le calcul de l'objectif de rendement est décrit dans l'annexe 4.

Rendement et vigueur	N (unités / ha)
1 t / ha	80 en 2 fois
2 t / ha avec vigueur forte	90 en 2 fois
2 t / ha avec vigueur faible	100 en 2 fois
3 t / ha avec vigueur forte	100 en 2 fois
3 t / ha avec vigueur faible	120 en 3 fois
4 t / ha avec vigueur forte	120 en 3 fois
4 t / ha avec vigueur faible	140 en 3 fois

♦ Dose prévisionnelle en azote sur jeune noyeraie :

Age de la noyeraie	Rayon d'épandage (conseil de pratique)	b (kg de N/ arbre)
1 an	1 m	0,1
2 ans	1,50 m	0,2
3 ans	2 m	0,3

♦ Xa : Fourniture d'azote par les Produits Résiduels Organiques (PRO)

Voir Annexe 5.

2.2. LE TOURNESOL

2.2.1 Équation retenue

La dose d'azote prévisionnelle est déterminée sur la base d'une dose pivot.

Deux méthodes sont retenues :

- Détermination de la dose d'azote prévisionnelle totale en fonction du type de sol et/ou de l'objectif de rendement.
- Méthode dite « Héliotest »

2.2.2 Détermination de la dose d'azote prévisionnelle totale en fonction du type de sol

◆ Préalable :

La méthode pour le calcul de la fertilisation azotée sur le tournesol est basée sur les travaux du CETIOM SUD.

Pour les tournesols irrigués, les préconisations sont calculées uniquement par rapport à l'objectif de rendement.

◆ Dose prévisionnelle en azote :

Type de sol	Objectif de rendement (voir annexe 4)	Dose $X_a + X$ (unité / ha)		
		Reliquat azoté au semis faible (30 unités/ha)	Reliquat azoté au semis moyen (60 unités/ha)	Reliquat azoté au semis élevé (90 unités/ha)
Sol profond (Argileux Profonds - Limons Profonds et Touyas)	\geq à 35 q/ha	90	60	30
Sol moyennement profond (Limons Moyens)	\geq à 30 q/ha et $<$ à 35 q/ha	75	45	15
Sol superficiel et peu profond (Sableux- Alluvions caillouteuses- Argileux Superficiels)	$<$ à 30 q/ha	60	30	0

◆ X_a : Fourniture d'azote par les Produits Résiduaire Organiques (PRO)

Voir Annexe 5.

2.2.3 Méthode « Héliotest »

◆ Préalable :

La méthode pour le calcul de la fertilisation azotée sur le tournesol est basée sur les travaux du CETIOM SUD. Le calcul de l'objectif de rendement est décrit dans l'annexe 4.

La méthode HELIOTEST ne peut être utilisée que par les agriculteurs qui maîtrisent parfaitement la quantité d'azote apportée sur la bande témoin (fertilisation exclusivement minérale ou épandage homogène de produits résiduaire organiques dont la valeur azotée précise est connue).

◆ Utilisation de la méthode HELIOTEST

1^{ère} étape

L'agriculteur applique 60 à 80 unités d'azote sur une bande de la parcelle mais n'applique aucune fertilisation sur le reste de la parcelle.

2^{ème} étape

L'agriculteur observe si une éventuelle différence apparaît entre la bande témoin fertilisée au semis et le reste de la parcelle entre le stade 6 et 14 feuilles (différence de couleur, de hauteur ou de volume). Le stade auquel apparaît la différence permet d'estimer l'état d'alimentation azotée de la parcelle et les fournitures en azote du sol sur le cycle de la culture.

Dose d'azote à apporter suivant le constat entre le stade 6 et 14 feuilles (kg N / ha)					
Stade d'apparition de la différence avec le témoin	Objectif de rendement				
	20-25 q / ha	25-30q / ha	30-35 q / ha	35-40 q / ha	40 q / ha et +
7 à 8 feuilles	0	30	40	70	100
9 à 10 feuilles	0	0	30	50	80
11 à 12 feuilles	0	0	0	30	60
13 à 14 feuilles	0	0	0	30	40

Aucune fertilisation minérale azotée n'est nécessaire en l'absence de différence avec le témoin entre le stade 6 et 14 feuilles.

♦ Xa : Fourniture d'azote par les Produits Résiduaire Organiques (PRO)

Voir Annexe 5.

2.3. LE COLZA D'HIVER

2.3.1 Équation retenue

La dose d'azote prévisionnelle est déterminée sur la base d'une dose pivot : méthode de la réglette azote colza du CETIOM.

2.3.2 Détermination de la dose d'azote prévisionnelle totale

♦ Préalable :

La méthode Sud-Ouest pour le calcul de la fertilisation azotée sur le colza d'hiver est basée sur les travaux du CETIOM SUD. Les Xa sont issus de : « Fertiliser avec les engrais de ferme » - 2001.

♦ Dose prévisionnelle en azote :

La dose prévisionnelle en azote est déterminée en croisant le type de sol, l'objectif de rendement (voir annexe 4), le poids frais du colza au 15 janvier et l'entretien en Matière Organique (MO).

Le poids frais au 15 janvier est évalué selon deux méthodes :

1/ Evaluation du poids frais par pesée

C'est la méthode la plus précise.






Le GREN recommande d'évaluer le poids frais par pesée sur tous les colzas et en particulier sur les gros colzas pour lesquels l'estimation visuelle peut être imprécise.

Méthodologie :

- Prélever le colza sur des placettes représentatives de la parcelle (1 m² chacune),
- 2 placettes si la parcelle est homogène et 4 placettes si la parcelle est hétérogène, en évitant les bordures,
- Couper le colza au ras du sol,
- Peser afin d'estimer le poids frais du colza sur la parcelle (en kg / m²).

2/ Évaluation du poids frais par la méthode visuelle,

Utiliser la table de correspondance suivante :

TABLE DE CORRESPONDANCE	
Méthode visuelle	Correspondance méthode par pesée (poids frais en kg/m ²)
	0,2
	0,4
	1
	1,4
	2

♦ **Dose d'azote à apporter après l'évaluation du poids frais :**

Résultat de la pesée ou aspect du colza		SOLS (argileux, limoneux moyens, sableux, alluvions caillouteuses) SUPERFICIELS ou PEU PROFONDS						SOLS (argileux, limoneux, touyas) PROFONDS					
		Avec MO			Sans MO			Avec MO			Sans MO		
		Objectifs de rendements (q/ha)											
Grosueur du colza (15/12 et 15/01)	Poids frais (kg / m2)	≤ 30	30 à 40	≥ 40	≤ 30	30 à 40	≥ 40	≤ 30	30 à 40	≥ 40	≤ 30	30 à 40	≥ 40
Petit colza	< 0.40	140	180	-	180	220	-	110	150	-	150	190	
	0.60	130	170	-	170	210	-	100	140	-	140	180	-
	0.80	120	150	190	160	190	230	90	120	160	130	160	200
Colza moyen	1	110	140	170	150	180	210	80	110	140	120	150	180
	1.20	90	130	160	130	170	200	60	100	130	100	140	170
	1.40	80	110	150	120	150	190	50	80	120	90	120	160
Gros colza	1.70	60	90	130	100	130	170	30	60	100	70	100	140
	2	40	70	110	80	110	150	10	40	80	50	80	120
	2.30	20	60	90	60	100	130	0	30	60	30	70	100
	2.60	0	40	70	40	80	110	0	10	40	10	50	80

Les sols superficiels ou peu profonds se caractérisent par une faible minéralisation au printemps et une réserve en eau faible, susceptible de limiter le rendement.

Les sols profonds se caractérisent par une minéralisation moyenne à élevée au printemps et une bonne réserve en eau, ne limitant pas ou peu le rendement.

♦ **Xa : Fourniture d'azote par les Produits Résiduaire Organiques (PRO)**

Voir Annexe 5.

Des coefficients d'équivalence azote spécifiques au colza sont précisés dans le tableau suivant et remplacent ceux fixés dans l'annexe 5:

Coefficients d'équivalence azote pour le colza	
Type d'effluents	Fin d'été - Automne
Fumiers bovins, ovins, caprins et équins	0,20
Fumiers porcins	0,30
Composts de fumiers de bovins	0,05
Fumiers de palmipèdes	0,50
Fumiers de volailles	0,50
Lisiers bovins et ovins	0,40
Lisiers porcins	0,50
Lisiers autres espèces et fientes	0,50
Lixiviats et purins	0,40
Boues urbaines compostées	0,05
Boues urbaines liquides	0,40
Effluents vinicoles	0,4

2.4. LE SOJA

2.4.1 Cas général : pas de fertilisation azotée

En tant que légumineuse, le soja ne demande pas de fertilisation azotée.

En cas d'échec de la nodulation, un apport d'azote en végétation peut être apporté afin de ne pas limiter le rendement et la teneur en protéines, critère qualitatif important en soja.

Dans ce cas, et seulement ce cas, la dose d'azote prévisionnelle est déterminée sur la base d'une dose pivot selon les recommandations du CETIOM.

2.4.2 Cas particulier : échec de nodulation

♦ Préalable :

La méthode Sud-Ouest pour le calcul de la fertilisation azotée en cas d'échec de nodulation sur le soja est basée sur les travaux du CETIOM SUD.

♦ Dose prévisionnelle en azote minéral en cas d'échec de la nodulation

Juste avant le début de la floraison (stade R1), soit à la mi-juin pour un semis à date normale (mi-avril) :

- si la végétation de la parcelle présente globalement un aspect jaunâtre

et

- si plus de 30 % des pieds ne portent pas de nodosités (vérifier la présence de nodosités en prélevant 20 pieds de soja au hasard dans une zone de la parcelle et en observant ces nodosités sur le système racinaire).

alors un apport d'azote minéral peut exceptionnellement être réalisé.

Ces apports sont à réaliser entre le stade R1 (début floraison) et le stade R3 (premières gousses), en un ou de préférence deux apports.

Le calcul de l'objectif de rendement est décrit dans l'annexe 4.

Objectif de rendement du soja (q/ha)	Quantité d'azote minéral en cas d'accident de nodulation (kg N / ha)
25	80
30	100
35	120
40	140
45	150

Chaque apport sera réalisé juste avant une irrigation pour une meilleure utilisation par la plante de l'engrais minéral.

3. ANNEXE 3 : CULTURES POUR LESQUELLES UNE DOSE TOTALE D'AZOTE PREVISIONNELLE EST PLAFONNEE PAR HECTARE

3.1. LES LEGUMINEUSES

En règle générale il n'y a pas d'apport d'azote sur les légumineuses.

Les seules exceptions sont les suivantes dans les seuls cas décrits :

CULTURE	PLAFOND en Kg d'azote/ha	CAS
Luzerne	30	Certaines situations particulières peuvent justifier une fertilisation azotée : ➤ Sols avec un taux faible en matières organiques. C'est à dire dans les situations suivantes: - MO < 15 g/kg sur sol avec texture grossière (sable) - MO < 18-20 g/kg sur sol avec texture moyenne (limon) - MO < 22 g/kg sur sol avec texture fine (argile) - MO < 25 g/kg sur sol argilo-calcaire ➤ Sols avec une matière organique se minéralisant lentement, c'est à dire C/N du sol > 12. L'apport peut être effectué pour faciliter le départ en végétation. L'azote doit être immédiatement utilisable. Il est important d'éviter les excès d'azote afin de ne pas nuire à l'établissement des nodosités.
Haricot vert	100	Bien qu'étant une légumineuse, la fertilisation azotée du haricot est proche de celles des légumes. Voir le détail dans le tableau des doses plafonnées pour les légumes
Haricot sec et demi-sec	120	
Pois potager	50	Certaines situations particulières peuvent justifier une fertilisation azotée : ➤ conditions de levée difficiles (semis précoces, terres froides) ➤ variétés courtes (favoriser l'élongation des entrenœuds pour la récolte machine) ➤ parasitisme conduisant à une absence de nodulation (maladies telluriques, larves de silitones)
Légumineuses autres	0	

Rappel, pour le soja, une dose pivot a été préconisée en cas d'échec de la nodulation.

3.2. L'ARBORICULTURE ET LA VIGNE

CULTURE	PLAFOND en Kg d'azote/ha	OBSERVATIONS
Arboriculture hors noyers	210	Ce plafond est fixé en l'absence de référentiel régional validé pour l'année culturale 2012-2013. L'écriture de la dose prévisionnelle sera affinée dans le prochain référentiel par type d'arbre fruitier, par variété et par âge des arbres.
Vigne de table	210	Ce plafond est fixé en l'absence de référentiel régional validé pour l'année culturale 2012-2013. L'écriture de la dose prévisionnelle sera affinée dans le prochain référentiel par mode de conduite.
Vigne de cuve	100	Ce plafond est fixé en l'absence de référentiel régional validé pour l'année culturale 2012-2013. L'écriture de la dose prévisionnelle sera affinée dans le prochain référentiel.

3.3. LES LEGUMES

♦ **Préalable :**

Les références adaptées à la région Aquitaine sont issues des travaux des organismes suivants:

- UNILET
- SICA CENTREX
- Chambre d'Agriculture 47
- CTIFL, 1994, 1999 et 2012.

Les cultures hors-sols sont entendues comme toute culture dont l'ensemble des apports et des rejets est maîtrisé.

Pour les cultures hors-sols, la maîtrise des rejets doit s'effectuer via la collecte des lixiviats et leur traitement si nécessaire. Ainsi, la maîtrise de la dose n'est pas l'élément prioritaire pour ces productions.

La maîtrise de ces rejets fera l'objet de prescriptions dans le futur programme d'actions régional.

Les autres cultures sous serre doivent répondre, comme l'ensemble des cultures légumières, aux prescriptions relatives à l'équilibre de la fertilisation de ce chapitre.

CULTURE	Besoins (kg N/ha)	DOSE PLAFOND (kg de N/ha)
Ail	100-150	150
Artichauts	120-180	180
Asperges 1ère pousse	108	100
Asperges production	125-170	170
Aubergines plein champ	150-250	250
Aubergines sous abri	200-300	300
Betteraves potagères	150-250	250
Bettes et cardes	150-250	250
Carottes nantaise printemps	130	100
Carottes baby carotte et nantaise primeur	110	100
Carottes grosses	200	180
Carottes nantaise saison	165	180
Céleris branches	180-220	220
Céleris raves	160-260	260
Chicorées frisées, scaroles et autres salades	89-152	145
Choux	150-250	250
Choux brocolis à jets	230	230
Choux de Bruxelles	180-210	210
Choux-fleurs	210-340	340
Concombres	200-300	300
Courgettes	200-300	300
Echalotes	80-100	100
Epinards	185	220
Fraises précoce et saison	115-180	180
Fraises remontantes	250	250
Haricots à écosser et demi-secs (grain)	190	120
Haricots secs	190	120
Haricots verts et haricots beurre	160-180	100
Laitues	60-120	120
Mâche	50-70	70
Melons	80-160	160
Navets potagers	80-120	120
Oignons blancs	120-150	150
Oignons de couleur	120-150	150
Persil	90-160	100
Petits pois (grain)	270	50
Poireaux	150-250	250
Poivrons et piments plein champ	150-250	250
Poivrons et piments sous abri	200-300	300
Radis	60	60
Salsifis et scorsonères	260	220
Tomates industrie	250	250
Tomates plein champ	180-200	200
Tomates sous serres	280-500	500

4. ANNEXE 4 : CALCUL DU RENDEMENT PREVISIONNEL

Le rendement prévisionnel est égal à la moyenne des rendements réalisés sur l'exploitation pour la culture, pour des conditions comparables de sol au cours des cinq dernières années, en excluant la valeur maximale et la valeur minimale. Les cinq dernières années s'entendent comme les cinq dernières campagnes culturales successives, sans interruption.

Lorsque les références disponibles sur l'exploitation sont insuffisantes pour les dissocier par type de sol (moins de cinq valeurs pour une condition de sol et de culture), le rendement moyen sur l'exploitation au cours des cinq dernières années est utilisé en lieu et place de ces références.

Lorsque les références disponibles sur l'exploitation sont insuffisantes pour effectuer le calcul, peuvent être utilisées :

- des valeurs propres aux conditions locales de la culture « à dire d'expert », qui sont à demander auprès des Chambres d'Agriculture,
- à défaut, les valeurs suivantes :

Produit	Valeurs proposées par le GREN AQUITAINE				
	DORDOGNE	GIRONDE	LANDES	LOT ET GARONNE	PYRENEES ATLANTIQUES
	Rendement (100 kg/ha)	Rendement (100 kg/ha)	Rendement (100 kg/ha)	Rendement (100 kg/ha)	Rendement (100 kg/ha)
Blé tendre	48	49	51	54	53
Blé dur	49	49	50	51	50
Seigle et méteil	37	40	39	41	39
Orge et escourgeon d'hiver	46	46	47	51	48
Orge et escourgeon de printemps	40	41	44	48	42
Avoine	39	39	43	44	40
Triticale	47	46	48	51	48
Autres céréales et mélanges de céréales	42	45	47	49	42
Mais grain irrigué	93	106	113	98	110
Mais grain non irrigué	54	70	83	71	82
Mais semence	34	35	36	35	36
Mais doux	195	198	198	196	198
Sorgho	62	64	63	67	63
Colza et navette	23	25	27	30	28
Tournesol	24	24	24	26	26
Soja	23	24	23	26	24
Tabac Brun	25	29	29	28	27
Tabac Virginie	27	27	25	26	26
Tabac Burley	27	27	25	27	25
Noyer	19	19	18	20	19

Produit	Valeurs proposées par le GREN AQUITAINE				
	DORDOGNE	GIRONDE	LANDES	LOT ET GARONNE	PYRENEES ATLANTIQUES
	Rendement (t de MS/ha)	Rendement (t de MS/ha)	Rendement (t de MS/ha)	Rendement (t de MS/ha)	Rendement (t de MS/ha)
Prairies artificielles	8,2	7,8	8,1	7,7	9,5
Prairies temporaires	7,0	6,8	7,3	6,8	9,9
Prairies permanentes	4,5	5,0	5,5	4,7	5,9

5. ANNEXE 5 : CALCUL DE LA FERTILISATION AZOTEE ORGANIQUE

Xa : Fourniture d'azote par les Produits Résiduaire Organiques (PRO)

$$Xa = Npro * q * Keq$$

avec : **Npro** = teneur en azote total du produit

q = volume ou masse de produit épandu par hectare

Keq = coefficient d'équivalence engrais minéral (coefficient d'équivalence azote)

Deux solutions sont possibles pour déterminer Npro = teneur en azote total du produit :

- définition de la fourniture d'azote par les produits résiduaire organiques au moyen d'une analyse d'effluent,
- définition de la fourniture d'azote par les produits résiduaire organiques par un calcul.

Pour la détermination de la teneur en azote de l'effluent Npro, le GREN priorise les résultats d'analyses réalisées par l'exploitant.

Le GREN recommande la réalisation d'analyses si la fertilisation azotée avec des PRO représente 50 % et plus de la fertilisation totale des cultures, dès lors que ces analyses ont une justification en raison d'une variabilité des teneurs en azote *a priori* importante, par exemple lorsque plusieurs effluents sont mélangés ou encore lors de l'utilisation de produits compostés.

Par défaut, les valeurs Npro et Keq standard sont données dans le tableau suivant.

Ces valeurs seront également utilisées comme références pour le calcul de la fertilisation en lien avec les Mesures AgroEnvironnementales (MAE Territorialisées et PHAE : Prime Herbagère AgroEnvironnementale).

Origine	Type de produit	Teneurs kg N/t	Nature	Valeurs standards des coefficients d'équivalence azote	
				Keq Automne	Keq Printemps
Boues	Boues urbaines compostées (PHAE - MAE)	8,0	solide	0,1	0,1
Boues	Boues Urbaines pâteuses (20 % MS) PHAE - MAE	10,0	solide	0,25	0,3
Boues	Boues Urbaines liquides (PHAE - MAE)	3,0	liquide	0,2	0,5
Bovins	Composts de fumier de bovins (PHAE - MAE)	8,0	solide	0,15	0,2
Bovins	Fumiers de bovins compacts de pente paillée	4,9	solide	0,2	0,3
Bovins	Fumiers de bovins compacts d'étable entravée	5,3	solide	0,2	0,3
Bovins	Fumiers de bovins mous de logettes (PHAE - MAE)	5,1	solide	0,2	0,3
Bovins	Fumiers de bovins très compacts de litière accumulée (PHAE - MAE)	5,8	solide	0,2	0,3
Bovins	Fumiers de bovins compact de pente paillée	4,9	solide	0,2	0,3
Bovins	Fumiers de bovins mous de raclage	4,5	solide	0,2	0,3
Bovins	Fumiers de bovins mixtes (CORPEN)	5,5	solide	0,2	0,3
Bovins	Lisiers de bovins (dilué en système couvert)	2,7	liquide	0,2	0,5
Bovins	Lisiers de bovins (pur en système couvert) PHAE - MAE	4,0	liquide	0,2	0,5
Bovins	Lisiers de bovins (très dilué en système non couvert) PHAE - MAE	1,6	liquide	0,2	0,5
Bovins	Lisiers de veaux dilués (PHAE - MAE)	2,0	liquide	0,2	0,5
Bovins	Lisiers de veaux purs (CORPEN)	2,86	liquide	0,2	0,5
Bovins	Purins de bovins dilués (PHAE - MAE)	,4	liquide	0,2	0,5
Bovins	Purins de bovins purs	3,0	liquide	0,2	0,5
Caprin	Fumiers de caprins (PHAE - MAE)	6,1	solide	0,2	0,3
Ovins	Fumiers d'ovins 30 % MS (PHAE - MAE)	6,7	solide	0,2	0,3
Ovins	Fumiers d'ovins (CORPEN)	10,8	solide	0,2	0,3
Ovins	Lisiers d'ovins (PHAE - MAE)	7,7	liquide	0,2	0,5
Volailles	Fientes de poules déshydratées (CORPEN)	20,0	solide	0,3	0,6
Volailles	Fientes de poules pondeuses (10% MS)	6,8	solide	0,3	0,6
Volailles	Fientes de poules pondeuses (humides 25% MS)	15,0	solide	0,3	0,6
Volailles	Fientes de poules pondeuses (préséchées sur tapis 40% MS)	22,0	solide	0,3	0,6
Volailles	Fientes de poules pondeuses (séchées en fosse profonde 80 % MS) PHAE - MAE	30,0	solide	0,3	0,6
Volailles	Fientes de poules pondeuses (séchées sous hangar 80 % MS)	40,0	solide	0,3	0,6
Volailles	Fumiers de dindes, à la sortie du bâtiment	27,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de dindes, après stockage en condition sèche	25,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de dindes, après stockage en condition humide	21,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de pintades, à la sortie du bâtiment	32,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de pintades, après stockage en condition sèche	29,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de pintades, après stockage en condition humide	24,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de poulets de chair (à la sortie du bâtiment)	29,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de poulets de chair (après stockage en conditions sèches)	26,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de poulets de chair (après stockage en conditions humides)	22,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers autres volailles de chair industrielles (stockage conditions humides) PHAE - MAE	22,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de poulets label, à la sortie du bâtiment	20,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de poulets label, après stockage en condition sèches	18,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de poulets label, après stockage en condition humide (PHAE - MAE)	12,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers autres volailles de chair industrielles (CORPEN)	29,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Fumiers de canards prêt à gaver (PHAE - MAE)	5,0	solide	0,3	0,5
Volailles	Lisiers de pondeuses (10%MS)	6,8	liquide	0,3	0,6
Volailles	Lisiers de canards (PHAE - MAE)	2,5	liquide	0,3	0,6
Volailles	Lisiers de canards (10 %MS)	4,4	liquide	0,3	0,6
Volailles	Lisiers de canards (10 à 15 %MS)	5,9	liquide	0,3	0,6
Volailles	Lisiers de canards (> à 15 %MS)	8,6	liquide	0,3	0,6
Porcins (ITP)	Fumiers de porcs de litière accumulée PHAE - MAE (32,90 % de MS)	7,2	solide	0,2	0,4
Porcins (ITP)	Fumiers de porcs de litière raclée	9,1	solide	0,2	0,4
Porcins (CORPEN)	Fumiers de porcs (CORPEN)	4,1	solide	0,2	0,4
Porcins (ITP)	Lisiers de porcelets post - sevrage	5,7	liquide	0,3	0,6
Porcins (ITP)	Lisiers de porcs en finition (prélèvement sous caillebotis)	7,9	liquide	0,3	0,6
Porcins (ARVALIS)	Lisiers de porcs mixte (prélèvement en fosse extérieure) PHAE - MAE	4,0	liquide	0,3	0,6
Porcins (ITP)	Lisiers de porcs mixte (prélèvement en fosse extérieure)	4,3	liquide	0,3	0,6
Porcins (CORPEN)	Lisiers de porcs (CORPEN)	5,0	liquide	0,3	0,6
Porcins (ITP)	Lisiers de truies gestantes	2,8	liquide	0,3	0,6
Porcins (ITP)	Lisiers de truies allaitantes et sa portée	3,5	liquide	0,3	0,6
Lapins	Fumiers de lapins (PHAE - MAE)	7,0	solide	dire d'expert	dire d'expert
Lapins	Lisiers de lapins (PHAE - MAE)	9,0	liquide	dire d'expert	dire d'expert
Chevaux	Fumiers frais de chevaux	8,2	solide	0,2	0,3
Produit Sud-Ouest	Effluents viticoles	0,1	liquide	0,2	0,5
Produit Sud-Ouest	Effluents prunicoles	0,02	liquide	0,2	0,5

Décision du 23/08/2012

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2012

FAM Handivillage

CAMBLANES-ET-MEYNAC

**La Directrice Générale par intérim
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 08/07/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 68 places,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles de FAM Handivillage (N° Finess 33.0.02114.8) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	183 612,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	1 678 487,00 €	1 934 941,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	72 842,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	Déficit	0,00 €	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 934 941,00 €	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	1 934 941,00 €
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2012, le forfait global annuel de soins du FAM Handivillage est fixé à 1 934 941,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 161 245,08 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 92,96 €

ARTICLE 3 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.


ARTICLE 4 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 -

La Directrice de la santé publique et de l'offre médico-sociale de l'ARS Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23/08/2012

La directrice générale par intérim,
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine

Anne BOUYGARD BARON

Arrêté du 22 Août 2012

**ARRETE PORTANT INSTITUTION DU
PLAN DE GESTION DU TRAFIC SUR L'A63**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD-OUEST,
PREFET DE LA GIRONDE

VU le décret n° 2000-555 du 21 juin 2000 relatif à l'organisation territoriale de la défense,

VU les décrets n°2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité,

VU le décret n°2006-304 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer du 16 mars 2006 portant création et organisation des Directions Interdépartementales des Routes,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 octobre 2011 portant institution du plan intempéries du Sud-Ouest (PISO),

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 juillet 2012 portant institution du plan PALOMAR Sud-Ouest ,

CONSIDERANT qu'en cas de perturbations importantes de la circulation routière sur l'A63 entre la rocade A630 de Bordeaux et la frontière avec l'Espagne, notamment pendant les travaux de mise aux normes autoroutières de l'itinéraire compris entre le PR 34+750 au nord de l'échangeur n°21 de Salles et l'échangeur n°9 à St Geours-de-Marenne, il est nécessaire de décider rapidement, au niveau de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, des mesures d'exploitation à mettre en œuvre et de la coordination entre les services de l'État et les exploitants des infrastructures routières concernées, afin d'assurer une meilleure sécurité et une plus grande fluidité du trafic,

CONSIDERANT également qu'il est indispensable que dans de semblables circonstances, des informations pertinentes et cohérentes puissent être délivrées en temps réel au plus grand nombre d'usagers,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un plan de gestion du trafic intitulé PGT Coupures A63, concernant certains axes routiers de la zone Sud-Ouest au Sud de Bordeaux.

ARTICLE 2 : Le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest peut déclencher le plan lorsque l'état du trafic sur l'A63 le nécessite.

ARTICLE 3 : En cas de déclenchement du plan, le PC zonal de circulation se réunit au Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Sud-Ouest (CRICR SO) sous l'autorité du préfet de zone ou de son représentant.

ARTICLE 4 : Le préfet de la zone Sud-Ouest, assisté par le PC zonal de circulation, est chargé :

- d'organiser, en liaison avec les préfets des départements de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, la collaboration de l'ensemble des services concernés : les préfectures, les unités de police et de gendarmerie, les services de secours, les services du MEDDE (DREAL Aquitaine, DIR) et les services départementaux interministériels (DDT et DDTM), le CRICR SO, les sociétés concessionnaires d'autoroutes (ASF, Atlantes, A'liénor), les collectivités locales ;
- d'assurer la coordination opérationnelle avec les dispositions adoptées en Espagne ;
- de coordonner la mise en œuvre des mesures prévues dans le plan, et des mesures nécessaires en cas d'évènements exceptionnels non prévus dans le plan ;
- de définir la communication aux usagers, et d'en assurer la diffusion.

ARTICLE 5 : Le plan ne fait pas obstacle au déclenchement des plans d'urgence départementaux ou à d'autres plans de gestion de trafic. Cependant, en cas de déclenchement simultané de ces plans, les informations qui les concernent sont également transmises au PC zonal de circulation, le préfet de zone assurant la coordination des mesures prises.

ARTICLE 6 :

- Dans les départements de la Gironde, des Landes, et des Pyrénées-Atlantiques, les préfets, les présidents des Conseils généraux, les directeurs départementaux de la sécurité publique, les commandants de groupements de gendarmerie départementale,

- Dans la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, le préfet délégué pour la défense et la sécurité, le général de division commandant la région de gendarmerie Aquitaine et la Gendarmerie pour la zone de défense Sud-Ouest, l'inspecteur général directeur départemental de la sécurité publique de Gironde coordonnateur zonal, le commissaire divisionnaire directeur zonal des CRS Sud-Ouest, le chef d'état-major interministériel de zone, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement d'Aquitaine, la direction collégiale du CRICR SO,

le directeur interdépartemental des routes Atlantique,
les directeurs régionaux d'exploitation des ASF Aquitaine Midi-Pyrénées et Sud-Atlantique Pyrénées,
le directeur du groupement ATLANDES,
le directeur du groupement A'LIENOR.

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la zone de défense sud-ouest.

Fait à Bordeaux, le 22 août 2012

Le préfet de la région Aquitaine
Préfet de la zone de défense et de sécurité sud-ouest,
Préfet de la Gironde

Patrick STEFANINI

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction de la Réglementation
et des Services au Public

Bureau de la Circulation

Commission Médicale

Affaire suivie par : Atika CHEKROUN
☎ 05.56.90.62.47

DRSP/BC/AC / 2012

ARRETE PREFECTORAL

portant agrément

de Mme Laurence de CASLOU
Société ALLO- TESTS Psychotechniques

en qualité de Centre d'organisation
des examens psychotechniques des conducteurs automobiles

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code de la Route et notamment les articles L 223-5, L 2223-23, et L224-15, relatifs à l'annulation du permis de conduire,

VU le Décret n° 60-848 du 06 août 1960, fixant les modalités de déroulement de l'examen psychotechnique des conducteurs dont le permis a été annulé et qui sollicitent un nouveau permis;

VU l'Arrêté du 08 février 1999 relatif aux conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire,

VU la demande d'agrément formulée par **Mme Laurence de CASLOU, Société ALLO TESTS Psychotechniques**, en vue d'être autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles,

SUR proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} – Mme Laurence de CASLOU, Société ALLO- TESTS Psychotechniques
N° Siret : 384 951 166 00048 - est autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles,

ARTICLE 2 – Les tests se dérouleront dans ses locaux, sis à :

► **Mme Laurence de CASLOU,**
Société ALLO- TESTS Psychotechniques
Centre Bordeaux Bureaux Services - Les Bureaux du Lac II
Rue Robert Caumont – Immeuble P
33049 – BORDEAUX CEDEX

ARTICLE 3 – Mme Laurence de CASLOU, Société ALLO- TESTS Psychotechniques informera les services préfectoraux de tout changement substantiel de nature à modifier les conditions de son agrément (changement de locaux, modification substantielle de la batterie de tests, changement de psychologue...)

... / ...

ARTICLE 4 - Les conditions de sécurité et d'accessibilité des locaux devront être maintenus en permanence en conformité avec la réglementation sur les établissements de 5ème catégorie recevant du public

ARTICLE 5 - Le présent agrément est délivré pour une durée de deux années à compter de sa date de notification.

Son renouvellement se fera sur demande expresse, formulée deux mois avant sa date d'expiration,

ARTICLE 6 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Gironde, et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux,
- Mesdames et Messieurs les Sous-Préfets d'Arcachon, Blaye, Langon, Lesparre et Libourne
- Mesdames et Messieurs les médecins membres de la Commission Médicale Départementale Primaire, et à Monsieur le Médecin Président de la Commission Médicale départementale d'Appel,
- Monsieur le Directeur du Comité de la Gironde de l'Association Prévention Routière

Fait à Bordeaux, le **27 AOÛT 2012**

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction de la Réglementation
et des Services au Public

Bureau de la Circulation

Commission Médicale

Affaire suivie par : Atika CHEKROUN

☎ 05.56.90.62.47

DRSP/BC/AC / 2012

ARRETE PREFECTORAL

portant agrément

de la SARL FEU VERT FORMATION

en qualité de Centre d'organisation
des examens psychotechniques des conducteurs automobiles

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de la Route et notamment les articles L 223-5, L 2223-23, et L224-15, relatifs à l'annulation du permis de conduire,
- VU** le Décret n° 60-848 du 06 août 1960, fixant les modalités de déroulement de l'examen psychotechnique des conducteurs dont le permis a été annulé et qui sollicitent un nouveau permis;
- VU** l'arrêté du 08 février 1999 relatif aux conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire,
- VU** la demande d'agrément formulée par la **SARL « FEU VERT FORMATION »**, en vue d'être autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles,

SUR proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} – La **SARL FEU VERT FORMATION** - N° Siret : 323 589 614 00011 - est autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles,

ARTICLE 2 – Les tests se dérouleront dans ses locaux, sis à :

- ▶ FEU VERT FORMATION - 18, avenue Gustave Eiffel – 33600 – PESSAC
- ▶ Auto – Ecole FEU VERT – 5, rue Pierre Dignac - 33260 – LA TESTE

ARTICLE 3 – La SARL FEU VERT FORMATION informera les services préfectoraux de tout changement substantiel de nature à modifier les conditions de son agrément (changement de locaux, modification substantielle de la batterie de tests, changement de psychologue...)

... / ...

ARTICLE 4 - Les conditions de sécurité et d'accessibilité des locaux devront être maintenus en permanence en conformité avec la réglementation sur les établissements de 5ème catégorie recevant du public

ARTICLE 5 - Le présent agrément est délivré pour une durée de deux années. Son renouvellement se fera sur demande expresse, formulée deux mois avant sa date d'expiration,

ARTICLE 6 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Gironde, et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux,
- Mesdames et Messieurs les Sous-Préfets d'Arcachon, Blaye, Langon, Lesparre et Libourne
- Mesdames et Messieurs les médecins membres de la Commission Médicale Départementale Primaire et à Monsieur le Médecin Président de la Commission Médicale départementale d' Appel,
- Monsieur le Directeur du Comité de la Gironde de l'Association Prévention Routière

Fait à Bordeaux, le 27 AOÛT 2012

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction de la Réglementation
et des Services au Public

Bureau de la Circulation

Commission Médicale

Affaire suivie par : Atika CHEKROUN

☎ 05.56.90.62.47

DRSP/BC/AC / 2012

ARRETE PREFECTORAL

portant agrément

de la S.A.S APAVE SUD-EUROPE

en qualité de Centre d'organisation
des examens psychotechniques des conducteurs automobiles

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code de la Route et notamment les articles L 223-5, L 2223-23, et L224-15, relatifs à l'annulation du permis de conduire,

VU le Décret n° 60-848 du 06 août 1960, fixant les modalités de déroulement de l'examen psychotechnique des conducteurs dont le permis a été annulé et qui sollicitent un nouveau permis;

VU l'Arrêté du 08 février 1999 relatif aux conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire,

VU la demande d'agrément formulée par la **S.A.S APAVE SUD-EUROPE**, en vue d'être autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles,

SUR proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} – La **S.A.S APAVE SUD-EUROPE**- N° Siret : 323 589 614 00011 - est autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles.

ARTICLE 2 – Les tests se dérouleront dans ses locaux, sis à :

- **S.A.S APAVE SUD-EUROPE**- Z.I - Avenue Gay Lussac
- 33370 - ARTIGUES près BORDEAUX
- **S.A.S APAVE SUD-EUROPE**- 18, Avenue de Pythagore
- Bât.C - 33700 – MERIGNAC.

ARTICLE 3 – La **S.A.S APAVE SUD-EUROPE** informera les services préfectoraux de tout changement substantiel de nature à modifier les conditions de son agrément (changement de locaux, modification substantielle de la batterie de tests, changement de psychologue...).

... / ...

ARTICLE 4 - Les conditions de sécurité et d'accessibilité des locaux devront être maintenus en permanence en conformité avec la réglementation sur les établissements de 5ème catégorie recevant du public.

ARTICLE 5 - Le présent agrément est délivré pour une durée de deux années.

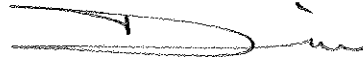
Son renouvellement se fera sur demande expresse, formulée deux mois avant sa date d'expiration.

ARTICLE 6 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Gironde, et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux,
- Mesdames et Messieurs les Sous-Préfets d'Arcachon, Blaye, Langon, Lesparre et Libourne,
- Mesdames et Messieurs les médecins membres de la Commission Médicale Départementale Primaire et à Monsieur le Médecin Président de la Commission Médicale départementale d'Appel,
- Monsieur le Directeur du Comité de la Gironde de l'Association Prévention Routière.

Fait à Bordeaux, le **27 AOÛT 2012**

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction de la Réglementation
et des Services au Public

Bureau de la Circulation

Commission Médicale

Affaire suivie par : Atika CHEKROUN

☎ 05.56.90.62.47

DRSP/BC/AC / 2012

ARRETE PREFECTORAL

portant agrément

de la S.A.S ADECCO PARCOURS & EMPLOI

en qualité de Centre d'organisation
des examens psychotechniques des conducteurs automobiles

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code de la Route et notamment les articles L 223-5, L 2223-23, et L224-15, relatifs à l'annulation du permis de conduire,

VU le Décret n° 60-848 du 06 août 1960, fixant les modalités de déroulement de l'examen psychotechnique des conducteurs dont le permis a été annulé et qui sollicitent un nouveau permis;

VU l'Arrêté du 08 février 1999 relatif aux conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire,

VU la demande d'agrément formulée par la **S.A.S ADECCO PARCOURS & EMPLOI**, en vue d'être autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles,

SUR proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} – La **S.A.S ADECCO PARCOURS & EMPLOI** - N° Siret : 432 391 993 00024 - est autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles.

ARTICLE 2 – Les tests se dérouleront dans ses locaux, sis à :

- **S.A.S ADECCO PARCOURS & EMPLOI** –
45, Cours du Médoc – 33000 - BORDEAUX
- **S.A.S ADECCO PARCOURS & EMPLOI** –
16, Avenue de Pythagore - Bât.C - 33700 - MERIGNAC

ARTICLE 3 – La **S.A.S ADECCO PARCOURS & EMPLOI** informera les services préfectoraux de tout changement substantiel de nature à modifier les conditions de son agrément (changement de locaux, modification substantielle de la batterie de tests, changement de psychologue...).

... / ...

ARTICLE 4 - Les conditions de sécurité et d'accessibilité des locaux devront être maintenus en permanence en conformité avec la réglementation sur les établissements de 5ème catégorie recevant du public.

ARTICLE 5 - Le présent agrément est délivré pour une durée de deux années à compter de sa date de notification.

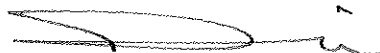
Son renouvellement se fera sur demande expresse, formulée deux mois avant sa date d'expiration.

ARTICLE 6 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Gironde, et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux,
- Mesdames et Messieurs les Sous-Préfets d'Arcachon, Blaye, Langon, Lesparre et Libourne,
- Mesdames et Messieurs les médecins membres de la Commission Médicale Départementale Primaire et à Monsieur le Médecin Président de la Commission Médicale départementale d'Appel,
- Monsieur le Directeur du Comité de la Gironde de l'Association Prévention Routière.

Fait à Bordeaux, le **27 AOÛT 2012**

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction de la Réglementation
et des Services au Public

Bureau de la Circulation

Commission Médicale

Affaire suivie par : Atika CHEKROUN

☎ 05.56.90.62.47

DRSP/BC/AC / 2012

ARRETE PREFECTORAL

portant agrément

de la SARL CENTRE ÉDUCATION ROUTIÈRE

en qualité de Centre d'organisation
des examens psychotechniques des conducteurs automobiles

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code de la Route et notamment les articles L 223-5, L 2223-23, et L224-15, relatifs à l'annulation du permis de conduire,

VU le Décret n° 60-848 du 06 août 1960, fixant les modalités de déroulement de l'examen psychotechnique des conducteurs dont le permis a été annulé et qui sollicitent un nouveau permis;

VU l'Arrêté du 08 février 1999 relatif aux conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire,

VU la demande d'agrément formulée par la **SARL CENTRE ÉDUCATION ROUTIÈRE**, en vue d'être autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles,

SUR proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} – La **SARL CENTRE ÉDUCATION ROUTIÈRE** - N° Siret : 507 432 847 00014 - est autorisée à organiser dans le département de la GIRONDE, les tests psychotechniques prévus par le Code de la Route, pour apprécier l'aptitude des conducteurs automobiles.

ARTICLE 2 – Les tests se dérouleront dans ses locaux, sis à :

► **SARL CENTRE ÉDUCATION ROUTIÈRE**

Lieu dit : « A La Perrucade » -

80, Avenue du Général de Gaulle - 336580 – LA BREDE.

ARTICLE 3 – La **SARL CENTRE ÉDUCATION ROUTIÈRE** informera les services préfectoraux de tout changement substantiel de nature à modifier les conditions de son agrément (changement de locaux, modification substantielle de la batterie de tests, changement de psychologue...).

... / ...

ARTICLE 4 - Les conditions de sécurité et d'accessibilité des locaux devront être maintenus en permanence en conformité avec la réglementation sur les établissements de 5ème catégorie recevant du public.

ARTICLE 5 - Le présent agrément est délivré pour une durée de deux années à compter de sa date de notification.

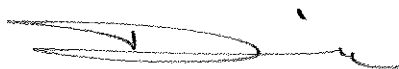
Son renouvellement se fera sur demande expresse, formulée deux mois avant sa date d'expiration.

ARTICLE 6 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Gironde, et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux,
- Mesdames et Messieurs les Sous-Préfets d'Arcachon, Blaye, Langon, Lesparre et Libourne,
- Mesdames et Messieurs les médecins membres de la Commission Médicale Départementale Primaire et à Monsieur le Médecin Président de la Commission Médicale départementale d'Appel,
- Monsieur le Directeur du Comité de la Gironde de l'Association Prévention Routière.

Fait à Bordeaux, le **27 AOÛT 2012**

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES
TERRITORIALES

Bureau du contrôle budgétaire
et des dotations

ARRÊTÉ DU 6 août 2012

***SYNDICAT MIXTE POUR LE DEVELOPPEMENT
D'ACTIVITES ECONOMIQUES DANS LE BLAYAIS
LIQUIDATION***

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la Loi n°88-13 du 05 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

VU la Loi d'Orientation N°92-125 du 06 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la Loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU l'arrêté ministériel du 13 janvier 1984 portant création du Syndicat Mixte pour le Développement d'activités économiques dans le Blayais,

VU l'arrêté préfectoral de dissolution du Syndicat Mixte pour le Développement d'activités économiques dans le Blayais en date du 17 juillet 1997 et décidant la nomination de Monsieur Merle en tant que liquidateur dans le cadre de la procédure de dissolution du syndicat,

VU la lettre de M. Merle du 13 mai 2003 demandant à être déchargé de cette fonction,

VU l'arrêté de nomination de Monsieur Verges en tant que liquidateur en date du 30 juillet 2004,

CONSIDÉRANT l'absence de délibération du conseil communautaire sur la liquidation de la totalité des actifs et des passifs,

CONSIDERANT, que l'arrêté des comptes se solde au 30 mars 2011 par un excédent de clôture de 249 114,14 euros,

CONSIDERANT que les SIVOM de Bourg, de Saint Ciers-sur-Gironde, de Blaye et du Pays des Hauts de Gironde ont été dissouts et que leur passif et leur actif a été repris respectivement par les Communautés de Communes du canton de Bourg, de Saint Ciers sur Gironde, du canton de Blaye et de Saint Savin,

CONSIDERANT que l'actif du syndicat mixte doit être réparti conformément aux dispositions de l'article 18 des statuts, « au prorata des contributions apportées pendant la durée de la vie syndicale » étant précisé que la participation des différentes collectivités et groupements avait été fixée par l'article 9 de ces mêmes statuts à :

-30% pour la Région Aquitaine et le Département de la Gironde,

-5% pour les Communautés de Communes du canton de Blaye, de Saint Ciers sur Gironde et du canton de Bourg,

-7% pour la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Bordeaux et pour la Chambre d'Agriculture de la Gironde,

-6% pour la Chambre des Métiers de la Gironde

CONSIDERANT que la Région, au titre de contentieux, devait 125 305,30 euros d'intérêts au Syndicat et qu'elle s'est acquittée de 18 542,10€, la différence correspondant à la quote-part de ce qu'elle aurait du percevoir à la liquidation du Syndicat soit 106 763,20 euros (30%),

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - la trésorerie est répartie en fonction des dispositions prévues dans les statuts du syndicat à l'exception du Conseil Régional dont la dette au Syndicat s'élève au montant qu'elle devrait percevoir au titre de sa quote-part. Il s'en suit une répartition comme suit :

	Montant du au titre du contentieux par le Conseil Région	TOTAL
TRÉSORERIE DU SYNDICAT		
249 114,14 €	106 763,20 €	355 877,34 €

VILLES	% fixé par statuts	RÉPARTITION
RÉGION	30%	Compensation dette contentieux 0
DÉPARTEMENT	30%	106 763,20 €
Chambre Agriculture	7%	24 911,41 €
Chambre des Métiers	6%	21 911,41 €
Chambre du Commerce	7%	24 911,41 €
CDC Bourg	5%	17 793,87 €
CDC St Ciers sur Gironde	5%	17 793,87 €
CDC de Blaye	5%	17 793,87 €
CDC de Saint Savin	5%	17 793,87 €
TOTAL	100%	249 114,14 €

ARTICLE 2 Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, Monsieur, Monsieur le Sous Préfet de Blaye, Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- . Monsieur le Président du Conseil Régional,
- Monsieur le Président du Conseil Général,
- Mesdames et Messieurs les Maires des communautés de communes intéressées,
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Bordeaux,
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde,
- Monsieur le Président de la Chambre des Métiers de la Gironde,
- . M. le Commissaire du Gouvernement, près la Chambre Régionale des Comptes,
- M. le Directeur Régional des Finances Publiques,
- . M. le Trésorier municipal de Blaye.

ARTICLE 3 - la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 6 août 2012

P/LE PRÉFET,
La Secrétaire Générale
Isabelle DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 07.08.2012

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CHENIL DU
LIBOURNAIS**

**- ADHESION DES COMMUNES DE CASTILLON-LA-BATAILLE,
MOULIETS-ET-VILLEMARTIN, PESSAC-SUR-DORDOGNE, SAINT-
ETIENNE-DE-LISSE, SAINT-LAURENT-DES-COMBES ET SAINT-PEY-
DE-CASTETS -**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, modifiée par la Loi n°2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les arrêtés antérieurs :

17 novembre 1983 - Création
01 octobre 1991 - Modification des Membres
17 février 1993 - Modification des Membres
06 août 1993 - Modification des Membres
29 mars 1996 - Modification des Membres
07 novembre 1996 - Modification des Membres
26 mai 1997 - Modification des Membres
27 avril 1998 - Modification des Membres
27 avril 1999 - Modification des Statuts
05 novembre 1999 - Modification des Membres
05 avril 2000 - Modification des Membres
06 juillet 2000 - Modification des Membres
10 janvier 2001 - Modification des Membres
13 juin 2001 - Modification des Membres
14 mai 2002 - Modification des Membres
12 septembre 2002 - Modification des Membres
21 août 2003 - Modification des Membres
13 août 2004 - Modification des Membres
20 avril 2005 - Modification des Membres
07 juin 2006 - Modification des Membres
29 janvier 2007 - Modification des Membres
21 mai 2007 - Modification des Membres
11 février 2009 - Modification des Statuts
01 juillet 2009 - Modification des Membres
18 juin 2010 - Modification des Membres

VU les délibérations des communes de CASTILLON-LA-BATAILLE (9 mars 2011), PESSAC-SUR-DORDOGNE (14 avril 2011), SAINT-LAURENT-DES-COMBES (26 avril 2011), SAINT-ETIENNE-DE-LISSE (17 mai 2011) et SAINT-PEY-DE-CASTETS (22 juin 2011) sollicitant leur adhésion au syndicat intercommunal du Chenil du Libournais,

VU la délibération du comité syndical en date du 4 juillet 2011 acceptant l'adhésion de ces communes,

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

- ABZAC - LES ARTIGUES-DE-LUSSAC - ARVEYRES - AURIOLLES - BARON - BAYAS - BELVES-DE-CASTILLON - LES BILLAUX - BONZAC - BOSSUGAN - BRANNE - CABARA - CADARSAC - CADILLAC-EN-FRONSADAIS - CAMIAC-ET-SAINT-DENIS - CAMPS SUR L'ISLE - CHAMADELLE - CIVRAC-SUR-DORDOGNE- COUBEYRAC - COUTRAS - LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES - ESPIET - LE FIEU - FLAUJAGUES - FRANCS - FRONSAC - GALGON - GARDEGAN-ET-TOURTIRAC - GENISSAC - GENSAC - GOURS - GUILLAC - GUITRES - JUGAZAN - JUILLAC - LAGORCE - LALANDE-DE-FRONSAC - LALANDE-DE-POMEROL- LAPOUYADE - LIBOURNE - LUGAIGNAC - LUGASSON - LUGON ET L'ILE DU CARNEY - LUSSAC - MARANSIN - MERIGNAS - MONTAGNE - MOUILLAC - MOULON - NAUJAN-ET-POSTIAC - NEAC - NERIGEAN - LES PEINTURES - PERISSAC - PETIT-PALAIS ET CORNEMPS - POMEROL - PUISSEGUIN - PUYNORMAND - RAUZAN - ROQUEBRUNE - RUCH - SAILLANS - SAINT-AIGNAN - SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE- SAINT-AUBIN-DE-BRANNE - SAINT-CHRISTOPHE-DES-BARDES - SAINT-CHRISTOPHE-DE-DOUBLE - SAINT-CIBARD - SAINT-CIERS-D'ABZAC- SAINTE-COLOMBE - SAINT-DENIS-DE-PILE - SAINT-EMILION - SAINTE-FLORENCE - SAINT-GENES-DE-CASTILLON - SAINT-GENES-DE-FRONSAC - SAINT-GERMAIN-DU-PUCH - SAINT-GERMAIN-DE-LA-RIVIERE - SAINT-HIPPOLYTE - SAINT-MAGNE-DE-CASTILLON - SAINT-MARTIN-DE-LAYE - SAINT-MARTIN-DU-BOIS - SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES - SAINT-MICHEL-DE-FRONSAC - SAINT-PEY-D'ARMENS- SAINT-PHILIPPE-D'AIGUILLE- SAINT-QUENTIN-DE-BARON - SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE - SAINT-SAUVEUR-DE-PUYNORMAND - SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE- SAINT-SULPICE-DE-FALEYRENS - SAINTE-TERRE - LES SALLES-DE-CASTILLON - SAVIGNAC-DE-L'ISLE- TARNES - TAYAC - TIZAC-DE-CURTON - TIZAC-DE-LAPOUYADE - VAYRES - VERAC - VIGNONET - VILLEGOUGE -

VU la délibération défavorable de SAINTE RADEGONDE,

VU la délibération de la commune de MOULIETS-ET-VILLEMARTIN en date du 21 décembre 2011 sollicitant son adhésion au syndicat intercommunal du Chenil du Libournais,

VU la délibération du comité syndical en date du 16 janvier 2012 acceptant l'adhésion de cette commune,

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

- ABZAC - LES ARTIGUES-DE-LUSSAC - ARVEYRES - AURIOLLES - BARON - BAYAS - BELVES-DE-CASTILLON - LES BILLAUX - BONZAC - BOSSUGAN - CADARSAC - CADILLAC-EN-FRONSADAIS - CAMIAC-ET-SAINT-DENIS - CHAMADELLE - CIVRAC-SUR-DORDOGNE- COUBEYRAC - COUTRAS - DOULEZON - LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES - ESPIET - LE FIEU - FLAUJAGUES - FRANCS - FRONSAC - GALGON - GARDEGAN-ET-TOURTIRAC - GENISSAC - GENSAC - GOURS - GREZILLAC - GUILLAC - GUITRES - JUILLAC - LAGORCE - LAPOUYADE - LUGON ET L'ILE DU CARNEY- LUSSAC - MARANSIN - MONTAGNE - MOUILLAC - MOULON - NAUJAN-ET-POSTIAC - NEAC - NERIGEAN - LES PEINTURES - PERISSAC - PETIT-PALAIS ET CORNEMPS - POMEROL - PORCHERES - PUISSEGUIN - RAUZAN - ROQUEBRUNE - RUCH - SABLONS - SAINT-AIGNAN - SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE- SAINT-AUBIN-DE-BRANNE - SAINT-CHRISTOPHE-DES-BARDES - SAINT-CHRISTOPHE-DE-DOUBLE - SAINT-CIBARD - SAINT-CIERS-D'ABZAC- SAINTE-COLOMBE - SAINT-DENIS-DE-PILE - SAINT-EMILION - SAINTE-FLORENCE - SAINT-GENES-DE-CASTILLON - SAINT-GERMAIN-DU-PUCH - SAINT-GERMAIN-DE-LA-RIVIERE - SAINT-MAGNE-DE-CASTILLON - SAINT-MARTIN-DE-LAYE - SAINT-MARTIN-DU-BOIS - SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES - SAINT-MICHEL-DE-FRONSAC - SAINT-PHILIPPE-D'AIGUILLE - SAINT-QUENTIN-DE-BARON - SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE - SAINT-SAUVEUR-DE-PUYNORMAND - SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE - SAINTE-TERRE - LES SALLES DE CASTILLON - SAVIGNAC-DE-L'ISLE - TARNES - TAYAC - TIZAC-DE-CURTON - TIZAC-DE-LAPOUYADE - VERAC - VIGNONET - VILLEGOUGE -

VU les nouveaux statuts approuvés,

VU l'avis du Sous-Préfet de LIBOURNE,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Est autorisée l'adhésion des communes de Castillon-la-Bataille, Mouliets-et-Villemartin, Pessac-sur-Dordogne, Saint-Etienne-de-Lisse, Saint-Laurent-des-Combes et Saint-Pey-de-Castets au SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CHENIL DU LIBOURNAIS.

A compter de la signature du présent arrêté le syndicat intercommunal associe les 116 communes suivantes : ABZAC - LES ARTIGUES-DE-LUSSAC - ARVEYRES - AURIOLLES - BARON - BAYAS - BELVES-DE-CASTILLON - LES BILLAUX - BONZAC - BOSSUGAN - BRANNE - CABARA - CADARSAC - CADILLAC-EN-FRONSADAIS - CAMIAC-ET-SAINT-DENIS - CAMPS SUR L'ISLE - CASTILLON-LA-BATAILLE - CHAMADELLE - CIVRAC-SUR-DORDOGNE - COUBEYRAC - COUTRAS - DAIGNAC - DARDENAC - DOULEZON - LES EGLISOTTES - ESPIET - LE FIEU - FLAUJAGUES - FRANCS - FRONSAC - GALGON - GARDEGAN-ET-TOURTIRAC - GENISSAC - GENSAC - GOURS - GREZILLAC - GUILLAC - GUITRES - JUGAZAN - JUILLAC - LAGORCE - LALANDE-DE-FRONSAC - LALANDE-DE-POMEROL - LAPOUYADE - LIBOURNE - LUGAIGNAC - LUGASSON - LUGON ET L'ILE-DU-CARNEY - LUSSAC - MARANSIN - MERIGNAS - MONTAGNE - MOUILLAC - MOULIETS ET VILLEMARTIN - MOULON - NAUJAN-ET-POSTIAC - NEAC - NERIGEAN - LES PEINTURES - PERISSAC - PESSAC-SUR-DORDOGNE - PETIT-PALAI-ET- CORNEMPS - POMEROL - PORCHERES - PUISSEGUIN - PUYNORMAND - RAUZAN - LA RIVIERE - ROQUEBRUNE - RUCH - SABLONS - SAILLANS - SAINT-AIGNAN - SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE - SAINT-AUBIN-DE-BRANNE - SAINT-CHRISTOPHE-DES-BARDES - SAINT-CHRISTOPHE-DE-DOUBLE - SAINT-CIBARD - SAINT-CIERS-D'ABZAC - SAINTE-COLOMBE - SAINT-DENIS-DE-PILE - SAINT-EMILION - SAINT-ETIENNE-DE-LISSE - SAINTE-FLORENCE - SAINT-GENES-DE-CASTILLON - SAINT-GENES-DE-FRONSAC - SAINT-GERMAIN-DU-PUCH - SAINT-GERMAIN-DE-LA-RIVIERE - SAINT-HIPPOLYTE - SAINT-LAURENT-DES-COMBES - SAINT-MAGNE-DE-CASTILLON - SAINT-MARTIN-DE-LAYE - SAINT-MARTIN-DU-BOIS - SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES - SAINT-MICHEL-DE-FRONSAC - SAINT-PEY-D'ARMENS - SAINT-PEY-DE-CASTETS - SAINT-PHILIPPE-D'AIGUILHE - SAINT-QUENTIN-DE-BARON - SAINTE-RADEGONDE - SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE - SAINT-SAUVEUR-DE-PUYNORMAND - SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE - SAINT-SULPICE-DE-FALEYRENS - SAINTE-TERRE - SAINT-VINCENT-DE-PERTIGNAS - LES SALLES-DE-CASTILLON - SAVIGNAC-SUR-L'ISLE- TARNES - TAYAC - TIZAC-DE-CURTON - TIZAC-DE-LAPOUYADE - VAYRES - VERAC - VIGNONET - VILLEGOUGE -

ARTICLE 2 - Un exemplaire des délibérations précitées restera annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, le Sous-Préfet de l'arrondissement de LIBOURNE et le Sous-Préfet de l'arrondissement de LANGON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **LIBOURNE**.

ARTICLE 4 - Les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

ARTICLE 5 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 7 août 2012

POUR/LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

ARRÊTÉ DU 09.08.2012

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE
PODENSAC**
- MODIFICATION DES STATUTS -

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les arrêtés antérieurs :

30 octobre 2003 - Fixation du Périmètre -
29 décembre 2003 - Création -
25 novembre 2004 - Modification des Statuts -
28 octobre 2005 - Modification des Statuts - Extension des compétences
30 décembre 2005 - Modification des Compétences - Extension au CISPD et signalisation routière
19 septembre 2006 - Modification des Compétences - Modification des compétences et des statuts
18 octobre 2006 - Modification des Compétences - et des statuts
29 décembre 2006 - Eligibilité à la DGF Bonifiée -
26 avril 2007 - Modification des Compétences - et des statuts
12 mars 2008 - Modification des Statuts - modification de l annexe fixant la liste des voies d intérêt communautaire
16 février 2009 - Modification des Statuts - articles 1, 8 et 9
09 novembre 2009 - Modification des Compétences - et des statuts
15 juin 2010 - Modification des Compétences - et des statuts

VU les délibérations du conseil de communauté en date du 23 septembre 2010 et du 17 mars 2011,

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

- ARBANATS- BARSAC - BUDOS - CERONS - GUILLOS - ILLATS - LANDIRAS - PODENSAC - PORTETS -
PREIGNAC - PUJOLS-SUR-CIRON - SAINT-MICHEL-DE-RIEUFRET - VIRELADE -

VU les nouveaux statuts approuvés,

VU l'avis de la Sous-Préfète de Langon,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - La COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE PODENSAC

- est autorisée à modifier
 - o l'article 5 - 1° - Aménagement de l'espace, point « Affluents de la Garonne » dont la nouvelle rédaction est « Entretien et gestion des cours d'eau du bassin versant du Ciron (entretien de la ripisylve et du lit des cours d'eau, aménagements piscicoles, sécurisation des descentes de canoë, gestion de la signalétique et des équipements de sécurité, ...)
 - o l'article 5 - 5° - Création, aménagement et entretien de la voirie : compléments et correction au tableau des voies déléguées
 - est autorisée à se doter des compétences suivantes :
 - « Information et orientation des personnes âgées ou en situation de handicap et coordination des services dont elles peuvent bénéficier »
- Cette compétence est rattachée à l'article 5 - 4° - Politique du logement et du cadre de vie.

Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.

ARTICLE 2 - Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **PODENSAC.**

ARTICLE 4 - Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

ARTICLE 5 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 9 août 2012

POUR/LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 14.08.2012

**ARRETE DE PROJET DE PERIMETRE DU NOUVEAU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL ISSU DE LA FUSION DU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET
D'ASSAINISSEMENT (SIAEPA) DE SAINT YZANS DE MEDOC ET DU
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
ET D'ASSAINISSEMENT (SIAEPA) DE LA REGION DE BEGADAN**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, modifiée par la Loi n°2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte communale, notamment son article 61-III,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5212-27,

VU le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde arrêté le 27 décembre 2011, et notamment son article 34,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 1964 autorisant la constitution du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement (SIAEPA) de Saint Yzans de Médoc et la délibération statutaire y annexée, ainsi que l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 1996 autorisant en son article 1^{er} l'extension des compétences,

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 1970 constitutif du Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement (SIAEPA) de la région de Bégadan et la délibération statutaire y annexée, ainsi que les arrêtés préfectoraux en date du 12 juillet 1991, du 7 septembre 2004 et du 28 juin 2005, autorisant l'extension des compétences et la délibération statutaire y annexée,

VU le projet de statuts annexé à cet arrêté,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Il est proposé de fixer un projet de périmètre du syndicat intercommunal issu de la fusion du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT (SIAEPA) DE SAINT YZANS DE MEDOC et du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT (SIAEPA) DE LA REGION DE BEGADAN.

ARTICLE 2 - La liste des 13 communes intéressées par le projet de fusion de ces deux syndicats est la suivante :

- Pour le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement de Saint Yzans de Médoc :

Les communes de BLAIGNAN, COUQUEQUES, ORDONNAC, PRIGNAC-EN-MEDOC, SAINT-CHRISTOLY-DE-MEDOC, SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL et SAINT-YZANS-DE-MEDOC.

- Pour le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement de la région de Bégadan:

Les communes de BEGADAN, CIVRAC-EN-MEDOC, GAILLAN-EN-MEDOC, JAU-DIGNAC-ET-LOIRAC, QUEYRAC et VALEYRAC.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Lesparre-Medoc sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et qui sera notifié à l'ensemble des communes ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale concernés par la fusion.

ARTICLE 4 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 14 août 2012

LE PREFET,

PATRICK STEFANINI

PRÉFET DE LA GIRONDE

CABINET DU PREFET

ARRETE DU 16 JUIL. 2012

***Arrêté préfectoral portant attribution de la Médaille de la Mutualité, de la Coopération et
du Crédit Agricoles
Promotion du 14 juillet 2012***

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU l'arrêté du 14 mars 1957 de M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture instituant une Médaille de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricoles,

VU l'arrêté du 16 janvier 1970 de M. le Ministre de l'Agriculture portant mesures de déconcentration concernant l'attribution de la Médaille de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricoles et donnant délégation de pouvoirs aux Préfets pour décerner ladite médaille,

VU la circulaire ministérielle n° 29 ASM du 27 mars 1957,

VU la circulaire ministérielle n° LC 7005 du 6 juillet 1970,

VU l'avis du service cotisations de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde en date du 25 octobre 2011,

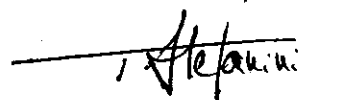
SUR PROPOSITION de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Gironde ;

A R R Ê T E

ARTICLE PREMIER : La Médaille de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricoles, promotion du 14 juillet 2012, est décernée aux personnes dont les noms figurent dans l'annexe suivante :

ARTICLE 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le
LE PREFET,



PATRICK STEFANINI

Echelon BRONZE :

- M. BARREAU Joël, GUILLAC
- M. FAWAZ Jihad, TALENCE
- M. RECULET Jean-Louis, SAINT MARIENS
- Mme. SUBRA Carole, CENAC
- M.LACOSTE Didier, LIBOURNE
- M.DARNAJOU Patrick, MONTAGNE
- M. VERGEZ Alain, SAINT SEURIN DE CADOURNE
- M. ZAROS François, LA SAUVE

Echelon ARGENT :

- - M.DALLA LONGA Bernard, DELIVOL
- - M.FESTAL Patrick, MARGUERON
- - M.RIMAUD Michel, MERIGNAC
- - Mme.MERCIER Corinne, LA REOLE
- - Mme SUTTO Valérie, BAIGNEAUX.

Le Directeur régional

**DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC
PORTANT MODIFICATION**
(Établie en deux exemplaires originaux)

Réf. RFF : 20120097

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code des transports ;

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1,

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

Vu le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

Vu la décision du 21 septembre 2009 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

Vu la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu la décision du 5 janvier 2007 portant nomination de Monsieur Bruno de MONVALLIER en qualité de Directeur Régional Aquitaine Poitou-Charentes ;

Vu la décision du 20 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jacques BAGGIO en qualité de Chef du Service de l'Aménagement et Patrimoine ;

Vu la décision de déclassement 20110484 du 08/12/2011 (dont copie jointe) qui comportait l'oubli d'une parcelle;

Considérant que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE :**ARTICLE 1^{er}**

Les dispositions de la décision 20110484 du 08/12/2011 relatives au déclassement des parcelles cadastrées AB 10, AB 11, AB 12, AB 13 et AB 14 sur la commune de BASSENS (Gironde) demeurent inchangées.

Le terrain (nu ou bâti) sis à BASSENS (Gironde) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision ⁽¹⁾, est déclassé du domaine public ferroviaire :

Code INSEE Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
33032	LA PARQUEYRE NORD	AB	15E	1
33032	LA PARQUEYRE NORD	AB	15F	96
33032	LA PARQUEYRE NORD	AB	15G	27
TOTAL				124

ARTICLE 2

La présente décision modicative sera affichée en mairie de BASSENS et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Fait à Bordeaux, le

05 JUIL. 2012

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Aquitaine Poitou-Charentes

Bruno de MONVALLIER

⁽¹⁾ Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place auprès de la Direction Régionale Aquitaine Poitou-Charentes de Réseau Ferré de France, 89, Quai des Chartrons CS 80004 33070 BORDEAUX Cedex, et auprès de NEXITY PM Agence de Bordeaux, 54, cours du Médoc 33000 BORDEAUX..

PREFET DE LA REGION AQUITAINE

**Arrêté préfectoral
relatif au financement des investissements forestiers ou des actions
forestières destinés à la protection ou la restauration
de la biodiversité en site Natura 2000**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** La directive du conseil n°79/409/CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
- VU** La directive du conseil n°92/43/CEE du 21 mai 1993 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;
- VU** Le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le fond européen agricole pour le développement rural (FEADER), notamment ses articles 41 et 49 ;
- VU** Le règlement (CE) n°1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;
- VU** Le règlement (CE) n°1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;
- VU** La décision de la Commission européenne du 19 juillet 2007 approuvant le plan de développement rural hexagonal (PDRH) ;
- VU** Le code de l'environnement, notamment ses articles L414-1 à L414-3 et R414-13 à R414-18 ;
- VU** L'arrêté ministériel du 16 novembre 2001 relatif à la liste des types d'habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvage qui peuvent justifier la désignation en zones spéciales de conservation au titre du réseau écologique européen Natura 2000 ;
- VU** L'arrêté ministériel du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier la désignation en zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 ;
- VU** L'arrêté du 31 octobre 2003 portant approbation des orientations régionales forestières de la région Aquitaine ;
- VU** L'arrêté du 3 juillet 2006 portant approbation de la directive régionale d'aménagement du Plateau Landais pour la région Aquitaine ;
- VU** L'arrêté du 5 juillet 2006 portant approbation de la directive régionale d'aménagement des Dunes Littorales de la région Aquitaine ;
- VU** L'arrêté du 5 juillet 2006 portant approbation du schéma régional d'aménagement des forêts des Dunes Littorales de la région Aquitaine ;

- VU** L'arrêté du 5 juillet 2006 portant approbation du schéma régional d'aménagement des forêts du Plateau Landais pour la région Aquitaine ;
- VU** L'arrêté du 11 juillet 2006 portant approbation du schéma régional d'aménagement des forêts pyrénéennes de la région Aquitaine ;
- VU** L'arrêté du 11 janvier 2010 relatif au financement des investissements forestiers ou des actions forestières destinés à la protection ou la restauration de la biodiversité en site Natura 2000, en application de la circulaire interministérielle DNP/SDEN n°2007-3 du 21 novembre 2007 relative à la gestion contractuelle des sites Natura 2000 ;
- VU** L'arrêté du 10 mai 2010 fixant la liste des espèces forestières et de matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides publiques et aux déductions fiscales pour le boisement/reboisement ;
- VU** Les avis des membres de la CRFPF émis suite à la consultation écrite du 20 janvier 2012 ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale aux Affaires Régionales

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Informations de portée générale

Le présent arrêté précise, pour la région Aquitaine, les dispositions financières et techniques d'attribution d'aides de l'État et de l'Union Européenne pour la gestion contractuelle des sites Natura 2000, en milieux forestiers.

Ces financements seront mobilisés par le biais de contrats Natura 2000 forestiers. Ces contrats seront conformes aux objectifs de conservation, aux moyens techniques et aux propositions financières validés dans le document d'objectifs du site concerné.

Le présent arrêté précise les dispositions de la circulaire de gestion du 21 novembre 2007 et de son additif - rectificatif du 16 novembre 2010, notamment celles de l'annexe I « Liste des actions contractuelles de gestion des sites Natura 2000 éligibles à un financement ».

Pour chaque action éligible, il est précisé soit :

- les montants maxima des dépenses subventionnables, pour les aides accordées sur dépenses réelles ;
- le barème régional retenu, pour l'action F22712 relative au maintien d'arbres sénescents.

Sauf mention spécifique, les techniques éligibles, les engagements rémunérés et non rémunérés sont ceux mentionnés dans chaque fiche de l'annexe I de la circulaire sus-citée, incrémentés autant que de besoin par ceux mentionnés dans le document d'objectifs ou tout autre concourant à l'atteinte des objectifs de la mesure, selon l'avis du service instructeur.

ARTICLE 2 – Dispositions générales concernant les bénéficiaires et terrains éligibles

Les terrains éligibles sont les parcelles forestières incluses dans un site Natura 2000 doté d'un document d'objectifs opérationnel.

Peut être bénéficiaire d'un contrat Natura 2000 forestier toute personne, physique ou morale, publique ou privée, âgée de plus de 18 ans, et titulaire de droits réels et personnels lui conférant la jouissance de terrains sus-mentionnés.

ARTICLE 3 – Obligations particulières concernant la forêt

Bois et forêts relevant du régime forestier

Les propriétaires ou gestionnaires des bois, forêts et terrains à boiser relevant du régime forestier ne peuvent prétendre à la signature d'un contrat Natura 2000 que si ces bois, forêts et terrains à boiser sont dotés d'un document de gestion satisfaisant aux exigences du code forestier.

Autres bois et forêts

Pour les propriétaires forestiers dont les propriétés doivent être dotées d'un plan simple de gestion (PSG) au titre du I de l'article L6 du code forestier, un contrat Natura 2000 ne peut être signé qu'à la condition qu'un tel plan, agréé par le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF), soit en vigueur. Aucun contrat Natura 2000 ne peut concerner une propriété placée sous un régime spécial d'autorisation administrative de coupe.

Toutefois, par dérogation, un contrat Natura 2000 peut être signé en l'absence de PSG :

- pour ne pas retarder des projets collectifs ;
- pour ne pas bloquer des travaux urgents lorsque la forêt est momentanément dépourvue de PSG, celui-ci étant effectivement en cours de renouvellement.

Pour tous les bois et forêts, lorsque le document de gestion en vigueur n'est pas compatible avec les objectifs de gestion ou de conservation du site Natura 2000 définis par le document d'objectifs, un contrat peut néanmoins être envisagé à condition que le propriétaire ou le gestionnaire s'engage par écrit à faire approuver (ou, dans le cas des forêts privées, à déposer auprès du CRPF), dans un délai de trois ans, les modifications nécessaires au document de gestion le rendant compatible avec les objectifs de conservation et de gestion du site définis dans le document d'objectifs sur les parcelles contractualisées. Cette disposition s'applique y compris dans le cas d'un PSG volontaire.

ARTICLE 4 - Dispositions générales financières

Le contrat Natura 2000 finance uniquement des actions destinées à la protection ou à la restauration de la biodiversité, dans le cas présent en milieu forestier, ayant pour finalité le maintien ou l'amélioration de l'état de conservation du site.

Ces actions sont financées dans le cadre de la mesure 227 du programme de développement rural hexagonal (PDRH), relative aux investissements non productifs en milieux forestiers. Elles peuvent être cofinancées à hauteur de 55% par des crédits du fond européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Sauf mention contraire dans l'annexe, le montant total de l'aide peut couvrir jusqu'à 100 % du coût total de la dépense éligible.

Pour l'ensemble des mesures, le coût de la maîtrise d'œuvre, des études ou des frais d'expertise pourra être intégré dans le coût subventionnable, à hauteur de 12 % maximum du montant total hors taxes de l'action éligible. Ne sont finançables que les frais intervenant après la signature du contrat.

Une valorisation économique des produits issus d'actions contractualisées est possible, mais les recettes doivent dans ce cas rester marginales par rapport au montant du contrat. Une estimation du montant des produits sera réalisée lors de l'instruction du contrat ; cette valeur sera déduite du montant de la subvention.

Dans tous les cas, le devenir des produits sera défini en cohérence avec les préconisations du document d'objectifs.

Le montant minimum de l'aide publique apportée est fixé à 1000 €. Afin d'améliorer l'efficacité de l'action, une priorité d'octroi d'aides sera apportée aux contrats collectifs.

ARTICLE 5 – Opérations éligibles à un financement sur dépenses réelles

Les opérations destinées à la protection ou la restauration de la biodiversité ci-après font l'objet d'un financement sur la base d'un devis détaillé :

- Action F22701 « Création ou rétablissement de clairières ou de landes »
- Action F22702 « Création ou rétablissement de mares forestières »
- Action F22703 « Mise en œuvre de régénérations dirigées »
- Action F22705 « Travaux de marquage, d'abattage ou de taille sans enjeu de production »
- Action F22706 « Chantier d'entretien et de restauration de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles »
- Action F22708 « Réalisation de dégagements ou de débroussailllements manuels à la place de dégagements ou de débroussailllements chimiques ou mécaniques »
- Action F22709 « Prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes en forêt »
- Action F22710 « Mise en défens de types d'habitats d'intérêt communautaire »
- Action F22711 « Chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable »
- Action F22713 « Opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats »
- Action F22714 « Investissements visant à informer les usagers de la forêt »
- Action F22715 « Travaux d'irrégularisation de peuplements forestiers selon une logique non productive ».

Pour ces actions, le montant éligible est celui du devis estimatif correspondant aux préconisations du document d'objectifs, et approuvé par le service instructeur. Le montant maximal par hectare ou par unité d'œuvre du devis subventionnable est précisé pour chaque action dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Le montant plafond des aides est exprimé en valeur hors taxes. La TVA pourra cependant être prise en compte dans le calcul de l'aide si le bénéficiaire ne la récupère pas.

ARTICLE 6 – Opérations éligibles à un financement sur barème

L'action forestière suivante, visant à favoriser la biodiversité, est éligible à des aides dans le cadre d'un contrat Natura 2000 forestier :

- Action F22712 « Dispositif favorisant le développement de bois sénescents »

Pour cette action, l'aide est définie forfaitairement par un barème à l'arbre ou à l'îlot, fixé au niveau régional, et indiqué en annexe 1.

ARTICLE 7 – Conditions de mise en œuvre

Les contrats Natura 2000 sont conclus pour une durée de cinq ans. Dans le cas général, la durée des engagements contractualisés est égale à la durée du contrat. Dans le cas de l'action relative au maintien d'arbres sénescents, l'engagement portera sur une durée de 30 ans, dépassant ainsi la durée du contrat.

A l'échéance de l'engagement, le bénéficiaire des aides est invité à maintenir l'efficacité des investissements réalisés.

Des techniques de débardage alternatif pourront être retenues dans la mise en œuvre des actions F22701, F22702, F22705, F22706, F22711 et F22715. Le service instructeur sera alors particulièrement vigilant à l'évaluation des coûts et aux conditions techniques de mise en œuvre. Il se référera notamment aux préconisations du document d'objectifs et prendra autant que de besoin l'avis de la DREAL.

Deux cas de figure de prise en charge du débardage par le contrat Natura 2000 se présentent :

- lorsque le contrat prévoit en engagement rémunéré la coupe d'arbres, le débardage par des techniques alternatives des arbres coupés peut être pris en charge par le contrat ;
- lorsque le contrat prévoit en engagement non rémunéré la coupe d'arbres, le surcoût lié au recours à une technique alternative de débardage peut être pris en charge dans le montant de l'action (la coupe des bois n'étant pas rémunérée, il n'y a pas de condition de valorisation des bois coupés).

Lors de la réalisation de travaux, toutes les précautions devront être prises pour supprimer ou réduire au maximum d'éventuels impacts sur les espèces protégées ou les espèces patrimoniales identifiées dans le document d'objectifs ou le diagnostic préalable au contrat ; en particulier les interventions devront être réalisées hors période de reproduction des espèces sensibles au dérangement, qu'elles soient d'intérêt communautaire ou non.

En cas d'intervention sur des stations comportant des espèces végétales à protéger identifiées dans le document d'objectifs, il y sera prêté la plus grande attention lors de la réalisation de travaux prévus dans le contrat. La mesure F22710 relative à la mise en défens de types d'habitats d'intérêt communautaire pourra au besoin y être associée.

ARTICLE 8 – Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral régional du 11 janvier 2010 relatif au financement des investissements forestiers ou des actions forestières destinés à la protection ou la restauration de la biodiversité en site Natura 2000.

ARTICLE 9 – Messieurs les Préfets des départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, Madame la Secrétaire Générale pour les affaires régionales, Messieurs les Directeurs départementaux des Territoires et Directeurs départementaux des Territoires et de la Mer, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État des départements sus-mentionnés.

Fait à Bordeaux, le 25 juin 2012

Signé : Le Préfet de région
Patrick STEFANINI

ANNEXE 1
à l'arrêté préfectoral relatif au financement des investissements forestiers ou des actions forestières destinés à la protection ou la restauration de la biodiversité en site Natura 2000

Actions contractuelles de gestion des sites Natura 2000 éligibles à un financement en milieu forestier au titre de la mesure 227 du PDRH

I – Actions éligibles à un financement sur la base de devis d'intervention

Action F22701 « Création ou rétablissement de clairières ou de landes »

Objectifs de l'action

L'action concerne la création ou le rétablissement de clairières ou de landes dans les peuplements forestiers, au profit des espèces ou des habitats ayant justifié la désignation du site, ainsi que les travaux permettant le maintien de leur fonctionnalité écologique.

Cette action concerne également la gestion des forêts dunaires et plus généralement les espaces non forestiers à forte valeur patrimoniale, au sein de massifs forestiers, qu'il faut protéger de la reconquête forestière.

Conditions particulières d'éligibilité

Les clairières ou autres espaces ouverts seront mis en place ou rétablis selon les préconisations du document d'objectifs. Les opérations éligibles sont donc celles mentionnées dans le document d'objectifs ou concourant à l'atteinte des ses objectifs.

Ils doivent avoir une superficie maximale de 1 500 m². Hors préconisation spécifique du document d'objectifs, ils devront avoir une superficie minimale de 500 m² (surface mesurée à partir du bord interne des fûts des arbres de bordure, à 1.30m de hauteur).

Dispositions financières

Le montant de l'aide par clairière est plafonné à 4 000 € pour une création de clairière ou autre milieu ouvert, à 2 200 € pour un rétablissement.

Action F22702 « Création ou rétablissement de mares forestières »

Objectifs de l'action

L'action concerne le rétablissement ou la création de mares au profit des espèces ou habitats ayant justifié la désignation du site, ainsi que les travaux permettant le maintien de leur fonctionnalité écologique.

Les travaux pour le rétablissement des mares peuvent viser des habitats des eaux douces dormantes ou les espèces d'intérêt communautaire dépendantes de l'existence des mares. Cette action permet de maintenir ou de développer un maillage de mares compatibles avec

des échanges intra-populationnels des espèces dépendantes des mares ou d'autres milieux équivalents.

Conditions particulières d'éligibilité

Les mares seront créées ou rétablies selon les préconisations et cahiers des charges définis dans le document d'objectifs. Les opérations éligibles sont donc celles mentionnées dans le document d'objectifs ou concourant à l'atteinte de ses objectifs.

La priorité sera donnée au rétablissement d'un réseau cohérent de mares, à la réhabilitation de mares et aux travaux ponctuels. La création pure d'habitats n'est pas prioritaire. Par ailleurs, les programmes collectifs seront prioritaires.

La mare ne doit pas être en communication avec un ruisseau et doit être d'une taille inférieure à 1 000 m².

Dans le cas particulier de l'entretien ou du rétablissement de lagunes dans le massif des Landes de Gascogne, la mesure pourra être mise en place, à titre dérogatoire, pour des lagunes d'une surface supérieure à 1 000 m² après validation du projet par la DDT(M). Le service instructeur veillera à alerter le contractant qu'au-delà du seuil de 1 000 m², les travaux sont soumis au régime de déclaration/autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Dispositions financières

Le montant de l'aide par mare est plafonné à 6 000 € en cas de création, 2 500 € en cas de rétablissement ou travaux d'entretien.

Le montant de l'aide est plafonné à 5 000 € par lagune pour rétablissement ou travaux d'entretien.

Action F22703 « Mise en œuvre de régénérations dirigées »

Objectifs de l'action

L'action concerne la mise en œuvre de régénérations dirigées spécifique à certains habitats d'intérêt communautaire au bénéfice des habitats ayant justifié la désignation d'un site, selon une logique non productive.

La régénération naturelle sera privilégiée, au besoin en utilisant un complément de régénération (par semis ou plantation). La régénération artificielle en plein ne sera choisie qu'en cas d'échec avéré de la régénération naturelle.

Cette action pourra également être contractualisée lorsque le document d'objectifs prévoit un changement radical d'essence au profit d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire. La régénération artificielle pourra alors être choisie, selon les préconisations du document d'objectifs. Le cas échéant, la régénération sera conduite en complément de l'action F22711.

Conditions particulières d'éligibilité

Les conditions de mise en œuvre seront celles définies dans le cadre du document d'objectifs ou concourant à l'atteinte de ses objectifs. L'objectif à atteindre à l'échéance du contrat, en terme de couverture en semis notamment, sera mentionné dans le contrat selon les préconisations du document d'objectifs.

En l'absence de spécification dans le document d'objectifs, la densité de plantation sera comprise entre 50 tiges par hectare au minimum pour un complément et 800 tiges par hectare au maximum pour une intervention en plein. Le taux de réussite au bout de cinq ans devra être au minimum de 50%.

Dispositions financières

Le montant de l'aide est plafonné à 7 500 €/ha.

Le montant de l'aide couvre jusqu'à 80% de la dépense éligible.

Action F22705 « Travaux de marquage, d'abattage ou de taille sans enjeu de production »

Objectifs de l'action

Cette action concerne les travaux de marquage, d'abattage ou de taille sans enjeu de production, c'est-à-dire dans le but d'améliorer le statut de conservation des espèces ayant justifié la désignation d'un site.

Elle concerne les activités d'éclaircie ou de nettoyage au profit de certaines espèces végétales de l'annexe 2 de la directive « Habitats » ou d'habitats d'espèces pour des espèces animales d'intérêt communautaire.

On associe à cette action la taille en têtard ou l'émondage de certains arbres dans les zones concernées par certaines espèces comme le Pique-prune (*Osmoderma eremita*), le Grand Capricorne (*Cerambix cerdo*) ou la Rosalie des Alpes (*Rosalia alpina*).

Conditions particulières d'éligibilité

La nature des interventions et les conditions de mise en œuvre seront celles définies dans le cadre du document d'objectifs ou concourant à l'atteinte de ses objectifs.

Dispositions financières

Le montant de l'aide est plafonné à 2 000 €/ha/année d'intervention, à 100 €/arbre/année d'intervention si les travaux concernent des arbres isolés, ou à 15 €/ml/année d'intervention pour des interventions sur des linéaires dont la largeur n'excède pas 10m.

Le nombre d'années d'intervention durant les cinq années du contrat sera compris entre un et trois.

Action F22706 « Chantier d'entretien et de restauration de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles » - Contexte productif ou non

Objectifs de l'action

L'action concerne les investissements pour la réhabilitation ou la recréation de ripisylve et de forêts alluviales dans le but d'améliorer le statut de conservation des espèces des directives communautaires ou la représentativité et la naturalité des habitats de la directive. Les investissements mineurs dans le domaine hydraulique indispensables pour atteindre les

objectifs recherchés sont également concernés par cette action.

Conditions particulières d'éligibilité

La nature des interventions et les conditions de mise en œuvre seront celles définies dans le cadre du document d'objectifs ou concourant à l'atteinte de ses objectifs. Les interventions sur les habitats à Vison d'Europe respecteront les recommandations techniques du guide « La gestion des habitats du Vison d'Europe » (décembre 2003).

Les interventions collectives à l'échelle des cours d'eau seront prioritaires.

Les travaux annexes de restauration du fonctionnement hydraulique sont éligibles, pour un montant ne dépassant pas 1/3 du devis global de l'opération.

Dans les situations où il y a un besoin de restauration fort à l'échelle nationale pour l'espèce ou l'habitat considéré, des plantations peuvent être réalisées, si les espèces forestières ne sont pas présentes ou n'ont pas de dynamique de régénération suffisante dans un délai précisé dans le document d'objectifs et qui sera au minimum de cinq ans après l'ouverture du peuplement.

La plantation ne sera envisagée que si le taux de couverture des semis en début de contrat est inférieur à 50%. Des plantations en plein ne seront envisagées que si le taux de couverture des semis est inférieur à 10%.

La densité minimale pour une plantation d'enrichissement sera de 50 tiges/ha ; le taux de réussite au bout de cinq ans devra être au minimum de 50%.

En l'absence de préconisations dans le document d'objectifs ou dans un plan de prévention des risques inondation (PPRI) en vigueur, la densité maximale pour des plantations en plein sera de 800 tiges/ha ; le taux de réussite au bout de cinq ans devra être au minimum de 50%.

Les essences éligibles aux plantations seront celles mentionnées dans le document d'objectifs.

A défaut de spécification les essences éligibles sont les suivantes :

- Aulne glutineux,
- Chêne pédonculé,
- Frêne commun, Frêne oxyphylle,
- Peuplier noir,
- Saule blanc, Saule drapé (uniquement en zone de montagne)
- Orme champêtre, Orme de montagne,
- Erable plane, Erable champêtre, Erable sycomore,
- Tilleul à petites feuilles.

Dispositions financières

Le montant de l'aide est plafonné à 4 000 €/ha ou 20 €/ml, incluant les éventuelles prestations de restauration hydraulique.

Action F22708 « Réalisation de dégagements ou de débroussailllements manuels à la place de dégagements ou de débroussailllements chimiques ou mécaniques »

Objectifs de l'action

L'action concerne la réalisation de dégagements ou débroussailllements manuels à la place de dégagements ou débroussailllements chimiques ou mécaniques, au profit d'une espèce ou d'un habitat ayant justifié la désignation d'un site.

Conditions particulières d'éligibilité

L'action sera mise en œuvre au profit des habitats et espèces pour lesquelles le document d'objectifs identifie une dégradation significative de l'état de conservation par les traitements pratiqués, voire un risque patent de destruction.

Dispositions financières

Le montant de l'aide est plafonné à 1 500 €/ha/année d'intervention.

Action F22709 « Prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes en forêt »

Objectifs de l'action

L'action concerne la prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes non soumises au décret 2010-365 du 9 avril 2010 (évaluation des incidences) sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Ces actions sont liées à la maîtrise de la fréquentation dans les zones hébergeant des espèces d'intérêt communautaire sensibles au dérangement, notamment en période de reproduction. Tous les types de dessertes sont visés.

La mise en place d'ouvrages de franchissement temporaires ou permanents peut également être prise en charge par cette action.

Conditions particulières d'éligibilité

Concernant la voirie forestière, l'action ne prend en charge que les éventuelles modifications d'un tracé préexistant, et non la création de piste ou de route en tant que tel.

Le surcoût lié à un débardage par câble pourra être pris en charge dans le cadre de cette action, ainsi que celui lié à débardage par traction animale. Ces techniques seront notamment privilégiées si elles évitent de créer une nouvelle piste d'exploitation ou lorsque le coût afférent est inférieur à celui d'une modification de tracé d'une piste.

Les modifications de tracé et les conditions de mise en œuvre seront celles définies dans le cadre du document d'objectifs ou concourant à l'atteinte de ses objectifs. L'analyse de la desserte devra notamment avoir été réalisée à une échelle pertinente de massif.

Il est rappelé que les opérations rendues obligatoires, notamment par la loi sur l'eau, ne sont pas éligibles.

Dispositions financières

Le montant de l'aide est plafonné à :

- 12 €/ml pour des pistes en terrain naturel ou des sentiers ;
- 75 €/ml pour les routes forestières empierrées ;
- 18 €/m³ pour le surcoût lié au débardage par câble ou à un autre mode de débardage alternatif ;
- 10 000 €/ouvrage pour le franchissement de cours d'eau ;
- 5 000 € pour un obstacle ou dispositif assurant une fermeture de la voirie.

Les investissements visant à limiter les phénomènes d'érosion au niveau de la voirie seront examinés au cas par cas par les services instructeurs, qui demanderont l'avis de la DREAL. Leur montant pourra être cumulé avec les montants plafonds définis ci-dessus. En tout état de cause, ils ne pourront être envisagés que pour des actions ciblées, clairement identifiées dans le document d'objectifs.

Action F22710 « Mise en défens de types d'habitats d'intérêt communautaire »

Objectifs de l'action

L'action concerne la mise en défens permanente ou temporaire d'habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou d'espèces d'intérêt communautaire sensibles à l'abrutissement ou au piétinement. Elle est liée à la maîtrise de la fréquentation ou de la pression des ongulés, sauvages ou domestiques.

Conditions particulières d'éligibilité

La nature des interventions et les conditions de mise en œuvre seront celles définies dans le cadre du document d'objectifs ou concourant à l'atteinte de ses objectifs.

Dispositions financières

Le montant de l'aide est plafonné à 20 €/ml, à 3 000 € par dispositif de fermeture (pouvant s'ajouter au plafond linéaire), ou à 1 000 €/ha en cas de mise en défens temporaire de stations isolées.

Action F22711 « Chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable »

Objectifs de l'action

L'action concerne les chantiers d'élimination ou de limitation d'une espèce animale ou végétale indésirable : espèce envahissante (autochtone ou exogène) qui impacte ou dégrade fortement l'état, le fonctionnement, la dynamique de l'habitat ou de l'espèce dont l'état de conservation justifie cette action. Une espèce indésirable est définie de façon locale par rapport à un habitat ou une espèce donnés.

Conditions particulières d'éligibilité

Cette action peut être utilisée si le document d'objectifs identifie que l'état d'un ou plusieurs habitats et espèces est menacé ou dégradé par la présence d'une espèce indésirable, et si les dimensions de la station de l'espèce sont compatibles avec une lutte localisée. L'opération doit avoir un sens à l'échelle du contrat et à l'échelle du site.

Dispositions financières

Le montant de l'aide est plafonné à 9 000 €/ha, ou 10 €/ml.

Action F22713 « Opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats »

Objectifs de l'action

L'action concerne les opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats justifiant la désignation d'un site, prescrites et réalisées sous contrôle d'une expertise scientifique désignée par le Préfet de région.

Il s'agit d'opérations dont les techniques elles-mêmes sont innovantes, ou plus simplement d'opérations inhabituelles ne relevant d'aucune des actions listées dans la circulaire dite « de gestion » .

Conditions particulières d'éligibilité

Les opérations éligibles sont celles en faveur d'espèces ou d'habitats justifiant la désignation d'un site.

Compte-tenu du caractère innovant des opérations :

- un suivi de la mise en œuvre sera réalisé de manière globale sur le site par l'animateur qui prendra l'appui d'un organisme de recherche ou d'experts reconnus, dont le choix est validé par le préfet de région ;
- le protocole de suivi doit être prévu dans le document d'objectifs ;
- les opérations prévues et le protocole de suivi doivent être validées au préalable par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) ;
- un rapport d'expertise doit être fourni a posteriori par l'expert scientifique chargé du suivi, afin de faire savoir si la pratique expérimentée est ou non à approfondir, à retenir et à reproduire.

Dispositions financières

Le montant de l'aide sera défini au cas par cas par le service instructeur, sur devis estimatif.

Action F22714 « Investissements visant à informer les usagers de la forêt »

Objectifs de l'action

L'action concerne les investissements visant à informer les usagers de la forêt afin de les inciter à limiter l'impact de leurs activités sur des habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou sur des espèces d'intérêt communautaire sensibles. Cette action

repose sur la mise en place de panneaux d'interdiction de passage (en lien par exemple avec une mise en défens) ou de recommandations.

Conditions particulières d'éligibilité

L'action vise l'accompagnement d'actions listées dans cet arrêté et réalisées dans le cadre d'un contrat Natura 2000. Elle doit être géographiquement liée à la présence d'un habitat ou d'une espèce identifiée dans le document d'objectifs. Elle ne peut être contractualisée qu'accompagnée d'autres actions de gestion des milieux forestiers listées dans cet arrêté.

La nature des interventions et les conditions de mise en œuvre seront celles définies dans le cadre du document d'objectifs ou concourant à l'atteinte de ses objectifs.

Dispositions financières

Le montant de l'aide est plafonné à :

- 200 € par panneau d'interdiction ou de signalisation ;
- 15 000 € par opération, pour la mise en place de panneaux d'information détaillés ou pédagogiques.

Pour des opérations dont le plan de financement prévoit une contribution notable des collectivités, le plafond pourra être révisé par le service instructeur.

Le montant de l'aide couvre :

- jusqu'à 100% de la dépense éligible pour la mise en place de panneaux d'interdiction ou de signalisation ;
- jusqu'à 80% de la dépense éligible pour la mise en place de panneaux d'information détaillés ou pédagogiques lorsque l'opération n'excède pas 15000 € ;
- jusqu'à 40% de la dépense éligible lorsque l'opération excède 15000 € et prévoit un apport des collectivités.

Action F22715 « Travaux d'irrégularisation de peuplements forestiers selon une logique non productive »

Objectifs de l'action

L'action concerne des travaux d'irrégularisation de peuplements forestiers au profit d'espèces ou d'habitats ayant justifié la désignation d'un site.

Conditions particulières d'éligibilité

La nature des interventions et les conditions de mise en œuvre seront celles définies dans le cadre du document d'objectifs ou concourant à l'atteinte de ses objectifs.

Dispositions financières

Le montant de l'aide est plafonné à 2 000 €/ha.

Le montant de l'aide couvre jusqu'à 80% de la dépense éligible.

II – Action éligible à un financement sur barème régional

Action F22712 « Dispositif favorisant le développement de bois sénescents »

Objectifs de l'action

L'action concerne un dispositif favorisant le développement de bois sénescents en forêt dans le but d'améliorer le statut de conservation des espèces des directives communautaires, ou la représentativité et la naturalité des habitats de la directive.

Les contrats portent sur des arbres des essences principales ou secondaires, représentatives du cortège de l'habitat. La durée de l'engagement de l'action est de 30 ans.

Les contrats portent sur des arbres disséminés dans le peuplement ou sur des îlots de sénescence. Cette seconde option sera prioritairement éligible aux contrats.

Conditions particulières d'éligibilité

Les surfaces se trouvant en situation d'absence de sylviculture par obligation réglementaire (réserve intégrale) ou par défaut (parcelles non accessibles) ne sont pas éligibles. En particulier, les parcelles non desservies par un réseau de desserte existant ou prévu dans le document de gestion en vigueur sont inéligibles (réseau de desserte à plus de 500m). Par ailleurs, en zone de montagne (définie en application de l'article 3 de la loi du 9 janvier 1985 dite « loi Montagne ») cette action ne pourra pas être mobilisée si les peuplements à proximité comprennent une proportion importante de bois mort ou sénescents.

La mise en place d'agrains ou de pierres à sel à vocation cynégétique à proximité des arbres ou des îlots contractualisés est incompatible avec la mesure.

Sous-action 1 : arbres sénescents disséminés

La contractualisation de cette sous-action peut porter sur plusieurs arbres disséminés dans le peuplement ou sur plusieurs arbres regroupés en bosquet. Les arbres contractualisés ne devront faire l'objet d'aucune intervention sylvicole durant 30 ans.

Conditions particulières d'éligibilité

Les arbres contractualisés doivent avoir un diamètre à 1,30 m supérieur à :

- 50 cm pour les chênes sessiles, pédonculés, le hêtre, les peupliers, le sapin, les épicéas ;
- 40 cm pour les pins, le merisier ;
- 35 cm pour l'aulne glutineux, le chêne vert, le châtaignier.

En l'absence de spécification, le diamètre d'éligibilité est fixé à 40 cm à 1,30m.

Ils doivent en outre présenter des signes de senescences tels que cavités, fissures ou branches mortes

Dans le cas d'une contractualisation en faveur du Pique prune, les arbres de diamètre inférieur au seuil pourront être éligibles, s'ils présentent des cavités basses ou blessures susceptibles d'abriter l'espèce.

En forêt domaniale, compte tenu du fait que seules peuvent être financées les actions allant au-delà des bonnes pratiques identifiées, l'indemnisation débutera à la troisième tige contractualisée par hectare.

Les essences éligibles, la qualité écologique des arbres et leur localisation seront conformes aux préconisations du document d'objectifs.

Indemnisation

Le montant de l'indemnisation relative au maintien d'arbres disséminés est fixé à :

- 220 €/arbre pour les chênes sessiles et pédonculés ;
- 190 €/arbre pour le hêtre, le sapin, le merisier, les alisiers, les érables, le châtaignier ;
- 110 €/arbre pour le frêne, les peupliers ;
- 80 €/arbre pour les autres résineux et feuillus.

L'aide est plafonnée à 2 000 €/ha contractualisé.

Sous-action 2 : îlots Natura 2000

La sous-action "îlots Natura 2000" vise à compléter la sous-action "arbres sénescents disséminés". Elle indemnise l'absence totale d'intervention sylvicole sur l'espace interstitiel entre des arbres qui présenteraient soit des signes de sénescence soit un diamètre important. Ces arbres sont contractualisés selon les modalités de la sous-action 1 ; la sous-action 2 permet de contractualiser en plus l'espace interstitiel comprenant le fond et toutes les tiges non engagées dans la sous-action 1.

Aucune intervention sylvicole n'est autorisée à l'intérieur de l'îlot pendant 30 ans.

Conditions particulières d'éligibilité

Pour être éligible, la surface doit comporter au moins 10 tiges par hectare présentant

- soit un diamètre à 1,30 m supérieur ou égal au diamètre d'éligibilité de la sous-action 1 ;
- soit des signes de sénescence tels que cavités, fissures ou branches mortes.

La surface de référence est le polygone défini par l'îlot, c'est-à-dire la surface sur laquelle aucune intervention sylvicole ne devra être pratiquée durant les 30 ans. Ce polygone n'est

pas nécessairement délimité par les arbres éligibles. Une carte précise mentionnant les limites de l'îlot sera jointe au contrat.

La surface minimale d'un îlot est de 0,5 ha.

Les essences éligibles, la qualité écologique des arbres et leur localisation seront conformes aux préconisations du document d'objectifs.

En forêt domaniale, les différents types d'îlots mis en place par l'ONF ne pourront être superposés (îlot Natura 2000, îlot de vieillissement, îlot de sénescence, ...)

Indemnisation

L'indemnisation correspond d'une part à l'immobilisation des tiges sélectionnées pour leur diamètre ou les signes de sénescence, et d'autre part à l'immobilisation du fond avec absence d'intervention sylvicole durant 30 ans.

L'immobilisation du fond et l'absence d'intervention sylvicole pendant 30 ans est indemnisée à hauteur de 2 000 €/ha.

L'immobilisation des tiges sélectionnées est indemnisée à la tige suivant le forfait indiqué pour la sous-action 1. Elle est de même plafonnée à 2 000 €/ha.



PRÉFET DE LA GIRONDE
PRÉFET DES LANDES
PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
PRÉFET DE LA DORDOGNE
PRÉFET DU LOT-ET-GARONNE

ARRÊTE du 3 juillet 2012

ARRÊTE n° 32/2012
portant autorisation de capture et de transport
de chiroptères

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
LE PRÉFET DES LANDES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
LE PRÉFET DE LA DORDOGNE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
LE PRÉFET DU LOT-ET-GARONNE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** l'arrêté en date du 13 février 2012 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 25 juin 2012 de M. le Préfet des Landes, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 6 février 2012 de M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 29 février 2012 de M. le Préfet de la Dordogne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 8 février 2012 de M. le Préfet du Lot-et-Garonne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 411-2 et R.411-6 à R.411-14,

- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{de} de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98/1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 25 avril 2012 déposée par le Conservatoire d'Espaces Naturels Aquitaine,
- VU** l'avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 3 juillet 2012,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Cécile LEGRAND, Nolwen QUERO et Mickaël PAILLET du Conservatoire d'Espaces Naturels d'Aquitaine sont autorisés à déroger à l'interdiction de capture et de transport pour toutes les espèces de chiroptères à l'exception de celles visées par l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés menacés d'extinction.

ARTICLE 2

Les modalités des opérations autorisées sont les suivantes :

- capture d'individus à l'aide de filet japonais ou de pièges à filins dans le cadre d'inventaires. Ces individus seront relâchés immédiatement sur place après identification ;
- transport d'individus blessés vers les centres de soins de la région aquitaine et des départements limitrophes ;
- transport de spécimens morts dans le cadre de suivi épidémiologique de la rage ou de la surveillance des mortalités groupées vers les locaux de l'AFSSA à Nancy ;

ARTICLE 3

L'autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2017 sur le territoire de l'ensemble des départements de la région Aquitaine.

ARTICLE 4

Un compte rendu annuel détaillé des opérations sera établi et transmis aux Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine et Franche-Comté, ainsi que les articles scientifiques et ouvrages produits.

En particulier, le rapport devra contenir les données naturalistes précises issues des opérations de capture-relâcher autorisées :

- le nom français de l'espèce ;
- la localisation la plus précise possible de la station observée, au minimum sur un fond IGN au 1 :25000°. La localisation pourra se faire sous la forme de points, de segments ou d'aires. Les données de localisation seront apportées en coordonnées lambert II étendu, en Lambert 93 et en coordonnées longitude latitude (dms) ;
- la date d'observation ;
- l'auteur des observations ;
- le nom scientifique de l'espèce, si possible selon le référentiel Kerguelen modifié du Muséum d'Histoire Naturelle ;
- la codification Natura 2000 si elle existe ;
- effectifs de l'espèce dans la station ;
- le stade de développement ;
- le sexe ;
- tout autre champ descriptif de la station ;
- d'éventuelles observations complémentaires.

ARTICLE 5

Les bénéficiaires de la présente dérogation préciseront dans le cadre de leur publications que ces travaux ont été réalisés sous couvert d'une autorisation préfectorale relative aux espèces protégées.

ARTICLE 6

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois.

ARTICLE 7

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Gironde, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, de la Dordogne et du Lot-et-Garonne, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré aux recueils des actes administratifs,

Fait à Bordeaux, le 3 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Aquitaine

L'Adjointe au chef du Service Patrimoine,
Ressources, Eau, Biodiversité

Signé Mélanie TAUBER



PRÉFET DE LA GIRONDE
PRÉFET DES LANDES
PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
PRÉFET DE LA DORDOGNE
PRÉFET DU LOT-ET-GARONNE

ARRÊTE du 3 juillet 2012

ARRÊTE n° 33/2012
portant autorisation de capture et de transport
de chiroptères

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
LE PRÉFET DES LANDES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
LE PRÉFET DE LA DORDOGNE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
LE PRÉFET DU LOT-ET-GARONNE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** l'arrêté en date du 13 février 2012 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 25 juin 2012 de M. le Préfet des Landes, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 6 février 2012 de M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 29 février 2012 de M. le Préfet de la Dordogne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 8 février 2012 de M. le Préfet du Lot-et-Garonne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 411-2 et R.411-6 à R.411-14,

- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{de} l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98/1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 12 mars 2012 déposée par le Conservatoire d'Espaces Naturels Aquitaine,
- VU** l'avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 3 juillet 2012,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Jean-Paul URCUN, Olivier TOUZOT, Yannig BERNARD, Denis VINCENT, Jérôme FOUERT-FOURET, Sandrine BRACCO, Sébastien ROUE et Amandine Theillout du Groupe Chiroptères Aquitaine sont autorisés à déroger à l'interdiction de capture et de transport pour toutes les espèces de chiroptères présentes en Aquitaine à l'exception de celles visées par l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés menacés d'extinction.

ARTICLE 2

Les modalités des opérations autorisées sont les suivantes :

- capture d'individus à l'aide de filet japonais ou de pièges à filins dans le cadre d'inventaires. Ces individus seront relâchés immédiatement sur place après identification ;
- transport d'individus blessés vers les centres de soins de la région aquitaine et des départements limitrophes ;
- transport de spécimens morts dans le cadre de suivi épidémiologique de la rage ou de la surveillance des mortalités groupées vers les locaux de l'AFSSA à Nancy ;

ARTICLE 3

L'autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2017 sur le territoire de l'ensemble des départements de la région Aquitaine.

ARTICLE 4

Un compte rendu annuel détaillé des opérations sera établi et transmis aux Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine et Franche-Comté, ainsi que les articles scientifiques et ouvrages produits.

En particulier, le rapport devra contenir les données naturalistes précises issues des opérations de capture-relâcher autorisées :

- le nom français de l'espèce ;
- la localisation la plus précise possible de la station observée, au minimum sur un fond IGN au 1 :25000°. La localisation pourra se faire sous la forme de points, de segments ou d'aires. Les données de localisation seront apportées en coordonnées lambert II étendu, en Lambert 93 et en coordonnées longitude latitude (dms) ;
- la date d'observation ;
- l'auteur des observations ;
- le nom scientifique de l'espèce, si possible selon le référentiel Kerguelen modifié du Muséum d'Histoire Naturelle ;
- la codification Natura 2000 si elle existe ;
- effectifs de l'espèce dans la station ;
- le stade de développement ;
- le sexe ;
- tout autre champ descriptif de la station ;
- d'éventuelles observations complémentaires.

ARTICLE 5

Les bénéficiaires de la présente dérogation préciseront dans le cadre de leur publications que ces travaux ont été réalisés sous couvert d'une autorisation préfectorale relative aux espèces protégées.

ARTICLE 6

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois.

ARTICLE 7

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Gironde, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, de la Dordogne et du Lot-et-Garonne, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré aux recueils des actes administratifs,

Fait à Bordeaux, le 3 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Aquitaine

L'Adjointe au chef du Service Patrimoine,
Ressources, Eau, Biodiversité

Signé Mélanie TAUBER



PRÉFET DE LA GIRONDE
PRÉFET DE LA DORDOGNE
PRÉFET DES LANDES

ARRÊTE du 05 juillet 2012

ARRÊTE n° 20/2012
portant autorisation de capture et de transport d'espèces
animales protégées

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
LE PRÉFET DES LANDES
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
LE PREFET DE LA DORDOGNE
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** l'arrêté en date du 11 juin 2012 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 25 juin 2012 de M. le Préfet des Landes, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 29 février 2012 de M. le Préfet de la Dordogne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 411-2 et R.411-6 à R.411-14,
- VU** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{de} l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),

VU la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98/1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),

VU la demande complète de dérogation au régime de protection des espèces en date du 3 février 2012,

VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 6 mai 2012,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Mme Amélie BERTOLINI du Conservatoire des Espaces Naturels est autorisée à transporter et à détenir des spécimens de Fadet des laïches (*Coenympha oedippus*).

ARTICLE 2

Cette autorisation est accordée dans le cadre du programme d'acquisition de connaissance et de conservation portant sur 5 espèces de papillons de jour menacés des zones humides d'Aquitaine mené par le CEN ainsi que d'un programme de recherche mené par l'Université d'Aix-Marseille.

ARTICLE 3

Les spécimens seront transportés dans une bonbonne d'azote liquide dans les locaux de l'Université d'Aix-Marseille. Les effectifs transportés ne pourront pas excéder 500 individus.

Le transport se fera à partir des départements de la Gironde, de la Dordogne et des Landes vers les locaux de l'Université d'Aix-Marseille.

ARTICLE 4

L'autorisation est valable pour jusqu'au 31 décembre 2012.

ARTICLE 5

Un compte rendu annuel détaillé des opérations sera établi et transmis à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, ainsi que les articles scientifiques et ouvrages produits.

En particulier, le rapport devra contenir les données naturalistes précises issues des opérations de capture-transport autorisées :

- le nom français de l'espèce ;
- la localisation la plus précise possible de la station observée, au minimum sur un fond IGN au 1 :25000°. La localisation pourra se faire sous la forme de points, de segments ou d'aires. Les données de localisation seront apportées en coordonnées lambert II étendu, en Lambert 93 et en coordonnées longitude latitude (dms) ;
- la date d'observation ;
- l'auteur des observations ;
- le nom scientifique de l'espèce, si possible selon le référentiel Kerguelen modifié du Muséum d'Histoire Naturelle ;
- la codification Natura 2000 si elle existe ;
- effectifs de l'espèce dans la station ;
- le stade de développement ;
- le sexe ;
- tout autre champ descriptif de la station ;
- d'éventuelles observations complémentaires.

Le rapport définitif devra être transmis à la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et à la Direction de l'Eau et de la Biodiversité.

ARTICLE 6

Mme Amélie BERTOLINI précisera dans le cadre de ses publications que ces travaux ont été réalisés sous couvert d'une autorisation préfectorale, relative aux espèces protégées.

ARTICLE 7

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 8

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Gironde, de la Dordogne et des Landes, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de l'Aquitaine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures.

Fait à Bordeaux, le 05 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'Aménagement et du Logement Aquitaine,
La Chef du Service Patrimoine, Ressources, Eau,
Biodiversité

Signé Marie-Françoise BAZERQUE



PRÉFET DE LA GIRONDE

PRÉFET DES LANDES

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

PRÉFET DU LOT-ET-GARONNE

PRÉFET DE LA DORDOGNE

ARRÊTE du 12 juillet 2012

ARRÊTE n°25 /2012
d'autorisation de capture et de marquage d'espèces animales
protégées

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DES LANDES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

LE PRÉFET DU LOT-ET-GARONNE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DE LA DORDOGNE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** l'arrêté en date du 11 juin 2012 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 25 juin 2012 de M. le Préfet des Landes, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 6 février 2012 de M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 8 février 2012 de M. le Préfet du Lot-et-Garonne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du

Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,

- VU** l'arrêté en date du 29 février 2012 de M. le Préfet de la Dordogne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 411-2 et R.411-6 à R.411-14,
- VU** l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant la liste des reptiles et amphibiens protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{de} de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98/1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande complète de dérogation au régime de protection des espèces en date du 30 mars 2012,
- VU** l'avis favorable du Conseil National de Protection de la Nature en date du 15 juin 2012,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Monsieur Thomas RUYS, de l'association Cistude Nature - chemin du Moulinat, 33 185 Le HAILLAN - est autorisé à capturer, sur le territoire des cinq départements d'Aquitaine (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques), des spécimens de l'espèce animale protégée : **Cistude d'Europe** (*Emys orbicularis*).

ARTICLE 2

Cette autorisation est accordée, aux fins d'inventaires et de suivi des populations, dans le cadre des activités de l'association Cistude Nature.

ARTICLE 3

Les modalités des opérations autorisées dans l'article 1 sont les suivantes :

- capture des spécimens à l'aide de nasses cylindriques disposées le long des fossés, canaux, crastes et sur le pourtour des plans d'eau, dans les zones d'eau peu profonde ;
- identification et marquage (encoche sur les écailles marginales) des individus capturés ;
- relâcher immédiat sur le site de capture.

Ces modalités devront, en outre, être conformes aux recommandations du Plan National d'Actions, coordonné par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes.

Les précautions sanitaires nécessaires à la manipulation des spécimens vis-à-vis des problèmes de chytridiomycoses seront mises en œuvre, lors de chaque opération.

ARTICLE 4

L'autorisation est valable du 1er mars au 31 octobre pour la période 2012-2017.

ARTICLE 5

Un compte rendu annuel détaillé des opérations sera établi et transmis aux Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine et Rhône-Alpes, ainsi que les articles scientifiques et ouvrages produits.

En particulier, le rapport devra contenir les données naturalistes précises issues des opérations autorisées :

- le nom français et scientifique de l'espèce ;
- la localisation la plus précise possible de la station observée, au minimum sur un fond IGN au 1/25000^e. La localisation pourra se faire sous la forme de points, de segments ou d'aires. Les données de localisation seront apportées en coordonnées Lambert II étendu, en Lambert 93 et en coordonnées longitude latitude (dms) ;
- la date d'observation ;
- l'auteur des observations ;
- les effectifs de l'espèce dans la station ;
- le stade de développement ;
- le sexe ;
- tout autre champ descriptif de la station ;
- d'éventuelles observations complémentaires.

Ces données naturalistes seront également transmises, à un format compatible, aux bases de données nationales et régionales (Faune Aquitaine et Atlas des reptiles et amphibiens d'Aquitaine).

ARTICLE 6

Monsieur Thomas RUYS précisera dans le cadre de ses publications que ses travaux ont été réalisés sous couvert d'une autorisation préfectorale relative aux espèces protégées.

ARTICLE 7

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 8

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Gironde, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, du Lot-et-Garonne et de la Dordogne ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, du Lot-et-Garonne et de la Dordogne.

Fait à Bordeaux, le 12 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Aquitaine

La Chef du Service Patrimoine, Ressources, Eau,
Biodiversité

Signé Marie-Françoise BAZERQUE



PRÉFET DE LA **G**IRONDE

ARRÊTÉ DU 19 JUILLET 2012

ARRÊTÉ n° 23/2012
portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces
et d'habitats d'espèces animales protégées

Grand stade de Bordeaux – Société Bordeaux Atlantique

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 411-2 et R. 411-1 à R. 411-14,
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{de} l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire DNP n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98-1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces, déposée par la Société Bordeaux Atlantique le 23 janvier 2012,
- VU** l'avis du Conseil National de Protection de la Nature du 12 mai 2012,

CONSIDERANT que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou à la dégradation des aires de repos et des sites de reproduction ainsi qu'à la destruction et à la perturbation intentionnelle de spécimens de ces espèces ;

Table des matières

TITRE I OBJET ET NATURE DE LA DEROGATION

Article 1 : Objet de la dérogation

Article 2 : Nature de la dérogation

TITRE II PRESCRIPTIONS

✓ SECTION 1 – PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER

Article 3 : Durée de la phase chantier

Article 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisement et débroussaillage)

Article 5 : Plan et planning du chantier

Article 6 : Mise en défens – Balisage

Article 7 : Modalités d'ouverture des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques

Article 8 : Restauration de la zone située à l'Est du Grand Stade

Article 9 : Déplacement d'individus

Article 10 : Gestion des espèces invasives

Article 11 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

✓ SECTION 2 – MESURES DE COMPENSATION

Article 12 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

Article 13 : Calendrier de mise en oeuvre

✓ SECTION 3 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Article 14 : Assistance environnementale

TITRE III DISPOSITIONS GENERALES

Article 15 : Comité scientifique de suivi

Article 16 : Déclaration des incidents ou accidents

Article 17 : Sanctions et contrôles

Article 18 : Voies et délais de recours

Article 19 : Exécution

ARRÊTE

TITRE I – OBJET DE LA DEROGATION

ARTICLE 1 : Objet de la dérogation

Le bénéficiaire de la dérogation est la Société Bordeaux Atlantique (SBA), dont le siège social est situé 137 rue du Palais Galien, 33 000 BORDEAUX, dans le cadre de construction du nouveau stade de Bordeaux.

Ce projet comprend les opérations suivantes :

- la réalisation d'un nouveau stade ;
- la création d'un parvis nécessitant la mise en place de remblais ;
- le déblaiement d'une zone à l'Est afin de restaurer une zone inondable.

ARTICLE 2 : Nature de la dérogation

Au sein de l'emprise travaux, telle que présentée dans le dossier de demande de dérogation, la société SBA est autorisée, et sous réserve des conditions énoncées aux articles suivants, à déroger :

* aux interdictions suivantes :

- destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos (espèces animales) ;
- capture ou enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle (espèces animales) ;

* pour les espèces protégées listées dans le tableau joint en annexe n°1.

TITRE II. PRESCRIPTIONS

SECTION 1 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER

Durant la phase chantier, le bénéficiaire est tenu de mettre en oeuvre les mesures de réduction d'impact conformément au dossier de demande de dérogation, notamment les mesures suivantes.

ARTICLE 3 : Durée de la phase chantier

Les travaux pourront se dérouler jusqu'au 30 juin 2013.

ARTICLE 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisements et débroussaillage) et les travaux en cours d'eau

La planification des opérations de défrichement et de libération des emprises (décapage des sols, destruction de la végétation) tiendra compte de toutes les composantes biologiques des espèces protégées inféodées aux habitats concernés. Les interventions seront programmées hors périodes de repos et/ou de reproduction de la faune.

Ainsi, les travaux de défrichement et d'abattage d'arbres isolés sont interdits de la période allant du 1er mars au 31 août d'une même année.

ARTICLE 5 : Plan et planning du chantier

Le planning mensuel prévisionnel des interventions (mise en défens, défrichements, interventions sur les cours d'eau, terrassements, gestion des espèces invasives, interventions des écologues, ...) sera transmis à la DREAL.

Ce planning sera accompagné de plans localisant de façon précise les différentes opérations.

Les délais de transmission de ces documents seront de **huit semaines, portés à dix semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre**, pour que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard quatre semaines avant le commencement des travaux.

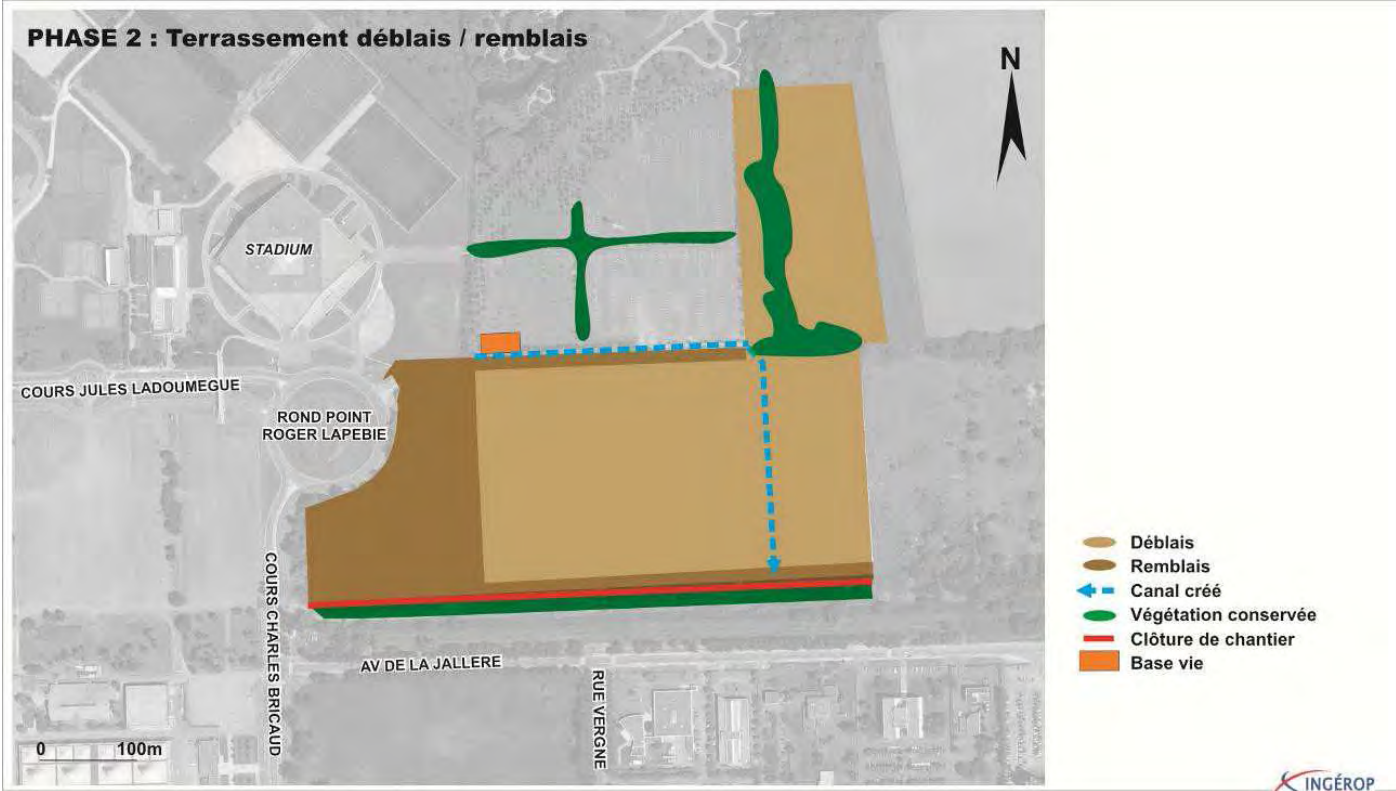
ARTICLE 6 : Mise en défens - Balisage

Les modalités fines de mise en œuvre des mesures décrites ci-après doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins quinze jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum quinze jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures sera en outre porté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 11 du présent arrêté.

L'ensemble des mises en défens et balisage décrits ci-après devra être mis en place avant démarrage des travaux.

L'emprise chantier sera limitée par la mise en place d'un balisage et la mise en défens des zones sensibles. Une clôture et un linéaire de bâche seront posés afin d'empêcher la pénétration d'amphibiens sur l'emprise tout le long de la jallère, de la saulaie et du bosquet conservés tels que cartographiés ci-dessous.

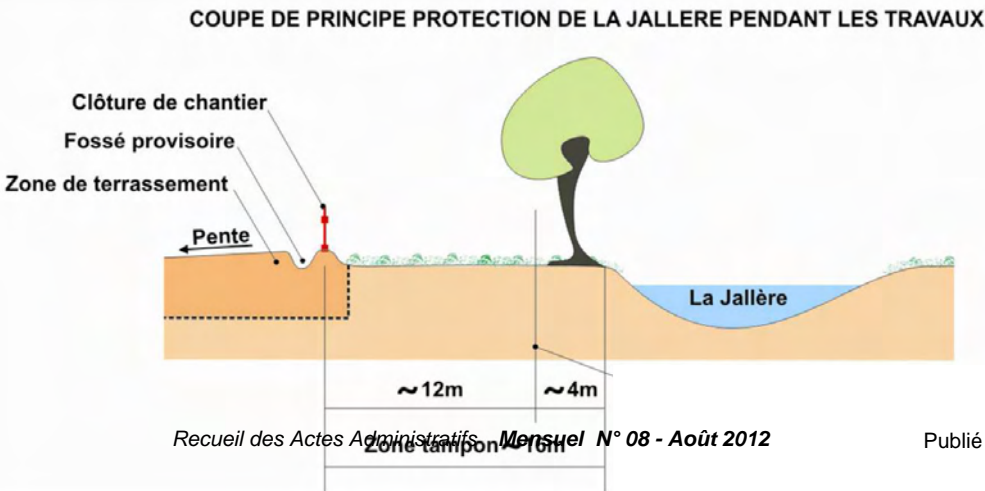


Les bâ
de bar
minim
bâches
Ces dé

La larg

Les ar
protect

Le long



is leur rôle
sur 10 cm
ien de ces
propices.

bjet d'une

ant :

4/10

- implantation d'une clôture "petite faune" pour la faune semi-aquatique : elle aura 1 m de hauteur hors sol, enfouie à sa base d'une trentaine de cm avec une maille n'excédant pas 25 mm* 25 mm ;
- complétée par grillage à maille fine : 80 cm de hauteur dont 60 cm hors sol, bavolet de 10 cm et 10 cm enterrés, grillage semi-rigide à mailles 5mm*5mm.

ARTICLE 7 : Modalités d'ouverture des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques

Lorsque le chantier intercepte des habitats favorables aux mammifères semi-aquatiques, les préconisations dans la mise en œuvre des premières étapes du chantier ont pour objectif d'éviter que des animaux ne soient tués lors de l'enlèvement de la végétation hygrophile ou qu'ils ne reviennent sur place. Deux possibilités sont proposées et sont mises en œuvre en fonction des surfaces concernées :

Dans le cas de petites surfaces ou linéaires de fossés, d'écoulements de type « jalles » ou petits ruisseaux :

- phase 1, débroussaillage de la zone à la débroussailleuse à dos pour dégager la végétation dense qui peut servir de gîte ;
- phase 2, abattage des arbres à la tronçonneuse effectué sur l'ensemble de l'emprise chantier avant toute intervention d'engins de terrassement ;
- phase 3, enlèvement immédiat de tous les bois de la zone humide de manière à éviter que l'entassement ne devienne un gîte potentiel pour le Vison d'Europe ou la Loutre ;
- phase 4, la zone totalement déboisée, les dessouchages peuvent commencer. Les souches sont également extraites de la zone inondable pour éviter qu'elles ne deviennent des gîtes ;
- phase 5, une fois ces étapes franchies, l'ouverture des pistes peut être engagée.

Les phases 1 à 5 doivent être opérées dans des délais relativement courts pour éviter, qu'entre chaque phase, la végétation basse hygrophile ne repousse. Le degré d'hygrométrie de la zone permet une revégétalisation très rapide.

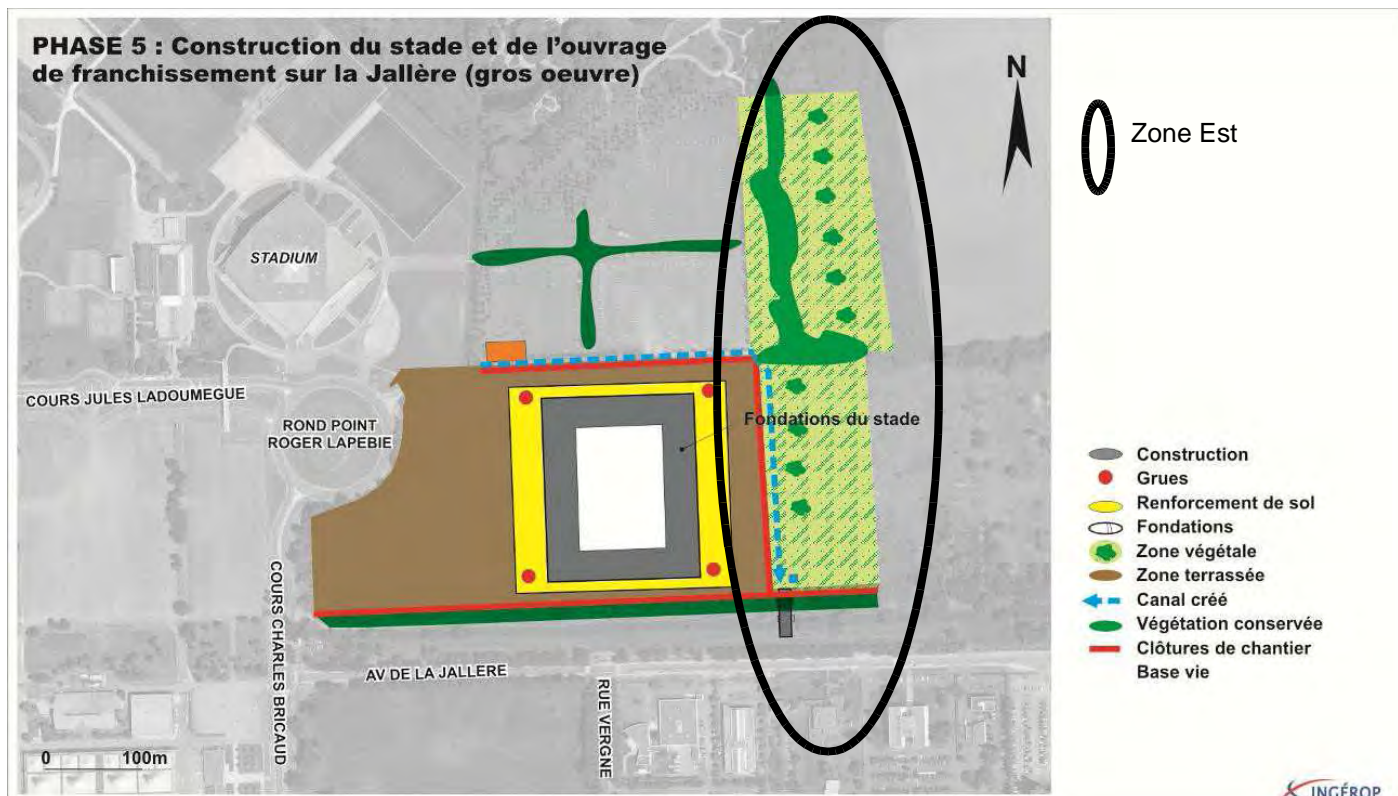
Dans le cas de surfaces unitaires de plus grande importance, des modalités mécaniques adaptées sont mises en place.

La délimitation des zones devant faire l'objet de ce phasage et les modalités fines de sa mise en œuvre doivent être définies par un spécialiste de ces espèces. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins quinze jours à l'avance de l'intervention de ce spécialiste et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum quinze jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures sera en outre porté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 11 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Restauration de la zone située à l'Est du Grand Stade

Le secteur situé à l'Est du Grand Stade fera l'objet d'un réaménagement écologique.



Le plan de réaménagement en vue d'une restauration d'habitats favorables aux espèces impactées ainsi que son plan de gestion seront soumis à validation de la DREAL.

ARTICLE 9 : Déplacements d'individus

Les personnes devant réaliser ces transferts devront avoir obtenu au préalable une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

L'ensemble de ces déplacements sera porté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 11 du présent arrêté.

Le bénéficiaire mettra en place des mesures de sauvetage en phase chantier pour les reptiles et les amphibiens. Les animaux seront transférés dans des sites existants favorables, ou dans des mares ou plans d'eau de substitution. Les déplacements seront programmés avant les travaux, en période favorable pour ces espèces.

Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins quinze jours à l'avance des opérations planifiées et seront rendus destinataires des comptes-rendus de terrain au maximum quinze jours après l'opération.

ARTICLE 10 : Gestion des espèces invasives

Toutes les dispositions de prévention, éradication et confinement seront prises pour éviter une dissémination d'espèces invasives, notamment végétales, dans l'aire des travaux :

- formation du personnel de chantier à la reconnaissance des plantes invasives et aux mesures de prévention permettant de lutter contre la dissémination des espèces exotiques envahissantes.
- interdiction d'utiliser les herbicides pour maîtriser la dissémination des espèces concernées.
- balisage des zones de présence d'espèces invasives :

- Zones identifiées avant le démarrage des travaux : les secteurs concernés par la présence d'espèces invasives seront identifiés et matérialisés au préalable par un écologue. Un périmètre de sécurité de 10 m sera établi et une clôture physique ou des panneaux signalétiques, conformément aux modalités précisées à l'article 6, seront mis en place avant toute autre activité. Aucun engin ou véhicule ne pénétrera dans ces zones sans l'accord du chargé d'environnement.
- Zones identifiées en cours de travaux : en cas d'apparition d'espèces invasives en cours de travaux ou de détection d'une zone non préalablement identifiée, la zone sera mise en défens selon les modalités présentées à l'article 6. Les informations seront en outre transmises au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

- interdiction de mélange ou de transfert de terres entre les secteurs concernés par la présence d'espèces invasives de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes.

- modalités particulières pour les espèces à diffusion par graines, telle que l'Ambroisie :

- Sur les sites où ce type d'espèce est présente dans les emprises de chantier avant les travaux : fauchage ou arrachage avant la floraison ;
- Concernant les stocks de terre végétale : en fonction de la durée du stockage, soit enherbement temporaire, soit surveillance régulière de l'apparition de pousses de ce type d'espèce et arrachage au fur et à mesure.

- modalités particulières pour les espèces à diffusion par multiplication végétative par rhizomes et boutures (exemples : Renouée du Japon, Berce du Caucase, Jussies, ...) :

- Jussies et autres plantes aquatiques : les transferts d'eau, de végétation et de sédiments sont interdits dans les secteurs infestés lors de la création de mares.
Par précaution, avant le début des travaux sur un cours d'eau, les produits végétaux seront arrachés avec précaution, puis éliminés par un procédé rigoureux évitant tout risque de diffusion (séchage, mise en décharge, incinération, compostage).
- Renouée du Japon :
 - pour les terres nouvellement et faiblement infestées : arrachage des pieds ;
 - pour les terres fortement infestées en zone de déblais : décapage de la couche superficielle (sur une épaisseur maximum de 3 m selon les besoins du déblai), évacuation immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non infestés pour éviter toute reprise des plantes ;
 - pour les terres fortement infestées en zone de remblais : couverture des terres infestées laissées en place par des matériaux sains sur une hauteur d'au moins 4 m. Si les conditions géotechniques ne le permettent pas, décapage de la couche superficielle devant être purgée, évacuation immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non infestés pour éviter toute reprise des plantes.

- nettoyage au jet d'eau haute pression des engins et matériels de chantier ayant participé aux travaux de terrassement en zone infestée, suivi d'une inspection visuelle pour s'assurer de l'absence de fragments de végétaux et de sédiments susceptibles d'infester d'autres sites.

La liste, non exhaustive, des espèces concernées est la suivante : *Ambrosia artemisiifolia* (Ambroisie), *Fallopia japonica* (Renouée du Japon), *Phytolacca americana* (Raisin d'Amérique), *Ailanthus altissima* (Ailante), *Ludwigia sp.* (Jussies), *Phelypaea ramosa* (Orobanche rameuse), *Heracleum mantegazzianum* (Berce du Caucase), *Buddleja davidii* (Arbre à papillon) et *Robinia pseudoacacia* (Robinier faux-acacia). Cette liste sera complétée, en lien avec les Conservatoires Botaniques Nationaux, en fonction des données issues de la bibliographie et collectées sur le terrain.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins quinze jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum quinze jours après l'intervention.

Un protocole précis et actualisé de gestion des espèces invasives à l'échelle du chantier sera fourni à la DREAL pour validation la première année. Par la suite, un bilan annuel sera également fourni.

ARTICLE 11 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

Le bénéficiaire est tenu d'établir et de transmettre à la DREAL, mensuellement, un journal de bord des travaux, précisant notamment le planning et le plan du chantier, les enjeux relatifs aux espèces, l'enchaînement des phases et les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté.

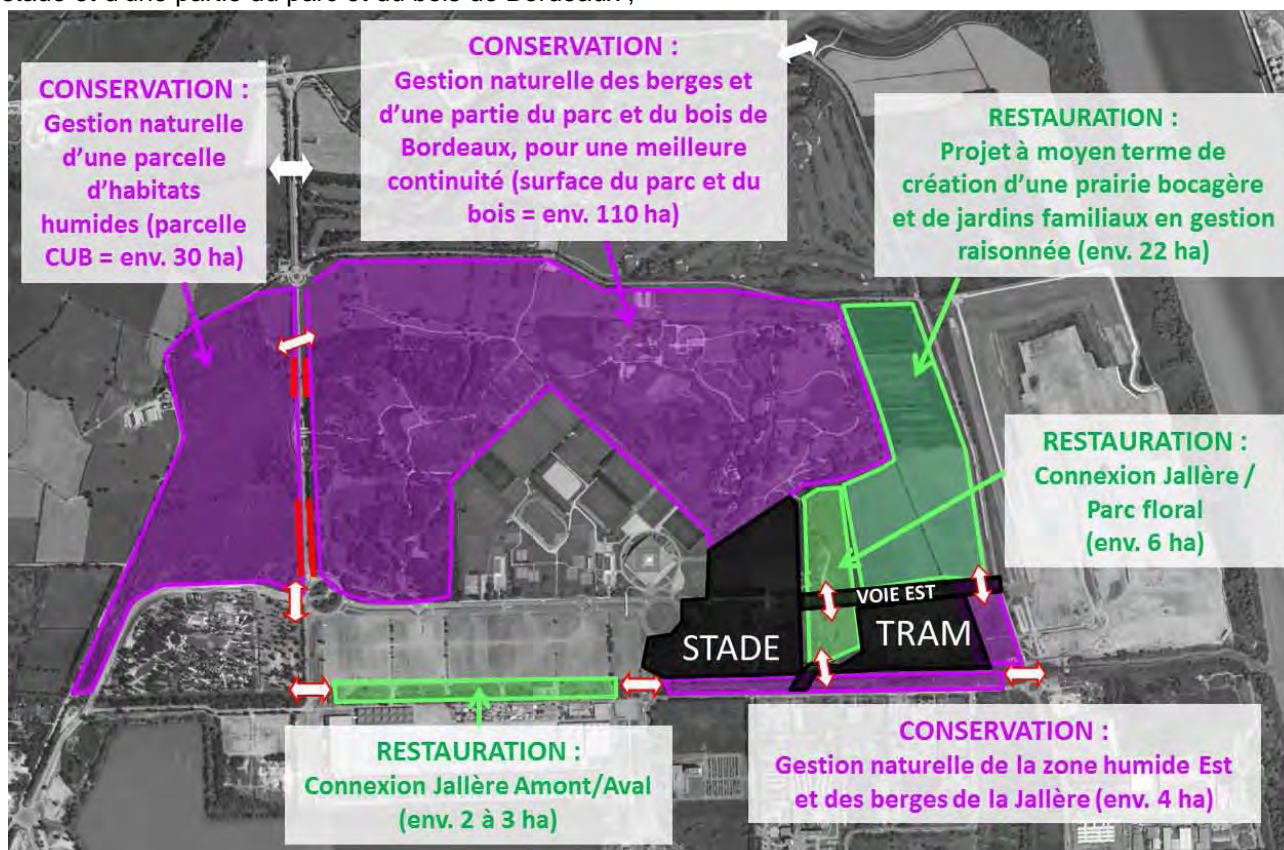
Ce document (journal de bord) indiquera, en outre, tout accident ou incident survenu sur le chantier et susceptible de porter atteinte aux espèces protégées et/ou à leurs habitats.

SECTION 2– MESURES DE COMPENSATION

ARTICLE 12 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

La SBA est tenue de mettre en oeuvre les mesures de compensation telles que prévues dans le dossier de demande. Elle devra réaliser la gestion conservatoire de 60 hectares au sein des sites de compensation suivants tels que cartographiés ci-après :

- restauration de la connexion Jallère amont/aval sur une surface de 2 à 3 ha ;
- restauration de la connexion Jallère / Parc Floral sur environ 6 ha ;
- restauration d'une prairie bocagère en gestion raisonnée à l'Est et au Nord-Est du périmètre du stade et d'une partie du parc et du bois de Bordeaux ;



Ces terrains feront l'objet d'une gestion conservatoire par un organisme qualifié sur une durée de trente ans. Un plan de gestion sera élaboré. Il sera soumis à validation de la DREAL. En particulier, la cartographie sous Système d'Information Géographique de chaque site de compensation devra être transmise à la DREAL dès validation d'un site.

ARTICLE 13 : Calendrier de mise en oeuvre

La sécurisation des sites de compensation et la rédaction des plans de gestion devront avoir été réalisées dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

SECTION 3 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

ARTICLE 14 : Assistance environnementale

La SBA mettra en oeuvre un suivi environnemental du chantier organisé afin que soient assurées les opérations suivantes :

- Intégrer les prescriptions du présent arrêté dès la phase étude ;
- Déployer ces engagements jusqu'au niveau opérationnel. Ces procédures sont spécifiques à chaque activité susceptible d'avoir une incidence et constituent, dans leur ensemble, un cahier des charges imposant un mode opératoire précis ;
- Suivre la bonne exécution des prescriptions spécifiques à la phase travaux ;
- Caler les emprises sur le terrain et notamment piqueter les milieux à préserver ;
- Former le personnel technique de la SBA et des entreprises sous-traitantes ;
- Suivre la remise en état (vérification de la bonne conduite des plantations, de la suppression des pistes chantier, ...).

Un plan, consignant les modalités de mise en œuvre de ces opérations, devra être réalisé sous la conduite de plusieurs ingénieurs écologues expérimentés dans les programmes de restauration écologique et le suivi de chantiers. Il devra être transmis à la DREAL.

Le bénéficiaire impose aux entreprises réalisant les travaux d'appliquer les dispositions du présent arrêté. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (PRE).

TITRE III. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 15 : Comité scientifique

Un comité scientifique de suivi sera mis en place. Il devra inclure un représentant du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN).

La composition de ce comité scientifique sera proposée par le bénéficiaire de la dérogation et soumise à validation de la DREAL.

Ce comité est chargé d'orienter les axes des différents plans de gestion et des protocoles de suivi des mesures de réduction et de compensation à mettre en oeuvre.

Pendant le chantier, puis en phase d'exploitation, ce comité devra suivre la réalisation des mesures de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi conditionnant la présente dérogation.

Les protocoles de suivi scientifique seront mis en place après avis du CSRPN et validation par la DREAL.

ARTICLE 16 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet du département et à la DREAL les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, la SBA devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 17 : Sanctions et contrôle

Sous réserve de souscrire aux règles de sécurité imposées par les services de sécurité dans le cadre des travaux, les agents chargés de la police de la nature auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

La DREAL, la DDTM, et les services départementaux de l'ONEMA et de l'ONCFS peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels, cartographiques. Le bénéficiaire permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

ARTICLE 18 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, la contribution pour l'aide juridique de 35 euros prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée, sauf justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 19 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Gironde, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 19 juillet 2012

Le Préfet

Signé Patrick STEFANINI



PRÉFET DE LA **G**IRONDE

ARRÊTÉ DU 19 JUILLET 2012

ARRETE n°27/2012
portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces
et d'habitats d'espèces animales protégées

Ateliers de maintenance du tramway –
Communauté Urbaine de Bordeaux

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 411-2 et R. 411-1 à R. 411-14,
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{ème} de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire DNP n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98-1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces, déposée par la Communauté Urbaine de Bordeaux le 23 janvier 2012,
- VU** l'avis du Conseil National de Protection de la Nature du 12 mai 2012,

1/12

CONSIDERANT que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou à la dégradation des aires de repos et des sites de reproduction ainsi qu'à la destruction et à la perturbation intentionnelle de spécimens de ces espèces ;

Table des matières

TITRE I OBJET ET NATURE DE LA DEROGATION

Article 1 : Objet de la dérogation

Article 2 : Nature de la dérogation

TITRE II PRESCRIPTIONS

✓ SECTION 1 – PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER

Article 3 : Durée de la phase chantier

Article 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisement et débroussaillage)

Article 5 : Plan et planning du chantier

Article 6 : Mise en défens – Balisage

Article 7 : Modalités d'ouverture des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques

Article 8 : Restauration de la zone située à l'Est du Grand Stade

Article 9 : Déplacement d'individus

Article 10 : Gestion des espèces invasives

Article 11 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

✓ SECTION 2 – MESURES DE COMPENSATION

Article 12 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

Article 13 : Calendrier de mise en oeuvre

✓ SECTION 3 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Article 14 : Assistance environnementale

Article 15 : Création de passages faune

Article 16 : Suivi

TITRE III DISPOSITIONS GENERALES

Article 17 : Comité scientifique de suivi

Article 18 : Déclaration des incidents ou accidents

Article 19 : Sanctions et contrôles

Article 20 : Voies et délais de recours

Article 21 : Exécution

ARRÊTE

TITRE I – OBJET DE LA DEROGATION

ARTICLE 1 : Objet de la dérogation

Le bénéficiaire de la dérogation est la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB), Esplanade Charles de Gaulle 33 076 BORDEAUX Cedex, dans le cadre de construction des ateliers de maintenance du tramway.

ARTICLE 2 : Nature de la dérogation

Au sein de l'emprise travaux, telle que présentée dans le dossier de demande de dérogation, la CUB est autorisée, sous réserve des conditions énoncées aux articles suivants, à déroger :

* aux interdictions suivantes :

- destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos (espèces animales) ;
- capture ou enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle (espèces animales) ;

* pour les espèces protégées listées dans le tableau joint en annexe n°1.

TITRE II. PRESCRIPTIONS

SECTION 1 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER

Durant la phase chantier, le bénéficiaire est tenu de mettre en oeuvre les mesures de réduction d'impact conformément au dossier de demande de dérogation, notamment les mesures suivantes.

ARTICLE 3 : Durée de la phase chantier

Les travaux pourront se dérouler jusqu'au 30 juin 2013.

ARTICLE 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisements et débroussaillage) et les travaux en cours d'eau

La planification des opérations de défrichement et de libération des emprises (décapage des sols, destruction de la végétation) tiendra compte de toutes les composantes biologiques des espèces protégées inféodées aux habitats concernés. Les interventions seront programmées hors périodes de repos et/ou de reproduction de la faune.

Ainsi les travaux de défrichement et d'abattage d'arbres isolés sont interdits de la période allant du 1er mars au 31 août d'une même année.

ARTICLE 5 : Plan et planning du chantier

Le planning mensuel prévisionnel des interventions (mise en défens, défrichements, interventions sur les cours d'eau, terrassements, gestion des espèces invasives, interventions des écologues, ...) sera transmis à la DREAL.

Ce planning sera accompagné de plans localisant de façon précise les différentes opérations.

Les délais de transmission de ces documents seront de **huit semaines, portés à dix semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre**, pour que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard quatre semaines avant le commencement des travaux.

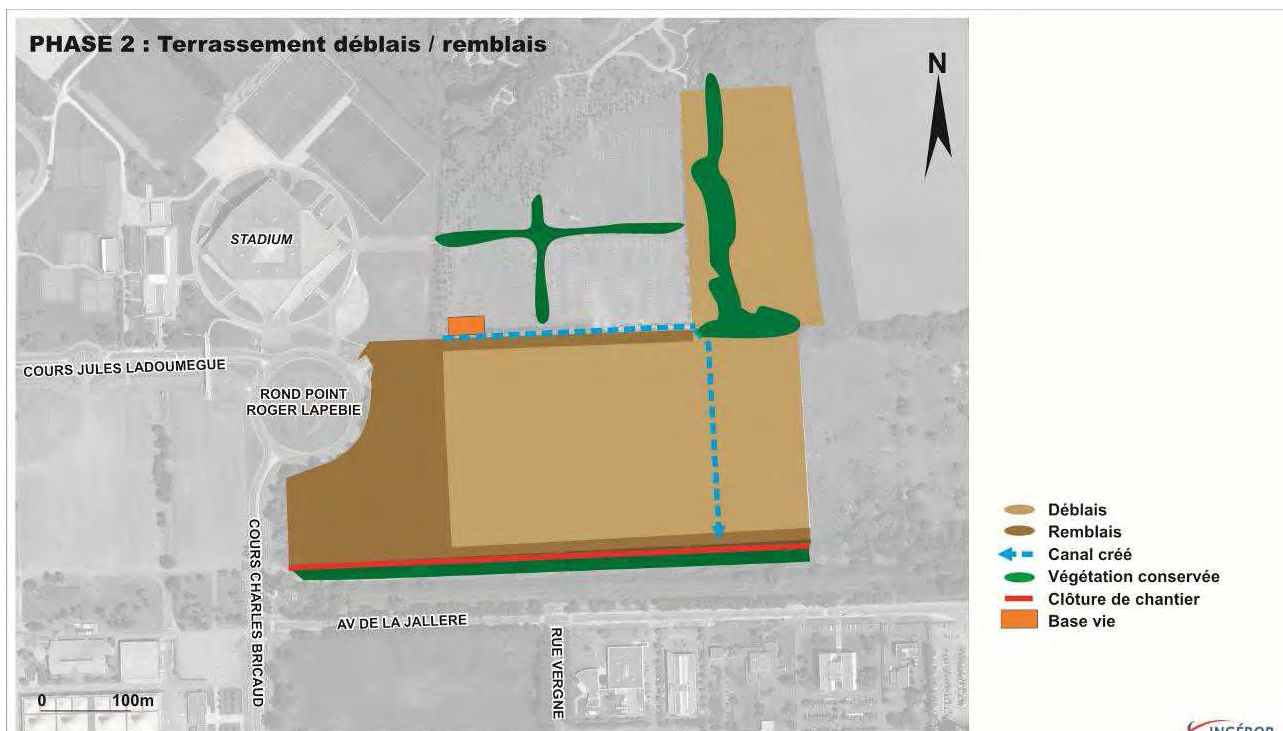
ARTICLE 6 : Mise en défens - Balisage

Les modalités fines de mise en œuvre des mesures décrites ci-après doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins quinze jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum quinze jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures sera en outre porté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 11 du présent arrêté.

L'ensemble des mises en défens et balisage décrits ci-après devra être mis en place avant démarrage des travaux.

L'emprise chantier sera limitée par la mise en place d'un balisage et la mise en défens des zones sensibles. Une clôture et un linéaire de bâche seront posés afin d'empêcher la pénétration d'amphibiens sur l'emprise tout le long de la jallère, de la saulaie et du bosquet conservés tels que cartographiés ci-dessous.



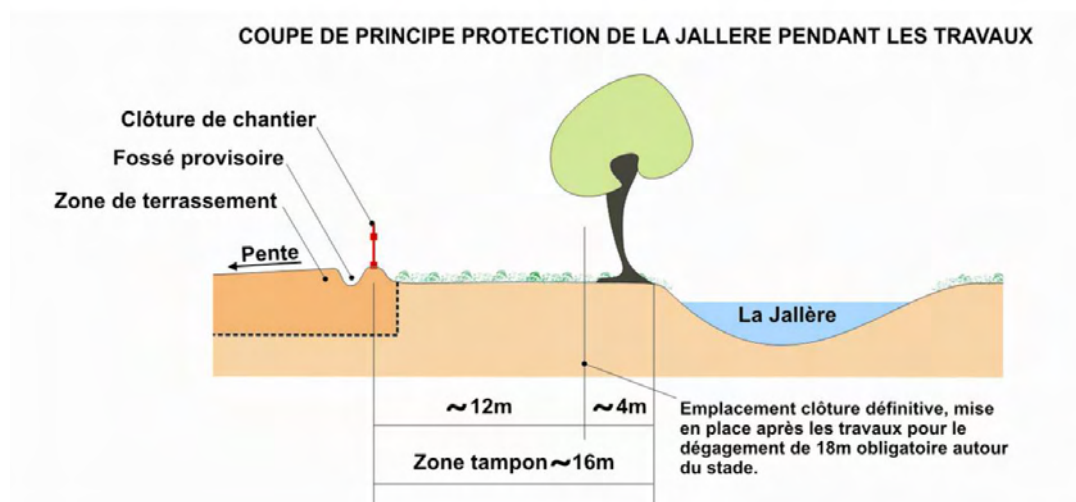
Les bâches en géotextile ou géomembrane devront être remplacées dès qu'elles n'assureront plus leur rôle de barrière étanche. Elles devront présenter une hauteur minimale de 30 cm et être enterrées sur 10 cm minimum. Un bourrelet de terre assurera l'étanchéité. Un écologue devra s'assurer du bon entretien de ces bâches et devra transférer les éventuels individus piégés à l'intérieur de l'emprise vers des milieux propices. Ces déplacements seront réalisés dans les conditions fixées à l'article 9 du présent arrêté.

La largeur de la bande tampon autour de la Jallère devra être de 16 m.

Les arbres et les racines en bordure de zone de travail, susceptibles d'être blessés, feront l'objet d'une protection physique adéquate.

Le long de la jallère, la clôture chantier devra être remplacée par une clôture définitive du type suivant :

- implantation d'une clôture "petite faune" pour la faune semi-aquatique : elle aura 1 m de hauteur hors sol, enfouie à sa base d'une trentaine de cm avec une maille n'excédant pas 25 mm* 25 mm ;
- complétée par grillage à maille fine : 80 cm de hauteur dont 60 cm hors sol, bavolet de 10 cm et 10 cm enterrés, grillage semi-rigide à mailles 5mm*5mm.



ARTICLE 7 : Modalités d'ouverture des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques

Lorsque le chantier intercepte des habitats favorables aux mammifères semi-aquatiques, les préconisations dans la mise en œuvre des premières étapes du chantier ont pour objectif d'éviter que des animaux ne soient tués lors de l'enlèvement de la végétation hygrophile ou qu'ils ne reviennent sur place. Deux possibilités sont proposées et sont mises en œuvre en fonction des surfaces concernées :

Dans le cas de petites surfaces ou linéaires de fossés, d'écoulements de type « jalles » ou petits ruisseaux :

- phase 1, débroussaillage de la zone à la débroussailluse à dos pour dégager la végétation dense qui peut servir de gîte ;
- phase 2, abattage des arbres à la tronçonneuse effectué sur l'ensemble de l'emprise chantier avant toute intervention d'engins de terrassement ;
- phase 3, enlèvement immédiat de tous les bois de la zone humide de manière à éviter que l'entassement ne devienne un gîte potentiel pour le Vison d'Europe ou la Loutre ;
- phase 4, la zone totalement déboisée, les dessouchages peuvent commencer. Les souches sont également extraites de la zone inondable pour éviter qu'elles ne deviennent une zone de gîte ;
- phase 5, une fois ces étapes franchies, l'ouverture des pistes peut être engagée.

Les phases 1 à 5 doivent être opérées dans des délais relativement courts pour éviter, qu'entre chaque phase, la végétation basse hygrophile ne repousse. Le degré d'hygrométrie de la zone permet une revégétalisation très rapide.

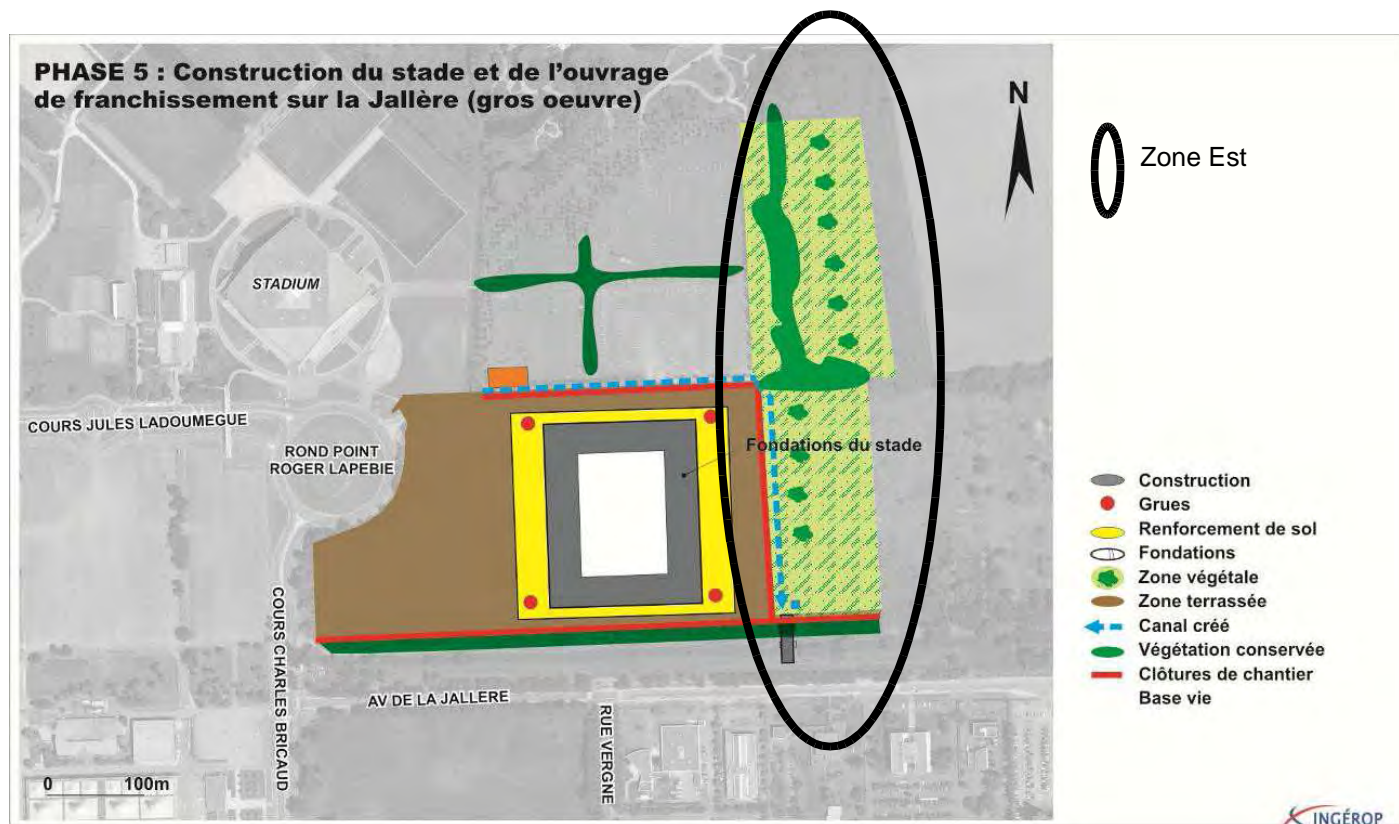
Dans le cas de surfaces unitaires de plus grande importance, des modalités mécaniques adaptées sont mises en place.

La délimitation des zones devant faire l'objet de ce phasage et les modalités fines de sa mise en œuvre doivent être définies par un spécialiste de ces espèces. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins quinze jours à l'avance de l'intervention de ce spécialiste et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum quinze jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures sera en outre porté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 11 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Restauration de la zone située à l'Est du Grand Stade

Le secteur situé à l'Est du Grand Stade fera l'objet d'un réaménagement écologique.



Le plan de réaménagement en vue d'une restauration d'habitats favorables aux espèces impactées ainsi que son plan de gestion seront soumis à validation de la DREAL.

ARTICLE 9 : Déplacements d'individus

Les personnes devant réaliser ces transferts devront avoir obtenu au préalable une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

L'ensemble de ces déplacements sera porté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 11 du présent arrêté.

Le bénéficiaire mettra en place des mesures de sauvetage en phase chantier pour les reptiles et les amphibiens. Les animaux seront transférés dans des sites existants favorables, ou dans des mares ou plans d'eau de substitution. Les déplacements seront programmés avant les travaux, en période favorable pour ces espèces.

Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins quinze jours à l'avance des opérations planifiées et seront rendus destinataires des comptes-rendus de terrain au maximum quinze jours après l'opération.

ARTICLE 10 : Gestion des espèces invasives

Toutes les dispositions de prévention, éradication et confinement seront prises pour éviter une dissémination d'espèces invasives, notamment végétales, dans l'aire des travaux :

- formation du personnel de chantier à la reconnaissance des plantes invasives et aux mesures de prévention permettant de lutter contre la dissémination des espèces exotiques envahissantes;

- interdiction d'utiliser les herbicides pour maîtriser la dissémination des espèces concernées.
- balisage des zones de présence d'espèces invasives :
 - Zones identifiées avant le démarrage des travaux : les secteurs concernés par la présence d'espèces invasives seront identifiés et matérialisés au préalable par un écologue. Un périmètre de sécurité de 10 m sera établi et une clôture physique ou des panneaux signalétiques, conformément aux modalités précisées à l'article 6, seront mis en place avant toute autre activité. Aucun engin ou véhicule ne pénétrera dans ces zones sans l'accord du chargé d'environnement.
 - Zones identifiées en cours de travaux : en cas d'apparition d'espèces invasives en cours de travaux ou de détection d'une zone non préalablement identifiée, la zone sera mise en défens selon les modalités présentées à l'article 6. Les informations seront en outre transmises au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.
- interdiction de mélange ou de transfert de terres entre les secteurs concernés par la présence d'espèces invasives de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes.
- modalités particulières pour les espèces à diffusion par graines, telle que l'Ambroisie :
 - Sur les sites où ce type d'espèce est présente dans les emprises de chantier avant les travaux : fauchage ou arrachage avant la floraison;
 - Concernant les stocks de terre végétale : en fonction de la durée du stockage, soit enherbement temporaire, soit surveillance régulière de l'apparition de pousses de ce type d'espèce et arrachage au fur et à mesure.
- modalités particulières pour les espèces à diffusion par multiplication végétative par rhizomes et boutures (exemples : Renouée du Japon, Berce du Caucase, Jussies, ...) :
 - Jussies et autres plantes aquatiques : les transferts d'eau, de végétation et de sédiments sont interdits dans les secteurs infestés lors de la création de mares.
Par précaution, avant le début des travaux sur un cours d'eau, les produits végétaux seront arrachés avec précaution, puis éliminés par un procédé rigoureux évitant tout risque de diffusion (séchage, mise en décharge, incinération, compostage).
 - Renouée du Japon :
 - pour les terres nouvellement et faiblement infestées : arrachage des pieds;
 - pour les terres fortement infestées en zone de déblais : décapage de la couche superficielle (sur une épaisseur maximum de 3 m selon les besoins du déblai), évacuation immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non contaminés pour éviter toute reprise des plantes ;
 - pour les terres fortement infestées en zone de remblais : couverture des terres infestées laissées en place par des matériaux sains sur une hauteur d'au moins 4 m. Si les conditions géotechniques ne le permettent pas, décapage de la couche superficielle devant être purgée, évacuation immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non infestés pour éviter toute reprise des plantes.
- nettoyage au jet d'eau haute pression des engins et matériels de chantier ayant participé aux travaux de terrassement en zone infestée, suivi d'une inspection visuelle pour s'assurer de l'absence de fragments de végétaux et de sédiments susceptibles d'infester d'autres sites.

La liste, non exhaustive, des espèces concernées est la suivante : *Ambrosia artemisiifolia* (Ambroisie), *Fallopia japonica* (Renouée du Japon), *Phytolacca americana* (Raisin d'Amérique), *Ailanthus altissima* (Ailante), *Ludwigia sp.* (Jussies), *Phelypaea ramosa* (Orobanche rameuse), *Heracleum mantegazzianum* (Berce du Caucase), *Buddleja davidii* (Arbre à papillon) et *Robinia pseudoacacia* (Robinier faux-acacia). Cette liste sera complétée, en lien avec les Conservatoires Botaniques Nationaux, en fonction des données issues de la bibliographie et collectées sur le terrain.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins quinze jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum quinze jours après l'intervention.

Un protocole précis et actualisé de gestion des espèces invasives à l'échelle du chantier sera fourni à la DREAL pour validation la première année. Par la suite, un bilan annuel sera également fourni.

ARTICLE 11 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

Le bénéficiaire est tenu d'établir et de transmettre à la DREAL, mensuellement, un journal de bord des travaux, précisant notamment le planning et le plan du chantier, les enjeux relatifs aux espèces, l'enchaînement des phases et les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté.

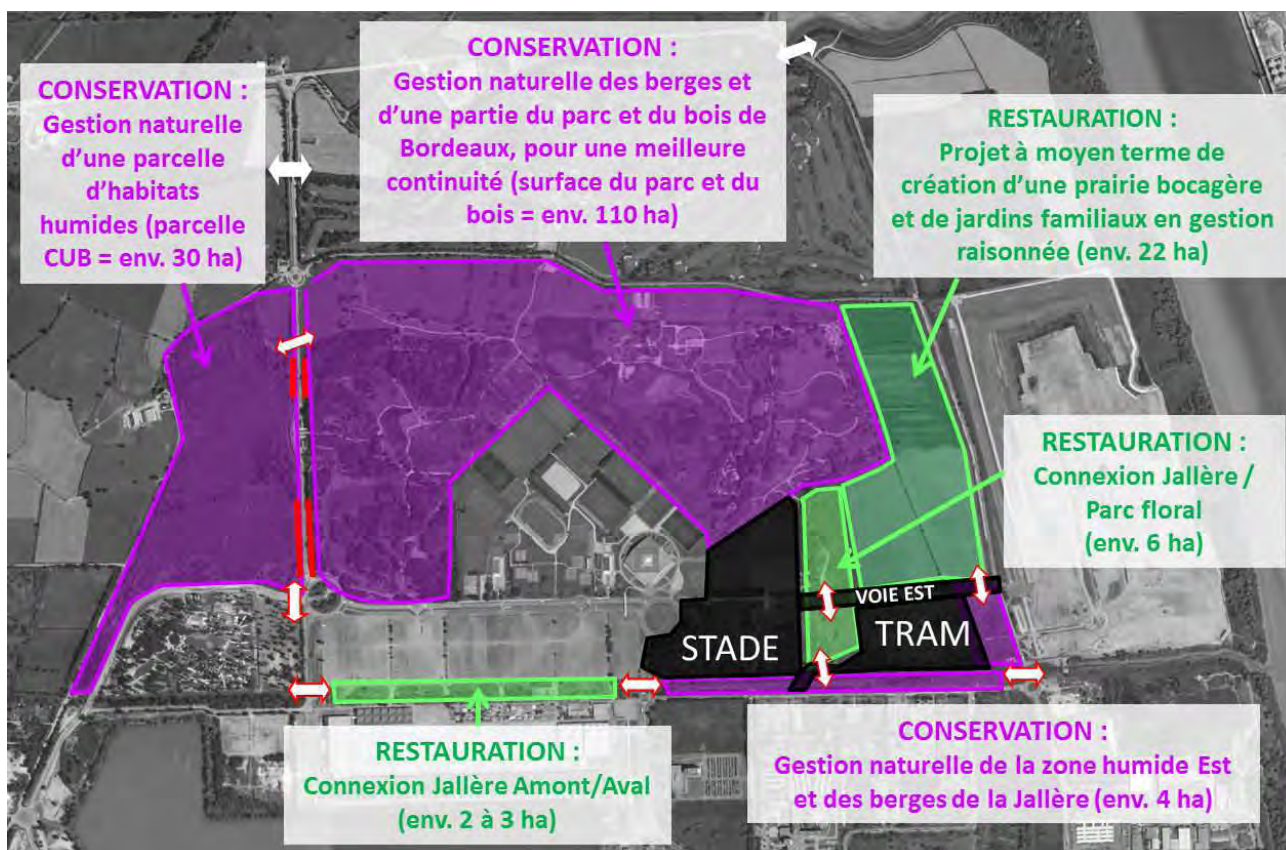
Ce document (journal de bord) indiquera, en outre, tout accident ou incident survenu sur le chantier et susceptible de porter atteinte aux espèces protégées et/ou à leurs habitats.

SECTION 2 – MESURES DE COMPENSATION

ARTICLE 12 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

La CUB est tenue de mettre en oeuvre les mesures de compensation telles que prévues dans le dossier de demande. Elle devra réaliser la gestion conservatoire de 60 hectares au sein des sites de compensation suivants tels que cartographiés ci-après :

- restauration de la connexion Jallère amont/aval sur une surface de 2 à 3 ha ;
- restauration de la connexion Jallère / Parc Floral sur environ 6 ha ;
- restauration d'une prairie bocagère en gestion raisonnée à l'Est et au Nord-Est du périmètre du stade et d'une partie du parc et du bois de Bordeaux.



Ces terrains feront l'objet d'une gestion conservatoire par un organisme qualifié sur une durée de 30 ans. Un plan de gestion sera élaboré. Il sera soumis à validation de la DREAL. En particulier, la cartographie sous Système d'Information Géographique de chaque site de compensation devra être transmise à la DREAL dès validation d'un site.

ARTICLE 13 : Calendrier de mise en oeuvre

La sécurisation des sites de compensation et la rédaction des plans de gestion devront avoir été réalisées dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

SECTION 3 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

ARTICLE 14 : Assistance environnementale

La CUB mettra en oeuvre un suivi environnemental du chantier organisé afin que soient assurées les opérations suivantes :

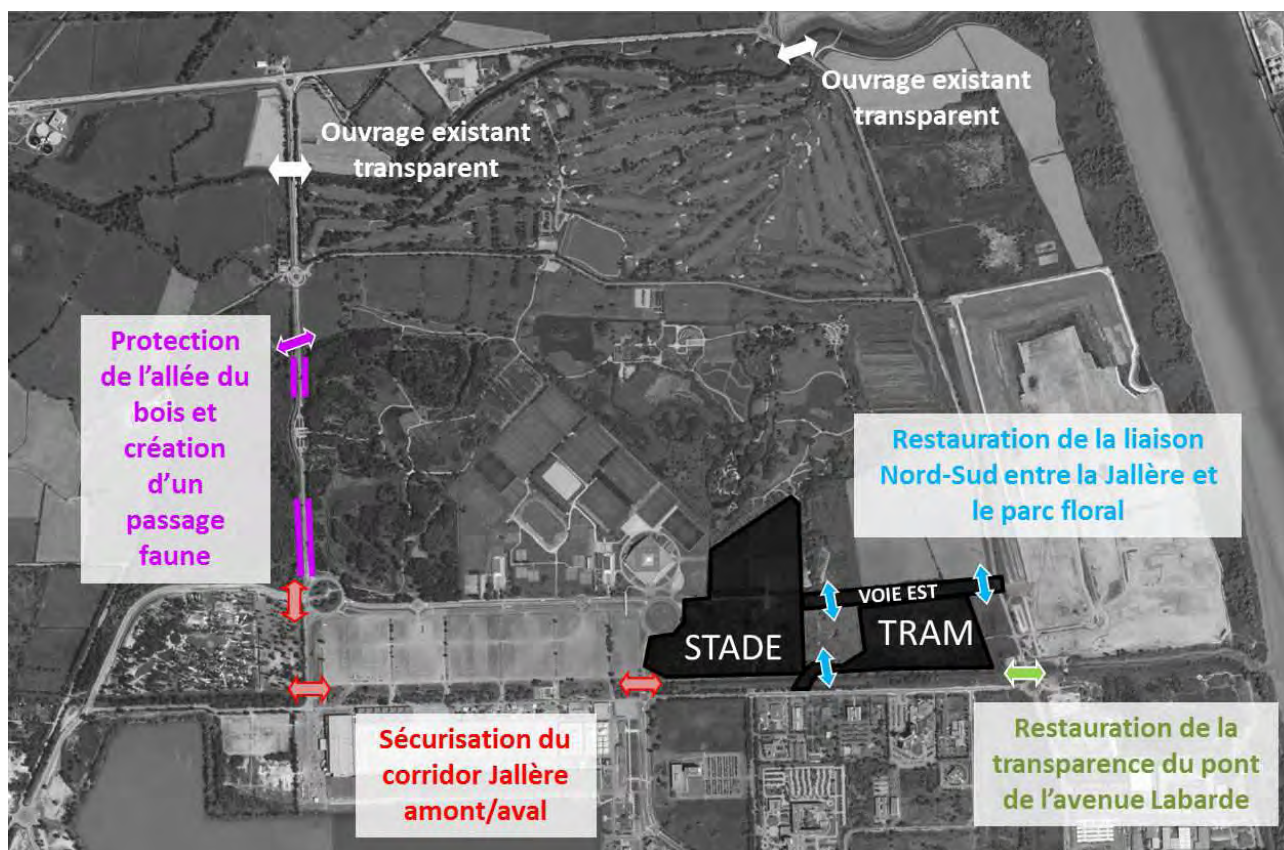
- Intégrer les prescriptions du présent arrêté dès la phase étude ;
- Déployer ces engagements jusqu'au niveau opérationnel. Ces procédures sont spécifiques à chaque activité susceptible d'avoir une incidence et constituent, dans leur ensemble, un cahier des charges imposant un mode opératoire précis ;
- Suivre la bonne exécution des prescriptions spécifiques à la phase travaux ;
- Caler les emprises sur le terrain et notamment piqueter les milieux à préserver ;
- Former le personnel technique de la CUB et des entreprises sous-traitantes ;
- Suivre la remise en état (vérification de la bonne conduite des plantations, de la suppression des pistes chantier...).

Un plan, consignant les modalités de mise en œuvre de ces opérations, devra être réalisé sous la conduite de plusieurs ingénieurs écologues expérimentés dans les programmes de restauration écologique et le suivi de chantiers. Il devra être transmis à la DREAL.

Le bénéficiaire impose aux entreprises réalisant les travaux d'appliquer les dispositions du présent arrêté. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (PRE).

ARTICLE 15 : Création de passages faunes

La CUB mettra en place des passages faunes sur les secteurs cartographiés ci-dessous identifiés par des flèches.



ARTICLE 16: Suivi

Un suivi sera mis en place afin d'évaluer l'efficacité des passages faunes ainsi que des mesures de compensation.

TITRE III. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 17 : Comité scientifique

Un comité scientifique de suivi sera mis en place. Il devra inclure un représentant du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel.

La composition de ce comité scientifique sera proposée par le bénéficiaire de la dérogation et soumise à validation de la DREAL.

Ce comité est chargé d'orienter les axes des différents plans de gestion et des protocoles de suivi des mesures de réduction et de compensation à mettre en oeuvre.

Pendant le chantier, puis en phase d'exploitation, ce comité devra suivre la réalisation des mesures de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi conditionnant la présente dérogation.

Les protocoles de suivi scientifique seront mis en place après avis du CSRPN et validation par la DREAL.

ARTICLE 18 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet du département et à la DREAL les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, la CUB devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 19 : Sanctions et contrôle

Sous réserve de souscrire aux règles de sécurité imposées par les services de sécurité dans le cadre des travaux, les agents chargés de la police de la nature auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

La DREAL, la DDTM, et les services départementaux de l'ONEMA et de l'ONCFS peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels, cartographiques. Le bénéficiaire permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

ARTICLE 20 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, la contribution pour l'aide juridique de 35 euros prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée, sauf justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 21 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Gironde, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 19 juillet 2012
Le Préfet

Signé Patrick STEFANINI



PRÉFET DE LA **G**IRONDE

PRÉFET DES **L**ANDES

ARRÊTÉ DU 20 JUILLET 2012

ARRETE n°18/2012
portant dérogation à l'interdiction de destruction
d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de
destruction d'espèces végétales protégées

TIGF – Canalisation de transport de gaz Lussagnet –
Captieux – projet Girland

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

PRÉFET DE LA GIRONDE

CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR

OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DES LANDES

CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR

OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** l'arrêté en date du 13 février 2012 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 25 juin 2012 de M. le Préfet, secrétaire général de la Préfecture des Landes, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 411-2 et R. 411-1 à R. 411-14,
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{de} de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire DNP n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),

1/14

- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98-1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces, déposée par TIGF le 23 janvier 2012,
- VU** l'avis du Conseil National de Protection de la Nature du 16 avril 2012,

CONSIDERANT que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou à la dégradation des aires de repos et des sites de reproduction ainsi qu'à la destruction et à la perturbation intentionnelle de spécimens de ces espèces ;

Table des matières

TITRE 1 OBJET ET NATURE DE LA DEROGATION

Article 1 : Objet de la dérogation

Article 2 : Nature de la dérogation

TITRE 2 PRESCRIPTIONS

✓ SECTION 1 – PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER

Article 3 : Durée de la phase chantier

Article 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisement et débroussaillage) et les travaux en cours d'eau

Article 5 : Plan et planning du chantier

Article 6 : Mise en défens – Balisage

Article 6.1. Petite faune

Article 6.2. Stations botaniques

Article 6.3. Identification et protection des arbres remarquables

Article 7 : Création de la piste de travail

Article 7-1 : Abattage des arbres et ouverture dans les boisements

Article 7-2 : Ouverture des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques

Article 7-3 : Préservation de l'horizon humifère au niveau de la tranchée

Article 8 : Protection des milieux au sein de l'emprise chantier et remise en état

Article 9 : Déplacement d'individus

Article 9.1. : Spécimens piégés dans l'emprise chantier (petite faune)

Article 9.2. : Pêches de sauvegarde pour les populations d'Ecrevisse à pieds blancs

Article 9.3. : Pêches de sauvetage lors des passages en souille

Article 10 : Gestion des espèces invasives

Article 11 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

✓ **SECTION 2 – MESURES DE COMPENSATION**

Article 12 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

Article 13 : Calendrier de mise en oeuvre

✓ **SECTION 3 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

Article 14 : Assistance environnementale

Article 15 : Suivi

Article 16 : Réalisation d'un plan de gestion de la bande de servitude

TITRE 3 DISPOSITIONS GENERALES

Article 17 : Comité interdépartemental de suivi

Article 18 : Déclaration des incidents ou accidents

Article 19 : Sanctions et contrôles

Article 20 : Voies et délais de recours

Article 21 : Exécution

ARRÊTENT

TITRE I – OBJET DE LA DEROGATION

ARTICLE 1 : Objet de la dérogation

Le bénéficiaire de la dérogation est TIGF, dont le siège social est situé 49 avenue Dufau BP 522, 64 010 PAU Cedex, dans le cadre du projet de canalisation de gaz entre Lussagnet et Captieux.

Ce projet comprend les opérations suivantes :

- la réalisation d'une nouvelle infrastructure de transport de gaz sur un linéaire de 58 km dont le creusement d'une tranchée ;
- les installations permettant la mise en place de la canalisation (base travaux, base de maintenance...) ;
- les éléments connexes d'insertion dans l'environnement (mesures de protection de la ressource en eau, mesures de génie écologique, mesures environnementales compensatoires...) ;
- exploitation de l'infrastructure ;

ARTICLE 2 : Nature de la dérogation

Au sein de l'emprise travaux, telle que présentée dans le dossier de demande de dérogation déposé le 23 janvier 2012, la société TIGF est autorisée, et sous réserve des conditions énoncées aux articles suivants, à déroger aux interdictions suivantes :

- destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos (espèce animale) pour le Cuivré des marais *Lycaena dispar* pour une surface de 0,23 ha.

TITRE II. PRESCRIPTIONS

SECTION 1 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER

Durant la phase chantier, TIGF est tenu de mettre en oeuvre les mesures de réduction d'impact conformément au dossier de demande de dérogation, notamment les mesures suivantes.

ARTICLE 3 : Durée de la phase chantier

Les travaux pourront se dérouler jusqu'au 31 décembre 2013.

ARTICLE 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisements et débroussaillage) et les travaux en cours d'eau

La planification des opérations de défrichement et de libération des emprises (décapage des sols, destruction de la végétation) tiendra compte de toutes les composantes biologiques des espèces protégées inféodées aux habitats concernés. Les interventions seront programmées hors périodes de repos et/ou de reproduction de la faune.

Ainsi les travaux de défrichement et d'abattage d'arbres isolés sont interdits de la période allant du 1er mars au 31 août d'une même année.

Les ouvertures de piste seront réalisées :

- dans les zones boisées, dans les 48 heures après la réalisation du déboisement ;
- dans les milieux ouverts entre janvier et mai.

Pour les sites les plus sensibles, le calendrier respectera les périodes prévues par le tableau situé en annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Plan et planning du chantier

Le planning mensuel prévisionnel des interventions (mise en défens, défrichements, interventions sur les cours d'eau, terrassements, gestion des espèces invasives, interventions des écologues, ...) sera transmis à la DREAL.

Ce planning sera accompagné de plans localisant de façon précise les différentes opérations.

Les délais de transmission de ces documents seront de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre**, pour que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

ARTICLE 6 : Mise en défens - Balisage

Les modalités fines de mise en œuvre des mesures décrites ci-après doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures sera en outre porté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 11 du présent arrêté.

L'ensemble des sites et cours d'eau concernés est présenté en annexe 2.

6.1. Petite faune

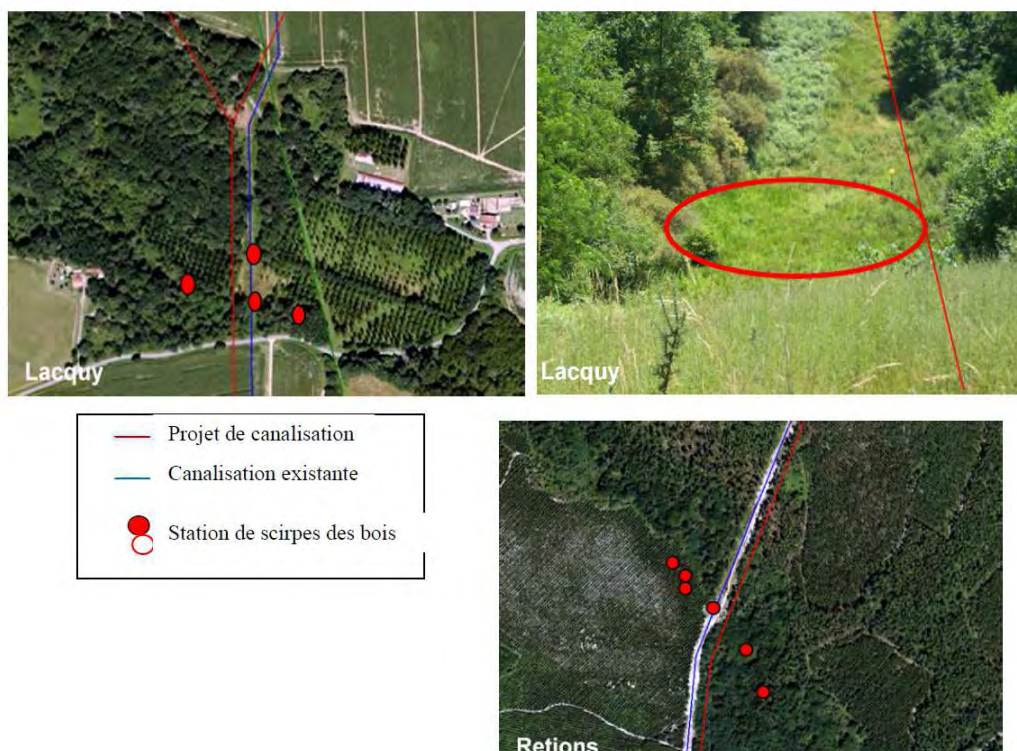
L'emprise chantier sera limitée par la mise en place d'un balisage et la mise en défens des zones sensibles, notamment le long des cours d'eau et au niveau du fossé de Lacquy "Laperche" tels que cartographiés dans le dossier de demande de dérogation. Un linéaire de bâche sera posé afin d'empêcher la pénétration d'amphibiens sur l'emprise. Il sera implanté en moyenne sur 50 m de part et d'autre du site impacté pour toute la durée des travaux en attendant la pose des clôtures définitives. La longueur de cette clôture sera adaptée au cas par cas en fonction de la topographie, du contexte du cours d'eau, des accessibilités, de la visibilité et du risque pour les ouvriers lors de la circulation. Ces bâches en géotextile ou géomembranes devront être remplacées dès qu'elles n'assureront plus leur rôle de barrière étanche. Elles devront présenter une hauteur minimale de 30 cm et être enterrées sur 10 cm minimum. Un bourrelet de terre assurera l'étanchéité. Un écologue devra s'assurer du bon entretien de ces bâches et devra transférer les éventuels individus piégés à l'intérieur de l'emprise vers des milieux propices. Ces déplacements seront réalisés dans les conditions fixées à l'article 9 du présent arrêté.

Au niveau du site d'Hartaou fréquenté par la Cistude d'Europe, une clôture de 80 cm de hauteur, dont 60 cm hors sol, avec bavolet de 10 cm, et 10 cm enterrés, à maille de 5 mm x 5 mm sera mise en place pour délimiter l'emprise chantier.

6.2 Stations botaniques

Afin de garantir la préservation et la pérennité des stations d'espèces végétales protégées situées en bordure de la future piste de chantier, TIGF est tenu d'assurer la mise en défens des stations botaniques des espèces suivantes :

- *Drosera intermedia* localisée située le long du ruisseau de la Lande ;
- Scirpe des bois *Scirpus sylvaticus* localisée le long des ruisseaux de Lacquy et de Chin et du Retjons.



Le confinement des stations sera réalisé par la mise en place :

- de barrières de chantier (de type fil de fer et/ou grillage de 1,50 à 1,80 m de hauteur). Ces barrières seront installées en limite d'emprise de travaux ou en limite de la station d'espèce suivant les cas ;
- de panneaux de signalisation de la station botanique.

Aucun engin de travaux et aucun personnel de chantier ne seront autorisés à pénétrer dans les stations botaniques.

6.3 Identification et protection des arbres remarquables

Avant l'aménagement de la piste de travail, les arbres constituant la ripisylve, les formations végétales, les espèces végétales protégées ou les autres objets à préserver (mares, gîtes, arbres remarquables...) seront identifiés et délimités avec du ruban à chantier. Les arbres et les racines en bordure de zone de travail, susceptibles d'être blessés feront l'objet d'une protection physique adéquate.

Au niveau des allées forestières du château de Lacquy, les arbres, gîtes potentiels pour les chiroptères, seront identifiés par un chiroptérologue au préalable des opérations de défrichement. Ces arbres seront marqués et feront l'objet d'une protection physique.

ARTICLE 7 : Création de la piste de travail

Les modalités fines de mise en œuvre des mesures décrites ci-après doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures seront en outre portées au journal de bord du chantier, conformément à l'article 11 du présent arrêté.

7.1. Abattage des arbres et ouverture dans les boisements

L'abattage des arbres ainsi que les ouvertures dans les boisements sont effectués de façon à éviter les dégâts aux arbres voisins, plantations, cultures, constructions. Seuls sont abattus les arbres dont le pied est situé dans l'emprise de la piste de travail. Un élagage des basses branches peut s'avérer nécessaire pour

les arbres en limite d'emprise. Dans la mesure du possible, TIGF évite les plus beaux sujets. Dans l'état des lieux avant travaux, une sélection est réalisée en présence du propriétaire et d'un écologue.

Les arbres composant la ripisylve des cours d'eau sont bûcheronnés mais ne sont pas dessouchés. Leur système racinaire reste en place et maintient ainsi la berge pendant toute la durée des travaux. Seules les souches situées au niveau de la tranchée seront extraites au moment de la pose de la canalisation.

7.2. Ouvertures des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques

Lorsque le chantier intercepte des habitats favorables aux mammifères semi-aquatiques, les préconisations dans la mise en œuvre des premières étapes du chantier ont pour objectif d'éviter que des animaux ne soient tués lors de l'enlèvement de la végétation hygrophile ou qu'ils ne reviennent sur place. Deux possibilités sont proposées et sont mises en œuvre en fonction des surfaces concernées :

Dans le cas de petites surfaces ou linéaires de fossés de drainage, d'écoulements de type « crastes » ou petits ruisseaux :

- phase 1, débroussaillage de la zone à la débroussailleuse à dos pour dégager la végétation dense qui peut servir de gîte ;
- phase 2, abattage des arbres à la tronçonneuse effectué sur l'ensemble de l'emprise chantier avant toute intervention d'engins de terrassements ;
- phase 3, son enlèvement immédiat de tous les bois de la zone humide de manière à éviter que l'entassement ne devienne un gîte potentiel pour le Vison d'Europe ou la Loutre ;
- phase 4, la zone totalement déboisée, les dessouchages peuvent commencer. Les souches sont également extraites de la zone inondable pour éviter qu'elles ne deviennent une zone de gîte ;
- phase 5, une fois ces étapes franchies, l'ouverture des pistes peut être engagée.

Les phases 1 à 5 doivent être opérées dans des délais relativement courts pour éviter qu'entre chaque phase, la végétation basse hygrophile ne repousse. Le degré d'hygrométrie de la zone permet une revégétalisation très rapide.

Dans le cas de surfaces unitaires de plus grande importance, des modalités mécaniques adaptées sont mises en place.

La délimitation des zones devant faire l'objet de ce phasage et les modalités fines de sa mise en œuvre doivent être définies par un spécialiste de ces espèces. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de l'intervention de ce spécialiste et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

7.3. Préservation de l'horizon humifère au niveau de la tranchée

Avant la réalisation de la tranchée, l'horizon humifère (15-20 premiers centimètres du sol selon les types d'habitats naturels) est prélevé au niveau de la future tranchée et stocké sur une partie de la piste de travail. Dans les cours d'eau, la couche de surface sera prélevée mécaniquement et stockée dans un premier temps. Puis le substrat de fond de fouille sera extrait et stocké séparément.

Les terres de l'horizon de surface seront stockées en merlons ou en tas qui ne devront pas dépasser 1 m de hauteur. Lors de l'ouverture de la tranchée, la terre de fond de fouille sera prélevée et stockée à son tour en un tas distinct.

Lors du remblaiement, les différents horizons du sol (terre de fond de fouille puis horizon humifère) seront remis en place dans l'ordre initial.

ARTICLE 8 : Protection des milieux au sein de l'emprise chantier et remise en état

Au sein de l'emprise définie au dossier, les installations de chantier principales, notamment les accès et pistes, le réseau d'assainissement, les zones de stockage de matériaux, les bases travaux, éviteront les impacts sur les zones d'habitats d'espèces protégées, telles que définies dans le dossier.

Cette limitation de l'emprise se traduira par la mise en place de dispositifs de protection conformément à l'article 6 et installés dès le début du chantier.

En outre, la mise en œuvre de cette mesure sera intégrée aux plans et planning de travaux, selon les conditions fixées par les articles 4 et 5.

Dans les stations les plus sensibles, en particulier landes humides, boisements hygrophiles, la DREAL pourra prescrire la pose d'un géotextile sur les milieux naturels pour protéger la strate sous-jacente et permettre une réelle extraction totale de tous les matériaux extérieurs.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le bénéficiaire enlèvera tous les décombres, terres, dépôts de matériaux provisoires et déchets qui pourraient subsister.

Pour tous les ouvrages temporaires (piste d'accès, passage busé provisoire sur cours d'eau) dont l'implantation a été autorisée provisoirement dans les zones humides, il est exigé de remettre en état les sites à l'issue de la phase de chantier en rétablissant les fonctionnalités optimales de ces zones humides ou inondables des berges et lits mineurs impactés, conformément aux recommandations de l'ONEMA.

Les thalwegs et cours d'eau feront également l'objet d'une remise en état à l'issue des travaux permettant de retrouver, conformément aux recommandations de l'ONEMA, les conditions optimales de pente, de profil en long et en travers et de granulométrie du fond de thalweg.

ARTICLE 9 : Déplacements d'individus

Les personnes devant réaliser ces transferts devront avoir obtenu au préalable une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

L'ensemble de ces déplacements sera porté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 11 du présent arrêté.

9.1. Spécimens piégés dans l'emprise chantier (petite faune)

Le bénéficiaire mettra en place des mesures de sauvetage en phase chantier pour les reptiles et les amphibiens. Les animaux seront transférés dans des sites existants favorables, ou dans des mares ou plans d'eau de substitution. Les déplacements seront programmés avant les travaux, en période favorable pour ces espèces.

Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance des opérations planifiées et seront rendus destinataires des comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'opération.

9.2. Pêches de sauvegarde pour les populations d'Ecrevisse à pieds blancs

En cas de pêches électriques, une autorisation spécifique est demandée auprès de la DDTM compétente (Service en charge de la police de l'eau) au moins 1 mois avant la réalisation de ces pêches. La demande comprend les informations suivantes :

- coordonnées du demandeur ;
- le responsable de l'exécution matérielle (nommer les personnes intervenants sur la pêche et la ou les personnes qui pilotent la pêche) ;
- l'objet de l'opération ;
- la commune et le département ;
- le ou les cours d'eau concernés ;
- la validité (période d'intervention souhaitée) ;
- les moyens de capture prévus (épuisettes – filets – pêche électrique) ;
- la destination du poisson (et moyens utilisés pour le transport du poisson vivant si nécessaire).

Le bénéficiaire informera, avant chaque opération de sauvetage, la DREAL, l'ONEMA et l'ONCFS qui seront également rendus destinataires des comptes-rendus de ces opérations dans un délai maximum de 15 jours après l'intervention.

9.3. Pêches de sauvegarde lors des passages en souille

Des pêches électriques de sauvetage sont mises en œuvre sur les cours d'eau traversés en souille et présentant un écoulement au moment des travaux. Ces pêches interviendront pour chaque cours d'eau sur tout le linéaire de la zone de chantier, entre les deux batardeaux.

Ces pêches se dérouleront :

- avant le lancement des pompes nécessaires à la réduction du niveau d'eau dans la zone de travail;
- puis tout au long de la baisse du niveau d'eau.

Les protocoles de pêche, les sites d'accueil et les modalités de suivi seront soumis à la validation préalable de la DREAL. Leur délai de transmission est de 8 semaines afin que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des opérations.

De même, le bénéficiaire informera, avant chaque opération de sauvetage, la DREAL, l'ONEMA et l'ONCFS qui seront également rendus destinataires des comptes-rendus de ces opérations dans un délai maximum de 15 jours après l'intervention.

ARTICLE 10 : Gestion des espèces invasives

Toutes les dispositions de prévention, éradication et confinement seront prises pour éviter une dissémination d'espèces invasives, notamment végétales, dans l'aire des travaux :

- formation du personnel de chantier à la reconnaissance des plantes invasives et aux mesures de prévention permettant de lutter contre la dissémination des espèces exotiques envahissantes.

- interdiction d'utiliser les herbicides pour maîtriser la dissémination des espèces concernées.

- balisage des zones de présence d'espèces invasives :

- Zones identifiées avant le démarrage des travaux : Les secteurs concernés par la présence d'espèces invasives seront identifiés et matérialisés au préalable par un écologue. Un périmètre de sécurité de 10 m sera établi et une clôture physique ou des panneaux signalétiques, conformément aux modalités précisées à l'article 6, seront mis en place avant toute autre activité. Aucun engin ou véhicule ne pénétrera dans ces zones sans l'accord du chargé d'environnement.

- Zones identifiées en cours de travaux : en cas d'apparition d'espèces invasives en cours de travaux ou de détection d'une zone non préalablement identifiée, la zone sera mise en défens selon les modalités présentées à l'article 6. Les informations seront en outre transmises au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

- interdiction de mélange ou de transfert de terres entre les secteurs infestés de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes.

- modalités particulières pour les espèces à diffusion par graines, telle que l'Ambroisie :

- Sur les sites où ce type d'espèce est présente dans les emprises de chantier avant les travaux : fauchage ou arrachage avant la floraison,

- Concernant les stocks de terre végétale : en fonction de la durée du stockage, soit enherbement temporaire soit surveillance régulière de l'apparition de pousses de ce type d'espèce et arrachage au fur et à mesure.

- modalités particulières pour les espèces à diffusion par multiplication végétative par rhizomes et boutures (exemples : Renouée du Japon, Berce du Caucase, Jussies...) :

- Jussies et autres plantes aquatiques : les transferts d'eau, de végétation et de sédiments sont interdits dans les secteurs infestés lors de la création de mares.

Par précaution, avant le début des travaux sur un cours d'eau, les produits végétaux seront arrachés avec précaution, puis éliminés par un procédé rigoureux évitant tout risque de diffusion (séchage, mise en décharge, incinération, compostage).

- Renouée du Japon :

- pour les terres nouvellement et faiblement infestées : arrachage des pieds;

- pour les terres fortement infestées en zone de déblais : décapage de la couche superficielle (sur une épaisseur maximum de 3 m selon les besoins du déblai), évacuation

immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non contaminés pour éviter toute reprise des plantes ;
- pour les terres fortement infestées en zone de remblais : couverture des terres infestées laissées en place par des matériaux sains sur une hauteur d'au moins 4 m. Si les conditions géotechniques ne le permettent pas, décapage de la couche superficielle devant être purgée, évacuation immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non infestés pour éviter toute reprise des plantes.

- nettoyage au jet d'eau haute pression des engins et matériels de chantier ayant participé aux travaux de terrassement en zone infestée, suivi d'une inspection visuelle pour s'assurer de l'absence de fragments de végétaux et de sédiments susceptibles de contaminer d'autres sites.

La liste, non exhaustive, des espèces concernées est la suivante : *Ambrosia artemisiifolia* (Ambroisie), *Fallopia japonica* (Renouée du Japon), *Phytolacca americana* (Raisin d'Amérique), *Ailanthus altissima* (Ailante), *Ludwigia* sp. (Jussies), *Phelypaea ramosa* (Orobanche rameuse), *Heracleum mantegazzianum* (Berce du Caucase), *Buddleja davidii* (Arbre à papillon) et *Robinia pseudoacacia* (Robinier faux-acacia). Cette liste sera complétée, en lien avec les Conservatoires Botaniques Nationaux, en fonction des données issues de la bibliographie et collectées sur le terrain.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées.

Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

Un protocole précis et actualisé de gestion des espèces invasives à l'échelle du chantier sera fourni aux DREAL pour validation la première année. Par la suite, un bilan annuel sera également fourni.

ARTICLE 11 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

Le bénéficiaire est tenu d'établir et de transmettre à la DREAL, mensuellement, un journal de bord des travaux, précisant notamment le planning et le plan du chantier, les enjeux relatifs aux espèces, l'enchaînement des phases et les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté.

Ce document (journal de bord) indiquera, en outre, tout accident ou incident survenu sur le chantier et susceptible de porter atteinte aux espèces protégées et/ou à leurs habitats.

SECTION 2 – MESURES DE COMPENSATION

TIGF est tenu de mettre en œuvre les mesures de compensation telles que décrites dans le dossier dont :

ARTICLE 12 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

TIGF est tenu de mettre en œuvre les mesures de compensation telles que prévues dans le dossier de demande. Elle devra réaliser la sécurisation foncière de :

- **2,2 hectares** d'habitats favorables au Vison d'Europe (*Mustela lutreola*) et à la Loutre d'Europe (*Lutra lutra*) au sein de la tourbière de Sarbazan ;
- **1,37 hectares** d'habitats favorables au Cuivré des marais (*Lycaena dispar*) au sein de l'espace rivulaire du Ludon ;
- **0,78 hectares** de zones humides ;
- **3 hectares** de plantations de feuillus ;
- restauration des berges du Caillaou sur **250 m**.

Les sites de compensation devront être recherchés en priorité au sein des secteurs présentés en annexe. Ces terrains feront l'objet d'une gestion conservatoire par un organisme qualifié sur une durée de 25 ans. Un plan de gestion sera élaboré.

Les sites de compensation devront avoir été validés avant leur sécurisation par la DREAL. Il en sera de même pour le plan de gestion qui sera soumis à validation de la DREAL. En particulier, la cartographie sous Système d'Information Géographique de chaque site de compensation devra être transmise à la DREAL dès validation d'un site.

Au cas par cas, un site pourra être comptabilisé pour la compensation d'une à plusieurs espèces.

Les terrains acquis dans le cadre des compensations prévues au présent arrêté feront l'objet d'une rétrocession à titre gracieux à une structure agréée au sens de l'article L. 141-1 du code de l'environnement ayant pour mission la conservation de la biodiversité ou seront intégrés dans les biens de retour de la concession.

ARTICLE 13 : Calendrier de mise en oeuvre

La sécurisation des sites de compensation et la rédaction des plans de gestion devront avoir été réalisées dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

SECTION 4 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

ARTICLE 14 : Assistance environnementale

TIGF mettra en œuvre un suivi environnemental du chantier organisé afin que soient assurées les opérations suivantes :

- Intégrer les prescriptions du présent arrêté dès la phase étude ;
- Déployer ces engagements jusqu'au niveau opérationnel par l'élaboration de Procédures Particulières Environnementales (PPE). Ces procédures sont spécifiques à chaque activité susceptible d'avoir une incidence et constituent, dans leur ensemble, un cahier des charges imposant un mode opératoire précis ;
- Suivre la bonne exécution des prescriptions spécifiques à la phase travaux ;
- Caler les emprises sur le terrain et notamment piqueter les milieux à préserver ;
- Former le personnel technique de TIGF et des entreprises sous-traitantes ;
- Suivre la remise en état (vérification de la bonne conduite des plantations, de la suppression des pistes chantier...).

Un plan, consignant les modalités de mise en œuvre de ces opérations, devra être réalisé sous la conduite de plusieurs ingénieurs écologues expérimentés dans les programmes de restauration écologique et le suivi de chantiers.

Les Procédures Particulières Environnementales (PPE) devront être transmises à la DREAL tous les mois.

Le bénéficiaire impose aux entreprises réalisant les travaux d'appliquer les dispositions du présent arrêté. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (PRE).

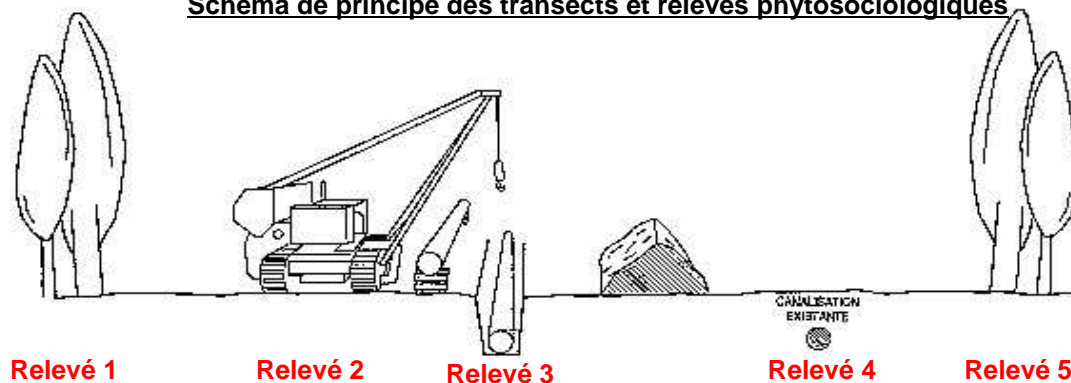
ARTICLE 15 : Suivi

Un suivi des milieux naturels d'intérêt sera mis en place la première et la deuxième année, puis sur vingt ans tous les 3 ans. Un passage annuel pourra être envisagé pour certains milieux patrimoniaux.

Les sites retenus pour ce suivi devront avoir été validés par la DREAL.

Pour chacun des sites, un ou plusieurs transects seront définis. Les relevés phytosociologiques seront réalisés selon le schéma ci-dessous :

Schéma de principe des transects et relevés phytosociologiques



La méthode pour évaluer la cicatrisation du milieu reposera sur :

- des relevés phytosociologiques étudiant la hauteur et le recouvrement de chaque strate végétative, le recouvrement des espèces dominantes, la description des types biologiques dominants et la composition floristique ;
- des comparaisons photographiques entre les physionomies des bandes et des zones témoins, l'évaluation de la cicatrisation paysagère.

ARTICLE 16 : Réalisation d'un plan de gestion de la bande de servitude

Un plan de gestion pour l'entretien de la bande de servitude sera mis en place visant à une gestion raisonnée. Ce document intégrera les périodes et fréquences d'intervention à respecter, le type de matériel à utiliser, les pratiques à suivre, les bonnes pratiques liées aux zones sensibles écologiquement, les fiches spécifiques pour la reconnaissance et la gestion des espèces invasives, ...

TITRE 3 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 17 : Comité interdépartemental de suivi

Il est mis en place, sous la présidence de la DREAL, un comité inter-départemental de suivi des mesures du présent arrêté. Ce comité composé de représentants des services de l'Etat, de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, de l'Office National de Chasse et de la Faune Sauvage, de représentants du demandeur et, en tant que de besoin, d'experts désignés par l'Etat, est chargé du contrôle de la mise en oeuvre effective des mesures du présent arrêté.

Pendant le chantier, puis en phase d'exploitation, ce comité devra suivre la réalisation des mesures de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi conditionnant la présente dérogation.

TIGF devra présenter un bilan annuel devant ce comité.

Ce rapport, en s'appuyant notamment sur le journal de bord visé à l'article 11 devra établir le bilan de l'avancement du chantier et de l'avancement de la mise en oeuvre des différentes prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 18 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au Préfet du département et à la DREAL les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, TIGF devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 19 : Sanctions et contrôle

Sous réserve de souscrire aux règles de sécurité imposées par les services de sécurité dans le cadre des travaux, les agents chargés de la police de la nature auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

La DREAL, les DDT, et les services départementaux de l'ONEMA et de l'ONCFS peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels, cartographiques. Le bénéficiaire permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

ARTICLE 20 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, la contribution pour l'aide juridique de 35 euros prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée, sauf justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 21 : Exécution

Les Secrétaires généraux des préfectures des Landes et de la Gironde, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, les Directeurs Départementaux des Territoires et de la Mer des Landes et de la Gironde, les chefs de services départementaux de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, les chefs de services départementaux de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 20 juillet

Pour les Préfets et par délégation,
Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine,
Le Chef du Service Patrimoine Ressource Eau Biodiversité

Signé Marie-Françoise BAZERQUE

Les annexes sont consultables à la DREAL Aquitaine



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
DE LA GIRONDE**

Service Eau et Nature

*Arrêté de mise en demeure n° 2012/07/25-64
(article L 216.1 du code de l'environnement)*

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

VU le code de l'environnement et notamment le Livre II ainsi que les articles L.216-1, L.216-1-1 et R.214-1 à R.214-56 relatifs à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration et aux procédures d'autorisation et de déclaration,

VU le code de la santé publique,

VU le schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour Garonne approuvé le 1er décembre 2009,

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvement soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. et la 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvement soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. et la 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU le contrôle effectué en date du 27 juin 2012, sur le site du chantier de l'Auditorium de Bordeaux sis Cours Georges Clémenceau sur la commune de BORDEAUX, réalisé par les agents du service de police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer la Gironde avec un rappel à la réglementation,

VU le courrier adressé à la S.N.C. BROCHON PUY PAULIN en date du 29 juin 2012,

CONSIDERANT que la société S.N.C. BROCHON PUY PAULIN a réalisé des travaux d'aménagement relevant au minimum de la déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0. (ouvrage souterrain en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines) du Code de l'Environnement sur la commune de BORDEAUX sans avoir fait l'objet de la déclaration requise par l'article L.214-3 du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT que les travaux d'aménagement réalisés par la société S.N.C. BROCHON PUY PAULIN peuvent avoir un impact sur l'eau et le milieu aquatique,

CONSIDERANT la nécessité de régulariser la situation administrative de ces aménagements dans le but de les réglementer,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – la société S.N.C. BROCHON PUY PAULIN, représentée par Monsieur Pierre BOUCHACOURT, Directeur, demeurant 2 cours de l'intendance – 33000 BORDEAUX, est mise en demeure :

- de régulariser, dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'ouvrage de prélèvement à partir du formulaire qui lui est transmis par le service police de l'eau et ce conformément aux articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement comportant l'ensemble des pièces mentionnées aux articles R214-32 et suivants du Code de l'Environnement permettant de régulariser la situation administrative de l'ouvrage effectué en lieu et place d'un auditorium sis Cours de l'Intendance sur la commune de Bordeaux,
- de transmettre au service police de l'eau, dans les mêmes délais, une estimation des volumes prélevés depuis un mois et demi, la capacité des pompes (exprimées en m3/heure) et une identification de l'aquifère capté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera notifié à la société S.N.C. BROCHON PUY PAULIN.

En vue de l'information des tiers :

- il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde,
- une copie de cet arrêté sera affichée en mairie de BORDEAUX pendant un délai minimum d'un mois.

Un certificat attestant de l'information au public sera transmis par la mairie à la direction départementale des territoires et de la mer, au Service Nature Eau et Risques - Unité Eau et Milieux Aquatiques - Cité Administrative - BP 90 - 33 090 Bordeaux cedex.

ARTICLE 3 - Ainsi que prévu à l'article L. 216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans les conditions prévues à l'article L. 514-6 du même code.

ARTICLE 4 - Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

Monsieur le chef de la brigade de Gendarmerie spécialisée en Environnement,

Monsieur le chef départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

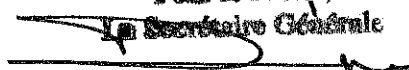
AMPLIATION du présent arrêté sera adressée pour information :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- au directeur de l'agence de l'eau Adour-Garonne,
- au chef départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- au président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Nappes Profondes de la Gironde,
- au maire de la commune de BORDEAUX.

Fait à Bordeaux, le *10 août 2012*
LE PREFET

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA GIRONDE

Arrêté n° SEN 2012/07/19-61

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA
MER

SERVICE EAU ET NATURE

UNITÉ EAU ET MILIEUX
AQUATIQUES

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
PORTANT PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT
LE MOULIN DU HAUT**

Commune de NOAILLAC

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le règlement européen RCE n°1100/2007 du 18 septembre 2007 et le Plan de Gestion Anguillé de la France,
- VU** le Code de l'Environnement, et en particulier, l'article L214-17 relatif au classement des cours d'eau et à la continuité écologique,
- VU** l'arrêté du 1^{er} décembre 2009 du Préfet de la Région Midi-Pyrénées, Coordonnateur du Bassin Adour-Garonne, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin ADOUR-GARONNE,
- Vu** l'arrêté préfectoral de réglementation daté du 4 septembre 1857,
- Vu** l'arrêté préfectoral modificatif du 9 septembre 1858 ramenant la longueur du déversoir de 8 à 7 m),
- Vu** le courrier du Préfet de la Gironde du 25 juin 1864 adressé aux Services des Ponts et Chaussées, chargés de la Police de l'eau, de sa décision de ne plus exiger la réalisation du vannage de décharge tel que défini dans l'Arrêté Préfectoral initial. Il accepte de fait l'abaissement de 0,27 m du radier du vannage existant réalisé par le pétitionnaire,
- VU** la demande de Monsieur BENTEJAC en date du 17 Novembre 2011 de réglementer l'ouvrage,
- VU** le calendrier d'ouverture et de fermeture du dispositif de franchissement proposé par Monsieur BENTEJAC pour le franchissement des anguilles,
- VU** l'arrêté préfectoral de délégation de signature de Monsieur Michel DUVETTE, directeur départemental des territoires et de la mer, en date du 02/05/2011,
- VU** l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature de Monsieur Michel DUVETTE, directeur départemental des territoires et de la mer, en date du 01/07/2012.

CONSIDÉRANT :

- Que le Moulin du Haut a une existence légale attestée par sa présence sur la carte de Belleyme n°35, et qu'à ce titre il bénéficie d'un droit fondé en titre,
- Qu'un droit fondé en titre vaut autorisation selon les articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'Environnement,
- Que le SDAGE identifie le LISOS comme axe migrateur, que ce cours d'eau est proposé au classement en liste 1 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement, et que la restauration de la circulation de l'anguille au Moulin du Haut sur le Lisos est conforme à ces enjeux,
- Que le propriétaire du Moulin du Haut prévoit de mettre en place un dispositif de franchissement basé sur un système de gestion de vannes permettant de rétablir la libre circulation piscicole pour l'anguille.

- Que le dispositif doit être fonctionnel lors des périodes de migrations des anguilles.

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER – Dispositif de franchissement piscicole

Le Moulin du Haut, situé sur la commune de Noaillac, est équipé d'un dispositif de franchissement par gestion de vannages / batardeaux avec un calendrier adapté.

Le propriétaire informe sans délai le Préfet des opérations de maintenance effectuées sur le dispositif, de tout problème se produisant sur l'ouvrage ou découlant de celui-ci, et met immédiatement en œuvre les mesures qui s'imposent pour y remédier.

ARTICLE 2 – Calendrier de Gestion du dispositif

Le dispositif est effectif au plus tard le 1er Avril 2012.

Sous réserve du respect des dispositions des articles 1 et 2 :

Pour la période du 1er Avril au 31 Août :

La fermeture autorisée des vannes ou la mise en place des batardeaux s'effectuera du dimanche 8h00 au lundi 20h00.

La limite maximum de mise en place des batardeaux devra être de 80 cm au dessus du seuil de du radier côté amont et maximum 0,557 m en dessous du bajoyer.

Tous les autres jours les vannes devront être ouvertes ou batardeaux enlevés : seuil du radier coté amont à la cote 1,406 par rapport au haut des bajoyers.

Pendant la période de migration les vannes devront être fermées au maximum 2 jours consécutif par semaines (le dimanche et le lundi).

Le reste de l'année, les vannes pourront être fermées ou des batardeaux pourront être mis en place quel que soit le nombre de jours successifs.

ARTICLE 3 – Modification du dispositif de franchissement

Afin de mesurer l'efficacité de cette gestion par vannes, au minimum un suivi de pêches électriques sera effectué en 2012 par MIGADO en aval des vannes et au niveau de l'obstacle amont en période de migration de l'anguille (au printemps et en été).

ARTICLE 4 – Modification du dispositif de franchissement

Toute modification ultérieure du dispositif de franchissement envisagée par le propriétaire du Moulin du Haut et pouvant avoir une incidence sur les migrations piscicoles devra être validée préalablement par le service de police de l'eau avant la réalisation des travaux.

ARTICLE 5 - Réserve des droits de tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 7 - Publication et information des tiers

Le présent arrêté est publié au Recueil des Actes Administratifs de la PREFECTURE et une copie est déposée à la mairie de Noaillac pour y être consultée.

Un extrait de l'arrêté énumérant les principales prescriptions auxquelles les installations sont soumises est affiché dans la mairie de Noaillac pendant une durée minimum d'UN MOIS. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire.

Une ampliation du présent arrêté est adressée au propriétaire du moulin du Haut.

Un avis est inséré par les soins du Service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques et aux frais du permissionnaire dans deux journaux locaux du département.

ARTICLE 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Bordeaux à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 9 – Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

Le Sous-Préfet de Langon,

Le Maire de la commune de Noaillac,

Le Chef du Service départemental de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Gironde,

Le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

Le Commandant du groupement de la Gendarmerie de la Gironde,

L'ensemble des agents habilités pour la police de l'eau et des milieux aquatiques,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 10 Août 2012

Pour le Préfet,

Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
et par délégation

Le Chef du Service de l'Eau et de la Nature

Paul COJOCARU



PRÉFET DE LA GIRONDE

PRÉFET DES LANDES

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

PRÉFET DU LOT-ET-GARONNE

PRÉFET DE LA DORDOGNE

ARRÊTE du 10 août 2012

ARRÊTE n°41 /2012
portant dérogation à l'interdiction de capture et relâcher d'espèces
animales protégées

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DES LANDES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

LE PRÉFET DU LOT-ET-GARONNE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DE LA DORDOGNE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** l'arrêté en date du 11 juin 2012 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 25 juin 2012 de M. le Préfet des Landes, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 6 février 2012 de M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,

- VU** l'arrêté en date du 8 février 2012 de M. le Préfet du Lot-et-Garonne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** l'arrêté en date du 29 février 2012 de M. le Préfet de la Dordogne, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 411-2 et R.411-6 à R.411-14,
- VU** l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant la liste des reptiles et amphibiens protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté du 21 juillet 1983 relatif à la protection des écrevisses autochtones,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{de} de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98/1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande complète de dérogation au régime de protection des espèces en date du 18 juin 2012,
- VU** l'avis favorable du Conseil National de Protection de la Nature en date du 22 juillet 2012,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Monsieur Xavier MONBAILLIU, du bureau d'études X. Monbailliu & Associés – BP 512, 83470 SAINT MAXIMIN - est autorisé à capturer puis relâcher, sur le territoire des cinq départements d'Aquitaine (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques), des spécimens des espèces animales protégées :

**Zygotères,
Lepidoptères,
Amphibiens,
Ecrevisse à pattes blanches** (*Austropotamobius pallipes*).

ARTICLE 2

Cette autorisation est accordée aux fins d'inventaires écologiques réalisés dans le cadre du programme de sécurisation mécanique des lignes à haute tension, mis en œuvre par Réseau de Transport d'Electricité (RTE) en région Aquitaine.

ARTICLE 3

Les modalités des opérations autorisées dans l'article 1 sont les suivantes :

- Les captures non sélectives d'écrevisses seront réalisées, de nuit, à l'aide de nasses en PVC. Les individus d'Ecrevisse à pattes blanches capturés seront relâchés le matin, après identification, à l'endroit précis de la capture. Les spécimens d'espèces exotiques seront identifiés puis détruits.
- Les amphibiens seront capturés au moyen d'une épuisette et seront lâchés immédiatement, après identification, à l'endroit précis de la capture.
Les épuisettes et des nasses seront désinfectées à l'aide d'un produit bactéricide et fongicide après chaque utilisation.
- Les rhopalocères et zygotères seront capturés au moyen d'un filet à papillon et seront lâchés immédiatement, après identification, à l'endroit précis de la capture.

ARTICLE 4

L'autorisation est valable de juin 2012 à août 2014.

ARTICLE 5

Un compte rendu annuel détaillé des opérations sera établi et transmis à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine.

En particulier, le rapport devra contenir les données naturalistes précises issues des opérations autorisées :

- le nom français et scientifique de l'espèce ;
- la localisation la plus précise possible de la station observée, au minimum sur un fond IGN au 1/25000°. La localisation pourra se faire sous la forme de points, de segments ou d'aires. Les données de localisation seront apportées en coordonnées Lambert II étendu, en Lambert 93 et en coordonnées longitude latitude (dms) ;
- la date d'observation ;
- l'auteur des observations ;
- les effectifs de l'espèce dans la station ;
- le stade de développement ;
- le sexe ;
- tout autre champ descriptif de la station ;
- d'éventuelles observations complémentaires (météorologie...).

ARTICLE 6

Monsieur Xavier MONBAILLIU précisera dans le cadre de ses publications que ses travaux ont été réalisés sous couvert d'une autorisation préfectorale relative aux espèces protégées.

ARTICLE 7

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 8

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Gironde, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, du Lot-et-Garonne et de la Dordogne ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, du Lot-et-Garonne et de la Dordogne.

Fait à Bordeaux, le 10 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Aquitaine

La Chef du Service Patrimoine, Ressources, Eau,
Biodiversité

Signé Signé Marie-Françoise BAZERQUE



PRÉFET DE LA GIRONDE

ARRÊTE du 10 août 2012

ARRÊTE n° 40 /2012 **portant dérogation à l'interdiction de capture d'espèces animales** **protégées**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** l'arrêté en date du 11 juin 2012 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L 411-2 et R.411-6 à R.411-14,
- VU** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{de} l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98/1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande complète de dérogation au régime de protection des espèces en date du 27 avril 2012,
- VU** l'avis favorable du Conseil National de Protection de la Nature en date du 23 juillet 2012,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le Dr Maarten VAN HELDEN, de l'ADERA VITINOV - Université de Bordeaux – Centre Condorcet BP 196, 33 608 PESSAC - est autorisé à capturer et détruire, sur le territoire des vignobles de St Emilion, sur les communes de St Emilion, St Sulpice-de-Faleyrens, Vignonet, St Christophe-des-Bardes, St Etienne-de-Lisse, St Laurent-des-Combes, St Pey-d'Armens, St Hippolyte, Lussac et Puisseguin, des spécimens des espèces animales protégées :

Grand Capricorne (*Cerambyx cerdo*),
Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*),
Fadet des laïches (*Coenonympha oedippus*),
Cuivré des marais (*Lycaena dispar*).

ARTICLE 2

Cette autorisation est accordée, dans le cadre du projet LIFE+ BioDiVine, en vue d'acquérir des connaissances sur la qualité écologique des paysages viticoles, notamment grâce à la capture non sélectives d'arthropodes.

ARTICLE 3

Les captures non sélectives d'arthropodes seront réalisées à l'aide de 25 pièges aériens, « Combi » et de 25 pièges au sol, « Pittfall », remplis d'eau salée et de produits vaisselles et disposés au sein de parcelles viticoles.

ARTICLE 4

L'autorisation est valable du 1er avril au 31 juillet pour la période 2012-2014.

ARTICLE 5

Un compte rendu annuel concernant les espèces protégées qui auraient été capturées sera établi et transmis à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

ARTICLE 6

Le cas échéant, le Dr Maarten VAN HELDEN précisera dans le cadre de ses publications que ses travaux ont été réalisés sous couvert d'une autorisation préfectorale relative aux espèces protégées.

ARTICLE 7

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 8

La Secrétaire générale de la préfecture de la Gironde ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Aquitaine
La Chef du Service Patrimoine, Ressources, Eau,
Biodiversité

Marie-Françoise BAZERQUE



PRÉFET DES LANDES

PRÉFET DE LA GIRONDE

PRÉFET DU GERS

GIRLAND
Canalisation de transport de gaz naturel
DN 900 Lussagnet – Captieux Est
et ses ouvrages annexes
(Postes de sectionnement de Lussagnet, Le Frêche, Retjons et Captieux Est)

ARRETE INTERPREFECTORAL
portant déclaration d'utilité publique des travaux
d'établissement de la canalisation de transport
de gaz naturel DN 900 Lussagnet – Captieux-Est
et de ses ouvrages annexes

Le Préfet des Landes, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite ;

Le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite ;

Le Préfet du Gers, Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite ;

VU le Code de l'Energie ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie et notamment son article 12 ;

VU la loi 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

VU la loi 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie ;

VU le décret n°70-492 du 11 juin 1970 modifié pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz ne nécessitant que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes ;

VU le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations ;

VU la demande déposée le 16 mai 2011 par TIGF auprès du Ministre de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie Numérique portant à la fois sur l'autorisation de transport de gaz naturel et la déclaration d'utilité publique ;

VU les lettres en date du 23 mai 2011 par lesquelles le Ministre de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie Numérique charge les préfets des départements concernés de l'instruction administrative du dossier et en attribue la coordination au préfet des Landes ;

VU l'avis du Commissariat Général du Développement Durable rendu le 25 octobre 2011 et complété le 19 mars 2012 ;

VU la clôture des consultations administratives sur la demande d'autorisation de transport de gaz et la demande de déclaration d'utilité publique dressée le 4 janvier 2012 par le Préfet des Landes ;

VU l'arrêté des Préfets des Landes, de la Gironde et du Gers du 30 mars 2012 prescrivant l'ouverture des enquêtes publiques conjointes ;

VU les conclusions et les avis favorables de la commission d'enquête en date du 5 juillet 2012 ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine en date du 16 juillet 2012 ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Midi-Pyrénées en date du 31 juillet 2012 ;

SUR propositions des secrétaires généraux des préfectures des Landes, de la Gironde et du Gers;

AR R E T E N T

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique, au profit de Total Infrastructures Gaz France, en vue de l'application des servitudes, les travaux d'établissement de la canalisation DN 900 Lussagnet – Captieux et de ses ouvrages annexes, conformément à la carte de tracé au 1/25000 ci-jointe qui restera annexée au présent arrêté (1)

La canalisation Lussagnet – Captieux d'une longueur de 58 km, d'un diamètre nominal de 900 mm supportera une pression maximale de service de 85 bar.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures des Landes, de la Gironde et du Gers et affiché dans les mairies des communes de Lussagnet, Hontanx, Bourdalat, Perquie, Arthez-d'Armagnac, Le Frêche, Lacquy, Saint-Justin, Sarbazan, Saint-Gor, Retjons, Bourriot-Bergonce, Captieux, Arue, Maillas, Giscos, Le Houga.

Un avis au public sera publié en caractères apparents, par les soins du préfet des Landes et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements concernés.

Article 3 :

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, MM. les Secrétaires Généraux des Préfectures des Landes et du Gers,
- MM. les Sous-Préfets de Langon et de Condom,
- MM. les Maires des communes de Lussagnet, Hontanx, Bourdalat, Perquie, Arthez-d'Armagnac, Le Frêche, Lacquy, Saint-Justin, Sarbazan, Saint-Gor, Retjons, Bourriot-Bergonce, Captieux, Arue, Maillas, Giscos, Le Houga,

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, Service Climat Energie,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Midi-Pyrénées, Service Territoires, Aménagement Energie et Logement,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- M. le Directeur Départemental des Territoires du Gers,
- Mme la Directrice Générale de Total Infrastructures Gaz France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Mont de Marsan, le 17 août 2012

Le Préfet des Landes
Claude MOREL

Pour le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
La Secrétaire Générale
Isabelle DILHAC

Pour le Préfet du Gers
Le Secrétaire Général
Christian CHASSAING

(1)– la carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services des préfectures des Landes, de la Gironde et du Gers et des Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine et Midi-Pyrénées.

Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

24 AOÛT 2012

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA
MER DE LA GIRONDE
Service Eau et Nature
Unité Police de l'Eau et des Milieux
aquatiques
Cellule Gestion Quantitative de
l'Eau
AGENCE REGIONALE DE SANTE
D'AQUITAINE
DELEGATION TERRITORIALE
DE LA GIRONDE
Pôle Santé Environnementale

ARRETE PREFECTORAL N°SEN2012/08/20-67

- portant autorisation d'urgence sur :
 - le prélèvement,
 - la distribution au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Forage « Cap de Bos F1 » commune de SAINT MEDARD EN JALLES

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

- VU le code de l'environnement, le Livre II - Titre I^{er} - relatif à la protection de l'eau et des milieux aquatiques et notamment les articles L.215-13 relatif à la dérivation des eaux, L. 211-1, L.211-3 et L. 214-1 à 214-9 et les articles R.211-1 à R.214-60 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration et R. 214-44 relatif aux travaux réalisés en urgence ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 et suivants et les articles R.1321-1 à R.1321-63 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er}/12/2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2003 approuvant le S.A.G.E. "Nappes Profondes en Gironde" ;
- VU l'avis de l'ANSES en date du 18 juillet 2011 concernant les risques sanitaire sur le paramètre perchlorates ;
- VU l'avis du ministère chargé de la santé en date du 28 juillet 2011 sur la gestion des risques sanitaires relatif à la présence de perchlorates dans les eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU l'avis favorable de la CLE en date du 21 juillet 2011 ;
- VU l'autorisation préfectorale du 2 août 2011 portant sur l'approfondissement du forage « Cap de Bos F1 » au titre de l'article R.214-44 du Code de l'Environnement ;
- VU la demande de Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux en date du 18 juillet 2012 concernant la demande d'autorisation d'urgence d'exploiter le forage « Cap de Bos F1 » et d'utiliser les eaux du pour la consommation humaine sur le site de Cap de Bos à Saint Médard en Jalles ;
- VU la délibération de la communauté urbaine de Bordeaux en date du 13 avril 2012 autorisant Monsieur le Président à émettre une demande de dérogation au préfet à la procédure d'autorisation d'exploitation et d'utilisation des eaux brutes pour la consommation humaine en vue d'une autorisation d'urgence d'exploiter pour le forage « Cap de Bos F1 » ;
- VU la délibération de la communauté urbaine de Bordeaux en date du 13 avril 2012 autorisant Monsieur le Président à lancer les démarches nécessaires en vue de l'obtention des autorisations des prélèvements des 2 nouveaux

ouvrages, « Cap de Bos F1 » et « Cap de Bos F1 Bis », et de révision des périmètres de protection du champ captant de Cap de Bos sur la commune de Saint Médard en Jalles par un acte portant déclaration d'utilité publique ;

VU les rapports techniques du 27 février 2012 et du 29 juin 2012 de Monsieur le Directeur de la Lyonnaise de Eaux concessionnaire et joints à la demande de Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux ;

CONSIDERANT le constat en octobre 2010 de la dégradation de la qualité de l'eau par les perchlorates de la ressource de Caupian captant la nappe du Miocène sur la commune de Saint Médard en Jalles exploitée par la Communauté Urbaine de Bordeaux ;

CONSIDERANT le constat en juin 2011 de la dégradation de la qualité de l'eau par les perchlorates des ressources du champ captant de Thil / Gamarde captant la nappe de l'Oligocène sur la commune de Saint Médard en Jalles exploitées par la Communauté Urbaine de Bordeaux ;

CONSIDERANT l'arrêt temporaire par la Communauté Urbaine de Bordeaux de l'utilisation des eaux brutes des ressources les plus contaminées par les perchlorates pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine afin de distribuer de l'eau conforme aux recommandations sanitaires, à savoir : Galerie Caupian, Galerie Gamarde, Puits Rayonnant Gamarde et Thil forage « R 21 » représentant une perte de production de 872 m³/h soit l'équivalent de 21 000 m³/j ;

CONSIDERANT l'urgence de subvenir à l'alimentation en eau de la Communauté Urbaine de Bordeaux du fait de l'arrêt temporaire des ressources précitées représentant un volume majeur en eau indispensable à l'approvisionnement du réseau de distribution publique ;

CONSIDERANT que la mise en service du forage « Cap de Bos F1 » captant la nappe de l'Oligocène sur le même site est une solution rapide à mettre en œuvre ;

CONSIDERANT que la Source et Forage du champ captant de Cap de Bos sont réglementairement protégés par un arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique et d'autorisation en date du 17 septembre 2001 ;

CONSIDERANT que l'analyse complète du 03 mai 2012 (type européenne + ETBE + MTBE + Perchlorates + Cryptosporidium et Giardia) prélevée et réalisée par un laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé révèle une eau conforme aux limites de qualité des eaux brutes, pouvant être utilisée pour la production d'eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les ouvrages de transport, et de traitement au niveau de la station de production de Gajac sur la commune de Saint Médard en Jalles sont compatibles avec les volumes et la qualité de l'eau à traiter ;

CONSIDERANT que l'article R.214-44 du code de l'environnement permet à Monsieur le Préfet de statuer d'urgence sur une autorisation de réalisation de travaux destinés à prévenir un danger grave et présentant un caractère d'urgence qui peuvent être entrepris sans que soient présentées les demandes d'autorisation ou les déclarations auxquelles ils sont soumis, à condition que Monsieur le Préfet en soit immédiatement informé ;

CONSIDERANT que l'alinéa II de l'article R. 1321-8 du Code de la Santé Publique permet à Monsieur le Préfet de statuer d'urgence sur une autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine issue d'un nouveau captage avant que les périmètres de protection aient été déclarés d'utilité publique ; le préfet statue sur l'autorisation définitive par un arrêté complémentaire comportant les dispositions relatives aux périmètres de protection, pris après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde :

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

Sont autorisés en urgence et de façon temporaire **au bénéfice de** la Communauté Urbaine de Bordeaux dénommée ci-après le permissionnaire :

▪ **La dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du forage « Cap de Bos F1 » sur la commune de Saint-Médard-en-Jalles dans la nappe de l'Oligocène,**

▪ **La distribution au public de l'eau destinée à la consommation humaine.**

Pour l'exploitation des ouvrages et l'exercice des activités ou ouvrages énumérés dans le tableau de classement ci-après, le permissionnaire est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans son dossier dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, du code de l'environnement, du code de la santé publique, des arrêtés du 11 septembre et du 25 novembre 2003 susvisés.

OUVRAGES - INSTALLATIONS - ACTIVITES	RUBRIQUE	RÉGIME
Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé le volume total prélevé étant : - supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an	1.1.2.0	2,19 M m³ Autorisation

PRESCRIPTIONS :

Afin d'obtenir une autorisation définitive portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du forage « Cap de Bos F1 » approfondi, le permissionnaire doit déposer dans un premier temps et avant le 14 mai 2012, le dossier préalable à soumettre à l'avis de l'hydrogéologue agréé, auprès de l'Agence Régionale de Santé Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde.

ARTICLE 2 : EMPLACEMENT DE L'OUVRAGE

Le forage « Cap de Bos F1 » se situe sur le site de « Cap de Bos » sur la commune de Saint Médard en Jalles. Il est implanté sur la parcelle cadastrale section C n°240, section CD Superficie 6,12 ha du plan cadastral de la commune de Saint Médard en Jalles appartenant au permissionnaire, entourée par une clôture dotée d'un grillage de 2 mètres de hauteur et d'un portail fermé à clé.

Coordonnées LAMBERT II étendu : x = 352 690 m y = 1990622 m z = 27 m

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

L'ouvrage de captage est décrit selon la coupe technique présentée en annexe 1.

ARTICLE 4: CARACTERISTIQUES DES PRELEVEMENTS AUTORISES

Nom du captage	Indice BSS	Nappe Aquifère	SAGE Nappes profondes		Profondeur
			Unité de gestion	Classement	
Forage « Cap de Bos F1 »	08028X0200	Oligocène	Oligocène Centre	A l'équilibre	155 m

Débits maxima		Volume maxi annuel
Horaire	Journalier	
250 m ³ /h	6 000 m ³ /j	2,19 Mm ³

PRESCRIPTIONS :

Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le permissionnaire prend des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement.

ARTICLE 5: ÉQUIPEMENT DE L'OUVRAGE

- Le forage est équipé d'un **tube guide** d'au moins 20 mm de diamètre de façon que les mesures des niveaux statique et dynamique puissent être faites en toutes circonstances avec précision à la sonde électrique.
- Une **sonde de pression** permettant des mesures de niveau d'eau toutes les six minutes.
- Un **compteur volumétrique** est installé et maintenu en état de marche. La remise à zéro du compteur est interdite.
- Un **robinet de prélèvement** est installé aux fins d'analyses des eaux brutes.
- Le **code BSS** doit figurer sur la tête du forage.

ARTICLE 6 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES, DES PRELEVEMENTS ET DE LA NAPPE

Pendant la durée de l'exploitation, le propriétaire du captage doit veiller au bon entretien de l'ouvrage et de ses abords, de façon à rendre impossible toutes intercommunications entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.

Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai le Préfet (DDTM-police de l'eau).

Le permissionnaire ou son gestionnaire consigne sur un registre ou cahier, les éléments listés ci-après, du suivi de l'exploitation des ouvrages :

- La mesure des débits, dans les conditions normales d'exploitation, faite une fois au minimum.
- Le relevé des volumes prélevés, au minimum hebdomadaire.
- Un suivi en continu du niveau dynamique.
- La mesure des niveaux statiques, effectuée une fois dans des conditions et des périodes telles qu'il n'en résulte pas de gêne dans le fonctionnement des installations desservies par le captage. La mesure du niveau statique est réalisée après un arrêt de 4 heures au minimum.

Ces mesures sont adressées en fin de période d'autorisation au Préfet (police de l'eau).

- Les incidents survenus dans l'exploitation, les opérations effectuées pour y remédier.

Ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition du Préfet (DDTM-police de l'eau) et de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine (Délégation Territoriale de Gironde) ainsi que des agents délégués par ces organismes.

ARTICLE 7 : AUTORISATION TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU

Le permissionnaire est autorisé à traiter les eaux captées du forage « Cap de Bos F1 » et à les distribuer en vue de la consommation humaine, sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et les textes réglementaires en vigueur. Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde.

ARTICLE 8 : FILIERE DE TRAITEMENT

L'eau du forage « Cap de Bos F1 » respecte les limites de qualité des eaux brutes. L'eau brute est de type bicarbonaté-calcique, de minéralisation moyenne avec absence de contamination bactériologique, de kystes (*Cryptosporidium* et *Giardia*) et de pesticides. Cette eau est également conforme pour l'ensemble des paramètres mesurés aux limites et références des eaux destinées à la consommation humaine.

L'eau brute du forage « Cap de Bos F1 » est mélangée avec les eaux brutes du forage « Cap de Bos F1 Bis » et de la source Cap de Bos et ensuite acheminée par une canalisation unique à la station de traitement de GAJAC située sur la commune de Saint Médard en Jalles.

La station de traitement de GAJAC, actuellement en service, traite les eaux brutes des ressources de Cap de Bos (source, F1 et F1 Bis), de Caupian (Galerie et Forage), de Gajac IV, Gajac V et SMIN 2 et comprend les étapes de traitement suivantes : préoxydation au bioxyde de chlore, filtration sur 8 filtres sable, mise à l'équilibre par la soude et désinfection au bioxyde de chlore qui permettent d'assurer une eau distribuée conforme aux limites et références de qualité réglementaires fixées pour l'eau destinée à la consommation humaine.

Tous les produits et procédés de traitement utilisés sont autorisés pour le traitement des eaux destinées à la consommation humaine.

Les matériaux entrant en contact avec l'eau sont conformes à la réglementation en vigueur. L'exploitant maintient à disposition du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde les éléments attestant de cette conformité sanitaire.

PRESCRIPTIONS :

La filière de traitement de la station de Gajac doit être adaptée à la quantité et à la qualité d'eau brute à traiter pour distribuer de l'eau conforme aux limites et références de qualité réglementaires fixées pour l'eau destinée à la consommation humaine.

Tout projet de modification du traitement doit faire l'objet d'une déclaration auprès du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde qui appréciera, suivant l'importance des modifications, si une nouvelle autorisation est nécessaire.

ARTICLE 9 : SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES INSTALLATIONS

La personne responsable de la production ou de la distribution d'eau veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. Les ouvrages de captage, les dispositifs de protection et de traitement et les systèmes de distribution sont régulièrement entretenus et contrôlés.

L'eau en production et distribution doit être conforme aux limites et aux références de qualité des eaux distribuées fixées par la réglementation en vigueur.

La personne responsable de la production ou de la distribution d'eau est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend notamment :

- Une vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
 - Un programme de tests ou d'analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
 - La tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre.
- Un suivi en continu de la turbidité est mis en place au niveau de l'eau brute ;
 - Un suivi en continu de la turbidité est mis en place au niveau de l'eau brute au niveau de la station de Gajac regroupant les eaux des ressources de Caupian, Gajac, SMIN et Cap de Bos ;
 - Un suivi en continu de la turbidité, du pH et du désinfectant est assuré sur l'eau traitée avant mise en distribution ;
 - Un suivi analytique toutes les semaines du pH, de la turbidité et des teneurs en fer est effectué sur l'eau traitée avant mise en distribution ;
 - Un suivi analytique tous les mois des taux de perchlorates et des kystes de *Cryptosporidium* et *Giardia* est programmé sur l'eau traitée ;
 - Un suivi analytique, tous les mois d'octobre à mars et toutes les semaines d'avril à septembre, de pesticides est programmé sur l'eau traitée ;
 - Un suivi analytique deux fois par an des taux de chlorites est programmé sur l'eau traitée ;

PRESCRIPTIONS :

- La personne responsable de la production ou de la distribution d'eau adresse chaque année au Préfet (Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde), un bilan de fonctionnement du système de production, de traitement et de distribution (mesures, analyses, interventions, travaux, problèmes) et indique le plan de surveillance défini pour l'année suivante faisant apparaître notamment les éventuelles améliorations envisagées.
- Tout incident pouvant avoir des conséquences sur la santé publique doit être signalé sans délai au Préfet (Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde).
- **La sécurisation des installations de production d'eau destinée à la consommation humaine (captage, traitement et stockage) doit être assurée vis-à-vis des actes de malveillance.**

ARTICLE 10 : CONTRÔLE SANITAIRE

La qualité de l'eau brute et traitée est contrôlée selon un programme annuel établi par le préfet et par l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde conformément à la réglementation en vigueur. La fréquence de contrôle pourra être modulée par le Préfet et par l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde en fonction des résultats observés.

Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge du permissionnaire.

ARTICLE 11 : CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATION

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION PAR LE PERMISSIONNAIRE

Toutes modifications apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.214-20 du code de l'environnement.

ARTICLE 13 : ACCES AUX INSTALLATIONS

Les agents du Préfet (DDTM-police de l'eau) et de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par les codes de l'environnement et de la santé. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 14 : CARACTERE DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

ARTICLE 15 : TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du chapitre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 16 : DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS PAR LE PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire est tenu de déclarer au Préfet sans délai, dans les conditions fixées à l'article L.211-5 du code de l'environnement, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code suscités.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 17: ARRET D'EXPLOITATION – ABANDON DES OUVRAGES PAR LE PERMISSIONNAIRE

Tout abandon d'exploitation de l'ouvrage de captage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès du Préfet (DDTM-police de l'eau) qui se prononce, le cas échéant, sur l'opportunité de conserver en l'état l'ouvrage en cause, susceptible d'être utilisé par la suite à d'autres usages tels que le suivi piézométrique et la surveillance de la qualité de la nappe.

Dans le cas d'une réponse négative, le forage doit obligatoirement faire l'objet d'un comblement permettant d'éviter la communication entre aquifères et les pollutions par les eaux de surface.

Le comblement effectué par un organisme dont le choix est soumis à l'approbation de la police de l'eau et des milieux aquatiques, doit se faire sous la maîtrise d'œuvre d'un hydrogéologue qui présente au Préfet (DDTM-police de l'eau) le projet, le procès-verbal de réalisation et de récolement des travaux effectués.

ARTICLE 18 : RETRAIT OU SUSPENSION DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT – MISE HORS SERVICE OU SUPPRESSION DE L'OUVRAGE DE PRELEVEMENT PAR LE PREFET

La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

En cas de défaillance, du titulaire de l'autorisation retirée, dans l'exécution des travaux prescrits par la décision de retrait, le Préfet peut y faire procéder d'office, dans les conditions prévues à l'article L.216-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de la suspension ou du retrait de l'autorisation de prélèvement, le permissionnaire ou l'exploitant des ouvrages de prélèvements est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage et des installations.

ARTICLE 19 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS PAR LE PREFET

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

ARTICLE 20 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

1 – à la charge du Préfet :

- Le présent arrêté est notifié au permissionnaire au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux Esplanade Charles de Gaulle – 33076 Bordeaux Cedex, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture.
- Un avis informant le public de cette autorisation est inséré, par les soins du préfet, au frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux. Cet avis mentionne, l'affichage de l'arrêté en mairie, les lieux où l'arrêté et le dossier d'autorisation peuvent être consultés.

2 – à la charge du maire de la commune de Saint Médard en Jalles :

- Le présent arrêté est affiché en mairie pendant **une durée de un mois**.

ARTICLE 21 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux (9, rue Tastet - BP 947 - 33063 BORDEAUX CEDEX)

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application des articles L 211-6, L.214-10, L.216-2 du code de l'environnement et dans les conditions prévues à l'article L.514-6 dudit code :
 - par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
 - par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de 6 mois suivant la mise en activité de l'installation.

Toute personne peut également saisir dans un délai de deux mois à compter de la notification et de la publication du présent arrêté :

- le Préfet de Gironde d'un recours gracieux, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision de rejet,
- les ministres chargés de la santé et de l'environnement d'un recours hiérarchique ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision de rejet.

Cette personne dispose alors d'un délai de deux mois pour se pourvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux à compter de la date d'expiration de la période de deux mois ou à compter de la réponse explicite de l'administration.

ARTICLE 22 : SANCTIONS

- Dégradation, pollutions d'ouvrages

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

En application de l'article L.216.6 du Code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux souterraines, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement des effets nuisibles sur la santé.

- Obstacle à la mission des agents du ministère de la santé pour le contrôle du respect du règlement sanitaire

En application de l'article L1312-2 du code de la santé publique, est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

- Obstacle à la mission des agents de la police de l'eau et des milieux aquatiques pour le contrôle du respect du code de l'environnement

En application de l'article L216-10 du code de l'environnement, est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

- Non-respect des prescriptions fixées par le préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires

En application de l'article L216-10 du code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende.

ARTICLE 23: EXECUTION

- le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux,
 - le Maire de la commune de Saint Médard en Jalles,
 - le Préfet de la Gironde,
 - la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
 - la Directrice de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,
 - le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

24 AOÛT 2012

Pour le Préfet
Le Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

PLAN DE DIFFUSION :

Permissionnaire	1
Mairie de Saint Médard en Jalles	1
Préfecture de la Gironde	1
Agence Régionale de Santé d'Aquitaine Délégation Territoriale de la Gironde	1
DDTM de la Gironde	1
M. le Président de la CLE du SAGE Nappes Profondes de la Gironde	1

PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER DE LA GIRONDE

Service des Procédures Environnementales

ARRETE DU 24 AOÛT 2012

**Arrêté portant renouvellement de la Commission locale de l'eau
du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
« Estuaire de la Gironde et milieux associés »**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'Environnement notamment les articles L 212-4 et R212-29 à R212-30 concernant les commissions locales de l'eau (CLE) chargées de l'élaboration, la révision, le suivi des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE),

VU l'arrêté interpréfectoral du 31 mars 2005 délimitant le périmètre du SAGE « Estuaire de la Gironde et milieux associés », et désignant le préfet de la Gironde pour suivre la procédure d'élaboration du SAGE,

VU l'arrêté préfectoral du 8 février 2006 modifié, instituant la commission locale de l'eau (CLE) chargée d'élaborer le schéma d'aménagement et de gestion des eaux « Estuaire de la Gironde et milieux associés »,

CONSIDERANT que le mandat des membres de la CLE d'une durée de six ans est arrivé à échéance et qu'il convient de renouveler intégralement la CLE,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier la composition de la CLE, notamment pour permettre la participation des syndicats de bassins versants,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – La commission locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Estuaire de la Gironde et milieux associés » est constituée comme suit :

1 – Collège des représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux :

Collectivités	Représentants
Conseil Régional d'Aquitaine	M. Jean-Jacques CORSAN
Conseil Régional Poitou-Charente	Mme Régine JOLY
Conseil Général de la Gironde	M. Max JEAN JEAN
Conseil Général de la Charente-Maritime	M. Bernard LOUIS JOSEPH
Communauté Urbaine de Bordeaux	M. Jean-Pierre TURON
Syndicat Mixte du Pays Médoc	M. Guy GUINARD
Syndicat Mixte du Pays de la Haute Gironde	M. Jean-Pierre DOMENS
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	M. Bernard GIRAUD

Cité Administrative – B.P. 90 – 33090 BORDEAUX CEDEX

Collectivités	représentants
Communauté de Communes du Pays de la Haute Saintonge	M. Jean-Marie BOIREAU
Syndicat Mixte pour le Développement de l'Estuaire	M. Philippe PLISSON
Syndicat Intercommunal d'Aménagement des Bassins Versants du Nord Médoc	M. Alain BOUCHON
Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique des Bassins Versants de St Yzan-de-Médoc	M. Christian BENILLAN
Syndicat Intercommunal d'Aménagement du bassin versant de la Maillarde et du Guy	M. Bernard CRUSE
Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique des bassins Versants du Centre Médoc	M. Alain DAILLEDOUZE
Syndicat Mixte du bassin versant du Gargouilh et du Grand Crastiau	M. Jean-Marie FERON
Syndicat Mixte du bassin versant des Jalles du Cartillon et de Castelnau	M. Claude GANELON
Syndicat Mixte des bassins versants de l'Artigue et de la Maqueline	Mme Janine SEILLADE
Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne	M. Jean-Marie DELUCHE
Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du ruisseau du Gua	M. Gérard LAGOFUN
Syndicat Intercommunal d'Aménagement des bassins versants du Moron, Syndicat Intercommunal d'Aménagement Rural du Canton de Blaye, Communauté de Communes de Bourg	M. Serge FERRER
Syndicat Intercommunal d'Aménagement du bassin versant du Taillon	M. Patrick CHERAT
Syndicat Intercommunal du bassin versant de la Livenne	M. Michel LALANDE
Syndicat Intercommunal d'Etudes du Bassin Versant de la Livenne	Mme Muriel PARCELIER Adjointe au Maire de Bordeaux
	Yves DUBEDAT Conseiller municipal de Soulac-S/Mer
	Jean-Luc PERIER, Adjoint au Maire de Saint-Ciers-sur-Gironde
	M. Alain TABONE Maire de Cubzac-Les-Ponts
	M. Claude GANELON Maire d'Arcins
	M. Serge BLANCHARD Conseiller Municipal du Verdon-sur-Mer
	M. Jean DORNIAS Adjoint au Maire de Bassens
	M. René OSTINS Adjoint au Maire de Pauillac
Association des Maires de la Gironde	M. Pierre DUCOUT Maire de Cestas

Association des Maires de la Gironde	M. Maurice PIERRE Maire d'Ambès
	Gérard ROI, Maire de Saint-Seurin-de-Cadourne
	Mme Jacqueline DOTTAIN Maire de Margaux
	Richard VERT Adjoint au Maire de Braud et Saint-Louis
	Mme Béatrice de FRANCOIS Maire de Parempuyre
Association des Maires de la Charente-Maritime	M. Jean-Etienne SURLEVE-BAZEILLE Conseiller Municipal de Bègles
	M. Didier QUENTIN Député maire de Royan
	M. Jean-Pierre GERVEAU maire de Saint-Fort-Sur-Gironde
	M. Robert MAIGRE maire de Barzan
	M. Jean-Louis FAURE maire de Mortagne-Sur-Gironde
	Mme Véronique PIASECKI maire de Saint-Sorlin-de-Conac
	M. Pierre ROZE maire de Salignac-de-Mirambeau
	Mme Yolande TOUZEAU conseillère municipale d'Epargnes

2 – Collège des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations :

Organismes, associations	représentants
Chambre de Commerce et d'Industrie de la Gironde	M. Jean-Daniel CAILLET
Chambre d'Agriculture de la Gironde	M. Xavier de SAINT LEGER
Chambre d'Agriculture de la Charente-Maritime	M. Michel AMBLARD
UNIMA (marais de Charente-Maritime)	M. Michel LACOUTURE
UNICEM	M. Michel PERROT
SEPANSO	Mme Elisabeth ARNAULD
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques	M. Serge LOPEZ
Association des Pêcheurs Professionnels en eau douce de Gironde	Mme Jacqueline RABIC
Collectif Estuaire	M. Gilbert MIOSSEC
Syndicat des Sylviculteurs du Sud-Ouest	M. Jean PERAGALLO
Centre Nucléaire de Production d'Electricité du Blayais	M. Didier LUNDY
Association Vivre avec Le Fleuve	Mme Colette ARNAUD
Union des Associations des Navigateurs de la Charente-Maritime	M. Jean-Marie THOMAS
Fédération des Chasseurs de la Gironde	M. Jacky JONCHERE
Fédération de Pêche et de protection des milieux aquatiques de la Gironde	M. Serge SIBUET LAFOURMIE

Association Syndicale Autorisée des Marais de Duchatel	M. Philippe PERDRIAUD
Association Syndicale Autorisée des Marais de Bardecille	M. Louis HERVOUET
Comité Régional des Pêches Maritimes de Poitou-Charentes	M. Eric BLANC
Comité Départemental des Pêches Maritimes de Gironde	M. J-M LABROUSSE
Fédération de Pêche et de protection des milieux aquatiques de la Charente-Maritime	M. Jean-Paul RICHE
Fédération des Chasseurs de la Charente-Maritime	M. Christophe BOUYER
Union Maritime et Portuaire de Bordeaux	M. Henri-Vincent AMOUROUX
Association CURUMA	M. Patrick LAPOUYADE
Association Terre et Océan	M. Eric VEYSSY
Association Conservatoire de l'Estuaire	M. Claude LATOUCHE
Association des Plaisanciers de Royan	M. Bernard FEYTE

3 – Collège des représentants de l'Etat et de ses Etablissements Publics :

	représentants
Le Préfet Coordonnateur du Bassin Adour Garonne ou son représentant	1
Le Préfet de la Gironde coordonnateur du SAGE ou son représentant	1
Le Préfet de la Charente-Maritime ou son représentant	1
Le Directeur de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne ou son représentant	1
Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine ou ses représentants	2
Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Poitou-Charente ou son représentant	1
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde ou ses représentants	2
Le Chef de la Mission Interservices de l'Eau et de la Nature de la Gironde ou son représentant	1
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Charente-Maritime ou son représentant	1
Le Chef du Service de l'ONEMA de la Gironde ou son représentant	1
Le Chef du Service de l'ONEMA de la Charente-Maritime ou son représentant	1
Le Directeur Inter-régional de la Mer Sud-Atlantique ou son représentant	1
Le Directeur du Grand Port Maritime de Bordeaux ou son représentant	1
La Déléguée Régional du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres ou son représentant	1
Le Directeur Départementale de Protection des Populations de la Gironde ou son représentant	1
Le Directeur Départementale de Protection des Populations de la Charente-Maritime ou son représentant	1

ARTICLE 2 : La durée du mandat des membres de la commission locale de l'eau, autres que les représentants de l'Etat, est de six années. En cas de vacance du siège d'un membre de la commission, il est pourvu à son remplacement dans les conditions prévues pour sa désignation, pour la durée du mandat restant à courir.

ARTICLE 3 : Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Bordeaux dans le délai de deux mois suivant sa publication.

ARTICLE 4 : L'arrêté du 8 février 2006 modifié est abrogé.

ARTICLE 5 : Publication et exécution :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de la Gironde et de la Charente-Maritime. La liste des membres de la Commission locale de l'eau est mise en ligne sur le site internet <http://www.gesteau.eaufrance.fr>.

Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Gironde et de la Charente-Maritime sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE "Estuaire de la Gironde et milieux associés".

Fait à Bordeaux, le 24 AOUT 2012

LE PREFET,

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

LE PREFET de la GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
COHESION SOCIALE
SERVICE HEBERGEMENT-LOGEMENT

ARRETE

Portant agrément relatif à l'intermédiation locative et de gestion locative sociale

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L.301-1 à L. 365-7 et R. 365-2 à R. 365-9 ;

VU la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées ;

VU le décret du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le dossier de demande formulée par L'Association Passage Croix Marine à Libourne, déclaré complet en date du 1^{ER} août 2012 ;

Considérant que l'Association Passage Croix Marine à Libourne a notamment pour objet l'insertion par le logement ou l'hébergement des personnes défavorisées visées à l'article L. 301-1 du CCH ;

Considérant les capacités financières de l'Association Passage Croix Marine, ses compétences dans le domaine du logement et le caractère désintéressé de la gestion de ses dirigeants ;

Sur proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale de la Gironde ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

L'Association Passage Croix Marine dont le siège se situe à l'hôpital Garderose , 70 rue des Reaux à Libourne, est agréée pour exercer sur son territoire les activités d'intermédiation locative et gestion locative sociale suivantes :

- la location en vue de leur sous-location auprès de bailleurs autres que les organismes HLM : il s'agit notamment de bailleurs privés, personnes physiques ou morales, des sociétés d'économie mixte et des collectivités locales ;
- la location de logements en vue de l'hébergement de personnes défavorisées auprès d'un organisme conventionné à l'allocation logement temporaire (ALT) ;
- la location d'un hôtel destiné à l'hébergement auprès d'un organisme HLM ;
- la gestion de résidences sociales.

ARTICLE 2 :

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable, à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Cet agrément peut être retiré à tout moment en cas de manquements graves ou répétés de l'association à ses obligations et après que ses dirigeants aient été mis en demeure de présenter leurs observations.

ARTICLE 4 :

L'Association Passage Croix Marine de Libourne devra fournir annuellement à l'autorité administrative qui a délivré l'agrément, un bilan de l'activité concernée et ses comptes financiers. Toute modification statutaire doit être notifiée sans délai.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de Bordeaux situé 9 rue Tastet 33000 Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 :

La secrétaire Générale de la Préfecture et la Directrice départementale de la Cohésion Sociale sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 août 2012

**Le Préfet
Pour le Préfet
La Secrétaire Générale**

Isabelle DILHAC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction interrégionale
de la mer
Sud-Atlantique

Division de l'action économique
et de l'emploi maritime

Bureau ressources durables,
et action économique

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

ARRETE du

*portant modification de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2011
portant désignation des membres de la commission régionale des
pêches maritimes et de l'aquaculture marine d'Aquitaine*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 portant création de la commission régionale des pêches maritimes et de l'aquaculture marine d'Aquitaine ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2011 portant désignation des membres de la commission régionale des pêches maritimes et de l'aquaculture marine d'Aquitaine ;
- SUR** proposition du directeur inter-régional de la mer Sud-Atlantique,

A R R Ê T E

ARTICLE 1er – Le premier alinéa du troisième paragraphe de l'article premier de l'arrêté sus-visé est annulé et remplacé comme suit :

- sept membres désignés sur proposition du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine

- M. le président du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine ou son représentant
M. le président du Comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de la Gironde ou son représentant
M. le président du Comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins des Pyrénées-Atlantiques et des Landes ou son représentant
M. Pascal CHABRIERIE, port d'Arcachon
M. Mauri HÉLOU, port d'Arcachon
M. Nicolas LAFARGUE, port de Capbreton
M. Jean-Marie ZARZA, Port d'Hendaye

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 - Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur inter-régional de la mer Sud-Atlantique d'Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Bordeaux, le 19 JUL. 2012

Le préfet de région

Patrick STEFANINI

PRÉFET DE LA GIRONDE

Préfecture

Cabinet du Préfet
Service Interministériel de Défense
et de Protection Civile

ARRÊTE PORTANT APPROBATION DU PLAN DÉPARTEMENTAL NRBC

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu la constitution française en date du 04 octobre 1958 ;

Vu le code de la défense ;

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010;

Vu le décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité;

Vu la circulaire n°700/SGDN/PSE/PPS du 7 novembre 2008;

Vu la circulaire n°007/SGDN/PSE/PPS du 8 octobre 2009;

Vu la circulaire n°747/SGDN/PSE/PPS du 30 octobre 2009;

Vu la circulaire n°800/SGDSN/PSE/PPS du 18 février 2011;

Vu la circulaire n°750/SGDSN/PSE/PPS du 18 février 2011;

Vu le plan gouvernemental du 16 septembre 2010;

Considérant qu'il est indispensable de mettre en œuvre des mesures de sécurité civile pour répondre à un risque ou une menace terroriste de nature NRBC sur tout ou partie du département de la Gironde;

SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de la Gironde;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Dans le prolongement du plan NRBC gouvernemental, il est institué un plan NRBC départemental d'intervention, prévu en cas de menaces nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques ou d'acte terroriste.

ARTICLE 2 : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de la Gironde, les chefs de service, la directrice générale de l'ARS, destinataires du plan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 juillet 2012

Le Préfet,


Patrick STEFANINI



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'AQUITAINE ET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

24, Rue François de Sourdis

BP 908 – 33060 BORDEAUX Cedex

MISSION CABINET-COMMUNICATION

**Arrêté relatif au régime d'ouverture au public
des services de la direction régionale des finances publiques d'Aquitaine
et du département de la Gironde**

Le directeur régional des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2012 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction régionale des finances publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

La trésorerie de SAINT SAVIN sera fermée au public, à titre exceptionnel, le lundi matin 1^{er} octobre 2012.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1^{er}.

Fait à Bordeaux, le 14 septembre 2012

Par délégation du Préfet,
Le directeur régional des finances publiques
d'Aquitaine et de la Gironde .


Jean-denis de VOYER d'ARGENSON

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

07/08/2012

**APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE
AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AERODROME DE BORDEAUX MERIGNAC**
par la Directrice de l'aviation civile sud ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral.
Agréments de mai, juillet et août 2012

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998	Observations
N°	Date	Début	Expiration			
N°137/12/05	09/05/2012	21/05/2012	20/05/2017	GIMAS 31, rue du Moulin Courrège CASTANET TOLOSAN	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, & 11.	
N°138/12-05	09/05/2012	09/05/2012	08/05/2017	AIR PROTECT 6 Bât.461 Aéroport de Paris- Orly 91550 PARAY-Vieille Poste	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-3 à 5-4, 6-1, 6-3, 10- 1 à 10-2	
N°139/12-07	26/07/2012	26/07/2012	25/07/2017	Mlle Laetitia FARI 3 rue de la pinède 33380 MIOS	1-4	
N°140/12-07	26/07/2012	26/07/2012	25/07/2012	SKYROAD - 58, rue de Neuilly - Parc des Guillaumes - Bât E1 93130 NOISY LE SEC	2, 3, 10-1 à 10-2	
n°141/12-07	24/07/2012	24/07/2012	23/07/2017	NET 31 BLAGNAC - Aéroport Toulouse Hall 1 RDC - 31700 BLAGNAC	6-1	
N°142/12-08	02/08/2012	02/08/2012	01/08/2012	SAFEN - 36 boulevard de l'Océan - 13258 MARSEILLE Cedex 09	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11	

APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE
AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AEROROME DE BORDEAUX MERIGNAC
 Agréments délivrés par la Directrice de l'aviation civile Sud Ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998	Observations
N°	Date	Début	Expiration			
N° 1/98-06	23/06/1998	01/07/1998	30/06/2003	AIR LITTORAL ASSISTANCE Le Millénaire II- 417 Rue Samuel Morse- 34000 MONTPELLIER	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3,7- 2,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2,11-1 à 11-4	
N°2/98-06	23/06/1998	01/07/1998	30/06/2003	ONET PROPRETE SA 20 traversée de Pomègues 13008 MARSEILLE	1,2,3,4,5,6,8,9,10	Remplacé le 12/11/2002 par l'agrément N°50/02-11
N°3/98-07	10/07/1998	10/07/1998	09/07/2003	F.H.P. BP 30053 95715 ROISSY AEROPORT CHARLES DE GAULLE	1,2,3,4,5,6,7-2,9,10,11	
N°4/98-07	00/01/1900	10/07/1998	09/07/2003	FRANCE HANDLING Cidex B12 Aéroport de fret 33700 BORDEAUX MERIGNAC	1,2,3,4,5,6,7-2,9,10,11	
N°5/98-07	10/07/1998	10/07/1998	09/07/2003	COMPAGNIE NATIONALE AIR FRANCE 45 Rue de Paris 97747 Roissy CDG	1,2,3,4,5,6,7-2,8,9,10,11	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°65/03-09
N°6/98-08	04/08/1998	04/08/1998	03/08/2003	AIRLINES ASSISTANCE 20 Rue carrière Résidence Saint Exupère B.P. 326 31701 Blagnac Cedex	5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-1 à 7-2,8-1 à 8-4	
N°7/98-08	04/08/1998	04/08/1998	03/08/2003	TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION SA 24 Cours Michelet LA DEFENSE 10 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX	7-1 à 7-2	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°61/03-09
N°8/98-08	23/08/1998	23/08/1998	22/08/2003	ESSO S.A.F. 2 Rue des Martinets 92569 Rueil Malmaison Cedex	7-1	Remplacé le 17/08/2003 par l'agrément N°59/03-08
N°9/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	EURONETEC France 5 Allée Hélène Boucher Orly Tech Paray Vieille Poste 91781 Wissous Cedex 8	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3, 7-1 à 7-2,8-1 à 8-4,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2	Remplacé le 17/08/2003 par l'agrément N°57/03-08
N°10/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	AIR ASSISTANCE BORDEAUX Zone d'aviation Cidex 28 33700 MERIGNAC	2, 5-1 à 5-5, 7-1 à 7-2	Remplacé le 21/02/2002 par l'agrément N°47/02-02
N°11/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	PENAUILLÉ POLYSERVICES Générales de Prestations 6 Allée des coquelicots 94478 BOISSY SAINT LEGER CEDEX	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3,7-1 à 7-2,8-1 à 8-4,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2,11-1 à 11-4	Remplacé le 7/03/2003 par l'agrément N°53/03-03
N°12/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	WOREX 66, Route de Sartrouville Les Erables 3 78230 Le Pecq	7-1	Remplacé le 17/08/2003 par l'agrément N°58/03-08
N°13/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	Groupement pour l'avitaillement de Bordeaux (GAB) Aéroport de Bordeaux Mérignac Cidex 026 33700 MERIGNAC	7-1 à 7-2	
N°14/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	AIR LIBERTÉINDUSTRIES 3, Rue du Pont des Halles 94656 RUNGIS CEDEX	5-1, 5-2, 5-6, 6-1 à 6-3, 7-1 à 7-2, 8-1 à 8-4	
N°15/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	CARGO SERVICE CENTER France BP 10666 Bat SIGARIS Zone de fret 5 14 Rue de la Belle Borne TREMBLY EN France 95725 ROISSY CDG Cedex	4-1 à 4-2	
N°16/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	ELF ANTAR FRANCE Tour Elf 2 Place de la Coupole - La Défense 6 92400 COURBEVOIE	7-1 à 7-2	
N°17/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	ASSISTAIR BORDEAUX SAS cidex 85 AEROPORT DE BORDEAUX 33700 MERIGNAC	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3,8-1 à 8-4,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2,11-1 à 11-4	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°62/03-09
N°18/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	TAT EXPRESS 47, Rue C Huyghens 37002 Tours Cedex	4-1	
N°19/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	SOGERMA Aéroport de Bordeaux Mérignac BP2 33701 MERIGNAC CEDEX	5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-1 à 7-2	
N°20/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	SOCIETE des PETROLES SHELL 89 Boulevard F.Roosevelt 92564 RUEIL MALMAISON	7-1 à 7-2	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°64/03-09
N°21/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	AIR LIBERTE Rue du Pont des Halles 94656 RUNGIS CEDEX	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4,10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	
N°22/98-09	22/09/1998	22/09/1998	21/09/2003	LAGS France SA 3 Rue du Colonel Moli 75017 PARIS	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,--1 à 6-3,7-1 à 7-2,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2,11-1 à 11-4	
N°23/98-09	29/09/1998	29/09/1998	28/09/2003	BRINK'S CONTROLE SECURITE 2 Boulevard de la Gare 95210 SAINT GRATIEN	2,3	
N°24/98-11	13/11/1998	13/11/1998	12/11/1998	CHRONOPOST SA 14 boulevard des frères voisin 92795 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX 9	4-1 et 5-4	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°63/03-09
N°25/98-11	13/11/1998	13/11/1998	12/11/1998	SERCAM 43, Rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS	5-7, 6-1, 11-1 à 11-4	
N°26/98-11	24/11/1998	24/11/1998	23/11/2003	CCI Bordeaux12 Place de la Bourse 33076 Bordeaux Cedex	4-1 et 5-4	
N°27/98-12	23/12/1998	23/12/1998	22/12/2003	RENOSOL SA Zone Industrielle nord Rue des Frères Voisin 72021 LE MANS CEDEX	3, 6-1,6-3	
N°28/98-12	23/12/1998	23/12/1998	22/12/2003	LA POSTE 406 établissement de Bordeaux CTC Boulevard Jean Jacques BOSC 33065 BORDEAUX CEDEX	4-1 et 4-2	
N°29/99-02	03/02/1999	03/02/1999	02/02/2004	Société de Fret et de Services (SFS) 5 Rue du cercle BP 10212 ROISSY CDG CEDEX	4-1 et 4-2	
N°30/99-02	24/02/1999	24/02/1999	23/02/2004	TAT EXPRESS 47, Rue C Huyghens 37002 Tours Cedex	5-4	Remplacé le 13/12/2002 par l'agrément N°51/02-12
N°31/99-03	26/03/1999	26/03/1999	25/03/2004	HYGITEC 11 Rue Chambrun 33300 BORDEAUX	6-1	
N°32/99-03	31/03/1999	31/03/1999	30/03/2004	Société CATAIR 8 allée Henri Potez 31700 BLAGNAC	5-7, 11-1,11-2,11-3,11-4	
N°33/99-06	24/06/1999	24/06/1999	23/06/1999	Société CITRAM Aquitaine 8 Rue cortnelle 33300 Bordeaux	2,3, 5-4 et 5-6, 10-1 à 10-2	
N°34/99-08	03/08/1999	03/08/1999	02/08/2004	SKYLOGISTIC Continental Square - RoissyPole 4 Place de Londres B.P. 10751 95727 ROISSY CDG CEDEX	1-4, 3, 4, 6-1, 11-1, 11-2(matériel), 11-3, 11-4 (matériel)	
N°35/99-08	03/08/1999	03/08/1999	02/08/2004	ATIS AVIATION Groupe Penauille Polyservices 6 Allée des coquelicots 94478 BOISSY SAINT LEGER	1-1 à 1-4, 2, 3, 4, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-1 à 7- 2, 8-1 à 8-4, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11- 4	
N°36/00-01	05/01/2000	05/01/2000	04/01/2005	Services et Accueil Aéroport Aérodrome de Toulouse Blagnac 31700	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3,7-1 à 7-2, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2	
N°37/00-05	29/05/2000	29/05/2005	28/05/2005	Régional Airlines Aéroport de Nantes Atlantiques 44345 Bouguenais cedex	8-1 à 8-3	
N°38/00-09	20/09/2000	19/09/2005		ARDIAL FIDUCIAIRE Parc Technologique du canal 14 Avenue de l'Europe 31520 RAMONVILLE ST AGNEg	1-1 à 1-4, 4-1, 5-4	

APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE
AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AEROROME DE BORDEAUX MERIGNAC
 Agréments délivrés par la Directrice de l'aviation civile Sud Ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998	Observations
N°	Date	Début	Expiration			
N°39/00-12	15/12/2000	15/12/2000	14/12/2005	S.A. EURO HANDLINGAéroport International Strasbourg Zone de fret BP 16 67960 Entzheim	4-1	
N°40/00-12	27/12/2000	27/12/2000	26/12/2005	Société Auxiliaire de Transports Terrestres (SATTE) BP 10570 TRAMBLAY EN France 95721 ROISSY CDG CEDEX	5-1 à 5-7	
N°41/01-01	18/01/2001	18/01/2001	17/01/2006	Soiété CLASYS Impasse des écoles38290 La Verpillière	6-1	
N°42/01-01	18/01/2001	18/01/2001	17/01/2006	MAP AERO PORT 104, route de la Badine 06160 Juan les pins	1-1 à 1-4,2,3,9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1	
N°43/01-01	31/01/2001	31/01/2001	30/01/2006	ASF - Airport services France S.A.S. Aérogare 2B B.P. 30054 97715 ROISSY CDG Cedex	1-1 et 1-4	
N°44/01-02	14/02/2001	14/02/2001	13/02/2006	Air assistance 7 Avenue général Leclerc 34470 PEROLS	1-1 à 1-4, 2, 3, 4, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 8-1 à 8-4, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	
N°45/01-07	11/07/2001	11/07/2001	10/07/2006	Sécurité Générale Aéroportuaire S.G.A. Moulin de la Garde Route de Grasse 06270 VILLEZNEUVE LOUBET Village	2,3,4-1,5-4	
N°46/01-08	10/08/2001	10/08/2001	09/08/2006	AEROPORT FRET SERVICE ASSISTANCE BP124 Zone de fret 13728AEROPORT MARSEILLE PROVENCE	6-1	
N°47/02-02	21/02/2002	21/02/2002	20/02/2007	Régional Compagnie Aérienne Européenne Aéroport de Nantes Atlantiques 44345 BOUGUENAI	7-1 à 7-2, 8-1 à 8-4	Remplace le 21/02/2002 l'agrément N°10/98-09
N°48/02-04	19/04/2002	19/04/2002	18/04/2007	AIR ASSISTANCE BORDEAUX Zone d'aviation Cidex 28 33700 MERIGNAC	1-1,1-2,1-4,2,3, 5-1,5-2,5-3,5-4,5-5, 7-1 à 7-2, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2,11-1	
N°49/02-11	12/11/2002	12/11/2002	11/11/2007	ONET SERVICES 20 traversée de Pomègues 13008 MARSEILLE	1,2,3,4,5,6,9,10,11	
N°50/02-11	12/11/2002	12/11/2002	11/11/2007	H.REINIER 20 traversée de Pomègues 13414 MARSEILLE CEDEX 20	1,2,3,4,5,6,9,10,11	Remplace le 12/11/2002 l'agrément N°2/98-06
N°51/02-12	13/12/2002	13/12/2002	12/12/2007	TAT Industries Sol 5 Rue de la Jeune Fille Bâtiment 3422 Zone de fret N°4 BP 10607 95724 ROISSY CDG Cedex	8-1 à 8-4	Remplace le 13/12/2002 l'agrément N°30/99-02
N°52/03-01	15/01/2003	15/01/2003	14/01/2008	Générale de Services Aéronautiques(G.S.A.)- Groupe Penauille polyservices 6 Allée des Coquelicots 94478 BOISSY SAINT LEGER CEDEX	1-1 à 1-4,2,3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7,6-1 à 6-3,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	
N°53/03-03	07/03/2003	07/03/2003	06/03/2008	ESSO SAF 2 Rue des Martinets 92569 Rueil Malmaison Cedex	7-1	Remplace le 7/03/2003 l'agrément N°11/98-09
N°54/03-05	23/05/2003	23/05/2003	22/05/2008	Assistance Aviation Bordeaux 27 bis Avenue Marius Marchandou 33110 LE BOUSCAT	1-1,1-2, 1-4, 2,3,4-1, 5-1 à 5-5, 9-1 à 9-4, 10-1, 10-2, 11-1 -	Remplace le 23/5/2003 l'agrément N°4/98-07
N°55/03-08	06/08/2003	06/08/2003	05/08/2005	Société AIRLEC AIR ESPACE Zone Industrielle Avenue Léon Jouhaux 33210 LANGON	1-2,1-4,2,3,4-1, 5-4, 5-5, 5-7, 9-1 à 9-4, 10-1, 11-1 à 11-2	
N°56/03-08	06/08/2003	06/08/2003	05/08/2005	COMPAGNIE NATIONALE AIR FRANCE 45 Rue de Paris 97747 Roissy CDG	1-1 à 1-4, 2,3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7,6-1 à 6-3, 7-2,8-1 à 8-4, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	
N°57/03-08	17/08/2003	17/08/2003	16/08/2003	TOTAL FRANCE24 Cours Michelet PUTEAUX 92907 PARIS LA DEFENSE CEDEX	7-1 et 7-2	Remplace le 17/08/2003 l'agrément N°9/98-09
N°58/03-08	17/08/2003	17/08/2003	16/08/2003	AVIAPARTNER BORDEAUX Cidex 85 33700 MERIGNAC	1-1 à 1-4, 2,3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7,6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4 et 10-1 à 10-2	Remplace le 17/08/2003 l'agrément N°12/98-09
N°59/03-08	17/08/2003	17/08/2003	16/08/2003	France Handling Cidex B12 Aérogare Fret 33700 MERIGNAC	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-2, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°8/98-08
N°60/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	EURONETEC France Fret 6 - 6 Rue du Pavé BP 10276 Tremblay en France - 95704 ROISSY CDG	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3,7-2, 9-1 à 9-4,10-1 à 10-2	
N°61/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	WOREX 66, Route de Sartrouville Les Erables 3 78230 Le Pecq	7-1	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°7/98-08
N°62/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	CHRONOPOST SA 14 boulevard des frères voisin 92795 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX 9	4-1 et 5-4	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°8/98-08
N°63/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	SOCIETE des PETROLES SHELL 89 Boulevard F.Roosevelt 92564 RUEIL MALMAISON	7-1 et 7-2	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°24/98-11
N°64/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	Groupement International des Métiers Aéroportuaire 31 Rue Jean moulin 31320 CASTANET TOLOSAN	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°20/98-09
N°65/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	AIR LITTORAL INDUSTRIE SA Aéroport de Montpellier Méditerranée B.P. 43 34131 MAUGUIO CEDEX	6-1 à 6-3, 7-2, 8-1 à 8-4	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°5/98-07
N°66/03-11	18/11/2003	18/11/2003	17/11/2005	Services Aéroportuaire et Technique (SAT) Centre d'affaire ATRIA Immeuble Horizon 2 2, Rue du Centre 93160 NOISY LE GRAND	1-1 à 1-4,2,3,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4,10-1 à 10-2	
N°67/04-01	09/01/2004	09/01/2004	08/01/2006	BRINK'S CONTRÔLE SECURITE 2 Boulevard de la Gare 95210 Saint Gratien	2,3,4-1 à 4-2	
N°68/04-01	15/01/2004	15/01/2004	14/01/2004	Société de Fret et de Services S.F.S. 6 Rue du Pavé BP 10212 95703 ROISSY CDG CEDEX	4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7	Remplace le 15/01/2004 l'agrément N°23/98-09
N°69/04-02	17/02/2004	17/02/2004	16/02/2006	AIRLINES ASSISTANCE 18, Rue Carrière, BP 36 31701 BLAGNAC CEDEX	5-1 à 5-7, 8-1 à 8-4	Remplace le 17/2/2004 l'agrément N°29/99-02
N°70/04-03	16/03/2004	16/03/2004	15/03/2004	SERCAM 43, Rue du colonel Pierre AVIA 75015 PARIS	5-7, 11-1 à 11-4	Remplace le 16/3/2004 l'agrément N°28/98-12
N°71/04-04	06/04/2004	06/04/2004	05/04/2006	HYGITEC Centre commercial du Grand Caillou 33320 EYSINES	6-1	Remplace le 6/4/2004 l'agrément N°26/98-11
N°72/04-04	12/04/2004	12/04/2004	11/04/2006	Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux 12 Place de la bourse 33076 Bordeaux Cedexol	2, 5-4	Remplace le 12/4/2004 l'agrément N°25/98-11

APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE
AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AEROROME DE BORDEAUX MERIGNAC
 Agréments délivrés par la Directrice de l'aviation civile Sud Ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998	Observations
N°	Date	Début	Expiration			
N°73/04-08	11/08/2004	11/08/2004	10/08/2004	SAFEN 20 Traverse de Pomègues 13008 MARSEILLE	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	Remplace le 11/08/2004 l'agrément N°25/98-11
N°74/04-11	25/11/2004	25/11/2004	24/11/2006	REGIONAL CAE Aéroport de Clermont/Auvergne BP 70100 63 510 AULNAT	8-1, 8-2, 8-3	Remplace le 25/11/2004 l'agrément N°36/00-01
N°75/05-01	20/12/2004	03/01/2005	02/01/2007	GSF ATLANTIS ZI du Phare 22 allée Félix nadar 33700 Mérignac	2 (limité au traitement des personnes à mobilité réduite)	
N°76/05-06	05/06/2005	05/06/2005	06/06/2010	REGIONAL CAE Aéroport de Clermont/Auvergne BP 70100 63 510 AULNAT	8-1, 8-2, 8-3	Remplace le 5/6/2005 l'agrément N°38/00-09
N°78/05-07	30/06/2005	01/07/2005	30/06/2010	AIR FRANCE 1 Avenue du Maréchal DEVAUX 91 551 Paray - Vieille - Poste	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7-2, 8, 9, 10 et 11.	Remplace le 1/07/2005 l'agrément N°65/03-09
N°79/05-08	05/08/2005	16/08/2005	15/08/2010	Connecting Bag Services (Ex euronetec) Fret 6 - 6, rue du Pavé BP 10 276 - Tremblay-en-France - 95 704 Roissy CDG Cedex	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4 et 10-1 à 10-2	Remplace le 5/08/2005 l'agrément N°57/03-09
N°80/05-08	05/08/2005	16/08/2005	15/08/2010	ESSO S.A.F. 2 Rue des Martinets 92569 Rueil Malmaison Cedex	7-1	Remplace le 16/08/2005 l'agrément N°59/03-08
N°81/05-08	05/08/2005	16/08/2005	15/08/2010	WOREX 66 route de Sartrouville 78 230 Le Pecq	7-1	Remplace le 16/08/2005 l'agrément N°58/03-08
N°82/05-09	01/09/2005	01/09/2005	31/08/2010	Société des Pétroles SHELL Aérodrome du Bourget BP12 93 352 Le Bourget Cedex	7-1 et 7-2	Remplace le 1/09/2005 l'agrément N°64/03-09
N°83/05-09	02/09/2005	02/09/2005	01/09/2010	Société TOTAL France 24, cours Michelet - La Défense 10 - 92069 Paris La Défense Cedex	7-1 et 7-2	Remplace le 2/09/2005 l'agrément N°61/03-09
N°84/05-10	20/10/2005	25/10/2005	24/10/2010	Société CHRONOPOST 14 Boulevard des Frères VOISIN 92795 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX 9	4-1 et 5-4	Remplace le 25/10/2005 l'agrément N°63/03-09
N°85/05-10	27/10/2005	30/10/2005	29/10/2010	EADS SOGERMA SERVICES BP N°2 33 701 MERIGNAC	8-1 à 8-4	Dernier agrément = N°9/98-09
N°86/06-01	03/01/2006	07/01/2006	06/01/2011	SAT Centre d'Affaire ATRIA Immeuble Horizon 2 rue du centre 93160 Noisy Le Grand	1, 2, 3, 5, 6, 9 et 10	Remplace le 7/01/2006 l'agrément N°67/04-01
N°87/06-01	03/01/2006	09/01/2006	08/01/2011	AIR ASSISTANCES Aéroport de Montpellier Méditerranée 34 134 Mauguio Cedex	1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11	Remplace le 9/01/2006 l'agrément N°45/01-07
N°88/06-03	09/03/2006	11/03/2006	10/03/2011	KRAFT NET Hall n°5 Aéro. Marseille - Provence BP114 13729 Marignane Cedex	6-1 (limité nettoyage intérieur des avions), 6-2 & 6-3	1er agrément
N°89/06-03	25/03/2006	25/03/2006	24/03/2011	SFS - fret 6 - 6, rue du Pavé Bât 3220 BP 18212 Tremblay-en-France 95 703 Roissy CDG Cedex	4 & 5	Remplace le 25/03/2006 l'agrément N°69/04-02
N°90/06-04	05/04/2006	07/04/2006	06/04/2011	AVIAPARTNER SAS Parc d'affaires Silic 1 rue Auguste Perret BP10248 94 568 RUNGIS CEDEX	1, 2, 3, 5, 6, 9	Reprise d'activité (dernier agrément : 62/03-09)
N°91/06-05	12/05/2006	16/05/2006	15/05/2011	MAP Training 31 Chemin de Ste Pétronille 06 800 Cagnes sur Mer	1, 2, 3, 5, 6, 7-1, 9, 10 & 11-1	Renouvellement MAP AERO PORT N°43/01-01
N°92/06-05	26/05/2006	31/05/2006	30/05/2011	SANA 22-24 route de Versailles 91 160 CHAMPLAN	2 & 3	1er agrément
N°93/06-05	29/05/2006	31/05/2006	30/05/2011	GSF AERO MERIGNAC 1 Chemin du Pigeonnier de la Céprière Bât. Péripole 1 31 100 TOULOUSE	2 (y compris traitement des PMR), 3, 4-1 & 6-1	1er agrément
N°94/06-08	16/08/2006	16/08/2006	15/12/2011	ATIS AVIATION S.A. 17 avenue Didier Daurat Parc Algorithmes - Thalès 31 700 Blagnac	2, 3, 4, 5, 6 & 8	Renouvellement N°73/04-08. Délai de 4 mois octroyé pour répondre aux exigences de l'Inspection du Travail.
N°95/06-09	30/08/2006	01/09/2006	31/08/2011	SPACE Bât M1 - BP 522 F 69 125 Aéroport Lyon St Exupéry	1-1, 1-2 et 1-4	1er agrément
N°96/06-09	11/09/2006	13/09/2006	12/09/2011	SERCAM 43, Rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS	5-7, 11-1, 11-2, 11-3 & 11-4	Renouvellement 72/04-04
N°97/06-12	06/12/2006	01/12/2006	30/11/2011	LA POSTE Etablissement de Bordeaux CTC Boulevard Jean-Jacques BOSC 33065 Bordeaux Cedex	4-1 & 4-2	Renouvellement N°70/04-03
N°98/06-12	20/12/2006	22/12/2006	21/12/2011	SGA Aéroport Nice Côte d'Azur - Terminal 1 - 06281 NICE CEDEX 3	2,3,4,1,5-4	Renouvellement 46/04-08
N°99/07-01	20/12/2006	02/01/2007	01/01/2012	GSF ATLANTIS ZI du Phare - 22 allée Félix Nadar 33700 Mérignac	2 (personnes à mob.réduite)	Renouvellement N°75/05-01
N°100/07-02	26/01/2007	01/02/2007	31/01/2012	ATIS AVIATION S.A. 17 avenue Didier Daurat Parc Algorithmes - Thalès 31 700 Blagnac	2, 3, 4, 5, 6 & 8	Renouvellement N°94/06-08.
N°101/07-05	14/05/2007	21/05/2007	20/05/2012	GIMAS 31, rue du Moulin 31 320 CASTANET TOLOSAN	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, & 11.	
N°102/07-11	29/11/2007	29/11/2007	28/11/2007	ONET SERVICES 20 Traverse de Pomègues 13008 MARSEILLE	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10 et 11	Renouvellement du 50/02-11
N°103/08-01	04/01/2008	04/01/2008	03/01/2013	AFSA Centre d'affaires VIVIANI 6,8 Rue Viviani 63007 CLERMONT-FERRAND	6-1	Renouvellement du 48/02-04
N°104/08-02	04/02/2008	06/02/2008	05/02/2013	ENTREPRISE H.REINIER 20 Traverse de Pomègues 13008 MARSEILLE	1,2,3,4,5,6,9,10 et 11	En remplacement du 51/02-12
N°105/08-02	04/02/2008	06/02/2008	05/02/2013	SABENA TECHNICS LINE 5 Rue de la Jeune Fille Bâtiment 3422 - 93290 TREMBLAY EN France	8-1, 8-2, 8-3 et 8-4	En remplacement du 52/03-01 de TAT Industries Sol
N°106/08-02	14/02/2008	19/02/2008	18/02/2013	STIM SECUR ITE 21 Rue de Madrid 75008 PARIS	2	nil
N°107/08-05	20/05/2008	22/05/2008	21/05/2013	France Handling 10, rue du Pavé Zone de Fret 5 - Aéroport CDG 95290 Tremblay-en-France	1, 3, 4, 5 & 10	Renouvellement du N°54/03-05
N°100/07-02	26/01/2007	01/02/2007	31/01/2012	DERICHEBOURG ATIS AERONAUTIQUE 17 avenue Didier Daurat Parc Algorithmes - Thalès 31 700 Blagnac	2, 3, 4, 5, 6 & 8	A/R du Changement de dénomination D'Atis Aviation S.A.le 22/05/2008
N°108/08-06	16/06/2008	18/06/2008	17/06/2013	Menzies Aviation France SAS 112, Avenue Kléber 75116 PARIS	1-1, 1-2, 1-3, 1-4, 2, 3, 4-1, 4-2, 5-1, 5-2, 5-3, 5-4, 5-5, 5-6, 5-7, 6-1, 6-2, 6-3, 9-1, 9-2, 9-3, 9-4, 10-1 et 10-2.	nil
N°109-08-10	16/10/2008	21/10/2008	22/10/2013	Bordeaux Mérignac Assistance (BMA) Centre d'Affaires ATRIA 2, rue du Centre 93 160 Noisy Le Grand	1-1, 1-2, 1-3, 1-4, 2, 3, 5-1, 5-2, 5-3, 5-4, 5-5, 5-6, 5-7, 6-1, 6-2, 6-3, 9-1, 9-2, 9-3, 9-4, 10-1 & 10-2	Groupe SAT/courrier fait à SAT concernant les intentions de transfert d'activité à BMA le 22/10/2009

APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE
AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AERODROME DE BORDEAUX MERIGNAC
 Agréments délivrés par la Directrice de l'aviation civile Sud Ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998	Observations
N°	Date	Début	Expiration			
N°10-08-10	15/10/2008	22/10/2008	21/10/2013	SKY NET ASSISTANCE 455, Promenade des anglais Les Portes de l'ARENAS 06 200 NICE	6-1	nil
N°11/08-11	04/11/2008	04/11/2008	03/11/2013	Groupe Europe Handling 3 rue du Tê Zone de Fret 4 - Village Fret 97 290 Tremblay-en-France	1, 2, 3, 5, 6, 8, 9 & 10.	"renouvellement" du N° 49/02-11 expiré en novembre 2007
N°12/08-12	15/12/2008	23/12/2008	22/12/2013	UUDS AERO - ZI Les Vignes 2, Rue Eugène Hénaff 93 000 BOBIGNY	6-1, 6-2 et 6-3	Ex TMC AERO (dernier agrément : 74/04-11 expiré le 24/11/2006)
N°13/09-02	09/02/2009	11/02/2009	10/02/2014	ISS ABILIS France 65 rue Ordener 75 899 PARIS CEDEX 18	1,2,3,4,5,6,10&11.	candidature pour fret postal avec espoir de développ. l'activité.
N°14/09-12	21/12/2009	22/12/2009	21/12/2014	3 S 31, rue du moulin Courrègne 31 320 CASTANET TOLOSAN	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10 et 11	nil
N°15/10-02	16/02/2010	17/02/2010	16/02/2015	NEO SECURITY 4 Square Edouard VII 75009 PARIS	4-1	nil
N°16/10-05	20/05/2010	25/05/2010	24/05/2015	DERICHEBOURG MULTI ASSISTANCES 6, allée des coquelicots 94478 BOISSY SAINT LEGER	6	nil
N°17/10-06	29/06/2010	28/06/2010	27/06/2015	REGIONAL CAE Aéroport de Clermont/Auvergne BP 70100 63 510 AULNAT	8-1, 8-2 & 8-3	nil
N°18/10-07	06/07/2010	06/07/2010	05/07/2015	AIR France 45 rue de Paris 95 747 Roissy CDG cedex	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7-2, 8, 9, 10 et 11.	nil
N°18/10-08	16/08/2010	16/08/2010	15/08/2015	Connecting Bag Services (Ex euronetec) Fret 6 - 6, rue du Pavé BP 10 276 - Tremblay-en-France - 95 704 Roissy CDG Cedex	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4 et 10-1 à 10-2	nil
N°19/10-08	16/08/2010	16/08/2010	15/08/2015	ESSO SAF 2 Rue des Martinets 92 569 Rueil Malmaison Cedex	7-1	nil
N°20/10-09	13/09/2010	15/09/2010	14/09/2015	EVEREST PRESTANCE SECURITE 95L Avenue Henri Barbusse	2	nil
N°21/10-09	14/09/2010	16/09/2010	15/09/2015	WOREX 66 route de Sartrouville Les Erables III 78 230 Le Pecq	7-1	nil
N°22/10-09	21/09/2010	22/09/2010	21/09/2015	AVIAPARTNER MERIGNAC Aéroport de Bordeaux - Mérignac Cidex 22 33700 Mérignac	1,2,3,4,5,6,9,10 et 11.	nil
N°23/10-09	23/09/2010	24/09/2010	23/09/2015	TOTAL France 24 Cours Michelet - La Défense 10 - 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX	7-1 et 7-2	nil
N°24/10-10	19/10/2010	25/10/2010	24/10/2015	CHRONOPOST 10 Place du Général de Gaulle 92 768 ANTONY CEDEX	4-1 et 5-4	nil
N°25/10-10	21/10/2010	26/10/2010	25/10/2015	MAP HANDLING FREIGHT Quartier Tournezy Bât. A8 - Rue Simone Signoret 34 070 MONTPELLIER	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2 et 11-1 à 11-4.	nil
N°16/10-05	20/05/2010	25/05/2010	24/05/2015	HERACLES 27 blvd Ornano 93 200 St Denis	6-1, 6-2 et 6-3	A/R du changement de dénomination de Derichebourg Multi Assistances le 23/11/2010
N°26/11-01	24/01/2011	25/01/2011	24/01/2016	AIR ASSISTANCES Quartier Tournezy Rue S. Signoret Bât. A8 34 070 MONTPELLIER	1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10 et 11.	Avec mise en demeure (cf ITT) / levée le 05/05/2011
N°27/11-03	21/03/2011	21/03/2011	20/03/2016	SFS - fret 6 - 6, rue du Pavé Bât 3220 BP 18212 Tremblay-en-France 95 703 Roissy CDG Cedex	4-1 à 4-2 & 5-1 à 5-7	nil
N°28/11-04	08/04/2011	08/04/2011	07/04/2016	M. Michel FARI 3 rue de la pinède 33 380 MIOS	1-4	nil
N°29/11-05	27/05/2011	31/05/2011	30/05/2016	SODAIC Sécurité - 22/24 route de Versailles - 91160 Champplan	1-4 et 2	Ex SANA
N°30/11-07	12/07/2011	12/07/2011	11/07/2016	AIRVIANCE - 4 Place de Londres Continental Square - Bât Jupiter - 93290 Tremblay en France	1-2-3-4-5-6-9-10-11	nil
N°31/11-09	01/09/2011	01/09/2011	31/08/2016	SPACE Bât M1 BP522 69125 Aéroport Lyon Saint Exupéry	1-1, 1-2 et 1-4	nil
N°32/11-09	01/09/2011	13/09/2011	12/09/2016	SERCAM 61-69 rue de Bercy 75012 Paris	5-7, 11-1 à 11-4	nil
N°33/11-11	21/11/2011	22/12/2011	21/12/2016	SGA 11 av Pierre Mendès France 33700 MERIGNAC	2, 3, 4-1 & 5-4	nil
N°26/11-01	20/12/2011	25/01/2011	24/01/2016	MAP HANDLING Bordeaux 31, chemin Sainte Pétronille 06800 CAGNES sur MER	1-1 à 1-4,2,3,4-1,4-2,5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3,8-1 à 8-4,9-1 à 9-4, 10-1,10-2,11-1 à 11-4	Transfert agrément vers MAP Handling Bordeaux 20/12/2011
N°34/12-01	20/12/2011	02/01/2012	01/01/2017	GSF ATLANTIS ZI du Phare - 22 allée Félix Nadar 33700 Mérignac	2 (PMR)	
N°35/12-01	26/12/2011	01/01/2012	31/12/2016	SKYTANKING Bordeaux S.A.S. - Aéroport de Bordeaux-Mérignac - 33700 MERIGNAC	7-1 et 7-2	
N°36/12-01	11/01/2012	01/02/2012	31/01/2017	DERICHEBOURG ATIS AERONAUTIQUE 17 avenue Didier Daurat Parc Algorithmes - Immeuble Thalès 31700 Blagnac	5,6 & 8	
N°37/12/05	09/05/2012	21/05/2012	20/05/2017	GIMAS 31, rue du Moulin Courrègne 31 320 CASTANET TOLOSAN	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, & 11.	
N°38/12-05	09/05/2012	09/05/2012	08/05/2017	AIR PROTECT 6 Bât.461 Aéroport de Paris-Orly 91550 PARAY-Vieille Poste	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-3 à 5-4, 6-1, 6-3, 10-1 à 10-2	
N°39/12-07	26/07/2012	26/07/2012	25/07/2017	Mlle Laetitia FARI 3 rue de la pinède 33380 MIOS	1-4	
N°40/12-07	26/07/2012	26/07/2012	25/07/2012	SKYROAD - 58, rue de Neuilly - Parc des Guillaumes - Bât E1 93130 NOISY LE SEC	2, 3, 10-1 à 10-2	
N°41/12-07	24/07/2012	24/07/2012	23/07/2017	NET 31 BLAGNAC - Aéroport Toulouse Hall 1 RDC - 31700 BLAGNAC	6-1	
N°42/12-08	02/08/2012	02/08/2012	01/08/2012	SAFEN - 36 boulevard de l'Océan - 13258 MARSEILLE Cedex 09	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11	

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP750474074 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 28 mars 2012 par la SAS A&D SERVICES 113 rue des pins 33200 BORDEAUX

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SAS A&D SERVICES, sous le n°SAP750474074.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : (prestataire ou mandataire)

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 avril 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.



PRÉFECTURE DE LA REGION AQUITAINE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

ARRÊTÉ

portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les travaux
d'aménagement et d'entretien forestier de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne
(IDCC n° 8723)

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE

VU le code du travail, notamment les articles L.2261-15, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 1985 du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche portant extension de la convention collective de travail du 4 mars 1985 concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestier de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

VU l'avenant n° 45 du 14 février 2012 dont les signataires demandent l'extension ;

VU l'avis d'extension publié au recueil des actes administratifs des trois départements concernés ;

VU l'avis des membres de la Commission nationale de la négociation collective en date du 28 juin 2012 (sous-commission agricole des conventions et accords) ;

VU l'accord donné conjointement par le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et le ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt,

ARRÊTE

Article 1er : Les clauses de l'avenant n° 45 en date du 14 février 2012 à la convention collective de travail du 22 octobre 1985 concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestier de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 24.7.2012

LE PREFET,
Pour le Préfet,
L'Adjoint au Secrétaire général
pour les affaires régionales,
Xavier DESURMONT

PREFECTURE DE GIRONDE

DIRECCTE AQUITAINE- unité territoriale de Gironde

**Arrêté portant renouvellement de l'agrément
d'un organisme de services à la personne
numéro :499263242**

Le Préfet de Gironde

Vu le code du travail et notamment les articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

Vu l'agrément qualité N°2007233071 attribué le 15 septembre 2007 à la SARL COFILSERV...

Vu la demande de renouvellement d'agrément déposée le 1^{er} février 2012.. par Monsieur Philippe LANGLOIS, en qualité de gérant...

VU la certification accordée par le Bureau VERITAS France-60 ave du Gal de Gaulle 92048 PARIS la Défense à la SARL « COFILSERV » en date du 8 juin 2012,

Arrête :

Article 1 : L'agrément de la SARL COFILSERV dont le siège social est situé 8 cours Tartas 33120 ARCACHON est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 16 septembre 2012 pour les établissements suivants :

COFILSERV-8 cours Tartas à ARCACHON

COFILSERV 66T cours de la République à GUJAN MESTRAS

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R. 7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : Cet agrément couvre les activités suivantes :

Activités relevant de la certification :

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Accompagnement dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

Article 3 : Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualité de :

- Prestataire

Article 4 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 5 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet d'agrément,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 7 : Le présent arrêté peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE AQUITAINE- Unité Territoriale de Gironde. ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne - Immeuble Bervil 12, rue Villiot
75572 Paris Cedex 12.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification en saisissant le Tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet.

Bordeaux le 24 juillet 2012
Pour le préfet et par délégation
Le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFECTURE DE GIRONDE

DIRECCTE AQUITAINE- unité territoriale de Gironde

**Arrêté portant renouvellement de l'agrément
d'un organisme de services à la personne
numéro : SAP498107499**

Le Préfet de Gironde

Vu le code du travail et notamment les articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

Vu l'agrément qualité N°2007233050 attribué le 1^{er} février 2007 à l'association LIBRENVOL,

Vu la demande de renouvellement d'agrément déposée le 13 mars 2012 par Madame Sarah BOUCHER., en qualité de directrice,

Vu la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 13 mars 2012

Arrête :

Article 1 : L'agrément de l'association LIBRENVOL..dont le siège social est situé 70 quai de Paludate 33000 BORDEAUX..est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 2 février 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R. 7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : Cet agrément couvre les activités suivantes :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

Article 3 : Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualité de :

- Prestataire et mandataire

Article 4 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 5 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet d'agrément,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 7 : Le présent arrêté peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE AQUITAINE- Unité Territoriale de Gironde. ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne - Immeuble Bervil 12, rue Villiot
75572 Paris Cedex 12.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification en saisissant le Tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet.

Bordeaux le 24 juillet 2012
Pour le préfet et par délégation
Le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP499263242 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 1^{er} février 2012 par Monsieur Philippe LANGLOIS, gérant de la SARL COFILSERV, pour les établissements situés :

8 cours Tartas à ARCACHON

66T cours de la République à GUJAN MESTRAS

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de _____, sous le n°SAP.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

Activités relevant de la certification :

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Accompagnement dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile

Activités ne relevant pas de la certification :

- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements,;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 24 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP498107499 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 13 mars 2012 par Madame Sarah BOUCHER, directrice de l'association LIBRENVOL, 70 quai de Paludate 33000 BORDEAUX

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de _____, sous le n°SAP.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon les modes suivants:

Prestataire

Mandataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile
 - Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
 - Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
 - Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- intermédiation

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 24 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFECTURE DE.GIRONDE

DIRECCTE AQUITAINE- unité territoriale de Gironde

**Arrêté portant renouvellement de l'agrément
d'un organisme de services à la personne
numéro : SAP498692490**

Le Préfet de Gironde

Vu le code du travail et notamment les articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

Vu l'agrément qualité N° 2007-2.33.055..attribué le 1^{er} septembre 2007 à la SARL « SOUS MON TOIT »,

Vu la demande de renouvellement d'agrément déposée le 21 mai 2012. par Madame Hélène CASTEVERT, en qualité de responsable d'agence.,

Vu la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 22 mai 2012

Vu la certification accordée par le Bureau VERITAS France-60 ave du Gal de Gaulle 92048 PARIS la Défense à la en date du 15 février 2011

Arrête :

Article 1 : L'agrément de la SARL SOUS MON TOIT.dont le siège social est situé 13 rue Lhote 33000 BORDEAUX est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 2 septembre 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R. 7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : Cet agrément couvre les activités suivantes :

Activités certifiées :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfant de plus et moins de 3 ans à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

Activité non certifiée :

- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements,;

Article 3 : Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualité de :

- Prestataire

Article 4 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 5 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet d'agrément,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 7 : Le présent arrêté peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE AQUITAINE- Unité Territoriale de Gironde. ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne - Immeuble Bervil 12, rue Villiot
75572 Paris Cedex 12.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification en saisissant le Tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet.

Bordeaux le 25 juillet 2012
Pour le préfet et par délégation
Le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

.

PREFECTURE DE GIRONDE

DIRECCTE AQUITAINE - unité territoriale de la Gironde.

**Arrêté portant agrément
d'un organisme de services à la personne
numéro :SAP533649950**

Le Préfet de Gironde

Vu le code du travail et notamment les articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

Vu la demande d'extension d'agrément reçue le 6 juin 2012 par Madame Anne Karine KRUMMENACKER, en qualité de Présidente de la SAS J.E.A.M, 19 rue Maurice Rey 33340 LESPARE MEDOC

Vu la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 18 juin 2012

Arrête :

ARTICLE PREMIER :

L'article 2 de l'agrément délivré à la SAS J.E.A.M sous le numéro N141111F033Q175 au titre des activités de services à la personne le 14 novembre 2011 est **modifié** comme suit :

Cet agrément couvre les activités suivantes :

- Garde d'enfant de plus et moins de 3 ans à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

ARTICLE 2

Les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Bordeaux le 25 juillet 2012

P/le Préfet et par délégation
Le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752672691 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 20 juillet 2012 par Monsieur Alexandre GILBERT, auto entrepreneur, 9 rue du Chalet 33000 BORDEAUX

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Alexandre GILBERT, sous le n° SAP752672691.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de repas à domicile
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP 493903272 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 1^{er} janvier 2012 par l'AFR « La Girondine », ave Gay Lussac Parc Descarte 33370 ARTIGUES

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association ADFR la Girondine, sous le n°SAP.493903272

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Mandataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant de plus et moins de 3 ans à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP533649950 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée une demande d'extension des activités auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 18 juin 2012 par Madame Anne Karine KRUMMENACKER, Présidente de la SAS J.E.A.M, 19 rue Maurice Rey 33340 LESPARE MEDOC

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SAS J.E.A.M , sous le n°SAP533649950.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :
soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant de plus et moins de 3 ans à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes** ;
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752325811 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 24 juillet 2012 par Madame Sophie KROL, auto entrepreneur, 41 ave du Château 33700 MERIGNAC

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame Sophie KROL, sous le n°SAP.752325811

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP539650424 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 14 juin 2012 par Madame Amélie MEKKI, auto entrepreneur, domaine Alienor 241 rue Nationale 33240 St ANDRE de CUBZAC

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame Amélie MEKKI, sous le n°SAP.539650424

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Vincent COSSAIS, auto entrepreneur, 5 allée du Pontet 33170 GRADIGNAN établi par les services de l'Etat en date du 26 mai 2011
- VU** le courrier transmis le 11 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur COSSAIS dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur Vincent COSSAIS, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Vincent COSSAIS le 26 mai 2011 sous le n°N120511F033S058 est **retiré** à compter du 26 juillet 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Philippe DURAND, auto entrepreneur, lieu dit Colin Dupin 333550 HAUX établi par les services de l'Etat en date du 12 août 2010
- VU** le courrier transmis le 26 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur DURAND dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur Philippe DURAND, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Philippe DURAND le 12 août 2010 sous le n°**N120810F033S115** est **retiré** à compter du 26 juillet 2012

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Damien MATHIEU, auto entrepreneur, ave Léon Blum apt 401-33200 BORDEAUX- établi par les services de l'Etat en date du 22 décembre 2010
- VU** le courrier transmis le 4 juillet 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur MATHIEU dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur MATHIEU titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Damien MATHIEU le 22 décembre 2010 sous le n°N221210F033S2166 est **retiré** à compter du 26 juillet 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Benoit ROCHEREAU, auto entrepreneur, 22 rue Jean Richeplon 33160 St MEDARD en JALLES établi par les services de l'Etat en date du 23 décembre 2009
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Benoit ROCHEREAU le 23 décembre 2009 sous le n° N231209F033S144est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément qualité concernant Madame Mathilde CIGOUROUX, entreprise individuelle HOME SERVICE 33-202 rue Surein 33500 LIBOURNE établi par les services de l'Etat en date du,
- VU** la déclaration de cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément qualité délivré à Madame VIGOUROUX le 26 janvier 2009 sous le n°N260109F033Q0005 est retiré.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

*Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :*

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Elyane TONNEAU, entreprise individuelle, 10 Lot.le Mail 33460 LABARDE établi par les services de l'Etat en date du 23 juin 2009
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Madame Elyane TONNEAU le 23 juin 2009 sous le n° N230609F033S060 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Dominique BOLZONNELLA , auto entrepreneur, 9 rue des Lupins 33140 VILLENAVE d'ORNON établi par les services de l'Etat en date du 5 septembre 2011
- VU** le courrier transmis le 6 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Madame BOLZONNELLA dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Madame BOLZONNELLA , titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Madame BOLZONNELLA le 5 septembre 2011 sous le n°N050911F033S115 est **retiré** à compter du 26 juillet 2012

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Joël DUCHENE, entreprise individuelle, Ferme de Cartignac route de Vendays 33990 HOURTIN établi par les services de l'Etat en date du 1^{er} septembre 2008
- VU** le courrier transmis le 15 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur DUCHENE dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur Joël DUCHENE, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Joël DUCHENE le 1^{er} septembre 2008 sous le n°N010908F033S098 est **retiré** à compter du 26 juillet 2012

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Lina MARTIN , auto entrepreneur, 12 rue Chateaubriand 33600 PESSAC établi par les services de l'Etat en date du 10 janvier 2011
- VU** le courrier transmis le 4 juillet 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Madame Lina MARTIN dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Madame Lina MARTIN, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Madame Lina MARTIN le 10 janvier 2012 sous le n°N100111F033S0008 est **retiré** à compter du 26 juillet 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant la SARL MICRO@HOME, 225b Nougueyratut 33650 St MORILLON établi par les services de l'Etat en date du 12 août 2012
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à la SARL MICRO@HOME le 12 août 2012 sous le n° N120810F033S112 est retiré.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Françoise VEDEL 16 novembre 2011 auto entrepreneur, 47 ter rue des Palus 33290 PAREMPUYRE établi par les services de l'Etat en date du
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Madame Françoise VEDEL le 16 novembre 2011 sous le n°N161111F033S176 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP498692490 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 22 mai 2012 par Madame Hélène CASTEVERT, responsable d'agence de la SARL SOUS MON TOIT, 13 rue Lhote 33000 BORDEAUX

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL SOUS MON TOIT, sous le n°SAP.498692490

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfant de plus et moins de 3 ans à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements,
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.



PREFET DE LA REGION AQUITAINE

*le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du
mérite*

VU le code du travail, notamment les articles L. 6111-5 et R 6111-1,

VU le décret n° 2011-487 du 4 mai 2011 portant application de l'article L. 6111-5 du code du travail pour la mise en oeuvre du service public de l'orientation tout au long de la vie et création du label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers »,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 4 mai 2011 fixant le cahier des charges relatif au label national « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 25 juillet 2011 définissant le logotype associé au label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-2 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral de renouvellement du Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 3 mars 2011 et l'arrêté modificatif du 10 octobre 2011

VU la délibération du Comité régional de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 22 septembre 2011 créant en son sein une commission Orientation et lui donnant compétence pour instruire les dossiers de demande d'attribution du label et émettre des avis sur ceux-ci à l'intention du préfet de région,

VU l'arrêté préfectoral de désignation des membres des commissions spécialisées du Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 12 décembre 2011,

VU la demande d'attribution du label « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » présentée par l'organisme désigné comme « tête de réseau » :

Pôle Emploi de Marmande,
35 rue Portogruaro – 47200 Marmande

pour le groupement d'organismes liés par convention de réseau local d'organismes participant au service public de l'orientation tout au long de la vie en région Aquitaine

constituant le Réseau de MARMANDE

VU l'avis favorable formulé par le Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans le cadre de la commission Orientation, en date du 17 juillet 2012

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail est attribué au **réseau de Marmande** en tant que groupement d'organismes,

constitué par les organismes Pôle Emploi de Marmande, Mission Locale de Marmande, Centre d'Information et d'Orientation de Marmande, Cap Emploi du Lot-et-Garonne, Fongecif Aquitaine,

dont le ressort géographique porte sur les cantons de Bouglon, Castelmoron-sur-Lot, Duras, Lauzun, Marmande, Mas-d'Agenais, Meilhan-sur-Garonne, Seyches, Tonneins.

ARTICLE 2

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » est attribué pour une durée de cinq ans à dater de la notification du présent arrêté.

Cette attribution peut être renouvelée sur demande adressée trois mois avant l'expiration de la durée pour laquelle le label a été attribué. La demande est présentée et examinée selon les modalités prévues aux articles R. 6111-3 et R. 6111-4 du code du travail.

ARTICLE 3

Si le conventionnement de l'organisme CAP EMPLOI n'est pas maintenu, le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » sera retiré d'office à cette structure. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant le **réseau de Marmande**.

ARTICLE 4

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » pourra être retiré à l'un des organismes membre du réseau lorsqu'une condition légale ou réglementaire de délivrance du label ou une clause du cahier des charges n'est pas respectée. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant le **réseau de Marmande**.

Le ou les manquements constatés seront signifiés par courrier du Préfet de région à l'organisme, qui devra présenter ses observations par écrit dans un délai de 30 jours. La réponse de l'organisme sera transmise à la commission Orientation du CCREFP qui se réunira pour délibérer et communiquer son avis au préfet de région dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la réponse de l'organisme.

ARTICLE 5

Toute décision de retrait du label est notifiée par le préfet de région. Elle est également communiquée pour information au CCREFP ainsi qu'au Délégué à l'information et à l'orientation.

ARTICLE 6

Le réseau de Marmande est tenu de transmettre le compte rendu de son activité pour l'année précédente au titre du label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers », pour le 30 mars de chaque année.

Ce document doit être adressé par l'organisme désigné « tête de réseau », le Pôle Emploi de Marmande, au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine.

ARTICLE 7

Les organismes composant le réseau de Marmande s'engagent à utiliser le label "Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers" et le logotype qui lui est associé défini par l'arrêté du 25 juillet 2011, dès notification du présent arrêté.

Le retrait du label entraîne le retrait du droit d'utiliser le logotype.

ARTICLE 8

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine est chargé de veiller à l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 27 JUIL. 2012

Le Préfet de Région
Pour le Préfet,
L'Adjoint au Secrétaire général
pour les affaires régionales,

Xavier DESURMONT



PREFET DE LA REGION AQUITAINE

*le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du
mérite*

VU le code du travail, notamment les articles L. 6111-5 et R 6111-1,

VU le décret n° 2011-487 du 4 mai 2011 portant application de l'article L. 6111-5 du code du travail pour la mise en oeuvre du service public de l'orientation tout au long de la vie et création du label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers »,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 4 mai 2011 fixant le cahier des charges relatif au label national « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 25 juillet 2011 définissant le logotype associé au label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-2 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral de renouvellement du Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 3 mars 2011 et l'arrêté modificatif du 10 octobre 2011

VU la délibération du Comité régional de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 22 septembre 2011 créant en son sein une commission Orientation et lui donnant compétence pour instruire les dossiers de demande d'attribution du label et émettre des avis sur ceux-ci à l'intention du préfet de région,

VU l'arrêté préfectoral de désignation des membres des commissions spécialisées du Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 12 décembre 2011,

VU la demande d'attribution du label « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » présentée par l'organisme désigné comme « tête de réseau » :

Mission Locale du Pays Villeneuvois

13 rue Darfeuille, BP 12, 47301 Villeneuve-sur-Lot Cedex

pour le groupement d'organismes liés par convention de réseau local d'organismes participant au service public de l'orientation tout au long de la vie en région Aquitaine

constituant le Réseau de VILLENEUVE-SUR-LOT / FUMEL

VU l'avis favorable formulé par le Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans le cadre de la commission Orientation, en date du 17 juillet 2012

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail est attribué au **réseau de Villeneuve-sur-Lot / Fumel** en tant que groupement d'organismes,

constitué par les organismes Mission Locale du Pays Villeneuvois, Centre d'Information et d'Orientation de Villeneuve-sur-Lot, Pole Emploi de Villeneuve-sur-Lot, Cap Emploi du Lot-et-Garonne, Fongecif Aquitaine, Bureau Information Jeunesse de Villeneuve-sur-Lot, Bureau Information Jeunesse de Sainte-Livrade-sur-Lot, Point Information Jeunesse de Fumel.

dont le ressort géographique porte sur l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot.

ARTICLE 2

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » est attribué pour une durée de cinq ans à dater de la notification du présent arrêté.

Cette attribution peut être renouvelée sur demande adressée trois mois avant l'expiration de la durée pour laquelle le label a été attribué. La demande est présentée et examinée selon les modalités prévues aux articles R. 6111-3 et R. 6111-4 du code du travail.

ARTICLE 3

Si le conventionnement des organismes CAP EMPLOI, Bureau information jeunesse, Point information jeunesse n'est pas maintenu, le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » sera retiré d'office à ces structures. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant le **réseau de Villeneuve-sur-Lot / Fumel**.

ARTICLE 4

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » pourra être retiré à l'un des organismes membre du réseau lorsqu'une condition légale ou réglementaire de délivrance du label ou une clause du cahier des charges n'est pas respectée. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant le **réseau de Villeneuve-sur-Lot / Fumel**.

Le ou les manquements constatés seront signifiés par courrier du Préfet de région à l'organisme, qui devra présenter ses observations par écrit dans un délai de 30 jours. La réponse de l'organisme sera transmise à la commission Orientation du CCREFP qui se réunira pour délibérer et communiquer son avis au préfet de région dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la réponse de l'organisme.

ARTICLE 5

Toute décision de retrait du label est notifiée par le préfet de région. Elle est également communiquée pour information au CCREFP ainsi qu'au Délégué à l'information et à l'orientation.

ARTICLE 6

Le réseau de Villeneuve-sur-Lot / Fumel est tenu de transmettre le compte rendu de son activité pour l'année précédente au titre du label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers », pour le 30 mars de chaque année.

Ce document doit être adressé par l'organisme désigné « tête de réseau », la mission Locale du Pays Villeneuvois, au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine.

ARTICLE 7

Les organismes composant le réseau de Villeneuve-sur-Lot / Fumel s'engagent à utiliser le label "Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers" et le logotype qui lui est associé défini par l'arrêté du 25 juillet 2011, dès notification du présent arrêté.

Le retrait du label entraîne le retrait du droit d'utiliser le logotype.

ARTICLE 8

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine est chargé de veiller à l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 27 JUL. 2012

Le Préfet de Région
Pour le Préfet,
L'Adjoint au Secrétaire général
pour les affaires régionales.
Xavier DESURMONT



PREFET DE LA REGION AQUITAINE

*le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du
mérite*

VU le code du travail, notamment les articles L. 6111-5 et R 6111-1,

VU le décret n° 2011-487 du 4 mai 2011 portant application de l'article L. 6111-5 du code du travail pour la mise en oeuvre du service public de l'orientation tout au long de la vie et création du label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers »,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 4 mai 2011 fixant le cahier des charges relatif au label national « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 25 juillet 2011 définissant le logotype associé au label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-2 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral de renouvellement du Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 3 mars 2011 et l'arrêté modificatif du 10 octobre 2011

VU la délibération du Comité régional de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 22 septembre 2011 créant en son sein une commission Orientation et lui donnant compétence pour instruire les dossiers de demande d'attribution du label et émettre des avis sur ceux-ci à l'intention du préfet de région,

VU l'arrêté préfectoral de désignation des membres des commissions spécialisées du Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 12 décembre 2011,

VU la demande d'attribution du label « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » présentée par l'organisme désigné comme « tête de réseau » :

Mission Locale Avenir Jeunes Pays Basque
42 chemin de l'Estanquet, 64100 Bayonne

pour le groupement d'organismes liés par convention de réseau local d'organismes participant au service public de l'orientation tout au long de la vie en région Aquitaine

constituant le Réseau du PAYS BASQUE

VU l'avis favorable formulé par le Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans le cadre de la commission Orientation, en date du 17 juillet 2012

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail est attribué au **réseau du Pays Basque** en tant que groupement d'organismes,

constitué par les organismes Mission Locale Avenir Jeunes Pays Basque, Centre d'Information et d'orientation de Bayonne, les 4 Pôle Emploi de Boucau, Biarritz, Bayonne, St-Jean de Luz, le Cap Emploi Pays Basque, le Fongecif Aquitaine, les 3 Bureaux Information Jeunesse de Bayonne, Hendaye, St Jean de Luz, les Points Information Jeunesse de Ciboure, Hasparren et Ustaritz,

dont le ressort géographique porte sur l'arrondissement de Bayonne et les cantons de Mauléon et Tardets.

ARTICLE 2

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » est attribué pour une durée de cinq ans à dater de la notification du présent arrêté.

Cette attribution peut être renouvelée sur demande adressée trois mois avant l'expiration de la durée pour laquelle le label a été attribué. La demande est présentée et examinée selon les modalités prévues aux articles R. 6111-3 et R. 6111-4 du code du travail.

ARTICLE 3

Si le conventionnement des organismes CAP EMPLOI, Bureau information jeunesse, Point Information Jeunesse n'est pas maintenu, le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » sera retiré d'office à ces structures. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant le **réseau du Pays Basque**.

ARTICLE 4

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » pourra être retiré à l'un des organismes membre du réseau lorsqu'une condition légale ou réglementaire de délivrance du label ou une clause du cahier des charges n'est pas respectée. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant le **réseau du Pays Basque**.

Le ou les manquements constatés seront signifiés par courrier du Préfet de région à l'organisme, qui devra présenter ses observations par écrit dans un délai de 30 jours. La réponse de l'organisme sera transmise à la commission Orientation du CCREFP qui se réunira pour délibérer et communiquer son avis au préfet de région dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la réponse de l'organisme.

ARTICLE 5

Toute décision de retrait du label est notifiée par le préfet de région. Elle est également communiquée pour information au CCREFP ainsi qu'au Délégué à l'information et à l'orientation.

ARTICLE 6

Le réseau du Pays Basque est tenu de transmettre le compte rendu de son activité pour l'année précédente au titre du label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers », pour le 30 mars de chaque année.

Ce document doit être adressé par l'organisme désigné « tête de réseau », la Mission Locale Avenir jeunes Pays Basque, au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine.

ARTICLE 7

Les organismes composant le réseau du Pays Basque s'engagent à utiliser le label "Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers" et le logotype qui lui est associé défini par l'arrêté du 25 juillet 2011, dès notification du présent arrêté.

Le retrait du label entraîne le retrait du droit d'utiliser le logotype.

ARTICLE 8

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine est chargé de veiller à l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le **27 JUILL. 2012**

Le Préfet de Région
Pour le Préfet,
*L'Adjoint au Secrétaire général
pour les affaires régionales.*
Xavier DESURMONT



PREFET DE LA REGION AQUITAINE

*le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du
mérite*

VU le code du travail, notamment les articles L. 6111-5 et R 6111-1,

VU le décret n° 2011-487 du 4 mai 2011 portant application de l'article L. 6111-5 du code du travail pour la mise en oeuvre du service public de l'orientation tout au long de la vie et création du label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers »,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 4 mai 2011 fixant le cahier des charges relatif au label national « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 25 juillet 2011 définissant le logotype associé au label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-2 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral de renouvellement du Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 3 mars 2011 et l'arrêté modificatif du 10 octobre 2011

VU la délibération du Comité régional de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 22 septembre 2011 créant en son sein une commission Orientation et lui donnant compétence pour instruire les dossiers de demande d'attribution du label et émettre des avis sur ceux-ci à l'intention du préfet de région,

VU l'arrêté préfectoral de désignation des membres des commissions spécialisées du Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 12 décembre 2011,

VU la demande d'attribution du label « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » présentée par l'organisme désigné comme « tête de réseau » :

Pôle Emploi de Pau

11 avenue d'Ossau – CS 17521 – 64075 Pau Cedex

pour le groupement d'organismes liés par convention de réseau local d'organismes participant au service public de l'orientation tout au long de la vie en région Aquitaine

constituant le Réseau de PAU

VU l'avis favorable formulé par le Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans le cadre de la commission Orientation, en date du 17 juillet 2012

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail est attribué au **réseau de Pau** en tant que groupement d'organismes,

constitué par les organismes Pôle Emploi de Pau (3 agences), Centre d'Information et d'Orientation de Pau, Mission locale Insertion Béarn Adour de Moorlaas, Mission Locale Pau-Pyrénées de Pau, le Fongecif Aquitaine, le Point Information Jeunesse de Jurançon, porté par l'association Maison des Jeunes et de la Culture rive gauche de Jurançon,

dont le ressort géographique porte sur les cantons de : Arzacq, Billère, Garlin, Jurançon, Lembeye, Lescar, Montaner, Nay, Pau, Pontacq, Thèze.

ARTICLE 2

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » est attribué pour une durée de cinq ans à dater de la notification du présent arrêté.

Cette attribution peut être renouvelée sur demande adressée trois mois avant l'expiration de la durée pour laquelle le label a été attribué. La demande est présentée et examinée selon les modalités prévues aux articles R. 6111-3 et R. 6111-4 du code du travail.

ARTICLE 3

Si le conventionnement de l'organisme Point information jeunesse, n'est pas maintenu, le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » sera retiré d'office à cette structure. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant le **réseau de Pau**.

ARTICLE 4

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » pourra être retiré à l'un des organismes membre du réseau lorsqu'une condition légale ou réglementaire de délivrance du label ou une clause du cahier des charges n'est pas respectée. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant le **réseau de Pau**.

Le ou les manquements constatés seront signifiés par courrier du Préfet de région à l'organisme, qui devra présenter ses observations par écrit dans un délai de 30 jours. La réponse de l'organisme sera transmise à la commission Orientation du CCREFP qui se réunira pour délibérer et communiquer son avis au préfet de région dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la réponse de l'organisme.

ARTICLE 5

Toute décision de retrait du label est notifiée par le préfet de région. Elle est également communiquée pour information au CCREFP ainsi qu'au Délégué à l'information et à l'orientation.

ARTICLE 6

Le réseau de Pau est tenu de transmettre le compte rendu de son activité pour l'année précédente au titre du label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers », pour le 30 mars de chaque année.

Ce document doit être adressé par l'organisme désigné « tête de réseau », le Pôle Emploi de PAU, au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine.

ARTICLE 7

Les organismes composant le réseau de Pau s'engagent à utiliser le label "Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers" et le logotype qui lui est associé défini par l'arrêté du 25 juillet 2011, dès notification du présent arrêté.

Le retrait du label entraîne le retrait du droit d'utiliser le logotype.

ARTICLE 8

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine est chargé de veiller à l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le **27 JUL. 2012**

Le Préfet de Région
Pour le Préfet,
*L'Adjoint au Secrétaire général
pour les affaires régionales.*
Xavier DESURMONT



PREFET DE LA REGION AQUITAINE

*le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du
mérite*

VU le code du travail, notamment les articles L. 6111-5 et R 6111-1,

VU le décret n° 2011-487 du 4 mai 2011 portant application de l'article L. 6111-5 du code du travail pour la mise en oeuvre du service public de l'orientation tout au long de la vie et création du label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers »,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 4 mai 2011 fixant le cahier des charges relatif au label national « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail,

VU l'arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse du 25 juillet 2011 définissant le logotype associé au label national « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-2 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral de renouvellement du Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 3 mars 2011 et l'arrêté modificatif du 10 octobre 2011

VU la délibération du Comité régional de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 22 septembre 2011 créant en son sein une commission Orientation et lui donnant compétence pour instruire les dossiers de demande d'attribution du label et émettre des avis sur ceux-ci à l'intention du préfet de région,

VU l'arrêté préfectoral de désignation des membres des commissions spécialisées du Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 12 décembre 2011,

VU la demande d'attribution du label « Orientation pour tous - Pôle information et orientation sur les formations et les métiers » présentée par l'organisme désigné comme « tête de réseau » :

Pôle Emploi de Bergerac

16 rue du Petit Sol, 24100 Bergerac

pour le groupement d'organismes liés par convention de réseau local d'organismes participant au service public de l'orientation tout au long de la vie en région Aquitaine

constituant le Réseau du BERGERACOIS

VU l'avis favorable formulé par le Comité de Coordination régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans le cadre de la commission Orientation, en date du 17 juillet 2012

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » prévu à l'article R. 6111-1 du code du travail est attribué au **réseau du BERGERACOIS** en tant que groupement d'organismes,

constitué par les organismes Pôle emploi de Bergerac, Centre d'Information et d'Orientation de Bergerac, Fongecif Aquitaine, Mission Locale du Bergeracois, Point Information Jeunesse d'Eymet, dont le ressort géographique porte sur les 13 cantons de Beaumont, Sigoulès, Le Buisson, Vélignes, Bergerac I et II, Villamblard, Eymet, Monpazier, Lalinde, Ste Alvère, Issigeac, la Force.

ARTICLE 2

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » est attribué pour une durée de cinq ans à dater de la notification du présent arrêté.

Cette attribution peut être renouvelée sur demande adressée trois mois avant l'expiration de la durée pour laquelle le label a été attribué. La demande est présentée et examinée selon les modalités prévues aux articles R. 6111-3 et R. 6111-4 du code du travail.

ARTICLE 3

Si le conventionnement de l'organisme Point Information Jeunesse, n'est pas maintenu, le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » sera retiré d'office à cette structure. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant le **réseau du BERGERACOIS**.

ARTICLE 4

Le label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers » pourra être retiré à l'un des organismes membre du réseau lorsqu'une condition légale ou réglementaire de délivrance du label ou une clause du cahier des charges n'est pas respectée. Cette mesure de retrait n'affectera pas le maintien du label aux autres organismes composant **le réseau du BERGERACOIS**.

Le ou les manquements constatés seront signifiés par courrier du Préfet de région à l'organisme, qui devra présenter ses observations par écrit dans un délai de 30 jours. La réponse de l'organisme sera transmise à la commission Orientation du CCREFP qui se réunira pour délibérer et communiquer son avis au préfet de région dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la réponse de l'organisme.

ARTICLE 5

La décision de retrait du label est notifiée par le préfet de région. Elle est également communiquée pour information au CCREFP ainsi qu'au Délégué à l'information et à l'orientation.

ARTICLE 6

Le réseau du BERGERACOIS est tenu de transmettre le compte rendu de son activité pour l'année précédente au titre du label « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers », pour le 30 mars de chaque année.

Ce document doit être adressé par l'organisme désigné « tête de réseau », le Pôle Emploi de Bergerac, au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine.

ARTICLE 7

Les organismes composant le réseau du BERGERACOIS s'engagent à utiliser le label "Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers" et le logotype qui lui est associé défini par l'arrêté du 25 juillet 2011, dès notification du présent arrêté.

Le retrait du label entraîne le retrait du droit d'utiliser le logotype.

ARTICLE 8

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine est chargé de veiller à l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le **27 JUIL. 2012**

Le Préfet de Région
Pour le Préfet,
*L'Adjoint au Secrétaire général
pour les affaires régionales,*
Xavier DESURMONT

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP 534054663 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 27 juillet 2012 par Monsieur Goran ZIVKOVIC, auto entrepreneur, 5, rue des blancs manteaux – 33590 GRAYAN et L'HOPITAL

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Goran ZIVKOVIC, sous le n°SAP.534054663.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP 533752820 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 21 juillet 2012 par Monsieur Shanu ANTONIACOMI, auto entrepreneur, 218, rue de Bègles – 33000 BORDEAUX

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Shanu ANTONIACOMI, sous le n°SAP.533752820.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

■ cours à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFECTURE DE GIRONDE

DIRECCTE AQUITAINE - unité territoriale de la Gironde.

**Arrêté portant agrément
d'un organisme de services à la personne
numéro :SAP750474074.**

Le Préfet de .Gironde

Vu le code du travail et notamment les articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,

Vu la demande d'agrément reçue le 27 avril 2012. par Madame Danièle HUOT, en qualité de Présidente de la SAS A&D Services, le confort à la maison,

Vu l'avis émis le 31 mai 2012 par le président du conseil général de .Gironde.,

Arrête :

Article 1 : L'agrément de la SAS A&D Services, le confort à la maison dont le siège social est situé 113, rue des pins francs 33200 BORDEAUX est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 8 août 2012 sous le numéro SAP7500474074

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-9 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : Cet agrément couvre les activités et les départements suivants

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile

Ces activités seront exercées sur le département de la Gironde

Article 3 : Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualité de :

- prestataire

Article 4 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 5 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux déclarées dans la demande d'agrément,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan quantitatif et qualitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 7 : Le présent arrêté peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - Unité Territoriale de Gironde. ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie - Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services - Mission des services à la personne - Immeuble Bervil 12, rue Villiot 75572 Paris Cedex 12.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification en saisissant le Tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet.

Bordeaux le 8 août 2012

Pour le préfet et par délégation
Le directeur adjoint

François ESCUER



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Christine LACAMPAGNE, auto entrepreneur, 14 rue St André Résidence « les terres marines » appt K11 334701 LE TEICH établi par les services de l'Etat en date du 15 avril 2010
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Madame Christine LACAMPAGNE le 15 avril 2010 sous le n° N150410F033S032 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
la directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde, **hiérarchique** auprès du Ministère du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, concernant les activités de services à la personne,
- VU** l'enregistrement de la déclaration « services à la personne » concernant la SARL FACIDOMI, 15 allée des vignes de Marquet 33850 LEOGNAN , établi par les services de l'Etat en date du 7 mars 2012
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'enregistrement de la déclaration en date du 5 mars 2012 sous le n° **SAP 492859194** et concernant la SARL FACIDOMI est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde

.Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

Voies de recours

*Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :*

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Edouard TERRAS, auto entrepreneur, 47 rue Charpentier 33200 BORDEAUX établi par les services de l'Etat en date du 19 novembre 2010
- VU** le courrier transmis le 26 juillet 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur Edouard TERRAS dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur Edouard TERRAS, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Edouard TERRAS le 19 novembre 2010 sous le n°N/191110F033S152 est **retiré** à compter du 20 août 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
la Directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY

Voies de recours

*Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :*

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Anne Laure FERNANDEZ, gérante de la SARL NEW DEAL A DOM, 3 rue Henri Fruges 33600 PESSAC établi par les services de l'Etat en date du 26 mai 2011
- VU** le courrier transmis le 17 juillet 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Madame Anne Laure FERNANDEZ dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que la SARL NEW DEAL A DOM, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à la SARL NEW DEAL A DOM le 26 mai 2011 sous le n°**N260511F033S062** est **retiré** à compter du 20 août 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
la directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY

Voies de recours

*Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :*

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752827816 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 26 juillet 2012 par Monsieur Patrick BOUGEARD, auto entrepreneur, 4 rue de Vouvray 33127 MARTIGNAS sur JALLES

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Patrick BOUGEARD, sous le n°SAP.752827816

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements,
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance informatique et Internet à domicile

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP501668552 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 18 août 2012 par Monsieur Vincent COSSAIS, auto entrepreneur, 5 allée du clos de Pontet, 33170 GRADIGNAN

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Vincent COSSAIS, sous le n°SAP.501668552

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements,
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752942748 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 15 août 2012 par Monsieur Jean Luc MILLET, auto entrepreneur, 28 résidence Océane 33680 LACANAU

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Jean Luc MILLET, sous le n°SAP752942748

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
La directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY.

118, cours du Maréchal Juin – 33075 Bordeaux cedex
Standard 05 56 00 07 77 Allô service public 39 39 (0,06 € /mn)
www.service-public.fr - www.aquitaine.travail.gouv.fr - www.travail-solidarite.gouv.fr - www.economie.gouv.fr - www.emploi.gouv.fr
www.aquitaine.pref.gouv.fr

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP387878556 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 8 août 2012 par Monsieur Joël GAUBE, responsable de l'association PRESENCE VERTE, 13 rue Ferrère 33000 BORDEAUX

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association PRESENCE VERTE, sous le n°SAP387878556

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

L'activité déclarée est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

■ télé/vision assistance

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP753127125 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 8 août 2012 par Madame Rébecca CHEGRANE, auto entrepreneur, 232 rue Camille Godard appt 39 -33000 BORDEAUX-

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame Rébecca CHEGRANE, sous le n°SAP753127125.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Soutien scolaire à domicile et cours à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP750155228 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 1^{er} août 2012 par Monsieur Sébastien DURELS, auto entrepreneur, 2 le pré du pont 33670 LA SAUVE

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Sébastien DURELS, sous le n°SAP750155228.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP501039739 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 7 août 2012 par Monsieur Jean François MONTAGUT, entreprise individuelle, 8 rue du Gal de Gaulle 33480 CASTENAU de MEDOC

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de monsieur Jean François MONTAGUT, sous le n°SAP.501039739

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP499246254 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 31 juillet 2012 par Madame Carine BERRE, gérante de la SARL HANDICAPVIE, 8 ter ave de la République 33000 BORDEAUX

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL HANDICAPVIE, sous le n°SAP499246254

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Mandataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;
- intermédiation

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

118, cours du Maréchal Juin – 33075 Bordeaux cedex
Standard 05 56 00 07 77 Allô service public 39 39 (0,06 €/mn)
www.service-public.fr - www.aquitaine.travail.gouv.fr - www.travail-solidarite.3939.fr - www.economie.gouv.fr - www.emploi.gouv.fr
www.aquitaine.pref.gouv.fr



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Arnaud POTEAUX établi par les services de l'Etat en date du 25 août 2009
- VU** le courrier transmis le 17 juillet 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur Arnaud POTEAUX dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur Arnaud POTEAUX, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Arnaud POTEAUX le 25 août 2009 sous le n°N250809F033S093 est **retiré** à compter du 22 août 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER

Voies de recours

*Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :*

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Michel CARTIER, auto entrepreneur, 27 allée Félix Nadar 33700 MERIGNAC, établi par les services de l'Etat en date du 9 juin 2010
- VU** le courrier transmis le 11 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur Michel CARTIER dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur Michel CARTIER, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Michel CARTIER le 9 juin 2010 sous le n°N09 06 10F033S079 est **retiré** à compter du 22 août 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Nathalie RASQUIER , auto entrepreneur, 20 cours Gambetta 33490 St MACAIRE établi par les services de l'Etat en date du 20 janvier 2011
- VU** le courrier transmis le 17 juillet 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Madame Nathalie RASQUIER dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Madame Nathalie RASQUIER , titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : *« l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée »*,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Madame Nathalie RASQUIER le 20 janvier 2011 sous le n°N200111F0033S014 est **retiré** à compter du 22 août 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Hassan RICHARD, auto entrepreneur, 33 résidence Val de l'eau Bourde Bât L179-50 rue Edouard Bourleaux-33140 VILLENAVE d'ORNON établi par les services de l'Etat en date du 26 mai 2010
- VU** le courrier transmis le 19 juillet 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur Hassan RICHARD dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur Hassan RICHARD, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Hassan RICHARD le 26 mai 2010 sous le n°N260510F033S073 est **retiré** à compter du 22 août 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Anne Marie RAYMOND, auto entrepreneur, 50 bis route de Guitres 33910 St DENIS de PILE, établi par les services de l'Etat en date du 6 octobre 2010
- VU** le courrier transmis le 16 juillet 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Madame Anne Marie RAYMOND dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Madame Anne Marie RAYMOND, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Madame Anne Marie RAYMOND le 6 octobre 2010 sous le n°N061010F033S131 est **retiré** à compter du 22 août 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP493338552 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 15 mai 2012 par Madame Ludvine CHADEFAUD, gérante de la SARL SERV A DOM, 12 rue Chauveau 33420 ESPIET

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL SERV A DOM, sous le n°SAP493338552.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile ;
- Soutien scolaire
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP494410392 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 23 août 2012 par l'association MOSAIQUE SERVICES, 2 allée Isaac Newton 33650 MARTILLAC

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association MOSAIQUE SERVICES, sous le n°SAP494410392.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire et mandataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant la SARL A2 MICILE ARCACHON, 2 rue du Château 33470 LE TEICH établi par les services de l'Etat en date du 3 juin 2008
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à la SARL A2MICILE ARCACHON le 3 juin 2008 sous le n°N030608F033S047 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

gracieux auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde, **hiérarchique** auprès du Ministère du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13

,contentieux devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752676148 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 14 août 2012 par Madame Françoise GREGOIRE, auto entrepreneur, 7 allée des Pivoines 33470 GUJAN MESTRAS

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame Françoise GREGOIRE, sous le n°SAP752676148.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements,
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP391881646 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 24 août 2012 par Monsieur Yvan SOUCHERE, auto entrepreneur, 7 rue des Baccharis Appt 8 -33470 LE TEICH-

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Yvan SOUCHERE, sous le n°SAP.391881646

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP753371780 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 27 août 2012 par Madame Audrey NICOLAS, auto entrepreneur, 16 avenue des Libellules 33510 ANDERNOS LES BAINS

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame Audrey NICOLAS, sous le n°SAP753371780.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 28 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
Le directeur adjoint UT Gironde

François ESCUER



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant l'EURL FORMADOM, 54 B chemin de Bel Air 33850 LEOGNAN établi par les services de l'Etat en date du 24 août 2009
- VU** la cessation d'activité en date du 30 juin 2012

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à l'EURL FORMADOM le 24 août 2009 sous le n° N240809F033S090 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13, - **contentieux**
devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752381178 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 20 août 2012 par Madame Marine SYLVESTRE, auto entrepreneur, 8 rue Pierre Bérégovoy Bât B6 Appt 211-33150 CENON-

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame Marine SYLVESTRE, sous le n°SAP752381178.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leur déplacement
- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant la SARL APRES LA CLASSE 33, 36 rue des Remparts 33000 BORDEAUX établi par les services de l'Etat en date du 1^{er} juillet 2009
- VU** la cessation d'activité le 17 mai 2011

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à la SARL APRES LA CLASSE 33 le 1^{er} juillet 2009 sous le n° N010709F033S068 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 31 août 2012

P/Le Préfet et par délégation,
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine
La directrice adjointe UT Gironde

Catherine FOURMY

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif 9, rue Tastet 33000 BORDEAUX